«L'Économie»

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - Nº 14701 - 6 F

MARDI 5 MAJ 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY -- DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'Europe des dix-neuf

nostalgiques

Mile Manual and a company

water opposite the same of the

動物の体 ママング イン・フェエム 下記し

WHEN A MAR FROM !

in M. Calaine fo be et form.

See Madin

ciations israelo-arabe

n tour «pratique»

Marin Salar

484 SECTION 1 2 1 23250

The state of the s

Martin of State of the State of State o

Secretary of the second second

5 34 mil *1 *1

فيشترن و

And A supply of

1 1500 25

UNE nauvella Europe est née : l'espacs éconami-que européen (EEE), une Europe à dix-neuf. Samedi 2 mel, les ministres das effairas étrengères des Douze de le Commu-neuté économique européenne (CEE) et ceux des eept pays de l'Assaclatian eurapéenne de libre-échange (AELE) ont signé à Porto (Portugal) un traité qui danners nelseence, uns foie ratifié per checun das peys concernés, eu plus grend mer-ché du mande (380 millians d'habitants et plus de 40 % du commerce mandiai) : l'Europe du cep Nord à le Sicile evant celle de l'Atlantique à l'Ourai i

Cette nauvelle étape démontre, une foie de plus, que le CEE n'est pee une forteresse qui se construit à l'ebri du reste du mande. L'intégretion euro-péenne contribue eu développement des échanges Internationeux et donc de l'éconamie mondiele. Il reste à espérer que les eutres blocs régianaux en caurs de constitution - en Amérique et en Asie - e'inspi-reront d'une même démerche.

ES négocietions entre les Dauze et les Sept (Autriche, Finlende, Islands, Liechtenstein, Norvège, Suisse, Suède) ont certes été difficiles, butant avec l'Autriche sur le questian du treneit routier, evec la Norvège et l'islande sur le problème de le pêche. Mais ie problème de le pêche. Mais eprès troie ennées de discussions, les peys de l'AELE ont finelement eccepté l'acquis communautaire. Le principa de la libre circulation des biens, des services, des hommes et des contents des principals des contents de contents d des capitaux devrait donc s'eppliquer dane cette nouvalia grande zone économique dès le ienvier 1993.

Afin de tirer parti du dynamisme économique – attendu – du marché des Douze, les pays de l'AELE ant voulu être pré-sents dès le premier jour de la euppression des frontières eu sein de le CEE, sans ettendra d'être edmie à pert entière dans ce club. Certaine mem-bres da l'AELE (l'Autriche, le Suède et la Finiende) sont, on le sait déjà, officiellement candidats à l'edhésion à le CEE. D'eutres envisagent de déposer une demande (la Norvège et la Suisse). Avant que ces discussions sur l'élergissement de la CEE – alles doivant reprendre lors du sommet des Douze à Lisbonne en juin - n'eboutis-sent, ile ant jugé qu'il y evsit pour eux une certaine urgence. L'accord signé à Porto ns couvre cependant ni i'sgriculture, ni le monnale, ni plus générale-ment les questions d'ordre politique (affairas étrangères, défense, etc.).

A Communauté, quant à profondissament de l'Intégration en cours evec Meastricht n'est pas incompatible avec une certaine forma d'élargissement. La CEE e d'aillsurs déjà signé des accords da libre-échange evec le Hangtie, le Pologne et le Tchécoslovaquie (autres candidats à l'adhésion) et pourrait faire de mame avec le Maghreb.

En étendant einsi son réseau d'eccords de libre-échanga, la CEE canfirme qu'eils se construit comme un bloc économique ouvert. Un sxempls qui devrait inspirer les négociateurs de l'accord de libreéchangs nord-américain comme ceux qui, en Amérique latine ou sn Asie du Sud-Est, préconisent uns intégration régionale



Alors que les Douze relancent leurs efforts de paix

Les combats en Bosnie-Herzégovine sont de plus en plus meurtriers

Alors que des négociations sur « le retour au calma » davaient s'ouvrir, lundi 4 mai, à Sarajavo, de violents combata se poursuivalant dans lea faubourgs musulmens da la capitale de la Bosnie-Herzégovina. Les affrontements antre les troupes aarbo-fédéralas et les forces musulmanes et croates ont fait au moins cant cinquente morts, samadi 2 at

dimancha 3 mai, dans cette République exyougoslave. Réunis au Portugal, les ministres des affaires étrangères des Douze ont décidé de relancer leur politique de paix et réclamé le retrait de l'arméa fédérale du territoire de la Bosnie. Samedi, un observateur belga de la mission de la CEE a été tué près de Mostar, chef-lieu de l'Herzégovine.



Lire page 3 les articles de FLORENCE HARTMANN et de PHILIPPE LEMAITRE

Et si le franc était réévalué?

La France pourrait, grâce à une réévaluation de sa monnaie par rapport au deutschemark, retrouver une marge de manœuvre économique

par Erik Izraelewicz

Réévaluer le franc? A Matignon, un homme rêve. Déjà, certains conseillers du premier ministre cammencent à y croire. A le faire savoir. Et à imaginer leur patron en campagne expliquant à un électorat incrédule que, désormeis, e c'est la droite qui dévalue et la gauche qui réévalue ». Evoquée dens les milieux financiers à l'initiative de quelques praches de l'Elyeée et de Matignon, une réévaluation du franc par rapport au deutscheselon lee partisans d'un tel ejustement, de retrouver paradoxalement quelque marge de manœuvre économique. Elle apparaît en effet comme une conditian à une beisse des taux d'intérêt. Une réévaluetion du franc, même modeste meis ellent eu-delà des marges autorisées par le système manétsire eurapéen (SME), est cependent une décision politique nécessitant l'eccord des partenaires de la France. Provocant, un tel pro-jet est-il aujourd'hui eauhaita-ble? Est-il possible?

Sur le plan politique, une telle opéretian eureit un intérêt sans doute modéré.

Lire la suite page 19

L'ÉCONOMIE

Volkswagen: une crise à l'allemande

. Comme toute l'Allemagne en ces lendemains de réunifica-tion, le quatrième constructeur automobile mondial traverse une passe délicate. Analyse d'une crise par ÉRIC LE BOUCHER.

Lire eussi : Indochine, le retaur des Industriels français eu Vietnam ; Hollywood pleure les banques françaises ; la chronique de PAUL FABRA

Pages 27 à 34

Les stigmates de Los Angeles

Frappés de stupeur, les milieux politiques américains s'interrogent sur les retombées électorales des émeutes

WASHINGTON

de notre correspondant

Alors que se dissipait le fumée des incendies dans le ciel de Los Angeles, la classe politique restait perplexe : quelles retombées en aneée électorale, quelles conséquences à quelques mois da scrutin présidentiei de novembre? Paradoxalement, la plus meutrière des émeutes que les États-Unis aient connues depuis long-temps laisse les dirigeants du pays muets au presque. Comme s'ils étaient encore sous le coup de la stupeur.

Du côté du gouvernement fédéral et des eutorités locales, pas d'annonce de pro-gramme d'urgence pour les ghettos urbains; du côté de l'opposition démo-crate, pas de promesse de réforme non plus. Bref, rien qui paraisse à la mesure de l'orgie de violence. al'orgie de violence», de cette bouffée de guérilla urbaine que vient de connaître Los Angeles. A l'exception des parlementaires nairs, peu de responsebles du

Congrès se sont exprimés. Le champ e été laissé en président et candidat républicain, M. George Bush, et à son très probable adversaire de novembre, le démocrate Bill Clinton, gouverneur de l'Arkansas. L'un et l'eutre ont fait preuve de la même et extrême prudence. L'un et l'entre ont pareillement balance leur propos : indignation quant ou verdict d'acquittement des quatre policiers blancs qui ont tabassé un Noir; dénanciation sévère des pillages, violences et actes de vandalisme qui ant suivi l'annonce du verdict.

En cela, MM. Bush et Clinton reflétaient assez justement ce que les sondages disent de l'apinion d'une écrasante majorité d'Américains, blancs et noirs.

ALAIN FRACHON Lire la suite page 4, . . . nos informations et le reportage de DANIELLE ROUARD sur Atlanta, page 5,

Maastricht: hésitations danoises

Malgré les vieux slogans anti-européens, le « oui » devrait l'emporter au référendum du 2 juin

de notra envoyé spécial

a Dans certains domaines, Maastricht va trop loin pour nous. Nous ne voulons pas d'une politique étrangère et de défense commune. Nous ne voulons pas d'une coopération militaire plus étroite. Nous ne voulons pas d'une nouvelle super-puissance en Europe! Les intérêts des grands pays ne sont pas forcément ceux des petits et nous avons le droit de poursuivre notre propre politique comme nous le souhaitons ».

Dans le civil, M. Uffe Geertsen est directeur de l'Association danoise pour la coopération internationale. Mais, evant le référendum du 2 juin sur le traité de Maastriebt, il milite an sein du mouvement Danemark 92 qui, depuis sa création en décembre dernier, fait campagne pour le «non» sur le thème : « Oui à l'Europe, alast que la chronique non à l'union / ». Que craint-on, d'une de DANIEL SCHNEIDERMANN, page 24 façon souvent diffuse, an Danemark? Une

perte de souveraineté, la «dictature» de de société de bien-être scandinave, parfois la peur de l'expansionnisme de la grande Bruzel Aliemagne voisine, nne Europe (des Douze) qui se ferme, hésite à s'élargir et exclut celle qui vient de se libérer da

Qu'il y ait ou non malentendn sur la portée exacte du traité de Maastricht, ces sentiments d'inquiétude sont répandus, à droite comme à gauche, et ne sont plus seulement exprimés par ces «anciens com-battants» qui, depuis le début des années 70, dénoncent, avec une ténacité devenue presque réberbative, tous les méfaits de l'adhésion de leur pays à la CEE.

Au Danemark, la moindre extension de la coopération européenne a toujours sus-cité de violentes polémiques. Faut-il y rester? Faut-il en sortir?

ALAIN DEBOVE Lire la suite page 9

Les effets-surprises de l'affaire Touvier

Deux semeines après le décieian de non-lieu visant Paul Touvier, prise per les magietrete de le chambre d'accusation de la cour d'appei de Paris, le Monde e rencontré magistrats et evocats des palais de justice de Paris et de Lyon.

Vivacité du débat national sur la France de Vichy, relance des affaires Papon et Bousquet, incertitudes sur la poursuite de la réforme de la justice : le non-lieu dont a bénéficié l'encien milicien e eu des effets inattendus.

Lire page 13 les articles de LAURENT GREILSAMER, BERTRAND LE GENDRE et ROBERT MARMOZ



Le témoignage d'un grand

Des images surprenantes, parfois bouleversantes, de ce que peut être le petit d'homme lorsqu'il est menacé dans son corps ou

M. Chevenement veut créer une «organisation

Le débet sur le révieian constitutiannelle préalable à le ratification des accords de Maeetricht s'ouvre, merdi 5 mai, à l'Assemblée nationale. Les opposants au traité ant ennancé qu'ils déposeraient plueieure matiane de

Paur se pert, M. Jeen-Pierre Chevènement, ancien ministre de la défense, qui s réaffirmé, dimanche 3 mei, son hostilité à l'« Europe de Maastricht », e souhaité la création d'une « organisation nouvelle capable de rassembler toute la gauche ».

Lire nos informations page 10

The second secon

Un entretien avec Mohamed Arkoun

« Entre l'islam et l'Occident, tout se passe désormais dans un imaginaire qui nourrit une exclusion réciproque »

« Jusqu'où faites vous remon-ter les racines du contentieux entre l'islam et l'Occident?

- Un siècle après la mort du Prophète en 632, l'islam, né de façon précaire en Arahie, devient un empire rival de Byzance et controle le vieux monde méditerra-néen. Pour parier de ce moment impérial, les historiens utilisent le terme «islam», contribnant jus-qu'à nos jonts à maintenir une confusion entre un mouvement religieux, une instance spirituelle et un phénomène d'hégémonie politique, économique, intellectuelle et culturelle, qui dure jusqu'à la prise de Bagdad par les Mongols en 1258. La langue arabe accompagne cette expansion: elle s'impose comme langue de civilisation dans l'aire méditerranéenne jusqu'aux ouzième douzième siècles confusion entre un mouvement

onzième douzième siècles.

* L'hégémonie de l'empire « musulman. » alimente le rivalité née de l'exploitation, par chaque communauté monotheiste, chrétienne, juive, musulmane, d'une révélation qui repose sur une symbolique religiense identique. Cette rivalité séculaire a été ravivée, amplifiée, radicalisée politiquement depuis, les années 30 par les luttes anticoloniales et le conflit israélo-arabe. Mais déjà pendant la Reconquista espagnole (onzièmequinzième siècles), les croisades, les compétitions entre l'empire ottoman et les puissances euroottoman et les puissances euro-péennes, la symbolique religieuse monothéiste avaient alimenté les idéologies de combat et les théolo-gies exclusivistes chez tous les pro-

 » Ai-je besoin de rappeler que la défaite des Ottomans à la bataille de Lépante, en 1571, offre un bon repère chronologique pour dater le renversement définitif des rapports de forces entre la puissance « musulmane » et la puissance « carétienne ». Nous vivons, en ce vingtième siècle finissanl, les suites désastreuses de ce processus histo-rique. Oo cootinue à s'invectiver en ulilisanl des théologies conçues 'comme des systèmes culturels d'exclusion réciproque. Dans l'imagi-naire politique et religieux des musulmans, les croisades sont même devenues une sorte de point de départ de l'inversion des forces. Cette représentation mythologique de l'Europe chrétienne occupe plus de place dans la conscience collective que les révolutions anglaise et française, qui consacrent une rup-ture décisive avec la symbolique religieuse, et l'avènement d'une «raison» des Lumières, demeurée jusqu'à nos jours l'«impensé» de la pensée islamique.

» Les historiens peuvent évi-demment diverger sur cette analyse rappelée à grands traits. Je dis seuement que cette histoire est perque et utilisée des deux côtés – «islam» et «Occident» – comme un arsenal d'images et d'arguments pour expliquer et légitimer les affrontements d'aujourd'hui. Les pays arabo-irano-turco-musulmans se sentent, à tort ou à raison, écartés de la relation à leur propre histoire depuis que l'Europe chré-tienne, puis capitaliste et laïque, a satellisé, marginalisé les peuples et les cultures de la Méditerranée et, ensuite, du monde entier.

Mais, dans la périoda moderne, ou et quand situez-vous les principaux nœuds de ce contentieux?

- I'en vois trois. Il y a d'abord la phase connue de la colonisation, légitimée par le discours sur le caractère universel, humaniste, de le civilisation occidentale et chrétienne. Elle va déboucher sur les guerres de libération, dont l'exem-ple-type est la guerre d'Algérie de 1954 à 1962.

» Puis, après les indépendances, vient la phase de ce que j'appelle-rai le «coopération» économique et culturelle. Et là naît un déséqui-lihre aux grandes conséquences. Sous-développés sur le plan écono-mique, social et culturel, les musulmique, social et culturel, les musul-mans acceptent mal la grande rup-ture entre leur passé glorieux ll'islam classique des historiens) et leur cruel dénuement d'aujour-d'hui. Ils ont le sentiment que les Occidentaux veulent leur imposer, clès en main, une modernité pour laquelle ils ne sont pas prêts, parce qu'ils sont demeurés, depuis le sei-zième siècle, à l'écart de son élabo-ration. Dans les années 50 à 70. les ration. Dans les années 50 à 70, les relations entre l'Occident et le monde islamique sont dominées par le postulat (et la réalité) de la supériorité de l'Occident, Aucun observateur sérieux ne peut ignorer ce déséquilibre. C'est son exploita-tion idéologique et politique qui est contestable de part et d'autre.

» Le troisième temps fort du contentieux entre islam et Occident - je n'aime pas cette terminologie qui confronte dangereusement une religion et un espace géopolitique et culturel - est lié au discours sur la démocratie et les droits de l'homme. On se rappelle la leçon

Le débat sur la construction de l'Europe ne peut cacher ni exclure un contentieux devenu aussi un élément permanent des relations internationales : l'Occident et l'islam n'en finissent pas - à travers l'embargo sur la Libye et les réactions qu'il suscite à Tripoli, la montée du FIS stoppée en Algérie, hier à travers la guerre du Golfe ou la peine de mort contre l'écrivain Salman Rushdie, - de régler des comptes qui remontent à loin dans l'histoire.

Universitaire, professeur d'histoire de la pensée islamique à Paris III, Mohamed Arkoun, né en Algérie, enseigne aussi à Amsterdam, à Philadelphie, à Berlin. Le président de la République l'a nommé en 1990 au Comité national d'éthique. Son enseignement, ses livres (L'humanisme arabe au X. siècle, Vrin, 1982; Critiqua de la raison islamique, Maisonneuve-Larose, 1984; Ouvertures sur l'islam, Granchet; Lectures du Coran eux éditions tunisiennes ALIF, 1992), ses voyages réguliers dans les pays musulmans, notamment au Maghreb, en font l'un des meilleurs spécialistes en France de la pensée islamique. Musulman modéré, il e'explique, dens cet entretien, sur les racines historiques, culturelles et religieuses du conflit entre l'islam et l'Occident et indique quelques voies pour tenter de le surmonter.

de démocratie délivrée aux Etats de démocratie délivrée aux États africains à La Baule. Quant aux droits de l'homme, ils sont devenus, depuis l'affaire Rushdie, le lieu de cristallisation de l'irrémédiable opposition entre la violence, la tyrannie, l'oppression, le terrorisme d'un côté, l'Etat de droit, les lihertés, la terre d'asite, l'aide humanitaire de l'autre Comocition humanitaire de l'autre. Opposition lragiquement vraie : mais quels processus historiques, quelles stratégies politiques, quels mécanismes économiques et monétaires, quels usages de la raison scientifique et même philosophique y ont conduit?

« Au lieu d'aider à créer les conditions objectives du progrès des droits de l'homme, on continue à soutenir des régimes qui piétinent ces droits »

» An lieu d'aider à créer les conditions objectives du progrès des droits de l'homme, on continue des droits de l'homme, on continue à soutenir des régimes qui piétinent ces droits, tandis que des journalistes et des intellectuels stigmatisent une religion obscurantiste, fermée à tous les progrès de la pensée, comme l'ont montré les débats sur l'affaire Rushdie et pendam la guerre du Golfe. Les droits de l'homme pervertis en discours idéologique de disqualification de l'ennemi séculaire deviennent paradoxalement un outil de négation du premier droit de l'homme : celui de produire librement l'ordre symbolique de sa société.

» Nous atteignons ainsi le point

» Nous atteignous ainsi le point nodal d'un combat inégal entre les cultures depuis le triomphe de la civilisation matérielle telle que la décrit Fernand Brandel. L'Occident a transformé son ordre symbolique a transforme son ordre symbolique par un lent travail de soi sur soi des grandes sociétés européennes, comme l'Angleterre, la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne. En revanche, aucune société musul-mane n'a produit son histoire par le seul jeu de ses forces internes depuis le dix-neuvème siècle.

gentsia compris - s'engouffre dans la brèche ouverte.

- Dans la série des chocs - Dans la série des chocs intellectuels et religieux que vous venez de rappeler, vous ne pouvez pas mer que l'islam kumême, par la véhémence de certains pays musulmens et de certains de ses courants, s'est autodéfiguré. Le reconnaître ne domerait-li pus plus de poids à votre critique de l'imposition autoritaire d'un modèle culturel occidental?

- Tonte ma carrière universitaire est consacrée à ce que j'ai appelé la crilique de la raison islamique, et il o'est pas question, dans mon esprit, de développer un discours anti-occidental ou anticolonial sans donner la priorité à la critique interne de l'islam et du monde islamique. le dis que la pensée islami l'époque classique. Les sociétés discours dominant aujourd'hui; est musulmanes veulent entendre partotalement ignorante des références let de leur histoire, se réapproprier de l'islam classique, de l'«age d'or» arabo-musulman dont j'ai

parlé.

» Je ne dis pas que la réactivation de cet âge d'or réduirait l'inégalité actuelle avec l'Occident. Les
génies du Moyen Age, comme
Averroès, Maimonide ou saint
Thomas, sont enfermés dans cet
espace réduit par notre modernité
à un moment fertile, mais dépassé,
du combat de l'esprit pour sa libération jamais achevée. Je pense
seulement que si le discours islamiste connaissait l'étendue et la
fécondité du champ intellectuel de
la pensée islamique classique, et si
aous disposions encore aujourd'hui nous disposions encore aujourd'hui d'hommes comme Averroes, Avicenne ou Razi, la situation intellec-tuelle et culturelle de l'islam serait autrement plus avantagense face aux défis de la modernité.

» L'exégèse coranique, per exemple, ne connaîtrait pas les dés-espérantes dérives idéologiques, amplifiées aujourd'hui par les amplifiées aujourd'hui par les médias et une littérature parascientifique. On ne cherche plus à avancer dans la compréhension : d'un texte religieux, on fait du Coran une arme de combat politique. On parle du « réveil de l'islam», mais on ne précise pas qu'il n'y a plus ni théologie ouverte aux sciences actuelles, ni nne exégèse respectueuse de règles et de méthodes en perfétuel renouvellement.

» Il reste dons un immense tra-

perpétuel renouvellement.

» Il reste donc un immense travail à conduire, d'abord pour reprendre de manière critique le riche héritage de la peusée islamique classique; ensuite pour intégrer les apports positifs, incontournehles, universelisables de la peusée philosophique et scientifique moderne. Travail immense, malheureusement différé, retardé, parfois rejeté par le système « éducatif » imposé partout par des Etats-nations-partis, plus soucieux d'autolégitimation que d'émancipation intellectuelle et culturelle des peuples.

Revanche de Dieu, de Gilles Kepel, a été traduit en dix-nenf langues immédiatement après sa parution : un indice révélateur de l'engoue-menl de l'opinion européenne à découvrir le religieux par sa face pervertie, le fondamentalisme.

- Pour corriger cette dérive de l'imaginaire et de la science, comment à la fois, retrouver les grandes intuitions de l'islam classique et préparer, selon une révolution intellectuelle anelo-gue à celle du dix-huitième siè-cle en Occident, la voie à un Islam modeme?

— Il n'est pas possible de com-inuniquer senicusement avec la société mésulmane d'aujourd'hui, si on ne fait pas une place réelle, let de leur histoire, se réapproprier un capital intellectuel et religieux qui a enrichi la pensée dans toute l'aire méditerranéenne. Elles refusent de se trouver écartées par une modérnité arrogante qui déclarerait désuètes toutes les expériences spirituelles el intellectuelles d'un Mnyen Age « ténéhreux », pour mieux imposer des postulets, des catégories, des pratiques économiques et politiques dont l'histoire en cours montre les feiblesses et

» Mais je répète que la pensée islamique ne pent pas non plus res-ter enfermée dans l'espace mental médiéval. Les chercheurs musulmans doivent, eu contraire, s'engager dans la pratique assidne de toutes les disciplines scientifiques d'anjourd'hui. A votre question, je réponds donc : ou à une pensee islamique classique, mais reprise et exploitée avec tous les outils de la

modernité intellectuelle.

- Mais, à vous entendre, on ne seit plus très bien ce qui appartient à la Révélation ellemème, au Prophète, à l'Islam en propre, ou ce qui e étà surajouté par certaines traditions ou interprétations. Prenons l'exemple de la confusion entre le spirituel et le temporel qui, dans les pays de tradition chrétienne, est si mai compris. mal compris.

mal compris.

Ceux qui disent que l'islam, dès le départ, a confondu le politique et le religieux s'en tiennent à une relation narrative des faits extérieurs. Ils ne se posent, en fait, aucune question d'anthropologie politique et culturelle pour analyser le problème plus général et toujonts posé de l'articulation entre l'instance de l'autorité légitimante et l'instance de l'autorité légitimante et l'instance du pouvoir politique. La séparation opérée en France entre l'Eglise et l'Etat est d'une part un fait historique très récent, d'autre part un compromis politique entre deux institutions qui continuent de hatailler, chacune dans son domaine, pour une

spirituel et le profine. Des théologiens ont été persécutés pour avoir refusé d'obéir à l'injonction d'un calife! Ihn Hanbal (mont en 855), à Bagdad, a préféré la prison et le persécution plutôl que d'obéir au dogme du Coran créé, conformément au principe « qu'il n'a pas à obéir à une crénture dans un domaine qui entraîne la désobéir. domaine qui entraîne la désobéis-sance au Créateur».

» Et pourtant, les confusions, aujourd'hui, sont plus totales que jamais. Régression ici encore; Pourquoi? Parce que le phénomène envahissant de l'Etat-nation-parti depuis les années 50 a démension de l'accomment accomment de l'écomment accomment. surément accru la demande de légi-timité à un personnel religieux nommé et administré par lui et - ce qui est pire - ignorant les riches débats de théologie et de philosophie politique doi ont opposé de 632 à 1200 environ, les écoles sunnite, chlite, ismaélienne d'un côté; toutes les écoles et les philosophes de l'autre. Il est occessaire de revenir à ces débats pour mesurer la panvreté intellectuelle des idéologies confusionnistes d'au-jourd'hui.

« La pensée islamique ne peut pas rester enfermée dans l'espace mental médiéval »

- Maie ce n'est pae seule-ment la littérature orientaliste et les discours islemistes qui, ici, nous égerent. C'est l'actualité, le mode de fonctionnement des peys islemiques qui montrent une confusion permanente entre les instances de recours politi-ques et l'instance religieuse.

ques et l'instance religieuse.

Oui, mais est-ce propre à l'is-lam? Connaissez-vous un Etat qui n'ait jamais été tenté de s'accaparer de la religion – et beancoup l'ont fait – ponr se légitimer, se donner des valeurs qu'il n'e pas? Du côté chrétien, on connaît la distinction que fait saint Thomas d'Aquin entre l'auctoritas et la patestas, deux notions que la pensée islamique evait déjà largement discurées. Mais la praitique des pouvoirs a, peu à peu, dévoré le concept d'autorité, même dans les démocraties libérales. On ne parte plus que de pouvoir et de moins en moins d'autorité. En français, on emploie même indifférenament les deux mots. Le pouvoir de la Répu-

- Exactement. Pour parler de l'istam nujourd'hui, il faut tonjours avoir en tête les ruptures historiques à l'intérieur des différentes sociétés « musulmanes ». L'histoire de l'islam n'est pas lisse, continue, homogène, comme les uslamistes essaient de le faire croire. Les ruptures sont même effroyables. Celle à laquelle nous assistons date de vient en trette aus Au phénomène. de la naissance du pouvoir des Etats dont je viens de parler, s'en ajoute un autre, inédit dans l'his-toire du monde : la démographie.

» Ceux qui, dans les rues, alimentent les mouvements dits «intégristes» ont lous moins de « integristes » ont lous moins de trente ans. Vous ne trouverez guère en Algérie, par exemple, de mili-tants islamistes âgés de plus de soixante ans. Et pouvait-il en être autrement? Dès qu'ils sont nés, ces jeunes sont socialisés, scolarisés à l'aide du discours de « libération » et de « construction nationale » inspiré par l'Etat-nation-parti. D'autres plus nombreux encore sont déracinés, coupés de leurs solidarités traditionnelles, pour venir s'ag-gintiner dans les quartiers popu-laires des villes Colonies laires des villes. Culture populaire et enleure urhaine sont ainsi détruites, fragmentées, refoulées par l'idéologie populiste, qui devient l'arme de toutes les contes-

cours ne fonctionne plus qu'avec des slogans. Et des slogans aussi creux qu'efficaces pour l'imaginaire des jeunes déracinés, qui portent en eux, cependant, des espérances irrépressibles, pouvant tourner en énergies positives pour pen qu'un discours politique neuf, libéré des conformismes, donne une expres-sion adéquate, consistante, à des revendications lrop iongtemps ignorées. Tout en stigmatisant la proliferation des slogans, on n'oubliera pas de capter la justesse des protestations, la légitimité des impatiences, la richesse des engagements qui peuvent transformer la véhémence idéologique en action historique lihératrice.

... - Comment faire pour retrouver en islam cette instance de l' «eutorité» dont vous regrettez qu'elle eit été dévorée par le pouvoir politique des États? Comment faire pour qu'une «eutorité» puisse parler, enli-trer eu nom de l'islam, dire ce qui est vrai ou faux dans ses interofitations et ses quiesinterprétations et ses quea-

CAM (

11 12 January

Table 1

1.47.3

or the second

* * 1V - (-1.24m-3

120

91.01

and the same

100

Man dament of

44-2 1 1 1 1 1

A 20 1

The state of the state of A 18

45000

Carrie Car

- Mais pourquoi voudriez-vous soumettre l'islam à une instance de l'autorité centralisée, comme dans l'Eglise catholique? Je ne partage pas cette conception jacobine du débat politico-religieux. L'autorité, en islam émerge et s'articule dans les débats théologiques libres qui ont nonrri an genre littéraire, la munazara, comme au Moyen Age latin la disputatio. Protéger ce mode de fonctionnement, ce cadre de recherche et de discussion, en debate de la maria. dehors de la pression politique des Etats et des flambées islamistes, c'est tout le sens de mon propos.

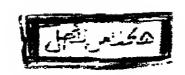
» C'est pourquoi je réclame au gouvernement français, au moins depuis cinq ans – jusqu'ici en vain, – la création d'une instance dephis cinq ans - jusqu ici en vain, - la création d'une instance d'expression scientifique de l'islam, protégée par l'Etat Laïque. Pourquoi? Parce que dans l'espace européen en train de s'ouvrir et de s'aménager, douze à quinze millions de musulmans ne peuvent se passer de lieux de références intellectuelles et scientifiques. Ou, alors, ces «travailleurs», à qui l'on refuse le statuit de citoyens, continueront à être soumis au discours islamiste conservateur. La christianisme, le judaïsme disposent en grand nombre de tels lieux. Quand il s'agit d'islam, on brandit la laicité, car, selon le dogme établi, l'islam, hypostasié dans ses dogmes, est déclaré nécessairement hostile à la laicité. Toute mon cauvre s'inscrit en faux contre cette litanie. crit en faux contre cette litanie.

» Depuis qu'on a mesuré les conséquences psychologiques et politiques de la guerre du Gotte, s'esquisse de nouveau un dialogue euro-arabe. Je m'en réjouis. Mais il échouerait s'il n'était porteur d'une resion politique porteur d'une



» C'est ce déséquilibre qui per-dure aujourd'hui. Au complexe de supériorité – on perça comme tel – emploie même indifféremment les deux mots. Le pouvoir de la République s'est arrogé toute la légitimation intellectuelle et spirituelle. Consciente de cette dérive, l'Eglise catholique, qui hier refusait la séparation, la protège aujourd'hui jalousement : le cardinal Lustiger à refusé, le 12 décembre 1989, de participer à la cérémonie républicaine de transfert de l'abbé Grégoire au Panthéon. Bel exemple, dans la France laïque, d'une lutte non achevée entre les instances de l'autorité et du pouvoir. supériorité – on perça comme tel – de l'Occident, correspond un discours défeusif, de plus en plus agressif, du monde musulman. Des deux côtés, tout se passe désormais dans un imaginaire qui nourrit une exclusion réciproqué. L'expression de ce contentieux n'est plus seulement politique, philosophique ou religieuse. Elle ressemble à nn magma, engendée par la confrontation véhémente de deux séries de ressentiments historiques qui ont dans son domaine, pour une appropriation toujours plus fine entre l'autorité légitimante et le pouvoir en quête de légitimité. peuples.

» Les choses en sont là. l'ajoute que dans ce conflit pour ou contre la modernité dans l'istam, l'intelligentsia européenne n'a jamais été d'un grand secours. Je connais plus d'un islamologne, «ami de l'islam et des Arabes», qui préfère se faire le chantre des idéologies officielles, de la «grandeur» de l'islam, plutôt que de contribuer au nécessaire combat de modernisation de la vision politique portant sur la place du monde méditerranéen dans l'espace européen eu voie de construction. Car, si on s'intéresse - 3 Ce qui est vrai dans le cas islamique, c'est que le pouvoir politique a confisqué à son profit des 60t, avec la réinstallation par la force des Omeyyades à Damas, l'autorité religieuse de ceux que le Coran appelle les « culemas ». Le cetatre des onlesses estates de la confiscion de la confisci de nouveau à la civilisation médi-terranéenne, alors historiquement, l'« islam» (c'est-à-dire, en fait, les mondes arabe, turc, iranien) y trouvera sa place, parce que les racines de l'« islam», dans ce cadre méditerranéen, sont aussi pro-frontes vivocas presentales que ressentiments historiques qui ont démearément grossi, surtout depuis l'affirmation politique de la révolution «islamique» en Iran. Ce qui me frappe anjourd'hui, c'est statut des oulemas, seion le Coran, est totalement indépendant du combat de modernisation de la pensée islamique. Il y a aussi ceux l'autorité et du pouvoir. - Au fond; vous demandez fondes, vivaces, essentielles que celles du judaisme, du christia-nisme et, bien sûr, de l'Eorope sécularisée est totalement independant du politique. Historiquement, le pou-voir politique – et aujourd'hui plus encore qu'au Moyen Age – a détourné et perverti l'antorité spi-rituelle des onlemas. Cependant, dans l'islam classique, on relève qui dénigrent systématiquement l'islam et contraignent les intellec-tuels musulmans critiques à durcir que l'islam soit traité comme les autres phénomènes politico-religieux, avec les mêmes crileur propre combet contre le modète hégémonique de l'Occi-dent. Mentionnons enfin in pléthoque cet imaginaire est devenu, des deux côtés, incontrôlable et que tout le monde - médias et intelli-Propos recuellis per HENRI TINCO sance de son histoire, de son anthropologie, de ses ruptures.



ÉTRANGER

L'aggravation des combats en Bosnie-Herzégovine

Le président Izetbegovic a été séquestré pendant vingt-quatre heures par l'armée serbo-fédérale

Le président Alija Izetbegovic, séquestré par l'armée serbofédérele à son retour de Lisbonne, samed! 2 mai, a été libéré dimanche, è la suite d'un accord conclu soua l'ágida des rapréaantants da la forca da protection da l'ONU entra les militaires de l'armée fédérale et la direction bosniaque. Les combats ont cependant repris après sa libération. Una partie du centre da Sarajevo, où les affrontemente a'átalant intanaiflés samedi, a été ravagée. BELGRADE

ed Arkoun

DECEMBER OF THE STREET the server or be-

A poster licercique

de notre correspondante · ·

L'accord conelu dimanehe prévoyait la libérntion du président lzetbegovie après l'évacuation du bâtiment où se trouvait le commandement de la deuxième région militaire, assiégé par la défense ter-ritoriale bosniaque, composée de Musulmans et de Croates, fidèles au président. Il avait été convenu que le personnel du commande-ment militaire quitte le bâtiment à bord d'une vingtaine de véhicules, sous escorte de la force de protec-tion de l'ONU (FORPRONU). Le général Kukanjac, qui commande les forces armées yougoslaves sta-tionnées en Bosnie-Herzégovine, devait se trouver en tête du convoi avec « son prisonnier », le président Alija Izetbegovie. Ce fut fait. Le convoi quittait les locaux militaires vers 18 beures et le président de Bosnie-Herzégovine était relâché.

Quelques instants plus tard tou-tcfois, la queue du convoi était interceptée en plein centre de la ville par des milices armées. Dans la soirée, les représentants de la FORPRONU confirmaient le détoumement de dix-neuf camions détournement de dix-neuf camions. Pour sa part, le ministère fédéral de la défense à affirmé dans un communiqué publié à Belgrade lundi matin, que deux officiers avaient été-tiés et plusieurs autres blessés « sous les veux des représentants de la FORPRONU». Le ministère fédéral a accusé le viceprésident bosniaque, M. Ejub Ganic (musulman) et l'un des représentants de la communauté représentants de la communauté croate, Stijepan Kiujic, d'avoir fomente l'attaque contre le convoi

Cette attaque ne devait être, hélas, que l'un des épisodes du drame qu'est en train de vivre la capitale de la Bosnie-Herzégovine. Sarajevo est redevenue depuis ven-dredi soir le théâtre de violents combats. Dimanche soir, les bruits de canon résonnaient à nouveau dans les faubourgs de la capitale. Alors que des cadavres gisaient

100 km - -HONGRIE YONODINE CROATIE -**BOSNIE-**HERZÉGOVINE SEIBIE Sarajevo Mostar

toujours dimanche dans les rues du coujours aimanene dans les lots du centre sans pouvoir être évacués par les services de secours qui crai-gnent les tirs isolés, il était difficile de dresser le bilan des victimes. Dans la soirée de dimanche, cependant, le colonel Stefan Siber, chef de l'état-major de la défense terri-toriale bosniaque, avançait les chif-fres approximatifs de cent cinquante morts et deux cents blessés -- pour la seule journée de samedi.

Une pluie - d'obus

Dans la nuit de vendredi à Dans la nuit de vendred à samedi, une canonnade des milices serbes, dans la périphèrie puis dans le centre même, avait relancé dans Sarajevo des combats de rues qui, après une trève dans la matinée, alialent redoubler samedi aprèsmidi. Pour la première fois depuis le début des hostilités, le 6 avril dernier, les forces serbo-fédérales basées dans le centre de la capitale basées dans le centre de la capitale bosniaque étaient directement impliquées dans les combats. Des milliers de passants se trouvaient dans le centre quand les combats autour des édifices de l'armée serbo-yougoslave ont commencé. Selon les autorités militaires, la défense territoriale bosniaque, composée de milices musulmanes

et croates, a attaqué à l'artillerie lourde le commandement de la deuxième région militaire ainsi que le cercle militaire, situés en plein cour de la ville, puis tiré sur les renforts de l'armée fédérale, tuant deux officiers et quatre soldats fédéraux. La radio de Sarajevo rapporte cependant qu'au même moment plusieurs bâtiments du centre étaient la cible des tirs procentre etatent la cible des tirs pro-venant des positions tenues par les milices serbes, notamment la poste priqcipale, l'état-major de la défense territoriale bosniaque, les facultés de droit et de sciences nolitiques ainsi que la cathédrale catholique.

La pluie d'obus qui tomba ensuite sur la capitale a fait des dommages considérables dans le centre de Sarajevo, épargnant toutefois son vieux quartier oriental. La poste et la maison des syndicats ont brûlé et la principale artère de la ville, l'avenue Maréchal-Tito, a été ravagée. Dans les rues adja-centes, de nombreux immeubles d'habitation ont été touchés ainsi que la mairie et l'hôtel Belgrade qui abrite des jonnalistes et des représentants d'organisations bumanitaires. Un peu plus toin, le siège du Parlement et du gonverne-ment de Bosnie-Herzégovine a éga-lement subi des dégâts importants.

D'autre part, les affrootements opposant les forces eroales el musulmanes et l'armée serbo-fédérale se soni poursuivis pendant le week-end à Mostar, ehef-lieu de l'Herzégovine (sud-ouest de la

A quelques kilomètres de la ville, un observateur européen, le com-mandant belge Bertrand Borrey, mandant belge Bertrand Borrey, quarante-huit ans, a été tué, samedi après-midi, alors qu'il aecompagnait une équipe de techniciens chargée de réparer des installations électriques dans le village de Cula. Sclon la version officielle de l'armée serbo-fédérale, le commandant Borrey aurait tecuné. commandant Borrey aurait trouvé la mort au cours d'une allaque contre un hélicoptère yougoslave. Le porte-parole de la mission d'observation européenne basée à Zagreb, M. Joao Caetano da Silva, a annoncé qu'e en signe de deuil ». a annonce qu'en signe de deuit », les observateurs européens suspen-draient « pendant plusieurs jours leurs activités sur tout le territoire de l'ex-Yougoslavie».

La mission d'observation avait suspendu une première fois ses activités en Yougoslavie au lendemain de la destruction en vol, au-dessus de la Croatie, d'un hélicop-tère de la CEE par un avion serbofédéral. Cinq observateurs mili-taires, quatre Italiens et un Fran-çais avaient été tués lors de cet «accident» le 7 janvier dernier.

Alors que la situation reste dramatique dans le nord de la Bosnie, ie ministère «yougoslave» de la défense a reconnn avoir ordonné à l'armée de l'air de bombarder, samedi après-midi, le pont sur la Save reliant Bosanski Brod (Bos-nie) et Slavonski Brod (Croatie) afin d'empêcher l'arrivée de renforts de l'armée croate en Bosnie-Herzégovine. Quelques jours après la proclamation de la nonvelle Yougoslavie réduite à la Serbie et au Monténégro, cette attaque commandée par Belgrade est, de facto. une forme d'agression contre un

Les Douze tentent de relancer leur politique de paix

étrangàres des pays membres de la CEE ont demandé, samedi 2 mai, la ratrait de l'armée fédérale de Bosnia-Herzégovine mais n'ont pris eucune décision concernant d'éventualles sanctions contra la Sarbia. Ila ont d'autre part accepté les propositions formulées par la France pour pervanir à un règlament par étapea de la crise yougoslave. Les ministrea ont enfin exprimé l'espoir que la Grèce et la Macédoine trouveront d'ici à leur prochaine réunion, la 11 mai à Bruxelles, un accord aur le nom da cetta ancienne Républiqua yougoslave afin de permettre sa reconnaissance par

GUIMARAES

de notre envoyé spécial

On décèle comme une volonté de se ressaisir dans la manière dont les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis vendredi le et samedi 2 mai à Guimaraes au Por-tugal, ont décidé de relancer leur tugal, ont décidé de relancer leur politique en faveur de la paix dans l'ex-Yougoslavie. Sur les points les plus chauds du drame yougoslave – situation de guerre en Bosnie-Herzégovine, reconnaissance de la Macédoine, suites à donner à la création par la Serbie et le Monténégro d'une nouvelle Fédération yougoslave, – les Douze ont manifesté une volonté d'action déterminée; somme toute la moindre des choses de la part d'une Communauté qui, à Maastricht, a affirmé vonloir se doter d'une politique étrangère et de sécurité commune.

Comme l'a indiqué M. de Deus Pinhero, le ministre portugais des affaires étrangères et président en exercice du Conseil, ce dernier s'est exercice du Conseil, ce dernier s'est largement inspiré du programme d'action présenté par M. Roland Dumas au début de la réunion (le Monde daté 3-4 mai). La priorité est de faire cesser le chaos en Bosme-Herzégovine. La Communauté annooce son total soutien à la méthode retenue par l'ONU : une

missioo d'évaluation conduite par M. Goulding, l'émissaire du serrétaire général des Nations unies, va être dépêchée sur place. Dans le cas où elle conclurait à l'opportunité de déployer une force de paix sur le terrain, la Communauté serait disposée à y participer. M. Dumas a déjà indiqué que la France étain prête à fournir 20 à 25 % des effectifs (à ce stade, ils ne sont pas fixés mais, vendredi, M. Dumas parlait de quelques centaines d'hommes). M. Pinheiro a ajouté que « la majorité des Etats membres s'y joindraient ».

Les Douze entendent poursuivre l'action humanitaire entreprise, c'est-à-dire la mise en œuvre d'un pont aérien entre l'Allemagne, l'Autriche et désormais l'Italie d'une part, et Sarajevo d'autre part. A l'aller, les avions transportent vivres et médicaments; au retour, ils évacuent vers Belgrade ou Zagreb, selon les cas, blessés et réfugies.

La Communauté encourage aussi ses juristes et diplomates à redou-bler d'efforts face à leurs très verses juristes et diplomales à redoubler d'efforts face à leurs très versatiles interloculeurs. Le message est explicitement adressé aux trois instances de médiation mises en place par la Communauté: la conférence de paix présidée par lord Carrington, qui rassemble les représentants des différentes Républiques de l'ex-Yougoslavie et où se retrouvent notamment les deux protagonistes an rôle le plus déterminant dans le conflit, les présidents serbe et croate; la conférence sur la Bosnie-Herzégovine, animée par l'ambassadeur portugais Cutilheiro, où siègent les factions — musulmane, serbe et croate — qui s'affrontent dans cette République, et dont l'une des tâches principales est de tracer le contour des trois unités constitutives du pays; enfin la commission d'arbitrage, présidée par M. Robert Badinter, qui se penche notamment sur le statut des minorités.

Vers la reconnaissance de la Macédoine

Les Douze n'ont pas encore arrêté de position à l'égard de la nonvelle Fédération yougoslave qu'ont décidé de crèer la Scrbie et le Monténégro. «Rien ne presse», a estimé M. Pinheiro. Ils ont repris à leur compte la condamnation exprimée voici quelques jours par la CSCE de l'intervention de la Serbie, par le truchement de l'armée fédérale, en Bosnie-Herzégovine, sans ignorer cependant que d'autres que les autorités de Belgrade y ont également des responsabilités. Ils insistent pour que l'armée fédérale se retire en bon ordre de Bosnie-Herzeire en bon ordre de Bosnie-H retire en bon ordre de Bosnie-Her-zégovine. « Il ne s'agit pas qu'elle se transforme en milice », commente un diplomate français.

un dipiomate trançais.

Au reste, ont-ils fait valoir, le problème de l'armée fédérale et de son avenir se pose en termes nouveaux maintenant que la Serbie et le Monténégro ont créé une nouvelle Fédération et que, par conséquent, l'ancienne entité yougoslave a formellement vécu. Les Douze insistent pour que ce dossier soit onvert le plus rapidement possible.

novert le plus rapidement possible.

Reste l'affaire de la Macédoine, l'une des anciennes Républiques de la Fédération yougoslave dont le souci d'être reconnue par la Communauté se beurte au veto de la Grèce. Celle-ci, tous partis politiques confondus, refuse de voir installé à ses portes un Etat indépendant s'appropriant le nom de Macédoine, alors qu'il évoque, aux yeux des Grecs, une épopée purement hellénique. Cette intransigeance, nourrie par les réminiscences des anciens conflits balkaniques, embarrasse bien sur les partenaires d'Athènes. A Guimarraes, les ministres ont adopté une déclaration faisant état de « leur volonté de reconnaître un Eus soudéclaration faisant état de « leur volonté de reconnaître un Etat souverain et indépendant » dans les frontières de l'ancienne République yougoslave de Macédoine et demandé aux intéressés (les Grecs, les autorités de Skopjie, avec l'aide de la présidence portugaise) de se mettre d'accord sur une dénomination pour cette nouvelle République. Le processus de reconnaissance est ainsi formellement engagé; avec l'espoir que Grecs et Macédoniens trouveront une formule de compromis d'ici à la prochaine réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE, le 11 mai à Bruxelles.

PHILIPPE LEMAITRE

D ALBANIE: transfert des dépouliles d'Enver Hodja. - Le corps de l'ancien dictateur albanais Enver Hodja et les dépouilles de douze autres anciens dirigeants ont été transférés, dimanche 3 mai, du eimelière des Martyrs dans un cimetière public dans la banliene de Tirana. L'opération s'est faite discrètement et n'a été rendue publique qu'une fois terminée. -

TURQUIE: avant de prendre la présidence du Conseil de l'Europe

Ankara engage un train de réformes judiciaires

Une délégation de la commission juridiqua et dan droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe est arrivée la semaine dernière à Diyarbakir, pour une tournée en Anatolia du Sud-Est, à mejorité kurde. La Turquie, qui doit prendre le 6 mai la présidence tournante du Conseil de l'Europe, e engagé une procédure de réformes visant à démocratiser le fonctionnement de la justice.

ISTANBUL

de notre correspondante

Quelques heures avant le départ queiques neures avant le départ du premier ministre, M. Suleyman Demirel, pour une tournée mara-thon dans les Républiques musul-manes de l'ancienne Union soviéti-que qu'il vient d'acbever, le gouvernement ture a fait un pas dans la réalisation de ses pro-messes de démocratisation en adoptant, le 26 avril, un pro-gramme de réformes judiciaires qui visent à empêcher l'usage de la torure durant les interrogatoires, à réduire la période de garde à vue et à accélérer le processus pénal.

e Les allegations de torture n'aue Les allégations de torture n'au-ront plus de raison d'être, personne ne sera plus soumis à des arresta-tions injustifiées et la justice pren-dra le dessus», a déclaré le minis-tre de la défense, M. Scyfi Oktay. Cette première étape franchie, les nouveaux projets de loi devront nouveaux projets de loi devront être soumis au vote du Parlement,

à une date encore inconnue, avant à une date encore inconnue, avant d'être présentés pour signature au président de la République, M. Turgut Ożal, qui se trouve actuellement aux Etats-Unis, où il sera opéré prochainement pour un cancer de la prostate.

cancer de la prostate.

Ce projet est dévoilé à un moment particulièrement opportun. La Turquie s'apprête à assumer pour une période de six mois, à partir du 6 mai prochain, la présidence du Conseil de l'Europe, une institution qui l'a fréquement critiquée, par le passé, pour les violntions des droits de l'bomme. Alors qu'Ankara poursuit sa lutte contre les séparatistes kurdes du PKK et le mouvement Dev-Sol en ntilisant des moyens que certains pays — l'Allemagne notamment — jugent réprébensibles, cette marque de sa volonté de démocratisation sera la bienvenue.

Rounges romillés

Selon le projet qui sera soumis à l'Assemblée, les déteous pourront exiger l'assistance d'un avocat exiger l'assistance d'un avocat durant leur interrogatoire et les dépositions recueillies sous pres-sion, ou sous la torture, seront reje-tées par le tribunal. La période de garde à vue sera limitée à vingt-quatre heures lorsqu'un seul sus-pect est arrêté nt à quatre jours dens les cas de « crime collectif» dans les cas de « crime collectif » impliquant au moins trois suspects.

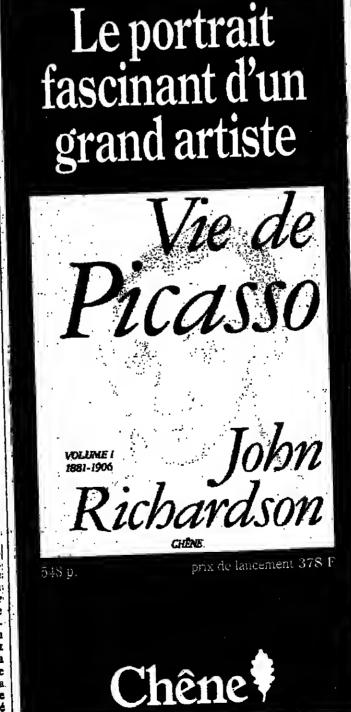
Pour faire tourner plus rapide-ment les rouages rouillés du sys-tème judiciaire et éviter une détenment les rouges rountes du sys-tème judiciaire et éviter une déten-tion préventive qui, dans certains blessés. — (AFP.)

cas, dure pinsieurs années avant l'aboutissement du procès, les projets du gouvernement prévoient d'imposer une période limite de deux ans, au terme de laquelle les accusés pourront être libérés sous caution s'ils n'ont pas encore été condamnés. Les suspects passibles de moins de six mois d'emprisonnement ne seront pas détenus.

Plusicurs semaines, voire plusieurs mois, s'écouleront probable-ment avant l'adoption officielle de ces réformes. Le gouvernement devra ensuite veiller à leur application - la tâche risque d'être difficile - en punissant rigoureusement ceux qui violeraient les nouvelles

NICOLE POPE

Cinq policiers tués à Istanbal. L'organisation de guérilla urbaine d'extrême gauche Dev-Sol a revendiqué, samedi 2 mai, la responsabilité de l'assassinat de cinq policiers dans un café, le même jour, à Istanbul. Dev-Sol a affirmé que: cette attaque avait été effectuée en « représaille contre l'assassinat de onze membres dirigeants » de cette organisation, lors d'opérations policières, dans la nnit du 16 au 17 avril à Istanbul. Dev-Sot nvait déjà revendiqué, au début de la semaine, la responsabilité d'nne attaque armée contre un car de la policn à Istanbul, au conrs de



Les émeutes de Los Angeles ont été les plus

Les émeutes déclenchées mercredi 29 avril à Los Angeles par l'acquittement de quatre policiers blancs qui avaient passé à tabac un automobiliste noir unt été les plus meurtrières qu'aient connues les Etats-Unis depuis la seconde guerre mondiale. Le dernier bilan établi par les autorités de la grande métropole californienne était, lundi 4 mai, de 47 morts, 2 328 blessés et plus de 3 milliards de francs de dégâts. Huit des 47 personnes tuées l'ont été par les forces de l'ordre. A titre de comparaison, les émeutes de 1965 dans le quartier de Watts, à Los Angeles également, avaient fait 34 morts, et celles de Detroit (Michigan) 43 morts en 1967.

La plupart des victimes sont des Noirs ou des Hispaniques tués par balles. On ne compte qu'une femme parmi les 47 morts. Une liste préslable et provisoire, portant sur une quarantaine de cas, fournie par les services du coroner (l'officier de police judiciaire chargé de déterminer la cause des décès aux Etats-Unis), fait état de 15 Noirs, 1t Hispaniques, 5 Blancs, 2 Asiatiques et 7 personnes dont l'appartenance à un groupe

Les stigmates la violence

A en croire un sondage publié par l'hebdomadaire Newsweek, 92 % des Noirs et 72 % des Blancs dénoncent des Noirs ainsi que 79 % des Blancs dénoncent les émeutes et pillages. Le mois dernier, une étude CBS/New York Times soulignait que les deux tiers des Noirs américains étaient apposés à toute politique consistant n'à prendre la loi entre leurs mains ».

M. Bush a passé le week-end dans sa résidence de Camp David à mediter sur ce que la presse qualifie de «plus grave crise intérieure» de sa présidence. Il se rendra jeudi à Los Angeles. En privé, le président aurait confiè que l'acquittement lui « avait fait honte ». M. Bush a laissé transparaitre ce sentiment en public et a ordonné que la procédure soit poursuivie pour que l'affaire soit rejugée. Mais le président a davan-tage insisté sur la nécessité du maintien de l'ordre: « Ce que nous avons vu à Los Angeles (...) cela n'avait rien à voir avec les droits civiques. Ce n'était pas pour la défense de la doter son administration de nou-

grande cause de l'égalité, a-t-il dit ; (...) ce n'était pas un message de protestation, c'était la brutalité d'une bande de voyous - purement et sim-

Pour toute réflexion sur les maux Pour toute reliexion sur les mana-économiques et sociaux des ghettos urbains, le président n'a eu qu'une phrase : «Il nous faut bâtir un avenir nu, dans chaque ville de ce pays, l'espoir prenne le pas sur la rage (...) In pauvreit et le désespair, » M. Bush, qui avait promis en 1988 « une Amérique plus douce, plus gen-tille » (sous-entendu après les années Reagan), n'en emprunte pas moins, souvent, le discours de la droite républicaine. Il dénonce volontiers le welfare, les programmes d'aide sociale, accusés de faire des assistés, Même s'il n'est pas convaincu de son bien-fondé, loin de là, il a repris le dogme reaganien de « démonisation» absoluc de l'impôt. Le gouver-neur de Californie, M. Pete Wilson,

Un Français résidant en Californie figure parmi les victimes. Il s'agit de Patrick Bettan, un agent de sécurité âgé de trente ans, tué par des émeutiers alors qu'il défendait l'accès d'un supermarché situé sur Olympic Boulevard, aux confins des quartiers coréen et bispanique de la ville.

Il y a eu également 5 275 incendies et plus de 3 100 magasins, entrepots un petites entreprises détruits. Ce bilan officiel provisoire ne prend pas en compte les accidents de voitures, qui ont fait trois morts, et un meurtre dans un supermarché, apparemment distinct des troubles

Le couvre-feu, instauré dans toute la ville du crépuscule à l'aube, devrait être levé lundi, malgré l'avis contraire du chef de la police,

velles recettes fiscales pour faire face aux services sociaux laissés à l'aban-don par le gouvernement fédéral. En vain: M. Wilson a vu sa cote s'ef-fondrer dans les sondages.

Le démocrate Bill Clinton s'est déclaré, lui aussi, choqué par le verdict d'acquittement, mais a prissoin, également, de stigmatiser les « vandales sans loi » qui ont pillé le quartier de Snuth Central à Los Angeles.

La relative discrétion ... de M. Clinton

A mesure que le calme revenait dans la Cité des anges, M. Clinton a fait entendre les critiques que les démocrates adressent régulièrement aux républicains. Douze années d'administration républicaine, de coupes dans les budgets sociaux (aucun secteur n'a été épargné : santé, école, logement) et de faveurs fiscales aux ricbes ont considérablement acru les écarts sociaux « Les gens pillent parce qu'ils ne sont plus gens pillent parce qu'ils ne font plus partie du système », a dit le gouverneur de l'Arkansas. A force de
« jouer sur les peurs » de la classe
moyenne blanche, les républicains
auraient, en outre, exacerbé les tensions caciales aux Etats [Inic. sions raciales aux Etats-Unis.

Mais l'impression reste celle d'une relative discretion de la part du chef de file des démocrates. M. Clinton n'ignore pas les précédents d'une histoire politique récente, précédents qui étalent rappelés ce week-end dans toute la presse : les émentes raciales de la dernière moitié des années 60 ont largement contribué à ébranier le ponvoir du président démocrate Lyndon Johnson, la Grande Société et de la lutte contre les discriminations raciales, et à faire le lit du républicain Richard

C'est à cette époque que le parti démocrate a perdu une partie de la classe mnyenne blanche au profit des républicains et, du même coup, perdu pour longemps la présidence; le désordre civil a toujours pousse l'Amérique à droite, disent la plupart des commentateurs. M. Clinton est d'autant plus sensible à l'argument qu'il s'est efforcé de changer l'image de sa formation, de la défart. ment qu'il s'est elforce de changer l'image de sa formation, de la débar-rasser de son étiquette de parti uni-quement préoccupé des minorités, intamment des Noirs, et de parti trop «mou» dans la lutte contre la criminalité. La reconquête de la classe moyenne blanche – et de la Maison Bianche – serait à ce prix,

C'est hors de l'entourage immédiat de M. Bush et de M. Cinton que certains tirent la sonnette d'alarme sur la tiers-mondisation des ghettos urbains du pays. Chez les républicains, c'est un conservaleur iconoclaste, M. Jack Kemp, secrétaire nu logement et au développe-ment urbain, qui a le plus vivement dénoncé la politique d'abandon des

ethnique n'a pas été déterminée. L'âge des victimes va de quinze à quarante-neuf ans. Certaines d'entre elles ont été prises dans le seu croisé des tirs échangés entre les agents de sécurité (privés) et les émeutiers. Une seule personne est décédée des suites d'un lynchage.

Un Français résidant en Californie figure parmi les victimes. Il s'agit de Patrick Bettan, un agent de sécurité âgé de treute ans, tué par des émeutiers alors qu'il désendait l'accès d'un supermarché situé sur Olympic. au verdict du 29 avril.

M. Gates a pourtant laissé entendre qu'il pourrait briguer la mairie de Los Angeles, tenne actuellement par un Noir, M. Tom Bradley. L'hostilité entre les deux hommes a été flagrante tout au long des

M. Bradley a indiqué dimanche, an cours d'une conférence de presse, que « la situation était pratiquement contrôlée » et que le couvre-feu ne s'impossit donc plus. La journée de dimanche, en particulier, a été calme. Les tribunaux ont commencé à entendre les milliers de personnes inter-

centres urbains et, ces derniers mois, vainement plaide pour une action résolue dans ce domaine. Dans une interview accordée au Washington Post, M. Kemp, probable candidat à l'investiture républicaine en 1996, déclare que les émeutes de Los Angeles sont «un cri d'appel à l'aide lancé par l'Amérique des ghettos. Nous devons agir au niveau de la Maison Blanche, au niveau du président, du gouvernement fédéral. (...) nous devons décrèter la mobilisation contre le decape le griere la napie. contre la drogue, le crime, la pau-vreté et le désespoir »

Le Post relevait que M. Bush n'a pas inclus M. Kemp — pourtant en charge de la politique urbaine — dans les conseillers qu'il a consultés ces derniers jours. Côté démocrate, c'est le sénateur Bill Bradley (du New Jersey), lui aussi au profil de «présidentiable», qui a été le plus remarqué. Le 26 mars, M. Bradley avait prononce un discours premo-nitoire devant le Sénat : « Les villes américaines sont de plus en plus pau-yres, de plus en plus malades, de moins en moins éduquées et de plus en plus violentes», avait-il lancé, assurant que «l'incendie» couvait.

· Le ton de la presse est à l'unisson. La plupart des commentateurs mettent l'accent sur la situation explo-sive que représentent ces centres. mbains abandonnés dans les grandes villes américaines, ces zones hors la loi, souvent misérables, de plus en plus marginalisées et de peu de

poids électoral dans une Amérique devenue majoritairement banlieusarde - et non plus citadine, «L'Amérique condamne un grand nombre de jeunes Noirs à vivre dans l'illégalité, écrit le New York Times; elle a tiré un trait sur une grande parite de son patrimoine urbain, ramenée au niveau du terrain vague gouverné par une violence sauvage quand il ne s'agit pas de la violence de trafiquants de drogue équipes d'armes automatiques.

A en juger à l'aune du week end passe, le coup de iolie paraissait être contenu. S'il s'est étendu à d'autres villes du pays, c'est sous une forme très atténuée, sans commune mesure avec ce qui s'est passé à Los Angeles Certains évoquent la spécificité de la situation dans la Cité des anges. Le ghetto de South Central, où ont éclaté les émentes, est pluriethnique: autant d'Hispaniques que de Noirs auraient participé aux pillages, dont out tout particulièrement souffert les commerçants coréens, l'ensemble se déroulant à quelques mètres du luxe débridé de Beverly Hills et de Hollywood, la machine à fabriquer les mythes du rêve américain. Peu d'autres villes présentent le même «cocktail».

ALAIN FRACHON



14.5

enter que se de la companya del companya del companya de la compan

12 M

· 1000 · 1000

116

A. Miles

Property 54

the said of Commons of The state of the state of Marie de Arriva

to Receive the Marie Marie Control Marine & Secret - NO. 12

· ·

THE REAL PROPERTY OF THE PARTY Manager & Manager 1. The Book Miles Count Sentes in 1971 And the second of the

THE PARTY OF THE P The state of the s

And the second second Maria de la companya della companya de la companya de la companya della companya MATERIAL STREET, STREE

Liberas 12" THE PARTY OF THE Andrew Commenced in the Commenced in the

THE REPORT OF THE PARTY OF THE THE STATE OF THE S

Barrier Hall

« Nous devons reconnaître que le racisme est aussi un problème canadien », a déclaré dimanche le premier ministre de l'Ootario, M. Bob Rae. - (AFP, Reuter.) (Texas).

AMÉRIQUES

plus de 2 000 blessés

Les Eglises californiennes

parent au plus pressé

avec l'aide de bénévoles

dans l'annexe exigué de l'Eglise du Christ de Los Angeles pour prépa-rer les sacs de nourriture qui seront

distribués aux babitants du quar-

tier. A une centaine de mètres du carrefour entre Normandie et Flo-rence Street, là où les émeutes ont

commence mercredi soir, la solida-rité s'organise. Dès mercredi soir, plusieurs Eglises de Los Angeles se

sont mobilisées pour venir en eide aux gens apeures qui vennient de

tout perdre dans les incendies. Une

des plus importantes, la First Afri-can-American Church, sancé des appels sur les chaînes de radio et de télévision qui rendaient compte

Des dizaines de personnes sont

venues y trouver un refuge provisoire, la plupart étant maintenant hébergées par la Croix-Rouge dans le gymnase d'un lycée. Depuis quatre jours, ses 8 000 fidèles se relaient pour se charger des dons de vêtements et de nourriture. « Ce depuis de la plusert des habiteurs des

dunt là plupart des habitants du quartier uni besnin, c'est de quoi manger», explique Lorna Green,

nne des membres de l'Eglise du Christ de la ruo Normandie, « Nous nvons été privés d'électricité pen-dant deux jours et les gens n'ou

plus de commerces pour-faire-leurs

Dans ce secteur pauvre de South Central peuplé de Noirs et d'His-paniques, l'Eglise a distribué jus-

qu'à 500 sacs de courriture tontes

les deux heures depuis le début de

la journée, selon Lorna. «Les dons

sont venus de partout, même de Simi Valley. Ils voulaient montrer

qu'ils n'étaient pas tous racistes là bas », dit Robin Bell, une eutre

volontaire. Simi Valley est la ville dans laquelle avait été déplacé le procès des quatre policiers blanes acquittés dans l'affaire du passage

à tabae de l'automobiliste noir

Rodney King. La encore, e'est une

Eglise locale qui a collecté les dons et a assuré le transport jusqu'à South Central. ells sont venus avec

une pleine camionnette», dit

Beaucoup d'eutres communautés religieuses, noires ou blacehes,

chrétiennes ou joives, ont offert leurs services en Californie. « Les gens sont choqués. Il faut soigner en

allant vers les autres », a estimé

Byron Light, de la First Congrega-tional United Church of Christ de

Pasadena. Les autorités se char-

geant du rétablissement de l'ordre,

la mobilisation des Eglises est allée

plus loin que les simples besoins

humaniteires d'urgence. Dès ven-

dredi, et tout au long du week-end, elles ont organisé la plupart des

groupes de jeunes envoyés dans les rues, armés de balais, de pelles et de sacs en plastique pour déblayer les rues jonehées de débris. — (AFP.)

CANADA

Un Noir tué

par la police

à Toronto

Soupcooné de trafie de drogue,

uo Noir a été abattu à bout por-

tent, samadi 2 mei à Toronto,

par un policier de la ville, au

terme d'une course-poursuite.

Dans cette métropole canadience

où plusieurs bavures ont déjà mis

en émoi la communeuté noire.

(250 000 personnes), les diri-

geants de cette dernière et les

autorités oot aussitôt lancé des

appels au calme, craignant que

les émeutes des villes améri-

caines ne fasse tache d'huile.

courses a constate-t-elle.

1. 4. 5. 16.

en continu des émeutes.

Les jeunes bénévoles se serrent

meurtrières de l'après-guerre

pellées. Les émeutes ont eu une conséquence sur l'écologie, les caux souillées produites par l'intervention des pompiers se sont déversées dans la baie de Santa-Monica et les autorités sanitaires ont décidé de fermer de

Plus de 100 000 personnes ont manifesté pour le retour de la paix civile samedi à Los Angeles, dont de numbreux Curéens, chantant les hymnes natinnaux américain et coréen. Des prières ont été dites demandant le «pardon» pour les émeutiers noirs qui s'en sont souvent pris aux magasins tenus par des Caréens, très nombreux dans les quartiers des-hérités.

M. Bush, qui a déclaré la ville et le comté de Los Angeles « zones sinistrées», ce qui nuvre la voie à l'octroi de toutes sortes d'aides financières fédérales, e annoncé son intention d'aller jeudi 7 mai à Los Angeles. Son probable adversaire démocrate pour l'élection présidentielle du 3 novembre, M. Bill Clinton, devait s'y rendre des lundi. M. Ross

Perot, le milliardaire texan qui pourrait lancer une candidature indépendante, a critique de son côté l'attitude du président Sush qui aurait du, selon lui, se rendre immédiatement sur place.

Le calme est également revenu dans la plupart des grandes villes américaines qui avaient connu des troubles raciaux, de beaucoup moins grande ampleur il est vrai. A Ames, dans l'Iowa, une manifestation universitaire organisée chaque printemps a tourné samedi à l'affrontement entre Nnirs et Blanca. Il y a en 22 blessés.

Les soldats de l'armée fédérale et de la Garde nationale continuaient lundi à patrouiller dans les rues de Los Angeles et devraient encore rester quelques jours. Au total, près de 20000 hommes ont ainsi été déployés : 4 500 soldats fédéranx (dont 1 500 marines), 6 000 gardes natingaux. 5 000 pulieiers de la ville, 1 290 policiers du comté de Los Angeles, 2 300 policiers de la police routière de l'Etat et 1 000 policiers fédéraux.

L'« esprit d'Atlanta » ébranlé

Les émeutes ont fait soixante blessés dans la capitale du vieux Sud où reste vivant le souvenir de Martin Luther King

ATLANTA (Géorgie)

de notre envoyée spéciale

Ce 3 mai fut un dimanche sans histoire, voilé d'une inquiétude sourde. Comment se passerait le lendemain? Après deux jours d'émestes et deux nuits de couvrefeu, le ville retrouvait l'eovie de lézarder dans la mniteur coutu-mière qui lui vaut son nam de pays chaud» (1). Sur Pesehtre: Avenue, uoe des principales artères, la course cycliste n'avait pas été annulée. Les églises étaient combles, comme à l'ardinaire, Croyants et nnn-croyants s'y donnaient rendez-vous. Mois les ser-mans, ce dimanche, adopterent le tinn qui sied à un moment d'excep-tion. L'acquittement des policiers de Los Angeles ne pouvait, décidé-ment, être accepté. a Comment ces hommes avaient-ils pu ne rien res-sentir en frappant Rodney King?» Les prédicateurs exhartèrent les fidèles à retrouver les valeurs morales de base, la sojetualité, la cohésion de la famille et, surtout, la-coexistence harmonicuse entre communautes. « Cet esprit d'Atlanta, inutes les races doivent enver ensemble pour le conserver.

Cet esprit, brandi comme un fanion sur les panneaux publici-taires de l'acroport, avait volé en éclats en une seule journée, jeudi 30 avril. « Icl. la société est aussi fragile qu'ailleurs, en Amérique », avait-on ainsi brutalement découvert. Jusqu'alors, le chambre de commerce pouvait vanter les mérites de cette ville « trop occupée oour hairs. ...

L'émeute bouleversa les convic-

Couvre-feu instauré

Jeudi 30 avril, les étudiants de l'université Clark d'Atlanta organisent une marche pour protester contre le verdict de Los Angeles. Du centre-ville en direction de la toinbe du pasteur Martio Lutber King, le leader charismatique de la conquête des droits civiques, assas-siné le 4 avril 1968. Prix Nobel de la paix, célui-ci prôneit pour moyens de Intte la non-violence et le désobéissance civile. Il fut et reste le symbole d'Atlanta.

En tête de la manifestation avance Otis Moss III, le fils d'un proche du leader défunt. « King, Rodney King », scandent les étudiants. Pour eux, l'bomnnymie

tège éclate sous les coups de boutoir de bandes d'adolescents surgies des quartiers pauvres. Ces jeunes s'en prennent aux forces de police, eassent des devaotures. Bientôt, l'émeute gagne l'immense galerie commerciale souterraine, l'a Underground Allanta, qui s'étend autour de l'ancienne gare et où arrivaient les ballots de coton ramassé dans les plantations. Pillage chez Macy's, le grand magasin de qualité, et chez d'autres commercants, nairs ou blancs. Quatre jeuoes blacks balancent des enups de poings dans le flanc d'un blanc també à terre. « Voilà ce que Rodney ressentait a, hurlent-ils, Sur Peachtree Avenue, artère rendue célèbre par Autant en emporte le vent, roman et film, les iocendies

Non lain de 13, dans un centre d'accueil pour enfants, une église presbytérienne a prévu une fête. Des couples blancs, des mères anoires vivant seules au foyer, sont venus en dépit de l'annulation de dernière minute. La tête manque d'entrain et se termine précipitam-ment, dans la-peur.

Quand la nuit tombe ce jeudi,

M. Maynard Jackson, msire noir démocrate, instaure le couvre-feu. Comment oe pas se souvenir des années 30, quand les Noirs n'avaient pas le droit de sortir la muit à Atlanta? Vendredi le mai au matin, une nouvelle manifestation est prévue. Mais la police. intervient sur le campus pour empêcher les étudiants d'en sortir. L'affrontement est violent. La e rage », comme on dit, plus forte que la colère, e pour cible la discrimination. En ville, d'autres pillages ont lieu. La rue s'en prend à CNN, dont le siège est installé iei, taxée de « Tèlé blanche ». Suit donc une seconde ouit durant laquelle il est interdit de sortir entre 23 heures et

En deux juurs, la police interpelle quelque trois cents personnes. Soixante-huit errestations sont coofirmées par le tribunal. On dénombre une soixantaine de blessés : deux policiers, une majorité de jeunes Noirs.

Enfin, samedi, le calme revient, après que les leaders étudiants eurent recenntré pendant trois heures le président de l'université. Les réunions restent interdites. Mais le maire lève le couvrefeu. La garde oationsle, qui se tenait en alerte, va se replier progressivement. Avec d'autres nota-bles, notamment des représentants chrétiens, M. Jackson demande que « les quatre policiers de Los

Soudaio, au centre-ville, le cor-ge éclate sous les coups de bou-gnuvernement fédéral ». Tous se mpbilisent « pour des mesures en ornfondeurs. Au cœur de l'Amérique noire, dans cette ville gouveroée par des Noiss, « comment le sang peut-il couler à Peachtree Ave-

> L'échec d'un rêve

« Pourquai les Nairs sant eo colère», titre à la une, dans son édition dominicale, le quotidien the Atlanta Constitution. Inégalité devant la richesse et la loi, lit-nn en substance. La ville est désor-mais en proie à un débat brutal. « Les jeunes expriment en actes les frustrations de la communauté », disent certains membres de la bourgeoisie noire, fort influente, lis ressentent du respect, vnire une admiration embigue pour « cette révolte qui ose s'attaquer au sys-rième, à l'inégalité-sociole, au racisme». Ce sont parfois les pères de ceux qui manifestent sujour-d'bui. Hier, eux-mêmes evaient participé aux émeutes de 1968 provoquées par l'assassinat du pasteur King. Leur position est loin de faire l'unanimité. D'autres ac nnirs ou blanes, a font lo difference »! la vraie communauté, la seule, c'est celle des étudionis qui ont manifesté pacifiquement ».

Pour Doug Elliard, vingt et un ans, étudient en sciences politiques, « le rère de Martin Luther King o echoue ». Dans The Atlanta Constitution, il précise : « D'ailleurs, sans lo violence de Malcom X .fun des leaders des extrémistes musulmans noirs Blacks Muslims assassiné en 1965), sa stratégie n'aurait pas suffi à gagner. Il n'y a pas de justice dans le mode de vie américain. Il y a juste nous. »

les examens universitaires. « Nous sommes prèts à les passers, affirment les jotéressés. Mais les autres, ces teensgers qui furent pilleurs? Ils sont l'inconnue inquictente du leodemain. A nouveau, les magasins lèvent leurs rideaux. Parfnis avec prudence, comme celui-ci qui. désormais, affiche une pancarte : « Propriété d'un Noir. Réouver-

Lundi 4 mai, vont commencer

DANIELLE ROUARD

(1) » Pays chaud »; c'est-à-dire » hot land » qui, en version locale, est devenu Atlanta

o Décès de Wilher Mills. - L'an-

Le président George Bush est officiellement assuré de l'investiture du Parti républicain

Eo remportant, samedi 2 mai. le vote des 22 délégués républicains de la primaire de l'Etat du Meine, le président George Bush s'est officiellement assuré d'obtenir l'investiture du Parti républicaio à la cooveotioo nationale, étape finale de le sélection des candidats de chaque parti avantl'élection présidentielle. Le chef de l'Etat a ajouté a son

ectif, également samedi, huit délégués de l'Etat du Wyomiog, Il totalisait 1 114 délégués à l'issue du scrutin dans le Maine, soit neuf de plus que le nombre requis ponr décrocber l'iovestiture, plus de trois mois avant la convention du Parti républicain qui se dérou-

Dans le camp démocrate, Bill Clinton domice de très loio ses adversaires avec 1 558 délégués, contre 321 pour M. Jerry Brown. M. Clinton doit requeillir le soutien de 2 142 délégués pour êtreinvesti par le Parti démocrate, qui organisera sa convection natinoale du 13 ao 16 juillet à New-York - (AFP.)

I Les Gorbetcher chez les Resgan. - L'ancien président soviétique, M. Mikbsil Gorbatehev, et son épouse, Raïssa, ont été reçus, samedi 2 mei, par l'ancien couple présidentiel américian Ronald et Nancy Reagao, dans leur ranch de Californie. Les Gorbatchev entamaient ainsi une visite de deuxlerz du 17 au 20 août à Houston semaines aux Etats-Unis. - (AFP. AP. Reuter ! .

cien membre de la Chambre des représentants Wilbur Mills est décédé le samedi 2 mei à Kensett (Arkansas). Il était âgé de quatrevingt-deux ans. Démocrate conservateur, il fut élu pour la première fois en tant que représentant de t'Arkansas, en 1929. Pendant plus de vingt ans il a été l'un des hommes les plus paissants des Etats-Unis en tant que président de la Commission des voies et moyens (ways and means), une institution parlementaire toute-puissante en malière fiscale et budgetaire, et avec laquelle tous les présideots devaient composer. Sa carrière politique s'effondra une nuit d'octobre 1974, lorsqu'il fut arrêté non loio du Jefferson Memorial, é Washington, en état d'ivresse et en compagnie d'une strip-teaseuse.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT **SCIENCES** Le Monde et MÉDECINE Les réactions dans le monde

De nombreux pays arabes dénoncent les « violations des droits de l'homme »

Les peys les plus souvant dénoncés par Weshington pour leur non-respect des droits de l'homme ne se sont pas privée d'affirmer, au caura du weekend, qua les Erets-Unis étaient désormais mai placés pour donner des leçons, apràs lea émeutes meurtriàres de Los Angeles et la décision de justice qui les a provoquées. Outre la Chine et l'Afrique du Sud (voir les articles de nos correspon-dants), le Libye, l'Iran et l'Irak ont émis les réactions les plus

« Comment un pays dont la justice e failli at où les droits de l'homme sont bafoués peut-il s'ériger an défenseur de ces droits dans la monde? Quelle crédibilité peut-on espérar d'una justice que ses propres citoyens récusent? » s'est demendé l'agence officielle libyenne Jana, recue à Nicosie. De son côté, le quotidien gouvernemental égyp-tien Al-Ahram poseit cette question : « Si las événaments de Los Angeles ont été proyaqués per une erreur judiciaire, comment paut-on s'assurer qu'une telle erreur ne se reproduire pas en cas de jugemant aux Etats-Unis das deux Libyens? soupçannés d'être mêlés à l'ettentat de Lockerble en 1988, que Tripoli refuse de remettre eux justicea américalne

Le précident iranien Rafsend-jani a décleré que « le monde était témoin de la violation complète des droits de l'homme aux Etats-Unis », qui e not plus basnin de réformes dans leurs propres affaires que les autres pays», tandie qu'à Begdad le commentataur de la redin offi-cielle irakienne estimair que les émeutas des villee américaines e reflétaiant la colère d'un peuple noir qui veut se venger de ses gouvernants ».

A Jérusalem, alors qu'nfficiels et responsables politiques refusaient prudemment de commenter les caffaires intérieures eméricaines », plusieure quotidiena dresseiant un parallèle entre la révolte des Pelestiniens et le rébellion des Noire eméricains, assimilée à une « Intifada noire ». « Nous ne nous réjouissons pas das melhaurs das Américains, mais nous espérons que les dif-ficultés d'Isreël [dens les territoires occupés] seront miaux comprises », e déclaré à l'AFP M. Aheren Damb, porte-parole du mauvement des colons dans las territoires occupés

Lee vinlences commises par des Noirs de Los Angeles contre les commerces de le communeuté coréanne de la ville ont tetions à Séoul, «Las enmmerces coréens unt brûlé, alors que les magasins tenus par de richas Blenes nnt été protégés par la police », souligne-t-on en Corée du Sud, où la sécurité e été renforcée, par précaution, autour des batiments américains du pays. - (AFP, Reuter, AP.)

En Chine

« Regrettable, mais pas accidentel »

Les émeutes des derniers dans un commentaire «l'ironie» non seulement pour les Etats-Unle male euesi pour lee peys occidentaux qui tenteient, depuis la répression de Tlananmen en 1989 à Pékin, de faire évoluer la politique chinoise en tière de droits da l'homme. Désormais, le gouvernement communiste peut laur opposer le tragédie américaine pour juetifier son refus de concees dans ce domeine.

Tandis que le régime nationaliste de Taïwen a réad avec sobnété, calui de Pékin a sauté sur l'occasion pour embarrasser l'un dae principeux pays à récla-mer une libérelisation en Chine. Le minietère des affaires étrangares de Pékin a feit dire, le nenche 3 mei, qu'il considérait les émeutes comme quelque chosa « da regrettable, mais pes accidentel ». La déclaration exprimat une profonde eympathie canvars las personnes innocentes dont la vie et les biens ont été affectés » par lee violences. La télévision s montré d'ebondentes imeges des

L'orgene du Perti communiste, le Quotidien du peuple, e enfoncé le clou lundi, soulignant

jours représentent un revers de la situation apour ces Américeins qui egitant la bâton des droits de l'homme dens le but de s'ingérer dens les effaires intérieures d'autres pays». Sans faire le lien avec l'expulsion, la lietee de plusieurs pays occidentaux à la suite de leur manifestation sur la placa Tiananmen, le journal e estimé que les Amentes Attient # compréhensibles » en raison de « la discriminetion raciale qui existe dapuis toujours eux Etats-Unis ». L'organe du PC chinois a toutefoie noté que le verdlet prononcé par le jury de Los Angeles, qui e jugé que « les policiers blancs rouant de coups l'homme noir », avait suscité la colère non seulement des Noirs meis aussi cella e des Blancs partisans de la justice ».

Le porte-parole de Pékin a souligné la compassion du gouvernement communiste pour les membres de la communeuté chinoise dee Etats-Unis, en prenant soin de citer parmi eux les

En Afrique du Sud

« Ça vous semble familier? »

de notre correspondant

JOHANNESBURG

Au pays de la violence inatitutionnalisée où, chaque lundi matin, les services de police publient des bilans qui se chif-frent souvent en dizaines de morts, les Sud-Africains ont redécouvert que des affrontements d'origine reciale pouvaient survenir ailleurs que chez eux. «Ça vous semble familler?». interroge l'habdomadaire City Prass en légende d'une photo publiée le 3 mai en première page. Sur le cliché, un policier blane améticain tient en joue deux jeunes Noirs, couchés face contre terre, tandis que l'un de ses collègues leur passe les menottes dans la dos.

En référence au feuilleton télévisé LA Law, mondialement diffusé, l'hebdomadaire - lu exclusivernent par les Noirs - titre «LA War y (la guerre de Los Angeles).

City Press estima que ela problème (à Los Angeles) est remar-quablement similaire au nôtre (en Afrique du Sud] : le racisme blanc». A l'appui de son propos, il cite M. Eddie Williams, président du Centre d'études politiquea et économiquee de Washington, qui estime que «les Noirs à travers tous les Etats-Unis se sont sentis trahis par la

La preese sud-efricaine e accordé une lerge place aux émeutes de Los Angelee. La télévision e retransmis samedi une interview de M. Rodney King, l'automobiliste noir qui evait été maltraité par des policiers blancs. Les journaux du week-end, le Sunday Star et le Sunday Times, ont consacré chacun une page à ces événements, mais sans faire de paralièle avec la situation sud-

L'inculpation du général Belloucif pourrait précéder celle de l'ancien président Chadli

Quinze peines capitales ont été requises, dimanche 3 mai, par le procureur du tribunal militalre d'Ouerola contre 13 des 62 islamistes impliqués dans l'attaque, à la fin du mois de novembre dernier, du poste militaire de Guernmar, situé près de la frontière tunisienne. La veille, le tribunal militaire de Blida avait inculpé pour corruption le général Mostefa Belloucif, qui evait été

D'eutre part, un officier de police e été tué par balles, dimenche, dens la quertier de Belcourt à Alger, par des inconnus qui ont réussi à prendre la fuite. La ministère da l'intérieur a rappelé, dans un communiqué, que « les rassemblements et manifestations publics restent interdits », conformément à l'état d'urgence en vigueur depuis le 9

Quelques jours seulement après la publication, dans le quotidien El Watan, d'un rapport confidentiel rédigé par une commission

d'enquête militaire (le Monde du 29 avril), le général major Beliou-eif a été inculpé de détournement et dissipation de deniers publics par un magistrat instructeur du tribunal militaire de Blida. Placé sous mandat de dépôt, l'ancien chef d'état-major de l'armée, considéré comme l'bomme de confiance de l'ancien président Chadli, a été aussitôt écroué.

Deux aotres personnes ont été cadre de cette affaire de corruption. Il s'agit de l'ancien directeur de la planification et du budget au ministère de la défense, le lieutenant-colonel Fekir Mohamed El Hebri, également mis eu cause dans le rapport de la commissioo d'enquête, et de M. Abdelkader Tidjeoi, ex-directeur de l'edministration générale auprès de la pré-sidence de la République, dont le nom apparaît poor la première

Ecarté de ses fonctions de secrétaire général du ministère de la défense et mis à la retraite en 1987, le général Belloucif aveit été traduit, deux ans plus tard composée de six généraux, parmi lesquels le général Khaled Nezzar,

de la défense. Au dire de Me Arezki Bouzida, avocat du général Belloucif, les poursuites engagées contre son client seraient illégitimes, l'affaire ayant, à l'époque, déjà dooné lien à l'ouverture d'une information judiciaire. Même si l'on ignore tout de cette première procédure restée jusque-la secrète, i demeure certain que le général Belfoneif, qui s'était vu, un moment, privé de son passeport, avait été afors laissé en liberté.

Les graves accusations portées contre le général Belloucif étaient pourtant lois d'être inconnues des ecreles dirigeants. Mais l'officier, semble-t-il, a été longtemps protege par ses anciennes fonctions qui co faisaient un familier du président Chadli et de sa famille. Lors de son andition par ses pairs, en 1989, il avait menacé de mouillers une « haute personnalités si on s'avisait de pousser plas loin les investigations. Aussität connne l'existence du rapport des généraux, son avocat n'a pas tardé à reprendre la même argomeutation en déclarant one e les ordres venaient de la prési-

Pour le malheur de son client,

plus dissussive. Il est même pro-bable que toute l'affaire, an-delà des responsabilités des uns et des autres, n'a pour but que de montrer la détermination, quotidiennement affirmée, du nouveau pouvoir de lutter contre la corruptioo en faisant traduire en jus tice l'ancien président Chadli, accusé, de tons côtés, d'avoir larsement profité de son passage à la tête de l'Etat. C'est ainsi, vraisemblablement, qu'il faut comprendre l'inculpation, à côté du général Belloncif, d'uo aneien hant fooctionoaire de la présidence qui pourrait, lui aussi, être conduit à se « défausser » sur plus haut que lui.

La mèche qui vient ainsi d'être allumée pourrait faire exploser bien d'autres bombes que celle qui vise le seul président Chadli. Dans un entretico accorde, an Quotidien d'Algérie, le général Belloucif, quelques heures avant son incarcération, jugeait « curieux que, dans ce tapage, on ne parle guère de marches, car tout le monde suit que je n'ai jamais été mélé à un quelconqui marché ». - (AFP, AP, Reuter.)

A TRAVERS LE MONDE

Les prochaines élections législatives auront lieu au vote direct et secret

à une date indéterminée qui va a ouvrir, l'Assemblée natio-nale populaire cubeine (ANP) sera appelée à entériner des modifica-

tions constitutionnelles prévoyant notamment le suffraga universel, eu vote direct et secret, pour l'élection des députés, la garantie des investissements étrangers et la transformation de Cuba an un état laic et non plus athée, e indiqué, jeuci 30 avril, le président de l'ANP, M. Juan Escalona, La nouvelle loi électorale ne parmettra pas le pluripartisme et les opposants au communisme auront peu de chances d'être élus, e reconnu M. Escalona. Co dernier a par ellleurs précisé que les prochaines élections législatives ne pourront se tenir comme prevu à l'automne et seront organieées « quand les conditions aeront réunies», 26 référant à le pira crise économique que vit actuellement le régime de Vi. Fidel Castro. Les manifesta tions du 1º mai à La Havane ont été marquées par un déflié de ma-liers de jeunes Cubains à bicyclette, en cette période de pénurie de pétrole, et par de virulentes rues contre «l'arrogance» des Etats-Unis. - (AFP, Reuter.)

MAURITANIE SENEGAL

Réouverture des frontières terrestres.

laises seront autorisées à et sénégalaises seront autorisées à se déplacer de part et d'autre de la frontière commune, délimitée par le fleuve Sénégal, à partir du samedi 9 mai, a indiqué un com-Nouakchott at a Dakar, après une rencontre. la veille, à Rosso, des pays, Le texte précise que, pour le moment, «la seule voie d'accès terrestre reste Rosso» et qu'il sera procédé « à un recensement des autres voies naturelles».

La récuverture des frontières terrestrea a été décidée une dizaine de jours après le rétablissement des relations diplomatiques entre le Sénégal et la Meuritanie, rompues en sout 1989; à l'initistive de Dakar, après des massacres qui avaient feit; de part et d'autre, plus de deux cents morts. Le ministre mauritanien de l'Inté-

EN BREF

u KENYA : retour triemphal de l'opposant Kenneth Matiba. - Plusienrs milliers de sympathisants ont acclamé l'opposant Kenneth Matiba, samedi 2 mai à Nairobi, à son retour de Londres, où il était allé se faire soigner, en juin der-nier, au terme de onze mois de détention. M. Matiba a annoncé dimanche sa candidature à l'élection présidentielle prevne en février prochain, et a démenti que celle-ci puisse provoquer l'éclatement du Forum pour la restaura-tion de la démocratie (FORD) dont il a été l'un des fondateurs en 1991. - (AFP, Reuter.)

u LIBAN : bombardements israéileas dans le sud du pays. — Deux civils libanais out été blessés, dimanche 3 mai, dans des bombardements israéliens qui ont visé pour la troisième journée consécutive les régions limitrophes de le « zone de sécurité » occupée par Israel et ses alliés de l'Armée du Liban sud (ALS), ont indiqué des sources policières libanaises. Les combattants du Hezbollah pro-iranien, fortement implantés dans ces régions visées, ont riposté par des tirs d'artillerie eo direction de la «zone». Samedi, un milicien pro-ismélico avait été tué et un autre blessé par l'explosion d'une mine nu passage de leur véhicule dans la région de Jezzine, contrôlée par I'ALS - (AFP)

O RWANDA : vingt-trois morts dans deux attentats. - L'explosion d'une bombe dans un centre commercial de Ruhango, ou sud-ouest de Kigali, a fait dix-sept morts. vendredi i mai, scion des sources bien informées. Une antre explosion e détruit un taxi collectif, samedi 2 mai à Kigali, tuant au moins six personnes. Aucun de ces attentats o'a été revendiqué. -(AFP, Reuter.)

de trouble qui tenteraient de brouiller les relations entre les

le droit

-

. . . .

PÉROU

Pressions américaines en vue du retour

à la démocratie

M. Bernard Aronson, secrétaire d'Etat pour les affaires interaméricaines, a indiqué, samedi 2 mai à Lima, qu'il avait everti le président Alberto Fulimori, au cours d'une son pays, «a'il n'apportait pas de solution démocratique à la crise », passant notamment per l'ouverture d'un dialogue avec le Parlement dissous le 5 avril. M. Fujimori e les partis. Il a confirmé que dea élections législatives n'auraient pas lieu avant un an. Par ailleurs, une attaque lancée par le Sentier lumi neux contre une base de l'ermée. à 500 kilomètres au nord de Lima, a fait quinze morta permi les rebelles et deux parmi les soldats, même mouvement de guérille ont été arrêtés, elors qu'ils a'epprétaient à commettre des ittentats contre plusieurs postes de police. - (AFP, Reuter.)

SÉNÉGAL

Le président Abdou Diouf a lancé un appel aux pays riches

Le président sénégalais Abdou Diout, prochain président de l'Organisation de l'Unité africaine; e lancé un appel pressant aux pays pas laisser sombrer le continent noir dans la misère, le désordre et l'émeute, au cours de l'émission d'Antenne 2, «l'Heure de vérité». diffusée dimenche 3 mai: :

Si vous nous laissez aller, s nos pays sont pris par l'émeute, le désordre, l'anarchie, cela augmentera l'insécurité dans vos pays », e déclaré M. Diouf en présence des nombreuses personnelités qui assistaient à l'enregistrement de l'émission à Dakar, dont le ministre français de la coopération et du développement, M. Marcel Deparge.

M. Diouf e indiqué qu'il tenterait, pendant son mandar à l'OUA, de chercher les moyens de financer des « casques bleus » africains. Le président sénégalais s'est égale-ment indigné de l'idée de « prime » aux pays démocratiques, c Ca me révulse, a-t-il déclaré, de dire qu'on va eider un pays daventage qu'un autre parce qu'il est plus démocratique.»

TADJIKISTAN Le président

du Parlement rétabli

Le Parlement à majorité communista du Tadijkistan a rétabli dans see fonctions, dimanche 3 mai,

son président, M. Safareli Kendjsev, qui evait démissionné le semaine précédente sous la pression de l'opposition. Deux meetings opposés, rassemblant des dizeines de milliers de personnas, continuent da se tenir dans la centre de la capitale,

Douchandé - depuis un mois pour cetul de l'opposition et une semaine pour cetui du pouvoir. Le présidant du Tadjikistan, l'ancian dirigeant communiate Rakhmon Nablev, a averti dimanche qu'il n'avait pas l'intention da tolérer encore longtempa les menliesta-tions, que s'e peuple ne peut plus supporter». Pour « rétablir l'or-dre», il a'est fait attribuer jeudi par le Parlament des pouvoirs spéclaux pour six mois et a décidé la création d'una garde netionela dans un déla de deux semaines.

Nablev, a ajouté M. loussoupov. – (AFP, Reuter, itar-Tasa.)

PROCHE-ORIENT

Libye: la révolution n'est plus ce qu'elle était...

L'application des sanctions internationales contre Tripoli avive le mécontentement d'une population livrée à elle-même

TRIPOLI

de notre envoyé spécial

« J'ai le sentiment que tout ce que "I at te semment que tout ce que nous avons voulu faire durant vingt-trois ans s'effondre aujourd'hui », remarque, plein d'amertume, un jeune autochtone qui n'e rien connu d'autre que « la révolution populaire et socialiste». Nombre de Lubyens, de l'intellectuel au chauffeur de taxi, pensent que la «erise de Lockerbie» n'a joné qu'un rôle secondaire dans cette déliquescence de l'autorité de l'Etat «révolution naire» qui se dessinait déjà depuis des mois, voire des années.

L'économie libyeone tourne à deux vitesses : un secteur étatique aussi énorme qu'inefficace côtoie un secteur privé dynamique et en pleine croissance. Dans les grands magasins d'Etat, qui ressemblent aux Goum soviétiques, il n'y a pra-tiquement rien sur les étagères. Dans les échoppes privées, on peut, en revanche, trouver tous les pro-duits alimentaires importés tandis que l'électroménager - de l'aspirateur au lecteur de disques compacts - s'entasse dans les petites boutiques de la rue Omar-Moktar.

Ministeres sans budget

La hausse vertigineuse des prix oblige l'homme de la rue à recourir à des combines pour s'en sortir. Certains cultivent un lopin de terre en dehors ou même pendant leurs beures de travail. D'autres transforment leur garage en bouti-que, tenue, à tour de rôle, par les membres de la famille. Ou encore, ils font du commerce de devises ou profitent de leur poste pour obtenit des pots-de-vin

Cet effondrement de la morale révolutionnaire se manifeste de lers» vendent de la drogue dure, au

D Visite an Vatican du ministre libyen des affaires étrangères. -M. Ibrahim Bechari, ministre libyen des affaires étrangères, a rencontré, samedi 2 mai, au Vatican, Mgr Jean-Louis Tauran, secréteire pour les relations avec les Etats, afin d'évoquer « les problemes qui sont nés avec les Etats-Unis, in Grande-Bretagne et la France v. D'autre part, le conseil de l'Union parlementaire arabe a demandé, dimanche, à Tripoli, la arabe et a invité les pays arabes à pliquer l'embargo aérico et mili-

Les policiers, qui font des rafles de temps à autre, relâchent les trafi-quants après avoir confisqué marhandise et argent. Les films pornos eirculent sous le mantesu tout comme l'alcool, théoriquement interdit. Des Libyenoes n'hésitent plus à porter la mini-jupe, ce que, seules, jusqu'à récemment, les Syro-Libanaises osaient faire. Les jeunes issus des classes favorisées ne révent plus que de la demière mode italienne, des chansons de Michael Jeckson et de l'American way of life. Mais, cette déliquescence atteint aussi les mœurs politiques. L'indécision est devenue la règle du jeu. Le non-étatisme, prêché par le colonel Kadhali dans son Livre vert, semble s'être transformé en anarchie. Les traitements des fonc-tionnaires, y compris ceux des mili-taires et des forces de l'ordre, sont, de manière chronique, réglés avec des retards qui peuveut atteindre deux mois. Eu réalité, les choses out atteint un tel degré de gravité
que la plupart des ministères n'out
plus de budget à proprement parier
et sont obligés de vivre au jour le

La situation des médias locaux o'est guère plus brillante. A Tripoli, les journaux n'arrivent dans les kiosques qu'en milieu de matinée. Radios et télévisions fonctionnent presque dans le vide. Ce n'est pas avec un feuilleton racontant la vic-toire du bey de Tripoli sur la flotte. américaine, au siècle dernier, que l'on attire les foules. Des foules qui se ruent sur les boutiques de films vidéo pour dévorer les dernières eventures de Rambo ou de ses suc-cédanés, tandis que les privilégiés qui disposent d'une antenne para-bolique se branchent sur l'Italie, la France ou in Grande-Bretagne.

Cartes de rationnement

En définitive, la grande question est de savoir si le régime est, malgré tout, au bord de l'effondrement. Certains observateurs pensent que l'adoption de sanctions économi-ques contre la Libye est à même de ques contre la Libye est a meme de le renforcer quoi qu'il en coûte, en matière de privilèges, aux compra-dores locaux. Quant aux islamistes, qui profitent implicitement du dis-cours officiel vouant «l'Occident chrétien aux gémonies », ils ne sem-blent pas disposer d'une assise suffi-samment solide pour espérer tirer profit de cete crise.

Reste l'inconnue tribale. Il est révélateur de constater que le Libyen moyen ait estimé que le

grand jour, dans le quartier résiden- patriotes soupçonnés d'être impli- expatriés travaillant en Libye. Dans était dû à l'appartenance de l'un beaucoup d'étrangers, ou continue à d'eotre eux à la grande tribu des Magareha, dont fait partie le comjouer au tennis ou à faire de la planche à voile pendant que des enfants blonds gambadent, dans les rues. A l'exception du personnel de mandant Abdelsalam Jalloud, le numéro deax du régime. Mais rien ne prouve que, pour éviser le pire, certaines tribus de soient pas disquelques compagnies, comme Thomson et Alcatel, oul n'a encore quitté le pays, où l'attitude des autochtones reste amicale à l'en-droit des Occidentaux. Toutefois, posées à sacrifier le régime.

Quoi qu'il en soit, les sanctions imposées par l'ONU semblent avoir joué le rôle de catalyseur d'un mécontentement latent dans les cer-cles d'intellectuels qui doutent que la Jamahiriya soit le meilleur des systèmes politiques. Les milieux d'affaires se montrent, quant à eux, plus prudents mais aussi plus préoc-

A Tripoli, il y a autant de monde dans les boutiques d'électro-ména-ger de la rue Omar-Moktar que devant les étalages de fripes du souk de la Médina. Pourtant, les achetents sont rares. Même si les magasins sont bien garnis, il s'agit surtout de stocks faits avant l'application des sanctions, mais renouve-lés au compte-gouttes en raison de la faiblesse du trafie à la frontière égyptienne. Au reste, même s'ils le voulaient, les commerçants locaux ne pourraient pas importer en grandes quantités car leurs homologues égyptiens exigent maintenant d'être réglés en dollars, de crainte d'un effondrement du dinar libyen.

Sans illusions

Tout cela se traduit par une hausse des prix pour l'homme de la rue, dont le salaire n'a pas aug-menté – il a même diminué – depuis plus de cinq ans. Bien oblige, donc, de se rabante sur les produits subventionnés quand on les tronve sur les étals des marchés étatiques. Dorémvent, les autorités libyennes oppliquent à la lettre les quotas inscrits sur les cartes de rationnement nlors qu'avant la «crise de Lockerbie», ils fermaient les yeux.

Jusqu'à maintenant, l'homme de la rue semble prendre les choses avec fatalisme. Convainces que la situation ne peut qu'empirer, la plu-part des Libyens s'en remettent à Dieu. Ils maudissent les Américains sans se faire d'Illusions sur l'isolement de la Libye m sur le soutien arabe. « Tous ces chefs d'Etat grabes tiennent trop à leur siège », répétant-ils à longueur de journée. Ce même-sceptieisme est partagé par les milieux officiels. D'autant que la Syrie, après avoir menacé de ne pas respecter l'embargo aérien, a été obligée de s'y conformer.

Le caime prévaut aussi parmi les scierces palestiniennes: - (AFP.)

ALEXANDRE BUCCIÁNTI En Cisjordanie Près de 1400 Palestiniens

ont été arrêtés

par précaution, certains ont préféré

renvoyer chez eux femmes et enfants au moment de l'entrée en

vigueur de l'embargo aérien qui

colocidait avec les vacances de

Mais ai les Occidentanx, oussi

bien que les Russes, les Tures, les Chinois et les Coréens, resteut

sereins, il n'en va pas de même pour les Africains et les Arabes

qui, eux, sont en nombre important

et occupent des emplois subalternes, quand ils ne sont pas, tout simple-ment, leveurs d'autos ambulants.

Les Egyptiens, surtout - près d'un demi-million - sont préoccupés, ils ont déjà subi les foudres du colonel Kadhafi quand il les a expulsés en 1985. Se référant aux éditoriaux des la comme de la com

très critiques de la presse officieuse

cairote à l'encontre du régime libyen, un fonctionnaire égyptien lance : « Dites à nos journaux

d'arrêter ce qu'ils écrivent, sinon, ici, ils risquent de nous poursuivre dans

la rue comme par le passé.

depuis le début de l'année Quelque I 400 Palestiniens ont été arrêtés depuis le début de 1992 par l'armée israélienne en Cisiordanie, dont 200 recherches pour « actes terroristes», a déclare, dimanche mai, à la radio israélienne le généra Danny Yatom, commandant de la région centre d'Israël, qui inclut la Cisiordanie II a indiqué que durant la même période, 44 militaires et 82 civils iscaeliens ont été blessés, pour la plupart par jets de pierre, dans co même territoire occupé par Israél depuis 1967, et 25 Palestiniens, soupçonnés dans la plupart des cas d'avoir collaboré avec Israel, ont été assassinés par leurs compatriotes. Selon l'armée istaélienne, 23 Palestiniens ont par ailleurs été tués et 211 autres blessés par des soldats en Cisjordanie depuis début jaovier. Le chiffre de 23 toés est confirmé de

14 111 dans ses fonctions All the

2:15

727

A TON

Le président du Parti démocrate (apposition), M. Chadman loussoupow, a démenti la perticipation de l'opposition au conseil prési-dentiel mis en place per M. Nabiev, annoncée par la téléviision locale. L'opposition axige toujours le démission du président

2 #2 Hart | 6 1 1835 (22)

SENEGA:

ison of

直接はよいが発

But !-- "1." !!

学典办总K15TAN

Le droit d'asile en question en Allemagne

La montée de l'extrême droite dans certaines régions devrait pousser les formations parlementaires à réformer la politique de l'immigration

BERLIN

de notre correspondant

E succès de l'extrême droite E succès de l'extrême droite eux dernières électioos régiooales allemandes pousse les formatinns politiques à rechercher un compromis sur la meilleure manière de répondre aux craiotes suscitées par l'afflux de réfugiés de toutes origines. L'ouverture des frontières des anciens pays communistes du sud et de l'est de l'Europe, l'effondrement économique de l'Al-

nistes du sud et de l'esi de l'Europe, l'effondrement économique de l'Allemagne de l'Est suscitent des tenainna dans le partie occidentale du pays, qui doit faire face à des déplacements importants de populations. L'incapacité de la classe politique à prendre la mesure du problème alimente un veot de panique dana l'opinion publique, qui s'est trouvé un coupable idéal : der Asylanten, le faux demandeur d'épuite d'origine.

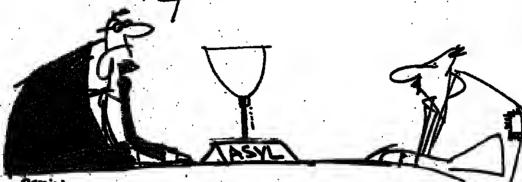
Des milliers de réfugiés, d'origine allemande, arriveot chaque mois de Russie. D'autres milliers, fuyant l'avancée serbe dans les nouvelles Républiques de l'ex-Yougoslavie, affluent tout oaturellemeot, par cars entiers, vers leur protecteur attitré. Mais la bête coire, c'est le faux demandeur d'asile, le « profi-teur », qui abuse des largesses du droit allemand pour fuir sa misère et venir vivre aux dépens du contribuable. Cette hystérie a eu les répercussions que l'on sait : depuis l'automne dernier, plusieurs personnes ont trouvé la mort dans les ferrent de dernecedaux d'agile commende de la company de la foyers de demaodeurs d'asile ou dans la rue sous les coups de jeunes

Obsédées par le danger de l'extrême droite, les formations politiques ont occuité les vrais problèmes en s'enfermant dans uo débat parfaitement obscur et stérile sur la nécessité de changer ou noo la Coostitution pour redéfinir un priocipe, l'asile politique, qu'aucune ne remet pourtant en cause. Et ce blocage a fini par convainere l'opinion que personoe n'était capable de faire quelque chose. L'extrême droite et son slogao a l'Allemagne aux Allemands y triomphait.

parlants

Les chiffres devraient pourtant parler d'eux-mêmes. Depuis 1989, l'ouest de l'Allemagne a vu affluer près de deux millions d'Allemands venus des anciens pays commu-nistes nu de l'ex-RDA. 220 000 sont arrivés d'Europe de l'Est en 1991, 397 000 en 1990 et 377 000 en 1989. Les estimations pour l'exen 1989. Les estimations pour l'ex-RDA sont plus compliquées à éta-hlir. L'effondremeot de l'économie pousse les Allemands de l'Est à venir à l'Ouest chercher du travail. La moitié des dix millions d'em-

ACCEPTEZ -VOUS LE RISQUE D'ÊTRE MALMENE EN TANT QUE RÉFUGIE?



PESSIN

piois a été perdue, selon un calcul publié co avril par la Bundesbank. Le journal Bild an Sonniag faisait état en janvier d'un million d'Alleetat en janvier d'un million d'Alle-mands de l'Est ayant quitté l'ex-RDA depuis 1989. Et le mouve-ment se poursuit : selon des estima-tions que le journal jugeait lui-même prodentes, 200 000 au moins sont partis en 1991.

Les déplacements de population à l'intérieur de l'Allemagne répondent à une logique économique qui oe chaogera pas du jour an lendemaio. Des mesures ont, eo revanche, été prises pour ralentir l'arrivée des Allemands d'Europe de l'Est, principalement de Russie; les dossiers sont maintenant traités sur place par les ambassades dans les Etats d'origine au lieu de l'être à l'arrivée en Allemagne. Les premiers effets se sont déjà fait sentir. Mais la règle qui prévoit qu'est allemand toute personne eyaot des antécédents allemands oblige à les accepter tous s'ils le désirent.

Tous ces immigrés sont là pour

Tous ces immigrés sont là pour rester. Leur flot a considérablement pesé sur les marchés du travail et du logement, déjà en crise auparavant, suscitaot une coocurrence vant, suscitaot une coocurrence lonrde à supporter pour les Alle-mands de l'Ouest les plus défavori-sés. Uoe partie des Allemands d'Europe de l'Est, dont beaucoup oe parient pas allemand en arri-vant, doiveot être logés faute de pieux dans des fouers, où on les mieux dans des foyers, où on les distingue mai souvent des « deman-deurs d'asile» d'autres nationalités.

Le oombre de ces derniers a beaucoup augmenté lui aussi en deux ans, mais reste dans des pro-portioos trés ioférieures. De 121 300 en 1989, les arrivées sont passées à 193 100 en 1990 et à 256 100 eo 1991. Curieusement, personne oe dit jamais combien d'entre eux restent, il n'y a pas de

chiffres disponibles sur les départs. Depnis l'éclatement de la crise you-goslave, le nombre de réfugiés venant des zones de conflit, qu'il oe viendrait à l'idée de persoone de rejeter, à coosidérablement augmeoté. Eo mars, ils représentaient plus d'un tiers de l'ensemble : 13 000 sur 35 000. Les deux autres 13 000 sur 35 000. Les deux antres grands groupes soot les Roumains, surtout des Tziganes, qui ont repris leurs migrations depuis la chute du régime Ceausescu, et les Turcs, qui vienneot rejoindre l'importante communauté vivant en Allemagne,

Une procédure longue et aléatoire

Contrairement à la France, où beaucoup tentent lenr chance clandestinement, tous les immigrés

entrant en Allemagne, même pou une courte durée, ont intérêt à déposer une demande de droit d'asile. La raisoo est simple ; tant que les tribunaux o'oot pas statué définitivement air leur sort, ils oe peuvent être expulsés et ils perçoivent des moyens de subsistance, sous forme de logement, d'entretien alimentaire ou d'aide sociale. Peu ont la chance d'obtenir satisfaction. 11 000 personnes ont reçu le statut de réfugié politique eo 1991 pour 168 000 dossiers examioés. Meis la complexité des procédures d'appel, des régimes de dérogation, et l'effi-cacité des réseaux d'entraide font qu'il est très facile de faire durer le séjour ; même en cas de refus définitif du statut de réfugié, les reconductions à la frontière sont rares.

Les groupes parlementaires de la

majorité gouvernementale et de l'uppusition sucial-démuerate, majoritaire dans les Lander, se sont mis d'accord en octobre dernier sur une réforme des procédures d'ac-cueil pour accélérer le processus. cueil pour accélérer le processus. Les nuvelles dispositions pré-vnient de diriger les demandeurs d'asile, à leur arrivée, dans des cend'asile, à leur arrivée, dans des cen-tres de regroupement régionaux dis-posant d'entennes juridiques et administratives chargées, en liaison avec l'Office fédéral pour les réfu-giés, d'apérer un premier «tri». L'objectif est de limiter à six semaines la durée de la procédure d'urgence appliquée à ceux dont le cas ne relève manifestement pas de l'asile politique. Les autres seront l'asile politique. Les autres seront répartis, comme aujourd'hui, dans les différents foyers gérés par les

Pour répondre à la surenchère de l'extrême droite, le parti chrétien-démocrate du chancelier Kohi et soo allié havarois, la CSU, récla-ment en plus nne modification de la Constitution pour inscrire dans le les fondementale les limitations la Constitution pour inscrire dans la loi fondamentale les limitations au droit d'asile, La CDU fait valoir que la Constitution devra forcement être mndifiée pour tenir compte d'un futur droit d'asile européen, ce que ne nient nl le partilibéral oi les partis de gauche, qui estimeot cependant qu'il sera toujours temps de voir. jours temps de voir.

La gauche favorable aux quotas

Les partia de droite cacheot mal Les partia de droite cacheot mal leur volooté de mettre eo cause la trop grande marge de manœuvre dont hénéficie à leur yeux la justice vis-à-vis du politique, dont elle o'a pas les mêmes impératifs, oi de temps oi d'argent. L'article 16 de la Constitution iodlque d'uoe manière très estraterle que ales nersonnes très générale que ales personnes

persécutées pour des raisons politiques bénéficient du droit d'asile ». Le chef du groupe parlementaire chrétien-démocrate, M. Wulfgang Schauhle, quand il était ministre fédéral de l'intérieur, evait en octobre dernier proposé d'ajouter à ce lihellé: « Ne bénéficie pas du droit d'asile celui qui vient d'un Etat où il n'est pas exposé au danger d'être persécuté politiquement ou d'être expulsé vers un Etat où il est menacé de persécution politique. » Sur sa droite, le ministre bavarois de l'intérieur, M. Edmund Stoiher, va beaucoup plus loin. Il estime que la justice duit être déchargée de la question au profit de l'administration.

Même chez les Verts, des voix s'élèvent pour poser le problème de manière plus glohale. M. Daoiel Coba-Bendit, conseiller municipal de Francfort, n'est pas hostile à une redéfinition du droit d'asile, à condition de donner parallèlement uo cadre juridique à l'accueil des entres immigrés et de réformer l'acuo cadre juridique à l'accueil des entres immigrés et de réformer l'accès à la nationalité allemande. « Ce qui est pervers dans le débat jusqu'ict, souligne-t-il, c'est qu'on dit toujours : d'accord pour un droit d'asile à ceux qui sont persècutés politiquement mais les autres, les réfugiés de lo misère, ce sont des parasites. Tant qu'on mène le débat sur ce ton. on o perdu. » sur ce ton, on o perdu. »

Le Parti social-démocrate réclame désormais officiellement uoe législation sur l'immigration uoe législation sur l'immigration fixant des quotas correspondant aux capacités d'accueil, y compris pour les Allemands originaires de. l'Est, ce qui supposerait une révision foodamentale de la question de la nationalité. Cette position a ses adeptes à l'aile gauche du Partichent du groupe parlementaire. dent du groupe parlemeotaire, M. Heiner Geissler, plaide en faveur d'une « immigration contrôlée », liée aux besoins de l'économie eoropéeone, et d'un apple à la cationelité allemande accès à la oationalité allemande pour tous les étrangers oés en Allemagne qui en acceptent les valeurs fondamentales.

HENRI DE BRESSON

Le prix Ringier à Richard Laber

Le cinquiéme prix Ringier, qui récompense un journaliste francophone, auteur du meilleur article ou de la meilleure émission consacré à la Suisse dans un média français, a été remis le samedi 2 mai au Salon du livre et de la presse de Genève à Richard Labevière, collaborateur de la télévision suisse romande, pour les papiers qu'il a publies comme correspondant à Genève de lo Croix. Le prix Riogier, décerné par un jury international de journalistes, est doté de 10 000 francs suisses.

Un plan germano-polonais pour Szczecin La réconciliation franco- fondamentala. Les Allamands alléa jusqu'à utiliser l'appellation

allemende est souvent citée en reviennent, mais comme touristes, allemande de Stettin.

exemple à Bonn comme à Varsovie en Silésia ou en Poméranie. Dans la Mais à l'intérieur d relations germano-polonaises. On est encore loin du compte et le souvenir des quarante années da efratemité socialista antre la Pologne populaire et la RDA constituerait plutôt un handicap, trois ans après la réunification. Il n'en reste pas moins que des efforts sont faits da part et d'autre pour surmonter les séquelles du passé.

La reconnaissance définitiva de l'Odar-Naissa comme frontière nrientala de l'Alternagne, qui a renoncé solennellement à tout irrédentisme, a levé una hypothèque

exemple. Souvent pour retrouve des clieux da mémoira», villagas de leur enfanca ou châteaux de leurs ancêtres. Afin de faciliter les déplacements et les redécouvertes, la municipalité de Szczecin vient de publier un plan bilingue germanopolonais. C'aat una première en

Les documents sont placés dans une pochette qui porte le titre polode Plany Szczecina 1939-1991 et l'intitulé allemand Stadtplane von Szczecin 1939-1991. Les auteurs ne sont toutefois pas

Mais à l'intérieur de la pochette Idéal des ville-frontière da Szczecin par se trouvent un plan de la villa

crit an polonais, et une reproduction d'un plan an allemand de 1939. Le répertoire est bilingue, ce qui parmat par exempla de reconnaître la Kurfürstenstrasse sous la Mikolaja Kopernika..., et eux nostalgiques de refaire ainsi les promenades d'avant-guerre,

Une initiative limitée, mais symbolique, qui montre qua, du côté polonais eussi, quelques tabous sont en train de tomber.

L'INSTHUT DE L'ECU public LE TRAITÉ DE MAASTRICHT

(dispositions concernant l'Union Économique et Monétaire) 16, avenue Berthelot 69007 LYON Tel.: 72-73-28-20 Fax. 72-73-46-04

132 pages - 95 FRF

AR) HŌTEL DU RHÔNE Parce que votre succès est

notre affaire.

MONTREAL 1880 F LISBONNE 1180 F

EDIMBOURG 1200 F NEW YORK 2 180 F **DAKAR 2370 F** LES ANTILLES 2 600 F LA REUNION 3890 F **PAPEETE** 7 800 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières. On ne vit que mille fois.

Et vous retrouver après un raid en moto neige ou en traîneaux à chiens, autour de la table d'un camp de chasse vous coûtera à peine plus cher que de faire toiletter votre ouistiti.*

> * Le Canada avec Nouvelles Frontières, c'est aussi des séjours ou des circuits, avion compris, à partir de 6 090 F.

TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 42 73 10 64

VOUVELLES **FRONTIERES**

Le départ d'un éléphant

ses e éléphante ». A causa da sa stature et de ees grandae oreilles. Hans Dietrich Genscher avait auesi mérité ce surnom. Sa démission ennoncée pour le 17 mai, à l'occasion du dix-huitiàme snniverssire de son arrivée eu ministère des affaires étrangères de Bonn, e suscité la surprise dans toute la pressa européenne.

Le perellèle est tentant avec Francisco Cossige qui, deux jours evant Ganscher, mais dane un atyle plus ampoulé et plus larmoyant, avait également annoncé eon retrait. La Stampa de Turin ne manque pas l'occasion : « Alcide de Gasperi, bien que né soua las Habsbourg, disait qua les démissions na s'ennoncent pes à l'evenca, mais sa donnant. C'ast ainsi qu'a agi Genscher. » Et ce n'est pas einsi que font les hommes politiquee iteliens; eux « cultivent l'adieu qui ne préjuge pas de l'avenir ».

The Independant seius sene aménité particulière le départ de «Mr Ambiguity»: «Les historiens conclurent vraisembleblement qua la démonstration da muscla englo-américalne e plus contribué à faire tomber le Mur que tous les arguments de M. Genscher contre le déploiement ou la modernisation de tel ou tel missile de l'OTAN. Sa croyence qua la négociation pouveit tout résoudre s'est révélée catastrophiqua dans la crise du Golfe. » Bref, conclut le quotidien londonien, « le genjouer pendant la guerre froida. Mels une ère plus compliquée exige un style différent - at plus ouvert ».

· Le mai anglais »

Il Corriera delle Sera porte une appréciation plus positive sur la chaf da le diplomatia bonnoise, célèbre pour ses pullovars leune caneri et sa bougeotte permanente : «Le verbe at l'axpérience de Ganschar manqueront à tous, surtout si la rupture du consensus interne devait ouvrir en Allemagne une phase da conflits sociaux et d'instabilité politiqua susceptible de rendre beaucoup moins prévisibles ses choix internationaux. > Le journal mileneis recommende capendent eux partanaires da l'Allemagne da ne pas s'adonner à la Schadenfreude : « Au lieu da chercher das consolations, ils feraient mieux de comprendre que seul leur retard paut rendre dangereux le regain de la aguvaraineté allemanda. »

Quoi qu'il en soit, l'Alismagne est atteinte per le « mal anglais », affirme le Times de Londres, qui cite pour preuves la montée da l'Inflation, la perte du goût du travail, l'eugmentation das déficits publics, les vagues de grèva, etc. Le Financial Timas eussi eetima que la chancelier Kohl devrait edévelopper une stratégie plus claire et plue décidée pour contrôler les finances (publiques) faca à l'escalade dea trensferts vers l'Est et à l'accumulation das dattes (...). M. Kohi ne pourra paa relever ce défi tout seul. mais ce défi ne pourra pas non plus être surmonté sans lui ».

La Soddeutsche Zeitung partage ce point de vua, mals ajoute qua M. Kohl, à force de s'antourer da minietres falots. se retrouve en première lione : « Mains il trouve de contradicteurs, moins il y a d'épaules solides pour porter sa politique, st plus les critiques sont dirigéas contre lui-même. » De là à dire que le chancelier est dans le collimateur, il y a un pas que le journal de Munich na franchit pas. Ou pas encore.

Vue d'ailleurs

«Le mal de Meech guette Maastricht»

Les Canadiens cherchent dans l'exemple de la Communauté une solution à leurs problèmes tout en la soupçonnant des mêmes maux

MONTRÉAL

de notre correspondante

E trouve l'exercice euroeen fascinant. C'est très ntéressant pour un polil'équivalent de faire l'amour tellement c'est intéressant l'est bien loin de l'Europe, au Parlement du Québec, qu'il fallait venir dans la neige de février pour entendre cette brûlente déclaration d'un ancien ministre canadien. Une commission d'étude de la réforme institutionnelle en cours de négociations eu Canada entendait, ce jour-là, M. Jean-Luc Pepin, qui présida, de 1977 à 1979, l'une des innombrables commissions fédérales déjà consacrées à l'interminable problème de la Constitution

De tous les pays non européens. le Canada est sans duute celui où l'on décortique le plus et de la façon la plus technique qui soit la mécanique de l'intégration euro-péenne. Le gouvernement commandita de doctes études sur le sujet. Les parlementaires invitent des experts français, beiges, allemands ou danois à leur en exposer les arcanes. Les universités se doivent d'y consacrer monographies et colloques. Les journaux traitent de Maastricht en «une» et en pesent savamment le pour et le contre en page éditoriale.

Il faut dire que les Canadiens jonglent avec les termes de «souve-raineté partagée», « coopération intergouvernementale», « transfert de compétences» et autres « clouses dérogatoires » depuis bien plus longtemps que les Européens. Au Québec, le débat constitutionnel est un sport nettocal depuis plus de vingt ans, et le reste du pays se met de la partie chaque fois que les velléités iodépendantistes de la province francophone atteignent Is cote d'elerte. Ce qui est précisé-ment le cas depuis l'échec, en juin

Un intérêt . nombriliste

e Le mai de Meech guette l'accord de Maastricht e, titrait, samedi 25 evril, en première page, le jour-nal montréaleis lo Presse à propos du débat parlementaire qui s'ouvre en France sur la révisina de la Constitution. Le même jour, le seul quotidien véritablement netional du pays, le prestigieux Globe and Mail de Toronto, affirmait dans son éditorial que e la carte du conti-nent commence à ne ressembler ni à nent commence à ne ressembler ni à une Europe de régions, ni à une Europe d'États-nations, mais à une topisserie de modèles gouvernementaux — supronotionol, national, régional, local, municipal — où la souveroineté est partagée entre les divers niveaux de gouvernement». Pour conclure assez sommairement que l'Europe d'en va tout droit vers mis l'Europe d'en va tout droit vers que l'Europe s'en va tout droit vers

Comme on le voit, « l'intérêt que les Canadiens portent à notre affaire européenne est fonction de leur nombrilisme », explique le délégué de ls Commission européenne eu Canada, M. Jacques Lecomte, «Ce n'est pas qu'ils s'intéressent tellement à l'Europe, mais ils essaient d'y trouver des solutions au pro-

Car l'échec de l'secord du lac Meech a plongé la fédération cana-dicane dans une crise existentielle particulièrement aiguë, dont le débat européen lui renvoie en quel-que sorte une image inversée. Aux demandes traditionnelles du Qué-bec (répartition de pouvoirs accrus ou exclusifs dans les domaines que la provioce juge oévralgiques pour le maintien de son identité culturelle) sont venues s'ajouter d'autres forces centrifus l'Ouest, fortes de leur pétrole ou de leurs liens privilègiés avec le zone principe de partage des responsabi- teur est contre balancé par une pro-

1990, du processus de ratification par les provinces de la réforme constitutionoelle dite « accord du lac Meecb».

Pacifique, s'estiment sous-représentées dans les instances fédérales par rapport aux deux poids lourds de l'est du pays que sont le Ouébec et rapport aux deux poids lourds de l'est du pays que sont le Québec et l'Ontario. Les autochtones réclament la reconnaissance de leurs droits ancestraux sur les ressources naturelles du pays et veulent une autonomie gouvernementale fondée sur leur oppartenance raciale.

Si bien que, au moment on l'En-rope sonhaite investir les organes communeutaires de responsabilités communeutaires de responsabilités assumés jusqu'alors par des Etats souverains, le Canada cherche, an contraire, selon l'expression du premier ministre québécois Robert Bourassa, e à rétablir l'équilibre au sein d'une fédération trop centralisée oux prises avec des dédoublements de des descendes. ments et des chevauchements de juridictions ». Renvoyés pour la énième fois à leurs fourneaux, les constitutionnalistes canadiens cher-chent dans la recette européenne les ingrédients qui leur ont jusqu'ici fait défaut.

Un modèle mis à toutes les sauces

Evidemment, l'éloignement aidant, le « modèle européen » est mis à toutes les sauces, selou que le cuistot penche davantage pour une union de type fédératif plutôt que confédératif, pout une « intégration positive » plutôt que « négative ». Une étude publiée à l'antonne par le souvernement fédéral conclusit gouvernement fédéral conclusit que les institutions de la CEE ne comportent pratiquement « aucun moyen de redistribuer les bénéfices tirés d'un marché intégré», qu'elles ne sont « pas soumises à un contrôle démocratique efficace » et que « si les Canadiens avaient bien saisi ces caractéristiques de la Communauté européenne, il est peu probable que celle-ci serait considérée par quicon-que comme un modèle politique supérieur à la forme de fédéralisme que connaît le Canada». Le docu-ment reconnaîts si toutefois minavu des difficultés d'application du

lites gouvernementales, sur lequel se fonde le régime canadien, « le Canada gurait peut-être avantage à faire siens certains aspects du prin-cipe de coresponsabilité » sur lequel repose la CEE

Au Québec, où s'ajoute l'option carrément indépendantiste du Parti québécois (PQ), la controverse a pris des détours inattendus. A l'époque du premier référendum any l'accession du Québec à la sur l'accession du Québec à la 1980, le PQ alors su pouvoir van-tait le modèle européen comme la preuve que des Etats eux cultures union économique tout en conser-vant leur souveraineté politique. Mais l'eccélération de l'intégration européenne l'a contraint à changer de discours. Aujourd'hui, le chef du de discours: Aujourd'hui, le chet du PQ, M. Jacques Parizeau, ne parle plus d'associer le finur Québec souverain au reste du Canada, mais seulement de « maintenir l'espace économique canadien », ce qui se ferait, selon lui, presque par la force des choses et sans qu'il soit nécessaire d'ouvrir de vastes négociations avec Ottawa, « SI on dennations avec Ottawa. «SI on deman-dait une association économique à l'européenne, un Québec souverain aurait moins de pouvoir économique qu'oujourd'hui, admet-il. Ce n'est pas ce que nous demandons. » Et c'est désormais le très fédéraliste Robert Bonrassa qui tire argument de l'intégration curopéenne pour convaincre ses concitoyens que l'union politique fait la force écono-

En septembre, le gouvernement fédéral rendait publique une pre-mière ébauche de sa nouvelle réforme constitutionaelle, dans laquelle M. Lecomte discerne des « influences directes très importantes de l'Acte unique eiropéen et de l'opération 1992 ». Les compétences y sont redistribuées entre Ottawa et les provinces selon que principe de ss. Les provinces de ment reconnaissait toutefois qu'au 'subsidiarité copté sur le hôtre . dit-il, et dont l'effet décentralisa-

position d'« union économique » supposant la disparition de nombreuses barrières non tarifaires qui font obstacle à la libre circulation des biens et des personnes entre les provinces. Unioo administrée par un nouveau «Conseil de la fédération's calqué, selon M. Leconte, sur le conseil des ministres européens.

Des lecons pour tout le monde

Nul ne sait cependant ce qu'il en restera dans la versioo révisée qu'Ottawa doit présenter dans les prochaines semaines, car le projet d'union économique a suscité une levée de boucliers générale. Y com-pris de la part de M. Bourassa, dont le Parti libéral s'était pourtant, lui aussi, ouvertement inspiré du prin-cipe européen de subsidiarité pour rédiger, l'an dernier, sa plate-forme constitutionnelle.

En visite au Canada, fin evril, M. Jacques Delors e feit un détour par Montréal, le temps de venir prêter main forte à son « ami de longue date » Robert Bourassa, en déclarant à la presse locale que «dans le monde d'aujourd'hui l'avenir est à des formules de souveraineté partagée», « On peut très bien concevoir un système sederal dans lequel on tire le meilleur de chacun et où chacun garde sa propre person-nalité», a afiirmé le président de la Commission européenne sous l'œil ravi da pramier ministre québécois.

Mais M. Delors a poliment décliné l'invitation des journalistes à éclairer les Québécois sur la meilleure façoo de procéder, ajoutant que les Européens aussi étaient w intéresses par ce qui se passe (an Canada) et (en tiraient) des lecons ». La-dessus, il est reparti pour

CATHERINE LECONTE

Tribune

Le long cheminement vers l'être suisse

par Pierre Centlivres

LURALISME culturel, identité netionela... A propos de ces thèmes, une équipe de l'Inetitut d'ethnologia da l'univer-sité da Neuchâtel e antrepris une étude eur la neturalisation dea étrengers considérée comme un révéleteur de l'idantité nationala. Una notion aussi ebstraita est diffi-Una notion aussi ebstraita est difficile à saisir, et las chercheure ont voulu l'aborder à partir de son contraire : l'altérité. Comme toujours, c'ast par le détnur des autres qua sa dessine l'image des « nous ». Historiquemant, lae Suieses ont pris conscience de former una collectivité concrète par le bisée de leurs voisins qui leur per biais de leurs voisins, qui leur ont révélé qu'ile étaient eoldats, marcenaires, portiers d'église, monta-gnerds rustiques, horiogers et ban-quiers, at qu'ile sysient même une façon particulière da rêver : l'édi-tion de 1732 du Dictionnaire da Trévoux na dit-ella pas que e rêver à la suissa » — comme on dit « s'asseoir à la turque » — c'est ne penser à rien ?

Parca qu'ile doivant prouver qu'ils ont incorporé les «us et coutumae » du paye d'accueil — comme disent les textse ufficiels, — parce qu'ils sont parverus à les intérioriser tout en étant à même de les objectiver, parce qu'ils sont parvanus à e'intégrer aux institutions at aux associations helvédues, les naturalleés livrent un certain nombre de clés pour saisir ce tain nombre de clés pour saisir ce qui est conforme à l'« être euisse» at ce qui ne l'ast pes l

La Suisae est l'un des pays d'Eu-ropa où résidant le plus grand numbra d'étrangers : 1 163 233 an 1991, suit plue da 17 % de l'ensemble de la population. Parmi eux, près de 700 000 sont des résidents permanents. Pourtant, ceux qui ecquièrent la nadonalité suisse représentent moins de 1 % suisse représentent moins de 1 % annuellement. Leur nombre ve même en diminuant : 8 689 selon la procédure de naturalisation ordi-neire en 1982, 4 954 seulement en 1991. C'est que la naturalisation «à la suisse» est particulièrement longue et complexa, et las perspectives européannes dissualent les résidents originaires des pays de la CEE d'aspirer au passe-port rouge à croix blanche.

de résidence sur la territoire de la Confédération. Les ennées pas-sées en Suisse entra dix et vingt ans comptent double. La Suissa ignore le jus soli.

L'ecquisition de le nationalité suisse, fait probablament uniqus au monde, pesse per troia niveaux : communal, cantonal et fédérel. L'échelon fédéral se contente d'accorder l'autorisation préalable. Aux cantons et com-munes apparient la décision, elle-mêma déterminés par le preuve apportée par le cendidat de son « aptitude » à la nationalité suisse.

Fonction utilitaire et fonction symbolique

Le système euisse Insiste sur la vérification de cette aptitude, vérification qui porte sur les commissences civiques, sur l'accoutumance aux « modes de vie » et aux usages locaux, ainsi que sur la participation à la vie associative. Certains cantons alémaniques exigent una connaissance des dialectes. Ella peur comporter des anquêtes, des auditions, des examens minutieux, perfois écrits. Il est vrai que ces dernièree annéee physieure tieux, perfois écrits. Il est vrai que ces dernièree amnéee plusieure cantons unt ssacupii leur réglementation. Il n'empêche : la procédure reste fort lente — près de deux ens. Pour une naturalisation ordinaire, la décision n'appartent pas à l'administration, mais aux exécutifs, voire eux législatifs cantonaux ou communaux. tonaux ou communaux.

Soue les noms de taxes, émolu-ments ou deniers, cantons et com-munes exigent des candidats une contribution qui jusqu'à l'an demier pouvait atteindre, selon la fortuna at le revenu, 100 000 francs suisses (environ 400 000 francs français). L'énormité du «prix à payer » at l'ambiguité d'une source de revenu tirée de l'acquisition d'un bien d'ordre moral l'ont fait réviser à la baisea. Il n'en fait pas raitre sous une lumière crue le côté utilitaire de la naturali-

Cette logique utilitaire e exprime d'habitude en termes d'avantages dans les déclarations des candipays de la CEE d'espirer au passe-port rouge à croix blanche.

Pour se porter candidat à la rationalité suisse, il faut douze ans

atouts montre le caractère stéréotypé du discours. En outre, des rai-eons professionnelles peuvent motiver la choix de jeunes étran-gers, souvent da le *e de*uxièma génération ». Plus profondement, l'enquête a montré que c'est sou-vent lors d'un moment particulier du cycla de vie ou à la suite d'une crise familiala que la décision de demandar le naturalisation est priss : fin d'epprentissage, divorce ou départ à le retraite amènant certains étrangare, récidant en Suisse depuis longtemps à redéfi-nir leur rapport au pays d'origine et au pays d'accueil.

Du côté du monde politique et dss milleux économiques, on sseieta depuie la début des années 80 à une remise en cause ds la rigidité des procédures. Une démographie axangue, les besoins de l'économie, la possibilité enfin, en facilitant les naturalisations, de diminuer le nombre des étrangers résidents, donc d'entrouvrir les vannes de l'immigretion de la msin-d'œuvra étrengàra, ont amené le Parlement à abroger, en mars 1990, l'obligation faite aux naturalisés de renoncer à la nationalisé d'occine. nalité d'origine.

Par ellleurs, la naturalisation n'eppareit pas uniquement sous les traits d'une queta d'avantages. Parmi ses espects symboliques, il faut mentionner le serment. La ptupart des carrons francophones et la Tessin l'exigent du naturalisé. Se prestation est un aspect particulièrement spectaculaire da la dimension rituella de la naturalisa-tion. Ella symbolise una nouvella ton. Cha symbolise una notivella allégeance, une pleina et antière adrésion. Dans quelle mesure estelle désormais compatible avec le possibilité, nouvellement introduite, de la double rationalité?

La conception suisse de la nationalité fait penser parfois à l'ellemende : importance du droit du sang, insistance sur le lien au aoi et à l'histoire. Il n'y e pourtant pas : d'unité culturelle ou etimique dens : la Confédération helyétique, dont sang, insistance sur le lien au aoi
et à l'histoire. Il n'y e pourtant pas
d'unité culturelle ou etinique dans
la Confédération helvétique, dont
l'ects fondateur est le Pacte fédéral de 1291, ce qui nous remêns à
la conception de l'Etar-contrat et
de volonté chère à Renan. Le serment civique des naturalisés, eu
Tessin ou à Genève par exemple,
la fait écho. Le naturalisation à la

veil et de coopération.

Prierre Centifivres est professeur, directeur de l'Institut
d'ethnologie, de l'oniversité de
Neuchâtel (Suisse), et l'auteur,
avec Michaline Centifivres est professeur, directeur de l'Institut
d'ethnologie, de l'oniversité de
Neuchâtel (Suisse), et l'auteur,
avec Michaline Centifivres est professeur, directeur de l'Institut
d'ethnologie, de l'oniversité de
Neuchâtel (Suisse), et l'auteur,
avec Michaline Centifivres est professeur, directeur de l'Institut
d'ethnologie, de l'oniversité de
Neuchâtel (Suisse), et l'auteur,
avec Michaline Centifivres est professeur, directeur de l'Institut
d'ethnologie, de l'oniversité de
Neuchâtel (Suisse), et l'auteur,
avec Michaline Centifivres est professeur, directeur de l'Institut
d'ethnologie, de l'oniversité de
Neuchâtel (Suisse), et l'auteur,
avec Michaline Centifivres est professeur, directeur de l'Institut
d'ethnologie, de l'oniversité de
Neuchâtel (Suisse), et l'auteur,
avec Michaline Centifivres est professeur, directeur de l'Institut
d'ethnologie, de l'oniversité de
Neuchâtel (Suisse), et l'auteur,
avec Michaline Centifivres est professeur, directeur de l'Institut
d'ethnologie, de l'oniversité de
Neuchâtel (Suisse), et l'auteur,
avec Michaline Centifivres est professeur, directeur de l'Institut
d'ethnologie, de l'oniversité de
Neuchâtel (Suisse), et l'auteur,
avec Michaline Centifivres est professeur, directeur de l'Institut
d'ethnologie, de l'oniversité de
Neuchâtel (Suisse), et l'auteur,
avec Michaline Centifivres est professeur, d'ethnologie, de l'oniversité de
Neuchâtel (Suisse), et l'auteur,
avec Michaline (Suisse), et l'auteur,
avec Mich

suisse représente donc une sorte d'équilibre entra une conception organiciste et ethnique sur le plan cantonal et communal et une adhésion au contrat, à la volonté com-mune, sur le plan fédéral.

Une conception plus cuverte

Les préposés aux naturalisations insiatent tamôt eur ce qui est appria, sur l'expérienca, le connaissance des institutions, de l'histoira, de la géographie, sur la cultura considérée comme un bagage dont la solidité est liée à la durée, au tempa d'apprentissage, et tamôt sur l'héritage inconsciemment assimilé, fait de dispositions liées à la filiation, au sol, à la naissance, sur « ce qui reste quand on a tout oublié ». Au cœur dea notions de cultura collective et disentité netonale, on perceit une dissonance autre ce qui tient au Les préposés aux naturalisations dissonance entre ce qui tient au savoir acquis, à l'intégration eu milieu, aux pratiques, et ce qui « ne a apprand pas », mais qui appartiendrait à une manière d'es-sence collective.

On comprend qu'entre l'appartenence au local et la référence au global, entre la nation ethnie et la nation-contrat, entre le pôla du faire et celui da l'être, s'articulent et s'opposent deux conceptione de la nationalité,

Les allègements récents dens las procédures, le changement prévu de la Constitution transférant à la aeule Confédération le droit de décider le naturalisation das jeunes étrangera nés en Suissa, tournent le doe à une conception s'ethnique » de la nationalité, en faveur d'une conception plus nuverte et plus conforme aussi à une certaine idée de l'Europe, une Europe qui serait, par-delà les Etats, un espace d'appartenance, de formation, de tra-vail et de coopération.

COMPRENDRE L'EUROPE

LIEUX DE MÉMOIRE ET IDENTITÉS **NATIONALES:** LA FRANCE

ET LES PAYS-BAS

L'un des effets tangibles da l'intégration auropéenna ast peut-être, peredoxalement, d'aviver le débat sur le concept d'identité nationale. En Frence et en Grande-Bretagne, certains craignent que l'Europe ne signifie la perte da cette idantité. Ailleurs, l'Europe provoque une interrogation aur son existence. Tel eet le cea des Peys-Bas : da la défense du nécriandsia à la revitalisation de l'enseignement de l'histoire, en passent per l'inquiétude qu'engendre la meuvaisa connaiasance da l'hymne netional, le réflexion identitaire a prie une importance inattendue dans un pays ee voulent traditionnallament dant, d'ordinaire, da toute dérive un tant soit peu nationeliste. Signe des temps, l'Institut néerlandais de Paris organiea. du 11 au 13 mai, un colloque intitulé « Liaux da mémoire et idsnutée nationales : la Frence et les Pays-Bas». Y participeront das universitaires des deux pays, tels Pierre Nore et Jacques La Goff ou Willem Frijhoff et Henk Wesseling. > Remeignements et inscriptione : Institut néerlandels, 121, rue de Lille, 75007, Peris. Tél. : (1)

47-05-85-99.

APPRENEZ L'ALLENAND EN AUTRICIE SMIVERSTIE DE VIERNE COURS D'ALLEMAND POUR ÉTRANGERS

3 sensitions du 13 juillet au 26 septembre 1992 Cour pour débutants et avancés Laboratoire de langues Rocursians, sources Age minimum: 16 ans Age minimum: 16 ans
Drotts d'inscriptions et de cours pour
4 zamaines AS 3 600,00 (env.
1720 FF).
Prix forfaitaire (inscription, cours.
chambrel pour 4 semaines AS 9 320,00
(env. 4 440 FF).
Programme détailé: Wiener Internationale Hochschulkurse A-1616 Wien
Universitar

Mésitations danoi 🐠 ana amerika

the street

Charles of the

A That is the contract of

Bernard Communication

Marine Francisco

Fig. 30. Property of the second of the seco

de en

The second second

the state of the s

A. ...

75.7 2...

Same and the second second

Transfer of the second

13m

*1. July 1

Arrest Aut 24

و ما فضور درسته در ا مهدار فارستان می در

+ 1 1

and the second second

.......

1911 — Bergy (194

"大石"

10 mg/mg/40 N

1000 G 100

the Herris

L. 10 32 3

1 12 14 40 40

والمنتبية والم

1 -- 144

4E- 60

1 To - 4 - 5 2

3 . . . **. . .**

and in the second

21-14 A

ALC: ALC: TAKE

Charles 196.70

From and

ran tuas 🧸 🐠

Section to

-44

THE RESIDEN

C. 11 7 4 1

-

ESPACE EUROPÉEN

Europe en son miroir

L'identité du Vieux Continent est au centre d'innombrables colloques

AS ist dem deutschen
Vaterland?» (« Qu'en
est-il de la patrie allemande?»), s'écriait le poète Ernst Moritz Arndt, au début du dix-neu-vième siècle, faisant écho à l'interrogation séculaire des Allemands taraudés par leur problème d'iden-tité. Les Allemands auraient-ils passé leur virus à tous les Euro-péens?

laastricht

Qui sommes-nous? Que voulons-nous? On allons-nous? L'Europe est à la recherche de son identité, de sa définition, de ses frontières. Elle ue se confood pas avec la Commu-nauté du même com, mais elle ne sait pas où elle s'arrête, ui à l'est ui an sud. Elle s'ioterroge sur les cri-tères qui fondent l'appartenance à sa famille. Elle cultive les valeurs doot elle a été le berceau; elle est fière de leur portée universelle. Mais elle s'inquiète, en étant partout, d'être nulle part, car l'identité suppose l'altérité, l'opposition à l'autre, le regard de l'autre. Si la civilisation européenne s'étend dans le monde entier, que lui restera-t-il de spécifique? D'où les innombrables colloques qui se penchent sur cette Europe encore eu gestation, comme pour faire mentir ces intel-lectuels qui avaient jadis prédit sa

L'Europe a toujours été faite de multiplicités, et c'est dans des héri-

tages divers qu'elle puise sa subs-tance. Que l'on remonte à Byzance, la Grèce et Rome, que l'on s'inté-resse aux grands schismes religieux entre le catholicisme et l'orthodoxie, entre le catholicisme et la Réforme, que l'on suive les limes de fracture entre le catholicisme et la Réforme, que l'on suive les lignes de fracture plus récentes entre le totalitarisme hitlérien et les démocraties, ou entre le communisme soviétique et la société occidentale, l'histoire européenne est uue ehronique de ruptures et d'affrontements, dans laquelle il est difficile d'isoler le ooyao irréductible constitutif de la «civilisation européenne».

A moins que les Européens aient définitivement appris les leçons de ces conflits, des deux « guerres civiles européennes » du vingtième siècle ootamment. L'expression favorité des Allemands of mes services des Allemands of mes estimates des estimates de la constant d favorite des Allemands o'a pas seu-iement pour fooction de tirer un trait sur les responsabilités du passé, elle est supposée conjurer l'avenir.

Après deux catastrophes, l'Europe oe peut qu'aspirer à bâtir un ordre de paix.

Cette aspiration a été renforcée par le déclio de l'Europe, après la première guerre mondiale, où la prophétie de Tocqueville, selon qui il ne resterait que deux puissances sur la scène internationale, la Russie et les Etats-Unis, était en voie de réalisation, on après la deuxième guerre mondiale, quand tous les

pays enropéens ou presque étaient des satellites de l'une ou de l'autre de ces deux superpuissances. Pis encore, l'Europe, berceau de la guerre moderne et lieu de toutes les guerre moderne et neu de toutes les guerres mondiales, avait vocation à devenir le champ de bataille d'un affrontement nucléaire. A moins qu'elle ne réussit à s'unir. Ce que Démosthène avait compris mais que les cités-Etats grecques avaient incapables de faire, ce que les cités-Etats de l'Italie avaient mis quatre siècles à réaliser, l'Europe occidentale l'a réussi en quarante ans, rappelle le professeur René Girard, à savoir se rassembler pour ne pas disparaitre.

L'Europe se limiterait-elle alors aux pays et Etats respectant quel-ques conditions simples de vie en commun : la démocratic, le pluracommun: la démocratie, le plura-lisme, le respect des droits de l'homme?... Ce qu'Hélène Ahrwei-ler, ancien recteur de l'Université de Paris et ancien directeur de Bean-bourg, appelle «les quatre D»: démocratie, dialogue, développe-ment, droits de l'homme. Les Euro-péens, ajonte l'historienne, se réfé-rant à Paul Valèry, sont ceux qui se reconnaissent dans le message gré-co-romain et la spiritualité judéo-chrétienne, fondements de la «civichrétienne, fondements de la «civi-

Car cette unité culturelle est le seul fondement du mythe uoifica-teur de l'Europe, celui qui peut en

faire nne entité vivante, une « per-sonne » comme on disait jadis de la nation. Cette mité était sous-tendre par des cérémonies et des symboles – drapeaux, hymnes (natinnaux), drapeaux, nymnes (nationaux), monuments aux morts, etc. - Sou cristence, rappelle Hèlène Ahrweiler, méritait des sacrifices, entraînait des convictions menant à un idéal, formait un ordre de justice et de protection. et de protection.

L'Europe en voie de constitution répond-elle à cette définition? Par-tiellement seulement. Elle s'est développée d'abord dans le domaine économique, parce que, après les destructions de la guerre, la reconstruction et la prospérité étaient des objectifs prioritaires, et aussi parce que la coopération industrielle et financière était la plus facile dans la mesure où elle ne mettait pas en jeu immédiatement des questions de souveraineté natio-

Peut-être cette priorité à l'économie a-t-elle eo nn autre avantage : développer uo embryoo d'« esprit de clocher communautaire» dans la de ciocae communautares dans la compétition avec les puissances extra-européennes, le Japon et les Etats-Uuis (voir par exemple, les polémiques autour de l'Airbus); pas encore uo patriotisme européen, mais une nouvelle loyauté s'ajoutant on se superposant aux apparte-nances nationales. Pour expliquer le

phénomène, René Girard prend une phénomène, Rêne Girard prend une référence sportive : le même publie qui soutiendra bruyamment l'équipe locale pendant les quarts de finale vibrera dans les demi-finales pour l'équipe qui portera les couleurs régionales et se trouvera justement régionales et se trouvera justement être l'adversaire vainqueur de l'équipe locale, et s'enthousiasmer, plus tard pour l'équipe nationale...

ou l'Oural?

La formation d'une identité La formatinn d'une identité nationale plonge ses racines dans l'bistoire. les coutumes, les sacrifices consentis et les succès remportés en commun, mais la pérennité de cette constructino vaut surtout en période de stabilité. Dans uo temps d'instabilité, « de décomposition institutionnelle accèlèrée, d'une véritable crise des différences », on assiste, dit René Girard, à une restructuration des ideotités individuelles et collectives.

La deuxième ioterrogation La deuxième ioterrogatioo concerne la frontière de cette Europe. Avant 1989, elle s'arrétait à l'Elbe, sur la ligne de séparatioo entre la République fédérale d'Allemagne et la République démocratique allemande, depuis la réunification allemande elle s'est étendue au moins jusqu'à l'Oder, mais l'empire soviétique la tire josqu'au Bug. Et pourquoi pas jusqu'à l'Oural? Car

elle est devenue le pôle d'attraction de tous les nouveaux Etats et micro-Etats qui sortent de la décomposition des empires et des fédérations.

Tout dépend des critères établis. Ils peuvent être bistoriques, politi-Ils peuvent être bistoriques, positiques on économiques. Ils peuvent être des conditions d'appartenance – ne peuvent faire partie de l'Enrope que les pays qui satisfont à telle ou telle exigeoce – on des objectifs à atteindre dans un délai due ou moins long. Les membres de plus ou moins long. Les membres de la Communauté européenne peuvent aider les postulants à remplir les conditions ou simplement attenles conditions ou simplement atten-dre qu'ils les remplissent par leurs propres forces. L'élargissement peut être vu comme un affaiblissement des solidarités communautaires ou comme un corichissement grâce à des apports hétérogènes, une dilu-tion ou un renforcement, la volonté de contribuer à une sphère de pros-périté ou l'adbésion à un système d'assistance sociale, une multiplicad'assistance sociale, une multiplica-tion des risques ou une garantie de

DANIEL VERNET

(1) Sons le titre « Images de l'Europea un symposium organisé en Crête par la Fondation Eleni Nalcou, le Royal Institute of International Affairs et le Centre hellé-nique d'études européennes a réuni at début du mois des universitaires, des cher-cheurs, des fonctionnaires européens et des journalistes.

Hésitations danoises

Pendant vingt ans, les Danois ont entendu leurs gouvernants - sociauxdémocrates, conservateurs ou cen-tristes - jurer que la CEE était exclutristes – juner que la CEE était exclusivement une coopération économique, que l'intérêt de leur agriculture et de leur industrie était par conséquent d'y participer et que cette intégration européenne ne prendrait jamais la voie d'une union politique susceptible d'éroder leur sonveraineté. Réalistes, ils ont accenté ce « mariane de raiils ont accepte ce «mariage de raison». En 1986 encore, au lendemain du référeddum sur l'Acte unique (approuvé avec environ 54 % de «oul»), le premier ministre «bourgeois», Poul Schlüter, clamait haut et fort que l'union politique était une «pierre tombale».

C'est donc aujourd'hui à pas feu-trés, avec le souri de ne pas effrayer le grand public, que ce nême M. Schli-ter et les dirigeants des grands partis comme des syndicats, appeilent leurs concinous à voter « oui » au traité de Masstright le 2 min Requestre de de Maastricht, le 2 juin. Beaucoup de Danois, qui o'ont apparenment pas la mémoire courte, sont quelque peu surpris par ce revirement et pensent qu'on ne leur dit pas tout à fait la vérité. Sachant que les Danois o'ai-ment pas qu'on leur demande d'approuver une chose qu'ils oe connais sent pas le gouvernement décida d'imprimer le texte des accords européens à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires (comme cela avait été fait pour l'Acte unique co 1986). Les résultats furent désastreux.

ET SINTE

. A FRANCI

MATICALT

RT LES FATHE

Curieusement, alors que beaucoup d'électeurs doutent, sont un peu dés-orientés ou s'intéressent à des détails, jamais la classe politique danoise n'aura été aussi unanime sur l'Europe qu'en ce printemps 1992. Au sein de la coalitioo an pouvoir depuis envi-ron dix ans, les conservateurs et les libéraux, à quelques réserves « natio-nalistes » près, sont résolument pour le traité de Maastricht, et ce o'est pas une surprise. En revanche, la position de l'opposition social-démocrate est nouvelle. Le plus grand parti du pays a fait entrer le Danemark dans le Marché commun en 1972 (au prix de déchirements internes) avant, une fois dans l'opposition, de changer son fusi d'épaule, de contester systématique-ment les orientations de la CEE et, même en désaccord avec des syndicats amis, de faire campagne contre l'Acte unique avant le référendum de 1986. Cela ne lui a pas permis, comme il l'espérait secrètement, de renverser le gouvernement bourgeois de M. Schlüter.

«Il fout être réalistes, explique aujourd'hui M. Hjortnaes, ancien ministre et chef de file des frondeurs du Parti social-démocrate en 1972. Le résultat des négociations de Maastricht a èté bon pour le Danemark et nous avons été très actifs pour cela au sein de notre commission CEE au Parlede notre commission con a ment de Copenhague, de façon à ment de convernement. Les proinfluencer le gouvernem blèmes d'environnement, la dimen sociale, les droits des travailleurs, les droits des consommateurs, les condi-tions de travail, plus quelques règles spéciales pour le Danemark, ont été pris en compte par nos partenalres. C'est ce que nous voulions, et même si tous les problèmes ne sont pas résolus, nous ne pourons pas dire aujourd'hui, au risque de nous ridiculiser, que nous sommes hostiles aux accords de Maas-

tricht. Un petit pays de cinq millions d'habitants n'o pas les moyens de se disputer indéfiniment sur des prodisputer indepartment sur des pro-blèmes cruciaux. Il faut qu'il y ait un consensus en matière de politique étrangère et de défense, pour pouvoir agir sérieusement en dehors de nos frontières.»

Mais M. Hjorinaes admet que cette position, si elle ne suscite pas d'opposition organisée au seio du mouvement social-démocrate, n'énchante pas tons les membres et sympathi-sants: 50 % d'entre cux, selon lui, pencheraient à l'heire actuelle plutôt

Le fait, une fois n'est pas coutume, que les directions des grandes forma-tions politiques et des syndicats soient sur la même longueur d'ondes sur une question jugée extrêmement compli-quée, suscite en réalité davantage de partie du royaume. Une méfiance que ne parviennent pas, semble t-il, à capter l'extrême droite (Parti du progrès), la gauche socialiste, et surtout ces vieux mouvements anti-CEE qui dénoocent liturgiquement l'Europe « bureaucratique, centraliste et militaire». Certes, beaucoup de Danois ont une certaine sympathie pour les idées de Dancmark 92, qui estiment qu'après l'effondrement du communisme en Union soviétique et en Europe de l'Est, la Communanté «fait fausse route en fermant ses frontières», qu'elle doit faire preuve de plus de générosité et de solidarité avec le tiers-monde et qu'elle doit ouvrir ses portes rapidement aux pays candidats (Suède, Finlande, Autriche et sans doute bientôt aussi Norvège et

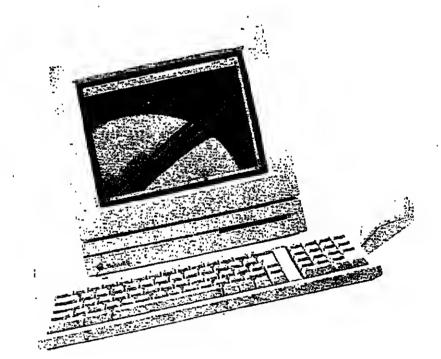
Mais les questions cruciales demeurent pour un pays qui se sent souvent à la périphérie de la CEE : la souveraioeté oationale, la peur que Bruxelles n'intervienne davantage dans la vie quotidienne, la crainte e de ne plus pouvoir décider dans des domaines où les Danois sont les mieux placés pour décider» et enfin le

«En fait, selon M. Niels L Meyer, ofesseur à l'Institut polytechnique du Danemark et partisan d'une «autre Europe», le choix n'est pas si difficile. Nous pouvons fort bien dire non à Maastricht et rester membre de la Communauté comme elle était avant les projets d'Union.» C'est sans doute cette perspective – un pied dedans, un pied dehors – qui va fina-lement faire la décision le 2 juin. Fio avril, les partisans du «oui» étaient, pour la première fois, légère-ment majoritaires et cette tendance, de l'avis général, devrait s'amplifier.

Les Danois sont des gens pragmatiques : l'entrée dans la CEE n'a certes jamais été un mariage d'amour, mais ils savent où sont leurs intérêts agricoles et industriels; ils savent aussi que l'adhésion a eu plutôt des consénces positives sur leur budget personnel. Celui-ci ne serait-il pas, avec tous les risques évoqués auparavant, compromis par un «non» le 2 juin, et comment les Danois expliqueraient-ils alors leur choix à tous leurs voisins nordiques qui, après avoir pendant des années regardé de haut la CEE, se bousculeot à présent à sa

ALAIN DEBOVE

Nous avons fait entrer l'espace intergalactique dans votre Macintosh parce que le contraire était trop facile.



Espace, frontières de l'infini, un Macintosh les a déjà franchis à bord d'une navette spatiale. Et c'est bien parce que nous avons une connaissance quasi intime de l'espace que vous pourrez utiliser ce disque optique compact multimédia "World View" Depuis votre bureau, vous vous transporterez d'un coup de souris au coeur du vide intersidéral. Vous disposerez de photographies de la terre, de vidéos retraçant la conquête de l'espace par l'homme, le tout avec des musiques qui vous donneront le sentiment d'être à bord du vaisseau amiral de la flotte intergalactique.

Mais tout cela ne serait pas possible sans QuickTime, la nouvelle extension système gratuite que nous venons de créer.

Pour l'obtenir, vous n'avez qu'à faire quelques pas et pousser la porte de votre revendeur Apple. Vous lui donnez une disquette, il vous recopie QuickTime, vous ne payez rien, vous retournez chez vous, vous rentrez la disquette dans votre Macintosh, vous glissez l'icône QuickTime dans le dossier système, vous redémarrez, et voilà votre Macintosh devenu une plateforme multimédia, capable de vous faire franchir des années-lumière en une fraction de seconde. QuickTime fonctionne sur tous les Macintosh équipés des processeurs 68020, 68030, 68040 et du système 6.0.7 ou 7. C'est lui qui permet de manipuler, de copier et de coller du son et des invages animées aussi facilement que du texte et

des images fixes. Terriens, terriennes, nous ne saurions trop vous conseiller d'utiliser "World View" pour agrémenter vos présentations multimédia. Et le jour où, devant vos collègues et amis émerveillés, vous l'inaugurerez sur votre Macintosh, vous ressentirez sans doute, toutes proportions gardées, la même émotion que Armstrong et Aldrin quand ils sont partis poser le pied sur la lune. Ce sera un petit pas pour votre Macintosh et un grand pas pour vous. Pour connaître le nom du revendeur agréé Apple le plus proche

de cirez vous,

tapez 3614 Apple.





QuickTime. La technologie multimédia sur Macintosh.

tutionnel. Au nom du groupe communiste, aussi, au traité, ne participeront ensuite é la bataille M. André Lajoinie posera, mercredi, la question tricht sur l'Union européenne devrait commencer, préalable en soutenant qu'il n'y a pas lieu de délibérer. Si cette question est rejetée, M. Pierre Mazeaud, députe RPR de la Haute-Savoie, deman-

M. Jeen-Pierre Chevanement et opposés, eux

des amendements. Trois d'entre eux. MM. Jean-François Delehais (Isère), Jean-Pierre Fourré (Seineet-Marne) et Me Hélène Mignon (Haute-Garonne). ont déposé un amendement suppriment les dispositions relatives aux a transferts de compétences nécessaires à l'établissement de l'Union économi-

après-midi, à Strasbourg, à l'occasion d'un discours devant le Conseil de l'Europe. Dans un entretien publié tundi par les Demières Nouvelles d'Alsace, le président de la République estime que le Conseil de l'Europe sera amené à jouer eun rôle éminents dans le processus de « confédération » qu'il appelle M. François Mitterrand devoit, pour sa part, évo- de ses vœux depuis la disparition de l'URSS.

dera au terme de la discussion générale le renvoi du texte en commission. Quent eux députés socialistes proches de que et monétaire européenne».

«L'intégration européenne a favorisé en France le retour du droit»

Un entretien avec Laurent Cohen-Tanugi

M. Chevenement veut créer une « organisation nouvelle » rassemblant «toute la gauche» M. Jean-Pierre Chevénement,

ancien ministre de la défeose, membre du bureau exécutif du PS. a proposé, dimanche 3 mai, nu cours de l'émission «7 sur 7» sur TF 1, de créer « dans un an une organisation nouvelle capable de rassembler toute la gauche ». « Du moins cette question sera-t-elle à l'ordre du jour », a-t-il précisé, ajoutant qo'il s'agira d'e une orga-nisation transcendant à la fois le Parti socialiste et le Parti communiste » dans laquelle « puissent se reconnaître des sensibilités nouvelles, non pas seulement les sensibilités écologistes, mais les sensibilités de la jeunesse.»

Reprenant uoe formule de M. Max Gallo, qui fait partie de ses amis politiques, M. Chevèoemeot a quelifié cette nouvelle gauche de «gouche citoyenne». « Nous sommes à la fin d'un cycle. (...) Mointenant, il faut Inventer, il faut creer», e-t-il poursuivi, soulignant qu'uoc a société doit avoir une utopie mobilisotrice s. Jugeant que cette nouvelle organipasse sur les échéances électorales, sinon elle n'existera pas», le chef de file du courent Socialisme et République a estimé que « il faudra donc qu'elle ait des candidats, y compris à l'élection présidentielle ».

M. Chevenement n rappelé qu'il ne ratifierait pas les accords de Maastrieht, qui ouvrent la voie, selon lui, à cune petite Europe dominée par l'Allemagne ». Interrogé sur le « cartel des noo» à Maastricht, il n rendu hommage à M. Philippe Seguin, « gnulliste authentique», et estimé que le traité de l'Union européenne allait efaire le jeu de M. Le Pen parce-que c'est le chômage qui fait le lit du Front national ».

Une élection cantonale partielle

Le PS perd un siège de conseiller général

AUBE: canton de Trnyes I (2º tnar) 1., 7 001; V., 2 850; A., 59,29 %; E., 2 725. Jacky Morin, UDF-PR, adj. m., 1 466 (53,79 %) ... ELU.

Bruno Dionisi, Génération Ecologie, 1 259 (46,20 %).

M. Jacky Morin (UDF-PR) succède à André Gravelle (PS), décédé le 28 mars dersier. Antivé langement en tête à Pissue du premier tour avec 41,89 % des suffinges, M. Morin, président de la fédération départementale du PR, l'emporte nettement sur la caudidat de Génération Ecologie, souteux des la premier tour par le FS, et qui bénéficie pourtant d'un bon report des voix de la ganche. Geâce à su victoire dans le canten de Troyes V aux élections cantonales de mars dernier, le PS conserve pourtant trois conseillers généraux dans la nouvelle assemblée départementale, très largement dominée par la droite, qui devrait réélire comme prévident M. Philippe Aduot, sénateur non luscrit, le 7 mai prochaia.

An premier tour, les résultats avaient

non inscrit, le 7 mai prochain.

An premier tour, les résultats avaient été les suivants : 1., 7 00 t; V., 2 970; A., 57.57 %; E., 2 985. M. Jacky Moria, UDF-PR, adj. m., 1 217 (41,89 %); M. Brano Diouisl, Génération Ecologie, 576 (19,82 %); M. Rémo Jeanmougin, div. g., 420 (14,45 %); M. Marie-bladelelne Tanpin, div. g., 306 (10,53 %); M. Jean-Pierre Caustant, FN, 233 (8,02 %); M. Claude Patin, div. d., 153 (5,26 %).

Laurant Cohen-Tanugi exposa dans son dernier livre, l'Europe en danger (Fayard), les périts que court la construction européenne. L'un d'eux résulte, selon lui, du procès ouvert contre son « déficit démocratique» (le Monde du 22 avril). Autaur du Droit sans l'Etat (PUF, 1985) at de le Métamorphose de la démocratie

(O. Jacob, 1989), le juriste inter-

national e explique ici sur ce point.

e Vous affirmaz dans votra livre qua las accusations da « déficit démocratique » portées contre la construction euro-péenne recèlent des contresens.

 Dans sa versioo la plus coorante, la critique du «déficit démocratique» consiste à faire observer que, d'une part, les Parlements oationaux sont dessaisis de leurs compéteoces eo raisoo des transferts de souverainert et que, d'autre part les parlement supposées o'autre par les faires de souverainert en parlement supposées o'autre par les parlements purposées o'autre parlement supposées tre part, le Parlement européen o'a pas de véritable pouvoir législatif. Donc, la démocratie, eotendue comme système dans lequel la prise de décision politique échoit à une assemblée sooveraine, serait ainsi doublement atteinte.

» Ce raisonoemeot me paraît reposer sur deux contresens. Le premier consiste à croire que le dessaisissement des Parlements nationaux, ou tout an moins celui dn Parlement français, est imputa-ble à l'Europe : en réalité, l'abaisso-ment du Parlement en France est le produit de la V. République et e peu à voir avec la coostruction peu a voir avec la coostruction européenne; de plus, les questions européennes sont perçues à tort par la classe politique comme des ques-tions de politique étrangère et lais-sées de ce fait eu « domaine réservé » de l'Elysée et du Quai d'Orsay, alors que l'Europe devient ln source principale du droit fran-

» Le second contresens consiste à voir dans le Parlement européen le lieu naturel de la légitimité démolien naturel de la légitimité démocratique. La conception elassique
de la démocratie, inspirée de la
« volonté générale » de Rousseau,
associe la souveraineté parlementaire à l'idée de nation. Or il n'y a
pas de nation européenne. On ne
voit donc pas comment le Parlement enropéen pourrait exprimer
one « volonté générale » qui
n'existe pas.

— Na donnez-vous pas des
armas aux adversalres de l'Europe qui disant que, eous la
forme que lui réserve le traité de
Maastricht, elle ne peut pas être
démocratique?

— Cenx-là s'en tieunent à une

cais.

- Cenx-là s'en tieunent à une conception réductrice de la démo-cratie, celle qui est issue de la tra-dition jacobice et qui ne peut pas être eelle de l'Europe. Cette conception, beaucoup moins cen-trale dans d'antres Etats membres, trate dans d'antres crais memores, et qui, en France même, a cessé d'être exclusive, est celle de la démocratie élective, fondée sur le seul suffrage universel. Or, depuis la guerre, la définition européenne de la démocratie s'est peu à peu

 M. Pasqua refuse l'attribution du droit de vote aux Européeus. –
 M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a déclaré lundi 4 mai, sur Europe 1, qu'il ne votera pas le modification de la Constitution si l'attribution aux res-sortissants communantaires do droit de vote aux élections municipales est maintenue. Le présideot du groupe RPR au Sénat a affirmé que cette disposition va créer «une situa-tion intenable». Selon lui, M. Jac-ques Chirae, président du RPR, et M. Edouard Balladur, ancien ministre des finances, « ont raison » d'ap-En 1988, an premier tour, L. 7 364, V. 2 863, A., 61,12 %, E., 2 816. André Gravelle, PS, 1 227 (43,57 %), Jacky Morin, UDF-PR, 1 677 (38,24 %), Manrice Jaillant, PC, 353 (12,53 %), Jerôme Mallammey, FN, 159 (5,64 %). An second tour, inser... 7 364, vol... 3 113, abst., 57,72 %, exp., 3 64t, André Gravelle, 1 686 (52,81 %), Jacky Morin, 1 435 (47,18 %).] prouver les accords de Maastricht,

enrichie d'une autre dimension, celle de l'Etat de droit constitution-nel, fondée sur des priocipes sup-neurs de droit, d'équité et de pro-cédure, dont la légitimité est d'une essence différente.

» Comme l'Europe n'a pas vocation à devenir un Etnt-nation -autre contresens frèquent en France, - mais demeurera, à vue humaine, une organisation intégra-trice d'Etats eux-mêmes démocratiques, la démocratie dans l'Union européenne ne saurait s'identifier nu modèle rousseauiste, Comme d'autres organisations de type fédé-ratif, la Communauté s'est construite par le droit, et le droit communantaire sera le ciment de-

la future citoyenneté européenne. - Pensez-vous que cette-seconde conception de la démo-cratia soit la seule à laquella l'Europe puisse répondre?

- Non. Les deux conceptions doivent coexister, à l'échelon enro-péen comme à l'échelon national. La cooception classique s'incarne en particulier daos le Parlemeot européen. Il o'a qu'uo pouvoir législatif marginal puisque celui-ci appartient au Conseil, mais il exerce d'autres fonctions parlementaires, notamment un pouvoir de contrôle sur la Commission, et reste un lien iodispensable de débat. Ces fonctions non législatives devront sans doute être ren-forcées. Si l'Europe donnait un jour naissance à un pouvoir politique propre, la démocratie classique repreodrait ses droils. Mais dans l'état actuel de la construction curopéenne, et dans un avenir prévisible, la démocratie « constitutionnelle» restera, à mon sens, la

> L'exemple anglais

-- Que peut-on faire pour ren-forcer le démocratia au aens classique, c'est-à-dire parlementaire, du terme?

- L'Etat-nation reste le lieu pri-vilégié de son exercice. A l'échelon national, il faut accroître considé-rablement l'implication des Parlerablement l'implication des Partements dans les affaires européennes. Si « déficit démocratique» il y a. e'est là qu'il est patent. Il est indispensable d'accroître le rôle du Parlement à deux niveaux: le snivi régulier des affaires européennes, mais aussi la négociation des traités constitutifs. negociation des traites constitutis. Ce dernier point est capital, car les normes dérivées de droit commu-nautaire tiennent leur légitimité de la sanction démocratique donnée par les Etats aux traités dont elles découlent.

Les Anglais, de ce point de vue, nous doment l'exemple : ils sont les seuls à evoir douné avant Maastricht un mandat clair à teur maastricht un mangat east a teur gouvernement et ils disposent aux Communes d'une commission puissante, à laquelle le gouveroe-ment rend régulièrement compte. Les mêmes dispositifs doivent être introduits en France : alfaires euro-

pécunes et affaires « intérieures » s'interpénètrent aujourd'hni; je diraj donc qu'il faut «nationaliser» l'Europe, c'est-à-dire faire en sorte que la dimension européenne soit intégrée à toutes ces matières. Il fant sussi, et surtout, expliquer l'Europe réelle aux citoyens, ce qui

n'est toujours pas fait. - Vous allez jusqu'à écrire que l'Europe e « heaucoup plus epporté de démocratie aux États qui y participent qu'elle na leur en e ôté »...

- Non seulement l'Europe ne niveau ontional, pnisque, je le répète, si in démocratie au niveau ontional, pnisque, je le répète, si in démocratie y est déficiente – et elle l'est, – la dérive technocratique de oos sociétés n'est pas uo phénomèoe spécifique à l'Europe, mais la Communanté a amoré la démocratie dans les trois Etats méditerranéens et sert de port d'attache pour l'Est Surtout. port d'attache pour l'Est. Surtout, elle est un facteur de modernisation politique : en France, l'intégratioo europécooe a favorisé le «retour do droit» et la promotion d'un idéal démocratique qui ne puise pas seulement sa légitimité dans la loi de la majorité, mais aussi dans des priocipes fondamen-taux - ceux de la Conventioo européenne des droits de l'homme, par exemple - et dans un système de recours juridiques largement ouvert aux citoyens contre les Elats natio-naux, à égalité de droits. Cette révolution culturelle de la primanté du droit, c'est beaucoup à l'Europe due nous la devons que nous la devons.

» Cependant, la question du « déficit démocratique » ne peut être dissociée de celle de la réparti-tion des compétences cotre la Communauté et ses Etats mem-bres. Il serait illusoire de situer la démocratie «classique» au niveau des Etats si oo prive ceux-ci, pro-gressivement, de toutes leurs com-pétences. Il faut affirmer des zones de compétence quasi exclusive des Etats. Toute upe série de domaines - l'éducation, les systèmes de santé et de sécurité sociale, la culture, la justice, les affaires eiviles, etc. devraient relever principalement

» Maastricht va dans le bon sens à cet égard en ne prévoyant, dans ces domaines, qu'un rôle subsi-diaire de la Communauté. Mais la scule référence au principe de sub-sidiarité ne suffira pas : il faudra parvenir à nne répartition plus nette et juridiquement sanctionnée des missions de chacun, même si des interpénétrations sont inévita-bles et, d'ailleurs, souhaitables.

» Sur tontes ces questions, le fédéralisme américain fait figure d'expérience limite. A la différence de l'Europe aujourd'hui, les Etats-Unis sont devenus proches d'un Etat-nation, mais ils associaient Etat-nation, mais its associatent des États sans commune mesure avec les États-nations du Vieux Continent. Pourtant, même là, règnent le partage des souverainetés, une forte démocratie locale et une régulation de l'ensemble par le droit. Tirons-en, n fortiori, quelques enseignements.»

Propos recueilis par THOMAS FERENCZI



21000 DUON - TEL: 80 30 97 76

Le camouflage des désaccords

par Thierry Bréhier

E consensus peut ne pes tuer le débat, mais il l'altère forcément en empêchant que la discusterme, Ainsi en va-t-il aujourd'hui du débat eur le traité de Maastricht. L'evancée qu'il représente pour l'union de l'Europe n'est plus rejetée que par les extrémistes de gauche et de droite et per quelques minoritaires des autren forces politiques. Ou'elle soit massivement approuvée par les trois partis de gouvernement (le PS, l'UDF, le RPR) facilite inconestablement in position de la France dans le travail européen. Mais ce profit est payé per un cartouflage des désaccords alors qu'il aurait été préférable de mettre csux-ci sur la table afin que les électeurs tranchent dans la netteté,

Que l'accord ne eoit que de façade entre les héritiers du gaul-liame et les compistes, nui ne peut en douter, tant les premiers ont manifesté leur résistance avant de e engager dans un chemin que les seconds ont emprinté avec enthousiasme, Mais les déclarations du président de la République et de certains membres du gouvernement ont, alles aussi, contribué à jeter un voue pudique sur un débat que personne, en fait, ne semble vouloir ouvrir : l'Europe de l'après-Massrope fédérale rêvée par les «pères fondateurs»? Ou ne sera-t-elle que la réalisation de cette «Europe des nations » réclamée par le général de Gause?

Les rappels incessente da M. François Mitterrand à la persistance de le enation » et de la «patrie» françaises dans le cadre de la future union européenne donnent incontestablement du poids à la deuxième hypothèse. M. Michel Vauzelle e été encore plus précin devant la Commission des lois de l'Assemblée nationale lorsqu'il e însisté sur l'impossibilité de déléguer à un organisme supranational la « souverainaté nationale », seule une partie des « compétences » liées à celle-ci pouvent l'être. Or cela impicue, comme l'e lui-même expliqué le garde des sceeux, que cette « délégation de compétences » ne peut pas être «irréversible», le « peuple souverain » pouvent tou-jours revenir sur cette « délégation ».

n Une finalité : fédérale»

La proclamation du ministre de la justice est fidèle eux grands prin-cipes de 1789. Mais est-elle vraiment conciliable avec la volonté, affirmée avec passion par le chef de l'Etat, d'un engagement définitif de la France dans une union européenne? Certes, rien dans l'Histoire ne peut être tenu pour irréversible. Mais aucune démarche fédérale ne peut se concevoir si un des parte-nnires e'y engage nvec l'idée de pouvoir, un jour, n'en retirer. Il y e des pas historiques qui ne peuvent être faits que définitivement, sauf événement révolutionnaire et donc imprévisible.

Les Etats-Unis d'Amérique n'ont pas accepté que ceux du Sud se retirent de l'Union le jour où ils ont contesté les décisions de la majorité. La Frence elle-même, une fois que toutes les provinces eurent necepté librement d'adhérer à la nation, le jour de la fête de la Fédération, le 14 juillet 1790, n'e jamais toleré qu'une partie d'ese mêma toléré qu'une, partie d'ette-mema remette en cause cette unité dont sile e fait un de ses principes fonda-tieurs. Plus prosaîquement, est-il habile d'expliquer aux. Aliemands, auxquels il est demandé. l'énorma sacrifice de la fusion de leur mark dane l'écu, que la France pourrait retirer son franc de cette monnaie unique la jour où elle estimerait y

Alors pourquoi cette profession

d'adversaires indispensables à la borne marcha de la procédure de ratification. Elle ne peut vraiment satisfaire que le RPR, qui n'e pas les moyens d'empêcher la révision constitutionnelle indispensable et qui, de toute façon, contraint et force, n'est dejà converti. En revanche, elle ne peut que préoc-cuper ceux qui, jusqu'alors, ont été les soutiens les plus résolus du gouvernement. Il ast possible que M. Vauzelle soit resté personnellement fidèle aux leçone apprises lors de non passage dann lee mouve-ments gaullistes, mais il apparaît blen qu'il n'e fait que reprendre à sa façon une analyse dressée au conseil des ministres par M. Mitterrand kui-même.

L'objectif du chef de l'Etat serait donc de concilier un grand dessein européen et le maintien de la souverzineté française. D'eitheurs, dans son Projet pour la France, le Parti socialiste affirmait que « l'identité européenne ne sara pas bâte con-tre l'idée des nations », tout en essignant à l'union de l'Europe «une finalité fédérale». Si ces deux propositions sont contradictoires aux veux de la théorie classique du droit public. Il est vrai que l'union de vielles nations aux traditions étatiortes ne peut se faire ou un modèle original qui reste à inventer. Meis il apperatt bien qu'aujour-d'hur le pramier des deux termes prend le pas sur le second.

Déjà, lors de le conférence des Perlements de la Communauté à Rome, en novembre 1990, les représentants du PS, sous l'impul-sion de MM. Laurent Februs et Michel Veuzelle, justement, avaient été les seuls, avec ceux du PPR, à refueer une motion qui pronait la fédérale». La France e'était là très nettement démarquée de ses parte-naires. M. Mitterrand lui-même, tout au long de la négociation du traité de Maastricht, s'il fut avec M. Hel-mut Kohl à l'origine de l'union politi-que, n'est démené pour que soit renforcé ce qui, dans cette union, relève de la coopération interétatique lle conseil des ministres et, surtout, le Conseil européen regroupant les chefs d'Etat et de gouverne-ment) eu détriment den organes supranationaux (le Parlement européen et le Commission).

Si le traité de Maastricht confirme la construction d'une Europe fédérale en matière économique et monétaire, il ne bâtit, en matière politique, qu'une coopération inter-étatique Que l'objectif d'une fédération européenne ne figure plus dans le traité, à la demande des Anglais, ne yeut pas dire pour autant qu'il n'en sous-tend pas la construction. Pourtant la divergence entre les deux démarches devra amener un jour à combler le fossé entre l'économique et le monétaire, d'un côté, le positique, de l'autre. C'est l'espoir des Européens les plus convainces.

Ce traité comporte, à l'évidence, des éléments contradictoires. Il n'est peut-être pas recommandé de rouvrir le vieux débet qui e empoi-nonné le climat de la cinquième République gaultienne entre Europe supranetionela et Europe des nations, mais il est nouhaitable que le débat d'aujourd'hui ait lieu dans la clarté. En tout état de cause, il est impossible d'affirmer aux Français gu ils ont un choix assemble à faire et en même temps de prétendre qu'il n'est pas définitif.

On ne peut affirmer qu'il s'agit de construire une Europe unie et assurer en même temps due la souverai-neté du peuple français ne sera pas limitée. Il est dangereux de promettre de conserver un principe qui ris-que de se heurer un jour, même si ce jour est lointain, à l'objectif finat. Si fon veut que les Français choisis-sent en toute connaissance de de foi du garde des sceaux? Il est cause, il faint leur expliquer franche peu croyable qu'il ne s'agisse que d'une manœuvre politicienne desti-née à s'attirer les bonnes grâcen prendre.

Manistion de la diffe

imi national de la gra

200

· Secretary

12. 12. A com

1 - 46.40.

1. 1. 1. W

10 10 1 Jan 14

No. of the second

Price As

a brahada k

- - 444

The state of the s

State of the Salar 1.17

er en graden. Partiente de

dealor de l'Allastre pe

#4" T !

ad rate, : " : " W 33 ... arter 7. Sec. State 15

Service Profession

POLITIQUE

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Le FLNKS presse le gouvernement d'accentuer le «rééquilibrage» en faveur des Mélanésiens

violents incidents qui ont embrasé le centre de Nouméa. le 14 mars, M. Paul Néaoutyine, président du Front de libération nationele kanek socialista (FLNKS), meire de Pondimié, vient d'avoir, en métropole, une série d'entretiens politiques eu cours desquels il e insisté sur la nécessité, pour l'Etat, le gouvernsment et les responsables locaux, de faire preuve de plua de « voiontarisme » dana l'epplication des accords de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, sauf à prendre le risque de voir se désagréger le processus de réconciliation engagé en 1988.

Le président du FLNKS, qui a été reçu par MM. Pierre Bérégovoy, Pierre Joxe, ministre de la défense. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS, et Alain Juppé, secrétaire général du RPR, affirme que, malgré toute l'attention portée par le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pensee, au suivi annuel des dussiers, l'évolution des choses, sur le terrain, se traduit par la persistance de situations inégalitaires grosses de dangers. «En dehors des programmes d'investissements publics qui sont réalisés dans les provinces du Nord et des îles Loyauté, în politique de rééquilibrage, jusqu'à présent, profite davantage à Noumen qu'aux Kanaks, nous a-t-il déclaré, samedi 2 mai, avant de regagner le territoire. Il n'y n pas d'investissement privé dans les iles : les banques trainent les pieds; certoins organismes financés avec l'argent public ne font pas beaucoup d'efforts : à

aboutit à grossir le nombre de la populotion qui vit sous les tôles dans les bidonvilles... Tous ces mécanismes objectifs sont que les déséquilibres persistent. Paur les inverser, il aurait fallu un volonta-risme de la part de tous ceux qui sont susceptibles d'intervenir en matière de développement. Ce n'est pas le cas... »

« Même M. Lafleur...»

Pour tester la volonté du gouve nement le FLNKS avait adressé à l'Elysée, en décembre, une « note sur les mesures à engager rapidement». Il y était question de nom-mer en Nouvelle-Calédonie des hauts fonctionnaires «capables de promouvoir in politique de rééquili-brage» (ce qui visait à mettre sur la sellette, en particulier, le vicerecteur et le directeur de la police nationale en poste à Nouméa), d'accélérer la promotion des Mélanésiens dans la fonction publique territoriale (où les Canaques demeurent très minoritaires : 5 sur 62 parmi les functionnaires de la eatégorie A; 12 sur 125 dans la catégorie B; 30 sur 244 dans la catégorie C), d'accorder davantage de moyens financiers à la construction de nouveaux collèges (la population scolaire va s'accroître de denx mille élèves dans les einq ans), de remédier « aux problèmes de l'alcool; de la drogue et de la délinquance» chez les jennes, etc.

Le président du FLNKS estime que les amis locaux de M. Jacques Lafleur, député RPR et président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), font partie de ceux qui e trainent les pieds ». « M. Lafleur est le seul, nu RPCR, qui se soit vraiment

accords de Malignon, note M. Néaoutyine. Pourtant, même lui n'est plus trop dans l'esprit des occords. Il n céde ses intérets miniers à la province Nord moyen-nant 1,8 milliard de francs CFP (99 millinns de francs), mais il a tout réinvesti dans les sociétés du bâtiment et de travaux qui vont prendre l'argent des marchés publics dans la province Nord et ramènent l'argent à titre privé dans

Divisions indépendantistes

Mais M. Néaoutyine, en tant qu'animateur du Parti de libération kanak (PALIKA), ne cache pas non plus le malaise créé à l'intérieur du mouvement indépendantiste par les tiraillements perceptibles au sein de l'Union calédonienne, où le successeur de Jean-Marie Tjibaou à la présidence de cette formatinn, M. François Burck, et le président de la province Nord, M. Léopold Jorédié, se montrent sceptiques quant aux chances du FLNKS de l'emporter au référendum d'antodétermination prévu en 1998 : « Cette échèance est un pari mais, comme je le dis nux militants de l'Union calédonienne, si on est déjà perdants on va se planter, soulignet-il. Malheureusement, je n'ul jomnis pu avoir de débat de fond avec Burck et Jorédie...»

Le prochain congrès du FLNKS, en juillet, s'annonce d'autant plus animé que les composantes de la coalition indépendantiste sont éga-lement partagées sur l'opportunité de revenir dans le jeu électoral aux prochaines sénatoriales et, surtout, aux prochaines législatives.

ALAIN ROLLAT

A l'extrême droite

Réorganisation de la direction du Front national de la jeunesse...

tête du Front national de la jeu- seur, M. Marcebal aura un nesse (FNJ), M. Martial Bild adjoint, M. Guillanme Fiquet, et (trente ans), conseiller régional d'Ile-de-France et conseiller municipal de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), a été remplace, vendredi le mai, par M. Samuel Maréchal, à son poste de directeur du mouvement de jeunesse du parti d'extrême droite (le Monde du 2 mai). Né le 20 septembre 1967 à Juny (Eureet-Loir), adbérent du Front national depuis 1985, M. Maréchal a été directeur de campagne de M. Bruno Megret, délégné général du parti, aux dernières élections régionales.

Manifestant son désir, devant le conseil national du FNJ, de « renouer avec un discours militant » et rompant avec la solitude

Après huit années passées à la qui caractérisait son prédécesun directoire composé de quatre personnes, à ses côtés : MM. Miebel Mnrat (responsable du Renouveau étndiant), Frédérie Ambrosino (responsable du Renouveau lyceen), Robert Ottaviani (responsable aux actions categorielles) et Philippe Audra (responsable de la formation).

En outre, il aura quatre charges de mission : M. Fabrice Le Roy (responsable de la publication l'Adieu au siècle), M= Claire Le-Blay (responsable de l'organisation de l'école des cadres) et Diane Bnuillon (trésorière), M. Eric Iorio (responsable des contacts avec les jeunes élus).

... et création de l'Alliance populaire

Après avoir eréé une publication baptisée Espace nouveau et lancé le Mouvement d'initiatives nationales, plusieurs anciens dirigeants du Front national et du Parti des farces nouvelles (PFN) nat présenté, mercredi 29 avril à Paris, une nouvelle structure intitulée Allianee populaire. Ses dirigeants estiment qu'une « crise grave se prepare nu Front mulonni » qui, selon eux, est engagé dans une « impasse ».

Ce regroupement, qui revendique trois mille sympathisants, est dirigé par un bureau exécutif de sept membres : MM. Jean-Fran-

O M. Lalonde sera « candidat à la candidature » pour Pélection présidentielle. - M. Brice Lalonde, président de Génération Ecologie et aocien ministre de l'environnement, a déclaré, vendredi | mai, sur France-Inter, qu'il sera « l'un des candidats à la candidature » des écologistes pour l'élection présidentielle de 1995. Dans un entretieo accorde à l'hebdomadaire le Point (daté 2-8 mai), M. Lalonde se déclare e plutot favorable à une eniente» ayoc les Verts, en affirmant que « l'existence de Génération Ecologie a permis aux Verts de devenir plus réalistes».

çois Tnuzé, délégué général, ancien membre du comité central du Front national, François Papillun, délégué national aux élections, secrétaire général des indépendants de Paris (seission du Centre national des Indépendants), Roland Hélie, délégué national à l'organisation et à la propagande, aneien membre du burezu politique du PFN, Olivier Cazal, trésorier, ancien responsable départemental du Front natinnal et aneien membre du eonseil national du PFN, Didier Lecerf, délégué national à la presse et aux argumentaires, Gerard Orget, délégué national auprès des socioprofessionnels, secrétaire général de l'association «Trop d'immigrés, la France aux Français», et Ludovie Wuermeling, délégué national à la jeunesse, ancien responsable départemental du Front national de la

Se définissant comme « In seule force capable de désenclaver la droite nutionale », l'Alliance populaire, qui tiendra sa première conventico nationale, le 14 juin, envisage de présenter deux cents candidats aux élections législalives.

Dévant les élus locaux M. Le Pensec exhorte les responsables de la Polynésie à « un sursaut nécessaire »

Les repre

tions de la Polynésie françalse ayant finalement répondu de façon positive à sa proposition du 9 avril - à l'exception de M. Emile Vernaudon, député non inscrit, ancien président de l'As-semblée territoriale, des amis politiques de celui-ci, de M. Oscar Temaru, ebef du Front de libération de la Pulynésie et autres indépendantistes, - le ministre des DOM-TOM a présidé, la semaine dernière, à Paris, une série de séances de travail pour examiner avec eux la situation du territoire après la décision prise par M. François Mitterrand de suspendre pendant un an les

essais nucléaires snr le site de

Mururoa M. Louis Le Pensec en a profité pour mettre en garde tous les élus locaux sans exception sur les risques que leurs incessantes querelles font courir au territoire.

« La Polynésie française est nujourd'hui arrivée à un tournant de son histoire, a-t-il notamment souligné. Si elle poursuit sur in lancée netuelle, ce qui l'attend, e'est l'impasse économique avec sa conséquence inévitable, in rupture de la cohesion sociale. Un sursaul est nécessaire. (...) Que la suspension des essais nucléaires pour une année puisse sociliter la prise de conscience des efforts qui sont attendus est, en définitive, une bonne chose. Mais prenons garde da ce que l'arbre des essais ne cache pas in forêt des difficul-tés réelles et profondes qui menacent in Polynesie française. (...) Je suis en effet inquiet, a ajouté le ministre des DOM-TOM, de la dégradation très préoccupante que subissent le fonctionnement instisutionnel et le débat politique sur le territoire. Chacun peut observer un dévoiement des institutions qui met ea péril l'image de la Polynésie française et, beaucoup plus ivement, son statut lui-même et les règles de lo démocratie. (...) Les institutions ne sont ni une sin en soi ni un enjeu pour rivalités partisanes ou personnelles. (...) La Polynésie française ne peut plus se permettre de voir les clivages politiques l'emporter sur l'intérêt général.

Et toute la famille.

CARNET DU Monde

Naissances Le docteur Laureat GURTLER, Isabelle MARGHIERI, Mand of Sylvain.

le 22 avril 1992.

7, rue P.-d'Ailly, 60200 Compiègne

- Mylène SULTAN et Bernard LAGUERRE,

se sont mariés, le 10 avril 1992, place du Panthéon, à Paris. 87, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.

Nous apprenous le décès de

Jean BÈNE. ancien sénateur, ancien président du conseil général de l'Hérault,

survenu le 26 avril 1992, dane sa

Né le 12 juillet 1901 à Pézenas, dans l'Hérauit, avocat, membre de la SFIO puis du Perti socialiste, Jean Bâne avait été été leu maire de sa ville sotale en 1932 et avait été constamment reconduit dans cette focction jusqu'en 1977, année où il ne s'était pas représenté aux élections municipales. Eu consciller général du canton de Pézenas et président du conseil général en 1945, il était entré, l'ammés suivante, ao Sérar, ces mandats lui étant renouvelés jusqu'en 1977 pour le Sécat (il ne s'était pas représenté) et en 1979 pour le conseil général (devancé au premier tour par le candidat du PCF, il s'était retiré), Jean Bême avait exercé, aussi, les focctions de directeur politique |Né le 12 juillet 1901 à Pézenas, dans l'Héri mercé, aussi, les foecht lu quotidien *Midi libre.*)

- Verrières-le-Buisson (Essonne).

Gérard et Claire Aimé, leurs enfants, Et leurs familles,

Jacques et Françoise Ferré, Et leurs familles,

L'encadrement et les jeunes du Raid Leurs camarades.

Le maire, la municipalité et le per-Les Verrierois, ont cu la douleur de perdre

Emmanuel et Philippe,

nos cufants, nos camarades, nos conci-

La bénédiction aura lleu le mardi 5 mai 1992 co l'église de Verrières, à 14 h 30, le départ à la mairie ayant lieu

Une chapelle ardente sera dressée en mairie dans la salle du consell munici-pal, à partir du lundi 4 mal après-midi.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du samedi 2 mai : UN DÉCRET

- No 92-243 du 4 mars 1992 modifiant le décret nº 48-1108 du 10 juillet 1948 portant elassement biérarchique des grades et emplois des personnels eivils et militaires de l'Etat relevant du régime géné-ral des retraites. (Rectificatif.)

ORDRE NATIONAL DU MÉRITE Ministère de la défens

Sont élevés à la dignité de grand

MM. Jacques Lauze, général de brigade; Jack Picot, général de brigade; Marie Coudert, général de corps aérien

Le Journal officiel du samedi 2 mai publie, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier dans l'Ordre national du mérite.

le journal manauel de documentation politique

après-demain Fondé par la Ligue

des droits de l'homme (non vendu dans les klosques)

offre un dossier complet sur :

SPORT ET SOCIÉTÉ

Envoyer 60 F (timbres à 2,50 F ou chéque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifient le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

M= Louis Lafourcade,
 Ses enfants et petits-enfants,

M. Louis LAFOURCADE,

survenu le l'" mai 1992, à l'âge de

Les obsèques civiles auront lieu le mardi 5 mai au funérarium d'Antony, 104-106, ruc de Chalenay, où l'oo se réunira, à 13 h 15.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Barbuise (Aube), à 16 heures.

Ni fleurs ni couronnes. 25, rue Guynemer, 92160 Antony.

Le 29 avril 1992, à quatre-vingt-trois

Manrice LEMONDE nous a quillés, entouré des siens

La cérémonic religiouse a cu lieu to

De la part de M= Maurice Lemonde, née Henriette Dargaud,

Monique Lemonde, Marcel et Janelou Lemonde Ainsi que toute leur famille

6, avenue du Doyenné, Lyon-5. M- Arnaud Malan nni la grande iristesse de faire part du

M. Arnaud MALAN, proviseur de lycée en retraite.

survenu en son domicile, à Pau, le le mai 1992, dans sa quatre-vingt-

Une célébration anna lieu le lundi 4 mai, à 16 h t5, en la chapelle de la Maison funéraire de Pau

Selon les volontés du défunt, ni fleurs ni couronnes, des dons à Frères

- Reine et Robert Mazoyer, ont la douleur de faire part du décès de leur fils,

Julien MAZOYER.

Ses obsèques seront célébrées en l'église Saint-Séverin, Paris-54, le mercredi 6 mai 1992, à 10 h 30.

17, rue Frédéric-Clément, 92380 Garches. - M. Michel Woronoff

et sa famille, M. Denis Woronoff er sa famille.

leur mère, Andrée WORONOFF, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre du Mérite,

le 28 avril 1992, dans sa quatre-vingt-

CARNET DU MONDE Renseignements: 40-65-29-94

- Michel et Josette Mizrahi,

ses parents. Gilbert et Martine Mizrohi, Levana Mizrahi,

sa sœur, Ariane, Raphaël et Sarah, es nièces et neveu. Toute sa famille de France, d'Israël

n du Brésil, Tous ses nombreux amis, ont la profonde douleur de faire part

Simon MIZRAHI,

survenu le te mai 1992.

Les obsèques auront lieu le mercredi 6 mai, à 10 h 45, au cimetière de Bou-logne. On se réunira devant la porte du cimetière, 48, avenue Pierre-Grenier, Boulogne (Hauts-de-Seine), derrière les studios de Billancourt.

Un registre de condoléances sera mis à la disposition de tous.

Cet avis tient lieu de faire-part.

68, boulevard de la République, 92100 Boulogne.

(Lire page 16.) **Anniversaires**

- Il y a quatorze ans, le 4 mai, dans

Henri CURIEL.

Ses amis. continuent de s'inspirer de son idéal révolutionaire et de son combat en faveur des peuples du tiers-monde et

- tl y a dix ane, à l'aube du 5 mni 1982,

Frédéric

nous quittait, à la veille de ses vingt-

Françoise et Pierre-Henri, Marie-Christine et Pierre-François, Marie-Hélène. Ses proches, ses amis, le rappellent à

Il y a huit ans, quelques jours avant d'avoir vingt ans,

Bruso HUBERT ...

a quitté la vic.

Nicole et Etienne-Alain Hubert, Agnès et Denis, ne cessent de penser à lui.

- Il y a vingt ans, disparaissait M- Elisabeth L LÉON,

Tous ceux qui l'ont connue, aimée et

estimée auront une pensée pour etle. - Il y a cinq ans, disperzissail

André SAUZIN.

Aline Sauzin demande à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pour lui.

Communications diverses

« La Méditerranée sera-t-elle pont ou fossé entre l'Europe, le monde arabe el l'Afrique », sera le thème de la conférence que M. Edgard Pisani don-nera mardi 5 mai, à 20 heures, à ta-ferante de l'université de fontité de latiese de l'université de faculté des lettres de l'université de Nice Sophia-Antipolis.

ORLY - BARCELONE** BARCELONE - ORLY**

Départ	Arrivée	Départ	Arrivée
07h20	08h45	10h40	12h15
17h30	19h00	19h45	21h15
	nu 31/06/92 (soos réserve d		

notre service de réservations au (1) 49 79 12 34

ou téléphonez à

ogence de voyoges Ca AERIENNE FRANCAISE



12 Le Monde • Mardi 5 mai 1992 •

AVIS SOMMAIRE

SI VOUS CROYEZ QUE DES MEMBRES DE VOTRE FAMILLE OU VOUS-MÊME AVEZ UNE CRÉANCE À FAIRE VALOIR CONTRE MICHAEL R. MILAEN OU AUTRES ANCIENS EMPLOYÉS DE DERXEL BURNHAM LAMBERT INCORPORATED, OU PERSONNES MORALES LIÉES DE QUELQUE MANIÈRE QUE CE SOIT À CETTE DERNIÈRE, VOUS DEVEZ LIRE ATTENTIVEMENT CET IMPORTANT AVIS, CES PROCÉDURES LÉGALES, Y COMPRIS LE RÈGLEMENT PROPOSÉ DÉCRIT CI-APRÈS, PEUVENT INFLUER SUR VOS DROITS.

TRIBUNAL FÉDÉRAL DE PREMIÈRE INSTANCE DES ÉTATS-UNIS DISTRICT SUD DE NEW-YORK

PRESIDENTIAL LIFE INSURANCE COMPANY

MICHAEL R. MILKEN, LES PARTICULIERS ÉNUMÉRÉS A LA PIÈCE « A » CLAPRÈS, ET LES SOCIÉTÉS DE PERSONNES, LES SOCIÉTÉS ANONYMES, LES FIDÉICOMMIS ET LES AUTRES PERSONNES MORALES ÉNUMÉRÉES A LA PIÈCE « B » CLAPRÈS,

92 Ch. 1151 (MP) RECOURS COLLECTIF AVIS SOMMAIRE DU RECOURS COLLECTIF EN INSTANCE, DU RÉGLEMENT PROPOSE ET DE L'AUDITION SUR LE REGLEMENT

A : Tous les particuliers ou personnes morales agissant en leur nom personnel, au nom d'antrui ou à titre de représentant, directement ou indirectement, ayant des créances effectives ou potentielles de quelque nature ou espèce que ce soit, qu'ils n'out pas fait valoir avant le 4 février 1992 coutre l'un des particuliers (les «défendeurs individuels») et personnes morales (les «sociétés défendeurs») identifiés dans les Pièces «A» et «B» ci-après (collectivement les «défendeurs participant au règlement») par suite des activités survenues entre le 1er janvier 1978 et le 31 décembre 1991 (la «période de classe mondiale») relativement à : (1) l'entreprise on les activités de The Drexel Burham Lambert Group Inc. (et/ou l'une quelconque de ser filiales et sociétés affiliées qui sont débitrices en possession dans l'affaire In Re The Drexel Butham Lambert Group Inc. et al. Affaire No. Civ. 90-6954 (MP), Affaire en vertu du Chapitre 11 No. 90 B 10421 (PGC), administrées conju (S.D.N.Y.) (collectivement, «Drexel») dans l'industrie des valeurs mobilières à titre de courtier-vendeur, membre d'un syndicat de garantie, conseiller en placements, banquier d'affaires, conseiller financier, consultant, mandataire ou mandant en ce qui a trait à un vaste éventail de valeurs à rendement élevé et autres valeurs connexes, y compris, de manière non limitative, les obligations à rendement élevé, les actions privilégiées, les titres convertibles, les titres de participation, les boits de sonscription, les titres hybrides et les produits liés à l'assurance (tels que les rentes et les contrats de placements garantis) (collectivement les «valeurs»); (2) l'emploi on les activités des défendeurs individidnels à ou su nom de Drexet (qu'ils soient ou non allégnés comme étant ultra vires); et (3) les placements, achats ou ventes de valeurs par ou au bénéfice direct ou indirect des défendeurs individuels par l'entremise des sociétés défenderesses (la «classe mondiale»). Les créances comprises dans la classe mondiale ne comprennent aucune créance présentée dans toute cause existante contre les défendeurs participant au règlement, ou l'un d'eux, avant le 4 février 1992 (les «poursuites Milken liées à Drexel en instance»); aucune créance par un défendeur participant au règlement ou l'un quelconque des successeurs, représentants ou bétiniers des défendeurs participant au règlement ou l'un quelconque des membres des familles immédianes d'un défendeur individuel; aucune créance par une personne morale dans laquelle un défendeur participant au règlement détient une participation de contrôle; aucune créance par une société défenderesse et toute autre positiéé de placements en valeurs ou autre personne morale semblable Dreitel-Milken; ancune créance pour sanctions pénales ou administratives; aucune mesure d'exécution forcée par le gouvernement; aucune créance pour impôts sur le revenu; aucune créance pour délits personnels; et aucune créance au nom de tout chient de détail non institutionnel de Drexel qui possédait un compte auprès de la division de détail de Drexel, alléguant que l'un des défendeurs participant au règlement a multiplié les opérations du compte, mal géré ou supervisé de manière inadéquate le

Avis est donné par les présentes aux termes de la Règle 23 des Règles fédérales de procédure civile et de l'ordonnance de l'Honorable Milnon Pollack, juge principal du Tribunal fédéral de première instance»), rendue dans la cause susmentionnée (le «recours par la classe mondiale») le 11 mars 1992, du recours par la classe mondiale en instance, du règlement proposé pour le recours par la classe mondiale (le «règlement collectif»), de la certification par le tribunal fédéral de première instance d'une clarse aux fins de règlement, et d'une audition (l'«audition sur le règlement») afin de déterminer si le règlement collectif doit être approuvé comme étant juste, reisonnable et adéquet. Si vous ètes membre de la classe mondiale et ne vous en excluez pas, vous êtes en droit de comparaître et de participer à l'andition sur le règlement qui se tiendra devant le tribunal fédéral de première instance. United States Courthouse, Foley Square, 40 Centre Street, New York, New York 10007-1581, salle 1305, à 11 heures, le 14 infilie 1902.

En verm de règlement collectif proposé, en fonds allans jusqu'à 50 millions de dollars sera créé au bénéfice de la classe mondiale, précisé dans la Stipulation de compromis et règlement (la «Stipulation de règlement collectif») conclue le 11 mars 1992 par la deman susnommée (la «demanderesse»), individuellement et au nom de tous les membres de la classe mondiale, et les défendeurs part

Aux termes de l'ordonnance approuvant le règlement du manière préliminaire et certifiant la classe de règlement, pronoucée par le tribunal fédéral de première instance le 11 mars 1992 (l'ordonnance d'approbation préliminaire»), le tribunal fédéral de prémière instance a certifié, sux fins de règlement, uniquement la classe mondiale définie précédemment conformément à la Règle 23 des Règles fédérales de procédure civile, L'audition sur le règlement permettra au tribunal fédéral de première instance de détenniser s'il doit approuver de manière définitive le règlement collectif comme étant juste, raisonnable et adéquat conformément à la Règle 23 (et des Règles fédérales de procédure civile.

Dans le cadre de l'ordounance d'approbation préliminaire, le tribunal fédéral de première instance a pronoucé ene injonction préliminaire (i) pass le cadre de l'ordounance d'approbation préliminaire, le tribunal fédéral de première instance a pronoucé ene injonction préliminaire (i) enjoignant et interdisant à tous les membres de la classe mondiale qui ne demandent pas à ou être exclus d'intenter ou de continuer à faire valoir toute créance qui a été ou aurait pu être présentée dans le recours par la classe mondiale ou attendant l'isance de l'audition sur le règlement; (ii) enjoignant et interdisant à tous les membres de la classe mondiale d'intenter ou de poursuive, devant n'importe quel tribunal ou for (fédéral ou d'état) autre que le tribunal fédéral de première instance, une action on poursuite qui rennet en cause ou demande une révision ou tu a liègement que toute et de le classe mondiale de première instance relativement au recours par la classe mondiale; et (iii) prévoyat que toute violation de l'injonction préliminaire survisée est punissable comme mépris de cour, en ses de tous les autres recours disponibles. En outre, tous les membres de la classe mondiale devont s'engager à ne pas poursuivre les administrateurs présents et passés de Drexel identifiés à le Pièce «C» pour des créances liées à Drexel, comme précisé dans la Sigulation de règlement collectif.

Le règlement collectif proposé, ainsi qu'en règlement proposé des poursuies Milken liées à Drexel en instance et un plan proposé de distribution par la United States Securities and Exchange Commission (la «SEC») du fonds de dégorgement civil créé par Michael R. Milken («Milken») (le «fonds de dégorgement civil Milken») dans l'affaire SEC»). A pour but de mettré fin à toutes les poutsuites et créances, qu'elles soient ou non présentées à l'heure actuelle, à l'encourte des défendeurs participant au règlement an titre des activités liées à Drexel de ces demires (le «règlement moudial Milken»). Le règlement collectif aussi bien que le règlement des poursuites Milkes liées à Drexel ou instance dépendent tous deux, entre autres choses, de leurs approbations judiciaires définitives respectives. Les avocats de la classe sont aussi signataires de l'accord conclu relativement an règlement moudial Milken.

Le règlement mondial Millen prévoit le paiement d'environ 1,3 milliard de dollars (le «fonds de règlement mondial Milken») qui sera consacré au paiement de ces créances. Le fonds du règlement mondial Milken se compose du fonds de règlement mondial Milken se compose du fonds de règlement civil Milken, fonds de 400 millions de dollars, auquel s'ajonnent les intérêts, nais sur pied per Milken dans le cadre de son règlement avec la SEC dans l'affaire SEC; du paiement par Milkon d'une somme supplémentaire de 500 millions de dollars; du paiement par les ausureurs de Drexel d'une somme aliant jusqu'à 100 millions de dollars; et du paiement par les assureurs de Drexel d'une somme aliant jusqu'à 100 millions

Dats le cadre du règlement mondial Milken, su fonds d'une somme allent jusqu'à 50 millions de dollars (le «fonds de règlement du recours par la classe mondiale») sera mis sur pied et consecté au palement des créances des membres de la classe mondiale. Le règlement prévoit un plan proposé de répartition et distribution du fonds de règlement de recours per la classe mondiale après approbation définitive du règlement collectif. Les membres de la classe mondiale recevront leur part du fonds de règlement du recours per la classe mondiale, tel que prévu par ce non de distribution et résurtation et documents connexes, sous réserve de l'approbation du tribupul fédéral de première lastance.

Il est notamment prévu qu'un plan de répartition (le «plan de répartition») sera mis sur pied relativement à la distribution de fonds de règlement du recours par la classe mondiale aux membres de la classe mondiale qui présentent en temps utile des preuves valables de créance («créanciers amorisés»), tel que décrit plus en détail ci-après. On s'attend à ce que le plan de répartition donne à chaque créancier autorisé une part proportionneile du fonds de règlement du recours par la classe mondiale, après déduction de certains frais et dépeases de nature part proportionneile du fonds de règlement du recours par la classe mondiale, après déduction de certains frais et dépeases de nature part proportionneile du créancier, autorisé la nature, de toutes ets créancier, autorisé de la quantité globale de toutes ets créances; de la période durant laquelle la créance a pris maissance; de la participation éventuelle du créancier autorisé à d'autres procédures ayant trait à la créance, et d'autres facteurs.

Il incombera à l'avocat de la classe d'administrer le fonds de règlement du recours par la classe mondiale, ainsi que de créer, sonn pliquer le plan de répartition. Le plan de répartition sera sujet à l'approbation du tribunal fédéral de première instance.

Si le règlement collectif proposé reçoit l'approbation judiciaire définitive, la denanderesse et tous les membres de la classe mondiale Si le règlement collectif proposé reçoit l'approbation judiciaire définitive, la denanderesse et tous les membres de la classe mondiale renouecront à touser les créances qu'ils ont ou auraient pu faire valoir dans le recours par la classe mondiale à l'encourse des défendents participant au règlement ainsi que des particuliers et personnes morales comesses, tel que prévu dans l'accord conclu relativement au règlement mondial Milkem et documents commes à l'égard de la classe mondiale, au titre des activités Drexel des défendeurs participant au règlement, comme décrit plus ou détail dans la Stiputation du règlement collectif. De même, tous les défendeurs participant au règlement renonceront à toutes leurs créances Drexel à l'encoutre de la demanderesse et des membres de la classe mondiale, Drexel, et l'im l'autre. Dans certaines conditions précises, le règlement mondial Milken accorde aux défendeurs participant au règlement extraines oréances sur et une protection de réduction de jugement à l'égard des créances présentées dans les poursuites Milken liées à Drexel en instance, comme énoncé plus en détail dans l'accord couclu relativement au règlement mondial Milken et documents en annexe. Dans certaines circoustances, le fonds de règlement du recours par la classe mondiale pout être teur d'indemniser les défendeurs participant au règlement, comme énoncé plus ou détail dans l'accord couclu relativement au règlement mondial Milken.

LE TRIBUNAL FEDERAL DE PREMIERE INSTANCE N'A PAS JUGE AU FOND LES CREANCES QU'A PAIT VÁLOUR LA DEMANDERESSE NI LES DEFENSES DES DEFENDEURS PARTICIPANT AU REGLEMENT. CET AVIS N'IMPLIQUE PAS. QU'IL Y A QU'IL Y AURAIT UNE DETERMINATION DE VIOLATION DE LA LOL OU QU'IL AURAIT PU Y AVOIR UN RECOUVERMENT D'UN MONTANT QUELCONQUE EN L'ABSENCE DE REGLEMENT.

Le règlement collectif seta présenté au tribunal fédéral de première instance pour approbation à l'ambition sur le règlement décrite précédemment. A l'ambition sur le règlement, le tribunal décident d'approuver on non ou règlement collectif et la Sépainton de règlement collectif. L'audition sur le règlement peut être sjournée de temps à autre par le tribunal fédéral de première instance surs autre avis. Le décision de ce tribunal fiera tous les membres de la classe mondiale qui désirent participer su règlement collectif.

A l'audition sur le règlement, l'avocat de la demanderèsse dans le recours par la classe mondiale peut demander au tributai un octouraires raisonnables d'avocat et de finis administratifs, payables uniquement à même le fonds de règlement du recours par la classe des des la companie que sous intérêts qui a'y sout accumulés, le cas échéant, sans recours course l'un que conque des défendeurs particip

Tout membre de la classe mondiale est en droit de comparaîre à l'audition sur le règlement ou personne, ou par avocat si une comparation est déposée et signifiée de la manière prévue ci-après, et de se faire entendre dans la mesure permise par le tribunal en opposition au caractère juste, reisonnable et adéquat du règlement collectif proposé. Cependant, surf si m motif valable est établi, incume personne ou pourra se faire entendre ou opposition an règlement collectif proposé ou à tout jugement ou ordonnance pronoucé sur ce règlement, et aucus papier ou mémoire soumis par cette personne ne seru accepté ou pris se compte par le mbunal, à moira que, le ou avant le 24 juin 1992, cette personne (a) n'ait déposé apprès du tribunal fédéral de première instance ou avis de l'intention du cette personne de comparaître à l'audition sur le règlement nimit qu'une déclaration indiquant le fondement de cette opposition accompagnée de sous documents justificatifs; et (b) n'ait algustié des copies de tous cet avis, déclaration et de documents justificatifs, accompagnés de copies de tous autres papiers ou mémoires que ladise parsonne dépose ampès du tribunal fédéral de première instance, ou personne on par la poste, à :

David Berger, Esq. Berger & Montague, P.C 1622 Locust Street Philadelphia, Pennsylvania 19103

Stanley Nemacr, Esq. Wolf Popper Ross Welf & Jones 845 Third Aventor New York, New York 18622

Arthur L. Limen, Req.
Paul, Weiss, Ritkind, Wington & Garrison
1265 Avenue of Americas New York, New York 10013-6064

Doniel R. Mardock, Eng. Donovan Leisure Newton & Irvine 30 Rockefeller Plaza, New York, New York 16112.

Theodore N. Miller, Roy. Sidiey & Austin One First National Plana Chicago, Mines 60683

5 ... 21

100 m - 10 - 2 In

100

.-..=

100

.. /A

· 1955 10 mg - 10 mg

ومحاضيان ووسا

100

وللسيف الراران

2010/09/2015

A 18 19 19 19 19

18 Ben 188

1000

1.1

10 10 5 5 2 g g

1 *

- mark

--- - # cel

Sample of the State of the Stat The same of · 中国共後,**與**

The Wal

Provide to the same

3

* 2

-. same

And the second second second

er grade The control of the control

A control of the second of the

States and the state of the sta

The arrange of the second of t

State of the state

The second secon

State of the state The second state of the second Market Commence of the Commenc Section 2 The state of the s

And the second s And the second s

And the second s The second secon

4 J-11 1

451.454

..... A 18 18 18 18 18

14 m. 1

es Eller

3000

-

 $K_{2}(x,y) \leq x^{-1}$

. . .

Arthur the Common

Dime

3 8 Mary 1997 Market Bridge

tra article

gent were and

Starting Sta

1. 27

And a second

The state of the s English States And the second

de regional

200

V27

......

New York, New York 18622. New York, New York,

Afin de participer à la distribution du fonds de règlement du recours par la classe monifiale, dans l'hypothèse où le règlement est approuvé de manière définitive, les membres de la classe monifiale sont resus de déposer une preuve de créance démean signée suprès de l'administrateur des créances, so plus tard le 7 juillet 1992. On peut se procurer le formulaire de preuve de créance ou écrivant à l'administrateur des créances à

P.O. Box 1210

Philadelphia, Peunsylvania 19165

Pour un énoncé plus détaillé de touses les questions concernant le règlement collectif, renvoi en fait aux actes de procédure, à la Stipulation du règlement collectif, à l'accord de règlement et aux documents connexes produits relativement au règlement nousial Milken, aux ontonnances prononcées par le tribunal fédéral de première instance ainsi qu'à tous les autres documents déposés à cet égand, lesquels peuvent être examinés au greffe du tribunal, Office of the Clerk of the United States District Court, Southern District of New York, Poley Square, 40 Centre States, New York, New York 10007-1581, chaque jour durant les beures d'affaires normales.

DN PEUT SE PROCURER UN RESUME PLUS DETAILLE DU REGLEMENT COLLECTIE, DU RECOURS PAR LA CLASSE MONDIALE ET DES QUESTIONS CONNEXES EN ECRIVANT A HEFFLER & COMPANY, A L'ADRESSE INDIQUEE PRECEDEMMENT.

N'ADRESSER <u>AUCUN</u>E QUESTION AU TRIBUNAL FEDERAL DE PREMIÈRE INSTANCE NI AU GREFFIER DE CE

Fait à New York, New York le 22 avril 1992. . . .

Sur l'ordre du Tribunel Référal de première instruce

. .

Greffler, Tribonel fédéral de première instance, District sud de New York

EXHIBIT "A"- The Individual Defendants: Roy Abbott; Paul Abcessis; Jack Ackernau; Peter Ackernau; Joseph P. Adams; Steven Americe; Joel Asen; Andrew Astrachau; Mark Attanasio; Eileen Austen; Herbert Bachelor; Estate of Stanley Ballowitz; Jeffrey Balash; Donald Balser; Dan Bathon; Jeffrey P. Beck; Joseph Beneivenge, Richard A. Bergman; David W. Bergman; Marin L. Berman; Robert D. Beyers; Paul Biddelman; Arthur H. Bilger; Leon Black; Jay Bhorn; Federick Berderick Border; Thomas Bondaliun; Genald Brodsky; William Brow; Brove Brows, Michael D. Brown; E. Alan Bruntberger; Gerard M. Bucci; Jun E. Budisk; Donald A. Cameron, III; Nazey Cates (one and same as Nancy Gordon); Thomas Canchos; John Cavalier; John John Cavalier; John John Cavalier; John John Cavalier; John John Haman, Joseph Harch; Roed L. Harman; Scott Harmin; John Humphreville; Jay Jablonow; John J. Haman, Joseph Harch; Roed L. Harman; Joseph Harch; Roed L. Harman; John John Cavalier; John John Humphreville; Jay Jablonow; John J. Haman, Joseph Harch; Roed L. Harman; Scott Harman; Paul Levy; Trevor Lewis; Robert Lloyd; Bridgette; Briggette; John A. Ladyzinski; Graciels Lagumen; Anthony; Lave; Jack; Langer; Donald Kendil; David Kendil;

James G. Sallivers. Devil Spherick, Caltryn Typer, John Typer, John Typer, Banky Tronaus Clivier Trouvacy, Marc A. Unry Pany Van Utr. George Veragine: Elvine G. Viceri, Fasse E. Vinner, Lean Wagner, Sewan Walnes, Lean W. Willing, And D. Will Acknown. Devil Willing Comp. Months of the Company of the Compan

EXHIBIT "C"- Current and Former Dream Board Members Receiving Covenant Not to Suc: G. Christian Anderson; James Balog: Howard M. Bremer; W. Thacher Brown; Richard E. Bruce; I. W. Burnham II., Fletcher Byrom; Richard I. Capalloc, Haig M. Caspansor; Hoseph Castellano; Alexander J. Chapato; John D. Coffin; Angela Zizzi Delley; James M. Davin; Michael Delloye; Herbert Dunn; Auron R. Eshnan; George Estenazi: Albert Frere; Engene J. Glaser; Roderick M. Hills: Mary to Jacobi; Frederick H. Joseph; Stophen L. Joseph; Montaumed Khonja; Michael J. Kngler; Baron Leon Lamber; Jean E. Lanier; Frank Lesti; Robert E. Linno; Thomas H. Lovell, Jr.; Richard A. Malo; David Mendow; Paul A. Merolls: Deborah Midanek; Andre R. Monse; Joseph M. Murphy; Robert Rubin; Richard L. Sander; Ralph S. Sank; Nebon Schiff; Stanley Schiff; Hercules A. Segalas; John Shad; Alan M. Shor; Burron M. Siegal; Walter Sleczkowski; Gaston Thom; Joseph H. Vinnza; Michael J. Weight; Arsold Van Zeehnd; Frederick Zuckerman.

Les surprises de l'arrêt Touvier

Vivacité du débat national sur la France de Vichy, relance des affaires Papon et Bousquet, incertitudes sur la poursuite de la réforme de la justice : le non-lieu dont a bénéficié l'ancien chef milicien a des effets inattendus

par Laurent Greilsamer

Il est écrit que la France ne soldera pas le cas Touvier à la déro-bée. Et voil à bien le premier effet paradoxal du non-lieu accordé par la chambre d'accusation de Paris à l'aneien chef milieien : loin de refermer une procédure judiciaire instruite dès 1946, il hi confère les dimensions d'un scandale. Loin d'imposer le silence, il provoque la clamenr. Loin d'apaiser, il indigne

Dès le leudemain du 13 avril, le New York Times notait le senti-ment de «colère» de l'opinion publique française confrontée à nne décision de justice ressentie comme injuste. Le quotidien en conchait que notre pays « est mieux préparé que dans le passé pour regarder en face in collaboration de Vichy avec l'Allemagne nazie en vue d'éliminer les juiss». latuition amplement confirmée par un sondage de la SOFRES réalisé pour l'Evénement du jeudi et Antenne 2.

Cet instantané révèle que 74 % des personnes interrogées considè-rent nécessaire que les anteurs de crimes durant la période de l'Occupation soient encore sujourd'hui châties. A la question ; « Un collaborateur français qui s'en est pris pendant l'Occupation à des résistants ou à des juifs est-il plus coupable qu'un dirigeant allemand qui n commis les mêmes actes?», 31 % répondent « plus coupable », 59 % « aussi coupable », 5 % « moins coupable » et 5 % se déclarent sans opinion, Enfin, 71 % des huit cents sondés estiment qu'il « faut beaucoup parler du régime de Vichy et de l'Occupation » .

Ainsi le non-lieu accordé à Paul Touvier devient-il donblement «historique». Il marque le refus de la chambre d'accusation de Paris de qualifier crime contre l'humanité le massacre de sept otages juis à Rillieux, le 29 juin 1944, dont Touvier s'est rendu complice « par aide et instructions», mais révèle oussi la formidable prise de conscience des Français an cours de ces dernières décennies en dépit des rendez-vous manqués, accumulés comme à plaisir.

Le philosophe Vladimir Jankélévitch avait done raison qui assnrait, en 1971, que « bien des fri-voles qui ne voulaient pas croire ont été obligés d'apprendre» (1). Si les premières recherches sur la politi-que antisémite de Vichy n'ont touché que quelques centaines de lecteurs jusque dans les années 60, une mémoire s'est en effet recons-truite douloureusement et tardivement. De longs procès ont dessillé les yeux du plus grand nombre. Que ce soit à Jérusalem (Adolf Eichmann y est jugé en 1961) on à Francfort (plusieurs responsables du camp d'extermination d'Aus-chwitz décrivent l'innommable en 1963-1965), une réalité refoulée surgit, rapportée par la presse.

De remarquables ouvrages d'his-toriens eméricains et canadiens, puis français, de grands documen-taires ont réactivé depnis notre connaissance de ces années de cendres, marquées par une « mystique de la défaite, de la démission et de l'abandonnement à la volonté étrangères, stigmatisée par Jankélevitch. An point que la collaboration française à la politique antisé-mite de Berlin demeure minorée

Sans valenti crest difficile de juger! 568646j 2

on nice par une partie de nos insti-tutions en 1992 tandis qu'une majorité des Français a fini par digérer ce « syndrome de Vichy », névrose si justement décrite par l'historien Henry Rousso (2).

Cela ne revient pas à dire que cette page d'histoire ne subit plus de réelle « censure » mais que l'émotion publique croît à proportion du temps qui passe. De même que notre connaissance – qu'il s'agisse des lois d'exclusion pro-mulguées par Vichy, ou de l'itiné-raire de ses hommes de main et de ses idéologues - progresse par bonds tandis que disparaissent les «acteurs» de cette période.

Воштемих et cols blancs

Le président de la chambre d'accusation de Paris et ses deux consellers l'avaient-ils bien mesuré? « Jamais nous n'avions eu en France un tel débat, cette "réflexion de qualité sur le régime de Vichy et sur la notion de crime contre l'humanité, observe le juge Jean-Pierre Getti, qui a instruit les faits criminels reprochés à Touvier à partir de 1989. C'est l'un des effets inattendus du non-lieu. » La France, si souvent frileuse, s'est instantanément muée en université populaire, devenant un immense amphithéatre où les médias ont joue le rôle de tableau noir.

lei intervient le deuxième effet de l'arrêt Tonvier. Effet tout aussi

inattendu et pour certains ines-péré: la haute protection politique et judiciaire dont ont bénéficié jusqu'à présent René Bousquet, qui int secrétaire général de le police française en 1942-1943, et Maurice Papon, responsable des « questions juives » à la préfecture de Bordeaux durant l'Occupation, menace de se fissurer. Que péseront désormais les réticences avérées de l'Elysée - « ll y n d'autres moyens qu'un procès pour dénoncer la lâcheté du régime de Vichy», evait proclamé M. Georges Kiejman en 1990 - à voir juger de très hauts commis de l'Etat français en regard de l'effet d'opinion décrit plus haut?

Voilà toute la stratégie judiciaire de ces dernières années bousculée, qui revenait à conduire aux assises eles bourreaux et à préserver les ordonnateurs en cols blancs. D'un côté, le prétoire pour l'Allemand Klaus Barbie (jugé et condamné à Lyon en 1987) et Peul Touvier, son pendant milicien; de l'autre l'enlieurement enue fin de l'autre le l'enlieurement enue de l'autre le l'enlieurement enue fin de l'enlieurement enue en le le leurement enue en le leurement en le l'enlieurement en le leurement en le leure l'enlisement sans fin des instructions Bousquet et Papon. L'opprobre public pour les premiers, l'oubli pour les seconds.

Ouel sort réservera-t-on à ces manœuvres habiles à présent que le viet a provisoirement disparo? L'instruction concernant René Bousquet, responsable des grandes rafles de juifs en 1942, touche à son terme et l'information ouverte contre Maurice Papon à propos des convois de juis expé-diés de Bordeaux vers Drancy en

Au Palais de justice de Paris

1942 est quasiment bouelée. Il n'est done plus invraisemblable d'imaginer que la justice puisse arracher les crimes de Viehy au « linceul de l'histoire », selon la formule d'Alaim Finkielkraut.

« Je n'exclus pas un procès, reconnaît Me Jean-Marc Varaut, désenseur de Maurice Popon. L'Elysée n'o plus les moyens de s'y opposer. Nous allons vers une accé-lération de lo procédure. » Et M. Serge Klarsfeld, à l'origine des poursuites contre René Bousquet, salue à sa manière l'arrêt Tonvier : « C'est un rebondissement salutaire s'il est cassé par la Cour de cassa-

Les juges-historiens

Le troisième effet de l'arrêt Touvier viendra à coup sûr de la Cour de cassation. Les déclarations de san premier président, M. Pierre Drai, indiquant que la cour devra dire si les juges «ne sont pas sortis des voies qui doivent être les leurs » en distinguant les juges-historiens et les juges «seulement juges comme ils doivent l'être » étaient limpides. Verra-t-on alors l'ensem-ble des magistrats définitivement sommés par la cour suprême de ne s'aventurer sous aucun prétexte sur les terres des historiens? Vieux

Il ne revient pas oux juges «d'imposer une thèse historique qui aurait valeur d'histoire afficielle», assurait avec éclat le tribunal de grande instance de Paris le 8 juillet 1981. Pas plus qu'ils ne doivent « marquer une préférence en tentant de départager les tenants de telle ou telle thèse, en fonction d'une idéolo-gie déclarée dont ils servient les gie déclarée dont ils seroient les protecteurs ou d'une prétendue objectivité dont ils seroient les détenteurs ». Ce sont les termes mêmes du jugement rédigé par M. Drai, alors premier vice-prési-dent du tribunal, à propos du pro-cès fait à un « révisionniste » piant l'arietates des chambasses à mant l'existence des chambres à gaz et l'extermination des juifs pendant la seconde guerre mondiale.

Les trois juges de la première section de la chambre d'accusation de Paris ont certes eu pleinement conscience de ce danger an point de proclamer en exergue de leurs étranges considérations sur l'Etat vichyssois et la milice : « C'est une entreprise hardie que de vouloir, en 1992 (...) définir une fois pour toutes le rôle des hommes et des institutions dans une période aussi trouble et mouvementée de notre histoire. L'époque offre matlère à d'innombrables controverses, et il n'est pas du ressort de la chambre d'accusation de les trancher.» Mais la tentation, on le sait, fut

Un pitoyable statu quo

Enfin, quatrième et dernier « effet », le pouvoir executif, profitant du choc provoqué par l'arrêt, a porté sur ce dernier un jugement, rompant avec une traditionnelle réserve fondée sur la séparation des pouvoirs. De l'étonnement affi-ché par le président de la Républi-que (« Je suis surpris. C'est un mot modeste») à la compassion du pre-mier ministre (« La France se sent mentrie, et le compande l'indigne. meurtie, et je comprends l'indigna-tion qui s'est partout exprimée »), la réprobation fut volontiers exhibée.

Le pouvoir ne se sentira-t-il pas encouragé à aller plus loin? En ajournant, par exemple, sa réforme tant de fois promise du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) qui nomme les juges du siège sous l'autorité du président de la République, en repoussant un peu plus les espoirs d'indépendance que peuvent légitimement concevoir les

Jamais la situation, depuis deux ans, n'evait pourtant paru enssi favorable à un geste politique. Mais le faux-pas, voire la faute de le chambre d'accusation de Paris pourrait bien avoir cette ultime conséquence de maintenir le corps judiciaire dans un pitoyable statu quo. A ce point, on mesure com-bien le juge ne saurait, comme l'a éerit voici quelques onnées M. lean-Denis Bredin, « être indif-férent aux effets de son jugement, à in manière dont celui-ci sera

LAURENT GREILSAMER

(1) L'Imprescriptible, de Vladimir Jan-kélévitch, Seuil, 1986.

(2) Les Juifs, la mémoire et le présent, tome 2, de Pierre Vidal-Naquet, La Découverte, 1991. Voir notamment son article consacré au « Défi de la Shoah à

Vichy et les Français, sous la direction de Jean-Pierre Azéma et François Béda-cida, Fayard, 1992. Voir notamment l'ar-ticle « Vichy et les Juiss» de Renée Poz-Danski

Le Syndrome de Vichy, d'Henry Rousso, Senil, 1987.

(3) Jean-Denis Bredin et Georges Kiej-man traitent avec précision ce sujet dans le numéro 32 de la revue Le Débat

La réaction des magistrats et des avocats lyonnais

«La décision de Paris n'a pas la force de la chose jugée »

de notre bureau régional

« Il est impensable que la décision de la chambre d'accusation de Paris passe le cap de la Cour de cassation, au moins pour l'affaire de Rillieux, sinon eela voudrait dire qu'on s'est planté pour les trois quarts dans la qualification de crime contra l'humanité dans l'affaire Barbie : le magistrat ivonnais qui. a'exprime lci sous couvert d'enonymat a joué un rôle important dans la définition du crime contre l'humanité lors du procès de l'ancien responsable SS de Lyon. Si, comme partout en France,

la magistrature lyonnaise n'a pas réagi publiquement à l'arrêt de la chambre d'accusation parisienne, certains de ses reprégentants confessent evoir été e étonnés» par sa décision, cinquie dens ses motivations, notemment dans les cinq dernières pages concernant l'idéologie de Vichy». Les magistrats Ivonnais ont réagi, mais dans le secret du palale de justice : « Il y a au un débat parmi nous. Certains ont pensé que la magistrature de Lyon, particulièrement concernée par Touvier, devait faire un geste publice, avant de se leisser convaincre par la majorité que « la Cour de cassation cassera, mais elle ne doit pas le faire sous la pression».

L'attente de la décision parisienne n'empêche pas certains magistrats d'essayer de comprendre « ce qui n'a pas fonctionné». «A partir du moment où l'on opte pour l'imprescriptibiliné de certains crimes, il faut aussi revoir le notion de preuves. Cinquante ens après les faits, elles ne peuvent evoir la même définition que dans les affaires habituelles. > Autre sujet de réflexion, la définition même du crime contre l'humanité ; « Nous en avions donné pour Barble une notion certes imprécise, mais souple. Pourquoi ne pas avoir étudié, dans le cas Touvier, la qualification de complicité dans ce crime?» e interroge un eutre magistrat lyon-

Du couloir des juges d'instruction jusqu'aux bureaux des procureurs et eubstitute, en cats, le registre est le même ; «La décision de Paris n'est pas encore una décision de justice. Elle est en instance de cassation. Elle n'a donc pas la force de le chose jugée. > La démarche des avocetes partsiennes refusant de pleider devent les magistrats ayant rendu l'arrêt Touvier ne rencontre donc parmi leurs confrères, hormis la sympethie pour un « acte de désespoir inspiré par le souvenir de drames familisux », qu'un profond scepticisme, voire une franche hostilité : « Leur ettitude est très dangereuse parce qu'elle jette un discrédit sur le justice qui n'est pas encore rendue. »

Le droit à une « certaine . subjectivité »

A Lyon, les avocats rejoignent einst M. Jean-Olivier Viout, avocat général près la cour d'eppel, qui avait assisté le procureur générel, M. Pierre Truche, lors du procès Berbie : « Ce n'est pas à un auditaire de justice de dire si untel est magistrat ou non. Dès l'instant où on ne reconnaît pas une institution officielle et ses procédures, on fausse le jeu démocratique. On ne peut pas choisir son juge. »

Les avocats n'ont pes réagi collectivement, tant à la décision des magistrats qu'à celle de leurs consœurs de la capitale. Leura réactione, individuelles, vont pourtant toutes dene la même sens : ne pas désespérer avant le décision finale. Rares finalement sont les déclarations nettes comme celle de M. Yves Rutkowski : «Je ne peux que comprendre totalement mes collègues perisiennes. Mais j'avoue réagir plus en juif qu'en avocat. Dans cette affaire, je revendique une certaine subjectivité. »

ROBERT MARMOZ

La prudence embarrassée des gens de robe Les réactions tranchantes et iso-lées de quelques avocats à l'arrêt Tonvier ne sont qu'un trompel'œil, de même que celles, syndi-cales et hiérarchiques, qu'on a entendues on qui se préparent. Le barreau et la magistrature préféreraient de beaucoup tourner la page, oublier et se faire oublier. Avec la secrète conviction que la Cour de cassation saura, le jour veau, faire l'acte de contrition que le monde judiciaire et au-delà attend d'elle.

Les hommes politiques se sont beaucoup plus vivement émus, à droite et à gauche, de l'absolution de l'ancien chef de la Milice lyonnaise que les gens de robe parisiens, ceux qui plaident, jugent et requièrent au tribunal, à la cour d'appel et à la Cour de cassation. Habitués aux dérèglements intermittents de l'institution judie la pinpart ne perçoivent toujours pas ce qu'a en d'inou! la prétention de trois magistrats de réécrire, « au nom du peuple français » — les tribunaux s'enorgueillissent de cette délégation, — l'histoire de Vichy.

Une « interprétation stupide» de Vichy

Presbytie collective. Ce monde-là est trop le leur pour aiguiser leur réflexion sur le pourquoi et le comment de l'arrêt Touvier. Que la justice retrouve an plus vite son plus communément partagé à l'heure où tout un chacun se demande ce qui a pu passer par la tête de ces magistrats et quand l'institution judiciaire se remettra de cette ilétrissure.

Queiques conversations, facilitées par un anonymat sine que non, ne font pas une vérité collec-

Palais de justice de Paris déplore la réputation que s'est ainsi taillée la justice: «Imaginez que Touvier, qui est âgé et en muvaise santé, meure avant que la Cour de cassation ait le temps de se prononcer. L'arrêt de la chambre d'accusation subsisterait lei quel, sans que l'insti-tution judicinire nit rattrapé so bévue. Le stigmate serait indélé-bile.»

Le même magistrat, plutôt de gauche, ajoute en pleisantant que l'arrêt en question a muins ému ses collègues « que si on leur avait annonce la supression de la Légion d'honneur». Un eutre, ostensiblement de droite, déplore le manque de savoir-faire des auteurs de l'arrêt : « A leur place, j'aurais motivé cette décision beaucoup plus classiquement. Il était inutile de se lancer dans une interprétation aussi stupide du régime de Vichy.»

Un avocat, membre du conseil de l'ordre, juge pour sa part cet arêt « plus que contestable », mais confirme qu'il a été accueilli « avec une certaine philosophie » « Si malaise il y a, il est très relatif, » Comme le succèse Con de Comme le suggère l'un de ses confrères, «se livrer à un examen de conscience collectif nuroit été périlleux. L'équilibre de l'institution judiciaire repose sur quelques dogmes, son infaillibilité, la sagesse des magistrats et leur neutralité politique. Nier ces vérités, même devant l'évidence, mènerait beau-

Deux événements providentiels ont tiré le barreau et la magistra-ture de leur embarras : le refus de deux evocates de plaider devant les magistrats auteurs de l'arrêt; et les commentaires de la presse sur les tenants et les aboutissants de cette décision. Diversions mespérées qui tive, mais elles traduisent un état ont déplace le débat sur un terrain tion, aurait; quant à lui, engagé d'esprit. Un seul des magistrats qui, lui, est depuis longtemps sans tarder des poursuites disciplirencontrés ces jours derniers au balisé : la hiérarchie judiciaire dans

frappés d'ostracisme : le bâtonnier en exercice dans celui du père sévère qui désapprouve publique-ment mais fait savoir discrètement qu'il comprend; et tous sus aux iournalistes!

L'enquête sur « trois juges ordinaires » de l'Evénement du jeudi (23-29 avril) fait partie de ces interrogations, sur le cheminement professionnel et politique des magistrats de la chambre d'accusa-tion, que le monde judicioire redoute par-dessus tout. La fiction doit demeurer que la justice est rendue an nom d'une entité désincarnée — le peuple français — par des magistrats insoapconnables de préjugés ou même d'idées person-nelles.

Préserver l'institution

Un substitut général se dit « scandalisé » par cet ertiele. Un svocat ajoute que «personne n'a à gagner à briser un tel tabou.». Et l'amalgame est vite fait evec un «papier» de France-Soir du 15 avril qui donne la parole à l'épouse d'un des trois magistrats, « quittée il y e douze nns»: « Je suis très choquée par cette décision [de la chambre d'accusation]. Et j'espère de tout cœur que mes deux fils n'en supporteront pas les consèquences. »

La volonté de deux svocates de briser la connivence obligée des gens de robe est majoritairement désapprouvée. Un sent des magis-trets interrogés le quelific d'a honorable », tout en la jugeant « inacceptable par le corps judiciaire ». L'un de ses collègnes, «parquetier » à la Cour de cassa-

refuse, dans ses profondeurs, à edmettre qu'un geste politique puisse répondre à un arrêt politi-

La réection après coup du bâtonnier de l'ordre des avocats, Mº Georges Flécheux, traduit un sentiment largement partagé. Son premier mouvement, auprès de l'Agence France-Presse le 23 avril avait été de s'alarmer d'« une opé ration de destruction de l'Etat de droit ». Le second, un ton en dessous, le lendemain sur RTL, est plus conforme à l'apinion dominante des gens de justice : «Si l'on commence à injurier les juges devant lesquels nous plaidons, si les juges commencent à nous injurier en public, il n'y o plus de justice possible.»

Préserver l'institution, le souci est louable et revendiqué comme tel. Il dispense, en même temps, d'une basardeuse introspection. Lors de sa réunion hebdomadaire. le 28 avril, le conseil de l'ordre a fait savoir qu'il demandait au pro-cureur général de Paris de ne pas décleucher de poursuites contre les deux avocates (M. Pierre Truche n'en svait nullement exprimé l'in-tention, même après que le bătonnier eut dénoncé le projet de ses deux consœurs de mettre à bas « l'Etat de droit »).

Les avocats parisiens ont eussi annoncé une cérémonie à la mémoire de deux des leurs, résistant et déporté. Ayant lancé ces signeux passablement codés, ils comptent bien, comme la plupart des magistrats, que chacun, an Palais de justice, aura l'esprit d'en rester là

BERTRAND LE GENDRE

BOLL OF THE BUTE ! Manager Manager for track of the State of th Service Contract of the Contract of the

Un maire ardéchois fait la grève de la faim pour que soit créé un poste d'instituteur

de notre correspondant

Entre burean et chaise longue, dans so mairie de Saint-Vincent-de-Borrès, près de Privos (Ardèche). M. Georges Chagounoff (RPR), ingénieur à la centrale atomique de Pierrelatte, secrétaire général de la Fédération des maires de l'Ardèche, est en grève de la faim depuis près de quinze ionrs.

C'est un nouveau combat du maire contre l'inspection académique. Il y a quatre ans, il s'agissait d'ajouter un septième poste d'enseignant à une unité pédagogique qui rassemble les enfants de sa commune et ceux des bourgs voi-sins de Saint-Bauzile et de Saint-Lager-Bressac. Cette année, le but est d'arracher, evant la rentrée sco-laire, la création d'un huitième poste pour le même regroupement. Sa commune est en pleine expan-sion démographique - 330 habi-tants en 1982, 527 en 1990 - et se

Ce bras de fer edministratif s'accompagne d'un casse-tête arithmé-tique. Une moyenne de 25 enfants par classe est nécessaire pour obte-

nir le poste demandé. L'inspection académique en comptait 19 il y e peu, il y en a 23 eujourd'hui. M. Chagounoff en prévoyait 24,4 à la rentrée, Ces derniers jours, une famille aurait fait inscrire 4 enfants et dans quelques mois deux loge-ments sociaux vont être construits et 3 familles nouvelles doivent arriver. Bref, le compte est bon... ou le sera dans un futur proche.

« J'irai jusqu'an bout»

A l'inspection académique de Privas, on reconnait que la situa-tion de l'Ardèche est difficile. « Il faut faire preuve de la plus grande équité dons la réportition des postes, dit-elle. L'ouverture d'un poste est financée, si l'on ose dire, par lo fermeture d'un outre. En tout par lo jermeture à un outre. En tout cas, il n'y a pas de blocage volon-taire. Les conditions de création n'étaient pas remplies jusqu'alors, elles peuvent l'être bientôt. On ne manquera pas d'en tenir compte, vérification falte.»

Dans une terre qui se désertifie, où les écoles s'étiolent avant de disparaître, et où le nombre des postes d'enseignants diminue, la

grève de la faim du maire de Saint-Vincent-de-Barrès prend peu à peu une dimension politique : « Un RPR, s'exclame-t-il, c'est comme le chiendent, ço résiste à tout.» M. Bernard Hugo, sénateur RPR, président de la Fédération des maires de l'Ardèche, est intervenu enprès de préfet pour « débloquer la situation ». M. Régis Perbet, député RPR, s'efforce de promouvoir une table ronde entre préfecture, inspection, maires et direc-

teurs d'école concernés. Mais on ne

manque pas d'insister aussi sur la

visite que des élus communistes de

Cruas, la « cité atomique » voisine, ont rendue au gréviste de la faim La table ronde devait avoir lieu, lundi 4 mai, en préfecture. «J'irai jusqu'au bout, avait prévenu M. Chagounoff, qui devait être transporté en ambulance. Il est nécessaire d'agir non seulement pour le devenir de mon école, mais aussi pour celui de toutes les écoles de l'Ardèche rurale et la défense de la ruralité. Celle-ci implique le

surtout celui des agriculteurs.» ANDRÉ GRIFFON mobilisée.

DÉFENSE

L'Italie et l'Espagne participent à un exercice de la France en Méditerranée

Douze mille soldats français, ita liens et espagnols participeront à un exercice interallié, du 9 au 19 juin, dans le sud de la France. Baptisé « Farfadet 1992», cet exercice a pour but de développer une instruction interarmées, qui doit permettre de perfectionner les mécanismes d'une action en coopération dans le cadre, notamment, d'une opération à but humanitaire: Plusieurs autres pays de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) ont été invités à envoyer des observateurs.

Les forces aériennes et navales seront déployées dans une zone délimitée par la Sardaigne, les Baléares et les côtes françaises ou italiennes. Les éléments terrestres devraient princip, ement intervenis dans les départements de l'Ariège, de l'Aude, de la Haute-Garonne, de l'Hérault, des Pyrénées-Orientales et du Tarn, Les phases les plus importantes prevoient un parachutage de mille deux cents hommes et un débarquement de deux mille cinq cents autres, Outre les trois armées françaises, la gendarmerie nationale sera eussi

maintien des services publics, et

REPÈRES

Selon YOMS 20 millions de décès pourraient être évités chaque année

Selon le rapport annuel de l'OMS, publié lundi 4 mai à Genève, 46,5 millions de décès dens le mande, cheque année, sont directement imputables à la matadie. Parmi les maladies les plua meurtrières, on trouve les effections de type infectieux ou parasitaire (pneumonie, choléra, tuberculose), les maladles cardiaques, le cancer, lea maladies infantiles et les bronchites. Selon les projections de l'OMS, le virus du sida pourrait contaminer 30 à 40

La mortalité infantile est ér balsse et l'espérance de vie atteint 65 ene en moyenne. Mais le traste demeure entre les pays développés et les pays du tiers-monde, dans lesquels 12,9 mil-lions d'enfants de moins de cinq. ens meurent chaque jour de mala-die. Selon l'OMS, 20 millions de décèe pourraient être évitée chaque ennée grâce à une eméliora-tion des services de santé et à un plus large recours à la veccination et à une meilleure hygiène. - (AFP,

RELIGIONS

Célébration exceptionnelle à Bercy avec les jeunes des aumôneries de l'Ile-de-France

Dans une ambience de fête, près à une célébration exceptionnelle, dimanche 3 mai, eu palais omni-sports de Bercy, présidée par le cardinal Lustiger et tous lee évêques de la région parisienne, ainsi qu'une centaine de prêtres. Cette cérémonie merqueit la ciôtura du pèlerinage à Lourdes' des aumôneries de l'enseignement, public de l'Ile-de France, survi eu sanctuaire marial per 6 000 adolescents. Ce pèlerinage avait cette année pour thème « les Actes des Apotree ». « Cette cérémonie est

Lustiger. C'est un signe que la jeu émiettée soit-elle, est capable de

SÉCURITÉ ROUTIÈRE Vers le 30 km/h dans certaines zones urbaines .

M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat-eux transports routiers, envisage de recommander la fimitation de vitesse à 30 km/h dans certaines zones urbaines à hauts risquee, comme le proximité des geres, des centres commerciaux, etc, à l'inster de ce qui se fait dans de nombrauses villes allemandes et néerlandaisee. Cent à Paris en 1991. L'en dernier, la diminution de la mortalité routière e été de 6,5 % pour l'ensemble de la France. Les piétons et les usagers des deux roues représentent près de 70 % des victimes d'eccilents de la circulation. C'est pour mieux protéger ces demiers qu'a-vait été instauré, en 1990, la limitation de vitesse à 50 km/h en ville pour les automobiles. Fort des premiera réeultets obtenue, M. Georges Same entend non seu-lement prolonger, mals renforcer

COMPT. IS

2 20 miles

15 tra 35 12

The Live Sec.

71 .

منيز به حج دنده

779 Prog 14

ti e

والمامي والمتر

175

98.28

Last time

क करू (हैं एक अंग्रह्म)

and the same

 $n_{\mathcal{A}_{\mathcal{B}_{n-1}}}, \dots$

EN BREF

O Accident d'avions dans les Yvelines. - Deux avions de tourisme se sont beurtés samedi matin 2 mai au dessus du quartier résidentiel de Plaisir, dans les Yvelines. Trois personnés ont trouvé la mort. Aucun des appareils n'a touché les habitations. L'accident servit du à une erreur de pilotage de l'un des deux appareils. La police de l'air et des frontières et le commissariat d'Elancourt sont charges de l'enquête.

D Marée noire en mer Egés. - A environ 30 kilor que de Skyros; en mer Egée, one collision a cu lieu, dans la nuit du samedi 2 au dimanche 3 mai, entre un petrolier russe de 28 000 tonnes et un cargo venu de Lettonie. Une fuite d'hydrocarbures a recouvert la surface de l'eau sur une dizaine de kilomètres carrés environ. Des bâtiments de la marine grecque et des avions ont été dépêchés sur les lieux pour surveiller l'évolution et la dérive de cette mini marée noire un grand acte de foi de la généra-tion qui vient, e déclaré le cardinal | qui survient au début de la saison touristique.

JUSTICE

L'affaire des Girondins de Bordeaux

L'intermédiaire Ljubomir Barin se dit prêt à collaborer avec la justice française

L'imprésario Ljubomir Barin, qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt international dans l'affaire des Girond de Bordeaux, s'est déclaré prêt à collaborer avec la justice française, dimanche 3 mai, mais il a proposé que le juge d'instruction vienne le rencontrer en Croatie a pour connaître la vérité», Interrogé depuis Zagreb par Radio-France Bordeaux-Gironde, l'intermédiaire e répondu : « De quel droit borer avec la justice française, oui, mais par lettre, à moins que M- Pragout [NDLR : le juge d'instruction] reuille nien se déplacer chez moi. Sai travaillé pendant plus de vingt ans pour les Girondins et je ne porte pas sur mon dos les 400 millions de francs de déficit. Je sais pourquoi il manque plus de 20 millions, mais je n'ai pas à vous

M. Barin servait eux Girondins d'intermédiaire pour les transferts de joueurs. Il est recherché par la justice française depuis le 9 avril, jour de l'inculpation et de la mise en détention provisoire de MM. Claude Bez et Didier Couécou, anciens président et directeur sportif du club. Il est soup-conné d'être un rouage essentiel dans les malversations commises lors des transferts entre des clubs français et

ENVIRONNEMENT

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

«Il faut intégrer l'écologie dans un projet global de société», déclare M^{me} Ségolène Royal

Invitée du «Grand-Jury RTL-le gouvernement Bérégovoy, a fourni quelques indications sur ses objec-tifs einsi que sur l'esprit evec lequel elle compte aborder se tache et traiter les points les plus chauds de la constestation écologi-

Concernant sa mission, le nouveau ministre de l'environnement e déclaré : « Il faut intégrer l'écologie dans un projet global de société. La gauche, qui, en 1981, avait adopté des valeurs comme le qualitatif et le long terme, les a un peu oubliées. Mon rôle consistera à inscrire l'environnement dans les préoccupations du gouvernement. Bien que mon ministère ressemble à une PME qui serait confrontée à des problèmes planétaires, j'orienterai mes efforts dans trois direc-tions : préserver le patrimoine naturel, assurer l'égalité des chances devant la nature, créer des emplois liés à l'environnement. Peut-ètre, ensuite, sera-è-il possible de conclure un accord de programme avec les écologistes.»

Questionnée sur l'intérêt d'une candidature écologiste à l'élection présidentielle, M= Royal a

répondu en substance que le tion tant que le gouvernement Monde » dimanche 3 mai,
M— Ségolène Royal, titulaire
depuis trois semaines du portefeuille de l'environnement dans le
paysage et au patrimoine étant

> Concernant les problèmes les plus urgents soulevés par les écolo-giates, le ministre a pris des positions nuancées sur l'autoroute A 16, remise en cause par M= Blandin, présidente du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais: d'Mon intention est qu'il faut faire les autoroutes d'aménagement du territoire, et je me demande qui sinancerait la solution alternative consistant à élargir les nationales

Sor l'eutouronte A 14 franchissant le Seine devant les terrasses de Saint-Germain-en-Laye, M= Royal a rappelé qu'un tunnel sous-fluvial conterait t milliard de francs, mais que, en tout état de cause, la terrasse serait mise à l'abri des unisances outoroutières. Pour le tunnel du Somport, dont les travaux ont commencé dans les Pyrénées, le ministre a déclaré qu'il restait une «étroite marge de manœuvre» consistant à limiter le trafic des poids lourds sur la route

Au sujet du canal Rhin-Rhône, en revanche, M= Ségolène Royal a seulement indiqué qu'elle n'avait pas étudié le dossier. Quant à la remise en marche de la centrale nucléaire Superphénix, le ministre e précisé qu'il n'en était pas ques-

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Comité de direction ;
Jacques Lesoume, gérent directeur de la publication Bruno Frappet directeur de la rédection Jacques Gultu directeur de la gestion Manuel Lurchert secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Leurens (1982-1985) André Fontzine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL:
15. RUE FALQUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél.: [1] 40-85-25-25
I HACONEN: 40-65-26-98
ADMINISTRATION:
1. PLACE HUBERT-BELVE-MERY
94852 IVRY-SUR-SENE CEDEX
Tél.-[1] 40-65-25-28
I Mécopeus: 49-60-30-11

La polémique sur la chasse en Gironde

n'aurait pas obtenu toutes les garanties que la sécurité était assu-rée. «Ce qui n'est pas encore le

Enfin, le ministre de l'environ-

nement e annoncé que l'expé-rience de l'heure d'été, qui ne res-

pocte pas les rythmes naturels de

vie, ne sera pas reconduite l'an

casa, a ajouté M= Royal.

Les tourterelles sauvées par la pluie

LE VERDON (Gironde) de notre envoyé spécial

Le 1- mai, en Médec, les. rien à craindre. Il feiseit un temps à ne pas mettra un chas-Grave était nayée sous une pluie froide et pénétrente à décourager le plus enragé des ctireurs eux pylôneas. Pour-tant, ils étaient tous là, ou presque, avec casse-croûte et boureilles, mais sans fusil. Georgas Hiboulet, leur président, avait danné des Instructions précises : « Surtout pas de conneries. Le premier gonze qui s'oublie, je l'exclus de suite.»

lis s'étaient donc rassemblés à l'extrême pointe du Médoc, prêts à intercepter tout convoi d'écologistes ou de journalistes escortent les stars de l'enti-chasse. Allain Bougrain-Du-bourg, président de la Ligue pour la protection des oissaux (LPO), avait bien amoncé qu'il ns viendrait pae, mais un se méfizit. Et puis, c'est devenu un me : «Mitterrend fait Solutré, nous on fait le Verdons, expliqueit un chasseur sous son ciré dégoulinant.

Une paignée d'écologistes avait toutefois réussi à se glisser jusqu'eux dunes de le pointe de Grave. Pour eux aussi, le 1º mai est devenu un rite. . Ca fait vingt ans que je viens compter les tourterelles, diseit un vieux Bordelais. Elles n'appartiennent pas au Médoc, mais au monde entier » Les deux salariés de la LPO prépoeés au comptage avaient renoncé à pointer leurs umelles : cles oiseaux ne se déplacent pas par ce temps-là.» Quant aux gendames, ils étaient aux anges : «La météo est avec nous, sounaent-is. Pourvu que ça dure i s ROGER CANS

Mort de l'écrivain Stefano D'Arrigo

Un Joyce sicilien

L'écrivain Stefano D'Arrigo visionnaire. En affirmant sa

Lorsque parut, en 1975, Horey de la métamorphose. Einaudi, l'annonça par des pages entières de publicité dans plusieurs quotidiens européens. C'est dire si l'événement semblait considérable. Cette œuvre, absolument unique dans l'histoire de la littérature itadans l'histoire de la littérature ma-lienne, ne compte pas moins de 1 265 pages en édition de poche. Elle coûta vingt années de prépara-tion à son auteur, qui n'avait jus-qu'alars publié qu'un recueil de poèmes, Codice Sictitano (Scheiwil-ler, 1957).

Réputée intraduisible, faisant appel à des dialectes et à des lanapper à des braicties et à des am-gages archafques, l'œuvre propose l'épopée d'un Ulysse moderne, le mateiot Ndrja Cambria qui revieut en Sicile dans le détroit de Cha-rybde, en automne 1943. Son combat evec l'orque marin, qui donne son titre en livre et qui, bien entendu, l'apparente également à Mciville et à Moby Dick, constitue le centre des quarante-neuf épisodes du roman, ttalo Celvino et Elio Vittorini accueillirent plusieurs chapitres dans leur revue, Il Menabo, mais la critique resta plus déconcertée qu'admirative devant cette entreprise litanesque.

Objet d'innombrables exégèses, ce livre, plein de réminiscences classiques (Homère mais aussi Dante), tentait, comme l'avait fait peu de temps auparavent Elsa Morante avec la Storia, un récit mythologique de la modernité mais sur un ton délibérément plus

est mort samedi 2 mai à Rome

à l'âge de sobante-treize ans.

parenté avec les Grecs, D'Arrigo
manifestait surtout son identité
sicilienne : refus du naturalisme, transfiguration mythique, obsession

> C'est précisément une autre sorte de métamorphose qui sera le sujet de son second et dernier roman, Femme par magie (Mondadori, 1985, et Denoël, 1987) qui lui valut le premier prix Elsa-Morante: originale parabole médicalo-policière qui se déroule à Sto-ckholm et ou l'on assiste à une opération de changement de sexe, décrite avec un réalisme minuitieux. Mais, maigré le sérieux de son information scientifique, D'Ar-rigo ne s'en tient évidemment pas eu simple document sur les trans-sexuels : il dévie curieusement vers l'égyptologie avec l'histoire de la pharaonne Hatshepsout.

Les mystères de la symbolique égyptionne, de la survie, rejoignent toute une réflexion sur le placenta à partir de l'examen d'une tablette funéraire. Comme dans son premier livre, mais avec moins d'am-bition, D'Arrigo déploie son art de muniplier les plans de narration et multiplier les plans de narration et sa connaissance profonde des civilisations antiques. Bien qu'il s'agisse ici d'une œuvre plus légère et, par certains rôtés, ironique, plus humoristique, au cœur même de la poésie, elle ne contribua guère à élargir le publie de ce romancier profondément énigmatique qui appartient à toutes les cooles.

RENÉ DE CECCATTY

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE Danse de Marseille DIRECTION ARTISTIQUE: ROLAND PETIT OUVERTURE: OCTOBRE 1992 AUDITION VENDREDI 8 MAI 92 A MARSEILLE A PARTIR DE 6 ANS RENSEIGNEMENTS: BALLET NATIONAL DE MARSEILLE ROLAND PETIT 1, PLACE A. CARLI - 13001 MARSEILLE - Tél. 91 47 94 88

TS

Delay bearing he somewhere Marie Marie of These THE RESERVE TIME THE DESIGNATION OF PRINT to the state of the land of the THE STREET, SE THE SAME Mar. Sal provided for Their are THE RESIDENCE OF THE PARTY NAMED IN THE W 12/242 1 MARKET MY

Market Makes and the the last the second second

D'Arrigo

areas with the retainer of and the state of the state of

grand chalem (meillaur temps aux esseis et en course et victoire après avoir mené de bout Sources Serie 14-7 82 41.0 en bout) de le saison en agagnant, dimanche 3 mai è Barcalone, le Grand Prix d'Espagne de formule 1 automobila. Cette épreuve disputée sous la pluie et marquée par de nombreuses sorties da piste, a permie aux deux grands espoirs de la formule 1, l'Allemend Michael Schumacher (Banetton-Ford) et le Français Jean Alési (Ferrari). STATE OF THE PARTY OF THE PARTY. classéa reapectivement dauxièma et troiaième, de démontrer leur détermination et leur virtuosité dans des conditions de course particulièrement difficiles. BARCELONE de notre anvoyé spécial

Avec son museau surélevé, relié à l'eileroo avent par une moustache, la Benettno-Fnrd B 191 conçue pour la saison dernière par Jubn Bernard avait d'uburd impressionné par sa ressemblance evec uoe gueule de requin. Même si son nérodynamique est plus fine, la B 192 due au nnuveau directeur technique Ross Brown et alignée pour la première fnis au Grand Prix d'Espagne, a conservé cette allure caractéristique du squale qui semblait si bien ennvenir aux conditions météorologiques du jour et su caractère du pilote prodige de . l'écurie, l'Allemand Michael Schu-

Le Britannique Nigel Mansell

(Williams-Renault) a remporté

sa quatrième victoira consécu-

tive et signé son deuxième

Dans l'histoire récente de la formule I, même Alain Prost nu Ayr-

L'équipe de Pau-Orthez a

dominé celle de Cholet (85-82),

samedi 2 mai, dans la salle ven-

déenne de la Meillerai, en

match d'appui de la demi-finale

basket-ball. En finale, les Béer-

nais rencontreront le Cerele

- Saint-Pierre de Limoges, vain-

queur de Gravelines (80-58).

CHOLET

de notre envoyé spécial

Le match a ressemblé à l'équipe.

Pendant cinq minutes, les jeuoes pasketteurs de Cholet se sont jetés

ur le panier orthézien avec cette

voracité qui fit de leur elub un

rice-champion de France surprise, 'année même de son accession en livision Nationsle 1A, an 1987.

Puis ils se sont assoupis, gaspillant eur bel avantage de douze points.

e réveil fut douloureux : les oueurs choletais ont buté sur la

naigre avence d'Orthez, ils ont

rerdu encore une fois leurs espoirs le finale sar le fil. Depuis cinq

aisons, Cholet part au sprint et ate toujours les dernières marches.

rence feisait payer au elub l'im-nudence de sa réussite précoce. soore essouffié d'evoir mené la

laque en vain, le président Michel éger pouvait s'interroger : « Cam-nent gagner larsque san meilleur oueur est à la rue?»

Ce joueur «à in rue», autrement it hors de forme, ressemble à son lub, et à sa ville. A Cholet, où il

st né et a sa vine. A Choice, ou il st né et a toujours vécu, Antoine ligaudeau a emprunté la discréion et la simplicité d'une cité un

eu à l'écart dans sa région des fauges (Maine-et-Loire). Au club,

l a pris le goût des euccès fulgu-ants. Il a effectué ses débuts au eio de l'élite à seize ans. Trois

aisons plus tard, il deveneit

neneur de l'équipe de France.

vingt ans Antoine Rigaudeau est
ujourd'bui unanimement salué

omms le meilleur joueur de

Hexagone, le ster que le basket ançais attendait désespérement.

Sur la liste

des espoirs usés?

Les bonnes fées du jeu semblent

être penchées sur le garage pater-el, où le jeune Rigaudeau s'exer-

nit sous un panier de fortune.

lles lui ont accorde un sens tacti-

nat de Franca de

ton Senna n'evaient pas réussi des débnts aussi tonitruents que ceux du jeune Allemand. A vingt-trois ans, il n'a disputé que dix grands prix, mais il e terminé sept fois dans les six premiers (qui marquent des points pour le championoat du monde) dont trois sur le podium derrière les pilotes des irrésistibles Willieme-Reonult. A chaque course, il a surtout pris le dessus sur ses coéquipiers beau-coop plus expérimentés, l'Italieo Andrea de Cesaris, le triple cham-pion du mnode Nelson Piquet qu'il

AUTOMOBILISME: au Grand Prix d'Espagne, la quatrième victoire consécutive de Mansell

Une voiture sans complication

a poussé vers la retraite et, cette

saison, le Britannique Martio Brundell.

Par rapport à bien des aspirants à le farmole 1, Michael Schumacher avait l'evantage d'être né sous uoe brance étoile : celle à trois braoches de Mercedes. Champion d'Allemagne de farmule 3 en 1990, il evait eussitôt été intégré nu Junior Team Mercedes créé par la firme de Stutteart nour former les firme de Stuttgart pour former les meilleurs espoirs nationeux en vue du ebempinonat du monde des voitures de sport et, éventuelle-ment, de la formule 1. Des 1991, Miebeel Schumeeber, associé à l'Autrichien Karl Wendlinger, avait signé à Autophlie (Japon) le seul succès de le marque allemande, déjà décidée à se retirer des voitures de sport mais qui s'interrogeait encore sur un possible retour en formule |."

C'est dans cette éventualité que Jochen Neerpash, directeur sportif de Mercedes, conquis par le talent prametteur de son compatriote, evait saisi l'occasion de lui obtenir un volaot dans l'écurie Jordan (moyenoant le versement de 3,5 millions de dollars) pour lui faire découvrir le farmule 1 au Grand Prix de Belgique 1991.

- et un dribble fin qui lui permet-

tent d'aller remplir les paniers tout

seul s'il le souhaite. Elles ini ont

surtout fourni ce sang-froid, cette

faculté de ne jameis perdre pied

dans les moments importants qui

font du meneur de jeu l'âme de

joueur, qui a attendu de reussir un

bae D evant de se lancer à corps

perdu dans le basket, s'est révélé

aussi intelligent dans la vie que sur

les parquets. Il e su éviter, en toute

la gloire subite, les boursouflures

d'ego dues aux excès de louanges.

Hélas I samedi soir, le Rigaudeau

qui trottineit lourdement sur le parquet ressemblait à une imita-

tion de ce joueur d'exceptioo. Le

dribbleur était trop lent, le marqueur trop imprécis. Seule la lucidité du meneur de jeu, la précision

du passeur, avaient résisté à la

contrefaçon. Ses rares éclairs de

génie oe faisaient qu'aviver les

regrets de la salle. Car Antoine

Rigandeau, depois quelques mois,

n'est plus lui-même. Comme son

n esu pius iui-meme. Comme son ciub, il paraît payer les arriérés de ses précoces prodiges. Et c'est son corps qui s'est chargé de présenter l'additioo, en lui infligeant une

pubaigie. « C'est une sorte de crise

de croissance, explique-t-il. Mon bassin n'a pas bien supporté l'ac-

croissement de ma masse muscu-

«La jeunesse

n'est pas un défaut»

se, les effets secondaires de

requipe. Pour ne

BASKET: championnat de France

Cholet s'est essoufflé.

Révélation des essais, le jeune Allemand avait grillé son embrayage sur la ligne de départ mais avait déjà séduit les responsables de Benetton-Ford qui l'avaient engagé aux côtés de Nelson Piquet des le grand prix suivant, en Italie.

La cohabitation svec le veteran La conabitation svet te veteram brésilieo au salaire de nabab allait vite tourner au désavantage du tri-pie champion du monde. A chaque course, Michael Schumacher surprenait uo peu plus par soo absence de complexes, sa rapidité et ses incroyables facultés d'adaptation à un milieu, à des voitures et à des circuits qo'il découvrait. En fait, il était pratiquement le seul à oe pas s'etnooer de ses performances. « Par rapport aux autres jeunes issus de la formule 3 000, j'ai eu la chance de bénéficier de lo illeure école avec les voitures de sport au j'ai appris à travailler entouré d'une armée de mécani-ciens et d'ingénieurs sur des voitures puissantes et difficiles à maîtriser, estime-t-il. Je n'avais aucune raison de me sentir dépaysé en arrivant en formule 1. »

Deux contrats

Comme la précédente Benetion-Frird conçue par Inbo Barnard, la B 192 a, semble-t-il, l'evantage d'être pen sensible aux veriations aérodynamiques et donc d'être phis facile à régier que certaines formule i plus sophistiquées. « C'est une voiture sans complications inutiles, explique Ross Brawn, le directeur technique. Nous ne l'avons pas conçue pour recevoir une suspension active ou une transmissian semi-automatique, tout simplement parce que nous ne vou-lons pas adopter l'un de ces systèmes en 1992. Ca nous o permis de nous concentrer sur l'obtention d'un poids minimum, sur le bon fanctionnement de la boite et des suspensions et sur l'aérodynamique

Michael Schumacher, le dauphin-requin determinée après un travail intensif en soufflerie.»

Si eprès deux séances d'essais cette oouvelle voiture lui a permis d'obtenir le deuxième temps des qualifications, sa performance en course dans des conditions limites d'adhérence et de visibilité est, plus encore, à porter au crédit du pilote. Alors que Jean Alési, roi de la glisse pour avoir été longtemps mooiteur de conduite eur glace Chamonix, assurait le spectacle en terminant à la troisième place maigré un changement de pneus et deux accrochages avec Gerherd Berger et Mika Hakkinen, Michael macher était le seul à menacer Nigel Mansell au point de revenir à moins de cinq secondes à quinze tours de l'arrivée.

Daupbin du Britannique au Dauphin du Britanuique au Grand Prix d'Espagne alors que son salaire annuel ne dépasse guère le million de francs, Michel Schumacher fait déjà l'objet de bieo des surenchères et de polémiques pour la saison prochaine. Début février, le Suisse Peter Sauber qui prépanit les Manades pour le chamilier de la manades d rait les Mercedes pour le ebampinonat des vuitures de sport, e nnncé son arrivée en formule I en 1993 evec Michael Schumacher

et Karl Weodlinger. Aussitôt, Benettoo e fait savnir que soo option sur le pilote allema od courrait jusqu'en 1995.

« C'est vrai que j'ai deux contrais, reconoaît Miebael Schumacher. Le premier, avec Sauber-Mercedes a priorité sur le second avec Benetton, à condition que Mercedes vienne en formule 1. Benettor. estime que ce contrat n'a pas de valeur si Sauber s'engage seul. Je crois danc que je resterai chez Benetton, mais la seule chose qui m'intéresse vraiment, c'est de pouvoir pilater. »

GÉRARD ALBOUY

Les résultats

AUTOMOBILISME .

GRAND PRIX D'ESPAGNE DE FORMULE 1.

Mansell (G-B, Williams-Renault). 1. Mansell (t-5, Williams Fresion), 1308,555 km an 1 h 56 min 10 s (moyenne: 159,353 km/h); 2. Schumacher (All., Benetton-Ford), à 23 s: 3. Alesi (Fra., Ferrari), à 26 s; 4. Berger (Aut., McLaren-Honda), à 1 min 20 s; 5. Alboreto (Ita., McLaren-Honda), a 1 min 20 s; 5. Alboreto (Ita., McLaren-Honda), a 1 min 20 s; 5. Alboreto (Ita., McLaren-Honda), a 1 min 20 s; 5. Alboreto (Ita., McLaren-Honda), a 1 min 20 s; 5. Alboreto (Ita., McLaren-Honda), a 1 min 20 s; 5. Alboreto (Ita., McLaren-Honda), a 1 min 20 s; 5. Alboreto (Ita., McLaren-Honda), a 1 min 20 s; 6. Alboreto (Ita., McLaren-Honda), a 1 min 20 s; 6. Alboreto (Ita., McLaren-Honda), a 1 min 20 s; 6. Alboreto (Ita., McLaren-Honda), a 1 min 20 s; 6. Alboreto (It Footwork Mugen-Hondel, à 1 tour; E tini (Ita., Dallara-Ferrari), à 2 tours.

Championnat du monde des pilotes Mansell, 40 pts; 2. Patrese (Ita.), 18; Schimecher, 17; 4. Berger, 8; 5. Alssi [Fra.], 7; 6. Senna (Bré.), 4.

Championnat du monde des construc-teurs. – 1. Williams-Renault, 58 pts; 2. Renetton-Ford, 17; Benetton-Ford, 3. McLeren-Honda, 12.

HOCKEY SUR GLACE

CHAMPIONNATS DU MONDE A l'issue de l'avant-demière journée de la A l'issue de l'avant-demière journée de la phase de qualification des championnats du monde de hockey sur glace (groupe A) disputés en Tchécoslovaquie, six équipes avaient déje obsenu leur billet pour la phase finale : les Etats-Unis, la Finlande, l'Allemagne, la Russie, la Tchécoslovaquie et la Suisse. La Suède, l'Italie et le Canada espécient permoir priterie l'una des deux places raient pouvoir obtenir l'une des deux places restantes, lundi 4 mai, lors de l'ultime jour resumes, amoi e mei, ous de l'unare journée. Les équipes de France et de Noirège, qui ont subi chacune quatre défaites en quarre matches, devaient être opposées, le même jour à Prague, en un duel décisif. Battus la veille par les jouents de la CE (8-0), les «Bleus» devaient absolument conner cette destine processes que l'amble resconte ouver termiser.

gagner cette dernière rencontre pour terni-ner à la cinquième place de leur poula et échapper ainsi au barrage décisif pour leur maintien dans le groupe A. CHALLENGE YVES-DU-MANOIR (demi-finales)

La finale du Chailenge Yves-du-Manoir opposera, le 30 mei, les équipes d'Agen et

RESULTATS OFFICIELS

MATCHS DU JOUR

TANGETT TANGETT

PARTY ZECTAL

HOUSE HOUSE

property (A)

1217 thanks

3

Le corps fragile do joueur n'e sans doute pas bien supporté non plus les multiples sollicitations euxquelles I'n exposé son telent. Le génie est une denrée trop rare dans le France du basket pour ne pas devenir l'objet de toutes les convoitises. Entre son club. l'équipe de France et les championnats du monde militaires, Antoine Rigaudeau a trop joué: plus de quatre-vingt-dix matches dans la

A tel point qu'eujourd'hui, il envisage sérieusement d'interrompre son ascension, de renoncer au tournoi préolympique avec la sélection nationale pour ne pas compromettre la suite de sa carrière, pour ne pas grossir la liste des jeunes espoirs uses trop tot. Et pour parvenir à donner raison à son entraîneur, Laurent Buffard, âgé de sculement vingt-buit ans. & Tot ou tard, nous serons récompenses, murmurait celui-ci après la partie. La jeunesse n'est pas un défaut.»

de Narbonne, Les Narbonnais s'étaient qualifiés dès le 18 avril face au Racing Club de France (15-9), Samedi 2 mai, les Agenais ont écalement obtenu leur biflet pour la ont également doiteil ibui baile pount finale face à Toulon (21-3) à Narbonne Cette rencontre a été marquée par une bagarre générale et l'expulsion de deux bagarra generale et l'exposioni de deta Internationaux, le Toulonnais Eric Champ el l'Agenais Abdelatif Benazzi. Tout comme le Dacquois Olivier Roumat, exputés le 22 avril lors d'un match disputé en Nouvelle-Zélande l'agent de l'agretie en Nouvelle Zélande exclu de l'équipe de France qui doit effec-tuer une tournée en Argentine cet été (11 juin-13 juillet). Pour les mêmes raisons, le Binérois Jean-François Gourragné et le

TENNIS

non plus, du voyage.

TOURNOI DE MADRID

L'Espagnol Sergi Bruguera, vingt-huitième au classement mondiel des joueurs, a rem-porté, dimanche 3 mai, le toumoi de tennis porté, dimanche 3 mai, le toutinu de l'aus de Madrid, comptant pour l'ATP Tour et doté de 750 000 dollars, en dominant en finale son comparriote Carlos Costa (7-6,

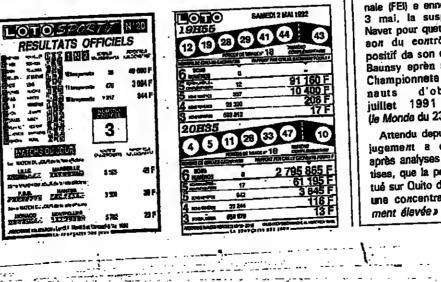
TOURNOI D'ATLANTA

L'Américan Andre Agassi a mis fin à une série de défaites en l'emportant face à son compatriote Pate Sampras (7-5, 6-4), dimanche 3 mai, en finale du tourroi d'Aresmenche 3 mai, en finale du tournoi d'Af-lanta (Etats-Unis) comptant pour l'ATP Tour et doté de 260 000 dollars. André Agassi a remporté ainsi sa première victoire depuis son succès à Weshington au mois de unilet 1991 et son premier trophée sur serre battue depuis près de quatre ans.

VOILE

TROPHÉE DES MULTICOQUES DE LA TRINITÉ-SUR-MER

Florence Arthaud sur Pierre-1- a remporté, dimanche 3 mai, au large de La Trini-té-sur-Mer (Morbihan), le treizième Trophés des Multicoques, devent le skipper suisse Laurent Bourgnon sur Primagaz.



SPORTS EQUESTRES: concours complet international de Saumur

Chevaux décathloniens

La Suédoise Anna Hermann a gagná la concoura complet international de Saumur (Maineet-Loire) qui rassembleit, du jsudi 30 avril au dimanche 3 mai, près de quatre-vingts cavalisrs d'uns vingtains da netionelités. Premisr Françain, Michal Bouquet sur Newport s'ast elasaé quatriama. Las cavaliers belges ont remporté le elasssment par équipa devant les Espagnois et les Français.

SAUMUR

de notre envoyé spécial

Marie-Christine Duroy en pleure de rage et de dnuleur. A quelques ceotnines de mètres de l'arrivée, elle eveit eneure enurse gagnée Encouragé du geste et de la voix, son eheval, Quert du Plecioeau, galopait vers un sans feute. Il evait franchi le guet, evalé le passerelle, escaladé le « piann », uo escalier géant et casse-nattes, quand appagéant et casse-pattes, quand apparut nu bout de ses sabots l'obsteele numéro 23, l'«enclos». Une firiteresse eu fait, qui barrait la paisible allée de sous-bois de ses méchents randins, disposés en V, pointe vers le cheval. Contre cette étrave, plu-sieurs mootures s'étaient déjà fraenssées, d'autres aveient sauté après evoir inogtemps rechigné.

e J'étais prévenue, explique le cavalière. Mais j'ai commis une erreur psychalogique. Le cheval était tellement bien que j'ai renoncé au dernier mament à un passage prudent, de brais. J'ai ontaqué l'abstelle de face sans être fire de moi tocle de face, sans être sûre de moi. Le cheval l'a senti et s'est dérobé, en coinçant ma jambe entre l'obsta-cle et hit.»

Avec ee refus, Marie-Christine Duroy abandonnait toute chance de rééditer sa victoire de l'an dernier. Meis ni la souffrance, ni l'amertume ne lui not tiré un mot de dépit contre le cross-country. « Je ne vois pas critiquer cette èpreuve. C'est paur elle que j'ai choisi le concours complet. » « C'est pour ces dix minues que naus sommes tous là », rencherissait le cavalier Didier Seguret.

Dix minutes de culot

Dix minutes de frissons, pour trois jours de compétition. Mais quelles minutes! En s'alignant au départ d'un cross-country, les cavadépart d'un cross-connty, liers oublient le dressage de le veille, ces figures imposées rébarbatives, sur une carrière désertée par le public. Ils ne pensent pas au saut d'obstecles du lendemain, à la loterie de ces barres capricieuses. Les parcours routiers, le sreepleehase qui ont précédé l'épreuve sont déjà loin. Seules comptent ces dix mioutes à parcourir au galop, Béglais Philippe Gimbert ne seront pas, eux ces vingt-cinq obstacles à franchir au culoi. Pendant ee laps de temps, au culoi. Pendant et laps de temps, le cavalier et sa mooture retrouvent enfio la pleine nature, inin des enclos et des manèges. Ils ne prenoeot pas seulement le risque de perdre quelques points, les gros rondins de bois ne s'effaceot pas gentimeot eu moindre contnet. Durant ces courts instants, la complérité au sein du couple se doit plicité au sein du couple se doit d'être parfaite, et la consiance sans

> « Tour le concours complet taurne autour du cross-country, l'épreuve reine directement issue de lo chasse reine directement issue de lo chasse à courre des origines, explique Jean-Peul Bardinet, l'entraineur national de la discipline. Le dressage sert à évaluer si le cavalier maîtrise bien sa monture, si celle-ci ne présente aucune anomalie. Si le

saut d'obstacles n'avait pas lieu, les cavaliers pourraient tuer leur chevad'épuisement pour remporter le cross. Le franchissement des barres le lendemain les oblige à ménager leur monture.»

Cette multiplication des épreuves transforme les chevaux en vrais décathlooiens de sports équestres. Ils doivent se montrer rapides, endurants et bons saureurs pour satisfaire aux exigences du cross-country. Mois ils dnivent éga-lement avoir fière allure pour ne pas dépareiller l'ambiance guindée des épreuves de dressage. Pour les des épreuves de dressage. qualités morales, le chnix tourne au casse-tête. « Ils doivent ovoir de coractère pour supporter le crosscountry, explique Marie-Christine
Duroy, Mais il four aussi qu'ils
soient sages dans leur rête. Car plus nous les entrainons, plus ils se sentent bien dans leur peau, et plus ils ont envie de faire les idiots au dressage.»

«AQPS»

Pnur les ceveliers français, la répoose à cette équatinn fient en quatre initiales : AQPS, outres que pur-sang. Des petits chusine des pur-sang, dont il tirent leur vélocité, mâtinés de solides chevaux de selle fraoçois, pour attenuer leur fragilité. « Ce sont les chevaux idéaux pour le concours complet, explique le cavalier Miebel Bnuquet. Mais ils nous échappent presque toujours, parce qu'ils sont trop chers pour nous. Ce sont les gens des courses, du saut d'obstacles ou les étrongers qui les récupérent. Nous prenans les restes. » Quart du Placineau, le chevel de Marie-Christine Durny est l'un de ces AQPS. Mais pour rester une manture de concours complet, il a dù être acheté au prix fort par les haras natinnaux.

L'acbat de chevaux performants reste la difficulté majeure des cavaliers français, le handicap pour devenir l'une des grandes natinns de la discipline. En Grande-Bretagne, le concours complet, fort de l'intérêt de la famille royale, domine les autres sports équestres. L'épreuve anglaise de Badminton attire plus de deux cent mille personnes. L'élevage est donc naturellement tourné vers cette discipline. Certains pays sans grande culture de complet, comme l'Allemagne ou les Pays-Bas, vont se servir directemeot dans le réservoir britannique, aidés par de puissants sponsors ou de grosses fortunes personnelles. Les Espagnols, avides de résultats rapides en vue des Jeux de Barce-lone, leur ont emboîté le pas. A Saumur, leur entraineur n'était autre que Mark Phillips, tout frais divorcé de la princesse Anne.

«En France, c'est plus frustrant, explique Micbel Bouquet. Nous avons une vraie culture de concours complet, nous possédons de bons cavaliers. Naus savons que les très bans chevaux existent. Mais nous manquons de moyens » Sponsors et propriétaires bésitent à investir dans la discipline. Pour eux le cal-cul est rapide. Un cheval de complet ne peut effectuer que deux grandes épreuves dans une saisoo, donc gagoer nussi peu d'argent qu'il e d'occasions de se montrer. Il n'est opérationnel qu'à partir de huit, voire dix ans, après nynir demandé quatre années de préparation. Quatre années de sacrifices pour dix minutes de plaisir : la proportion reste trop déséquilibrée pour ceux qui n'ont que la satisfaction de regarder du bord des ehemins.

JÉRÔME FENOGLIO

Après un contrôle antidopage de Quito de Baussy

Eric Navet suspendu pour quatre mois

Fédération équastre internationale (FEI) e ennoncé, dimanche 3 mai, la suspension d'Erie Navet pour quetre mois, en raiaon du contrôle antidopage positif da son chavel Quito de Baunsy eprèn sa victoire eux Championnete d'Europs da nauts d'obstacles en juillet 1991 à La Beule (le Monde du 23 juillet 1991).

Attendu depuis neuf mois, le jugement a donc confirmé, après analyses et contre-expartises, que la prélèvement effectué sur Quito de Baussy révélait une concentration cenormalement élevée » da cortisone qui vert.

La commission juridiqua de le «na peut provenir que d'une administration directe et non d'une cause naturelle», comme l'aveit alors affirmé Eric Navet. Déchu de son titre européen,

le champion du monde de saut d'obstacla 1990 ast toutefois diepensé d'une emende. Sa participation aux Jaux olympiques de Bercelone n'eat pas encore compromise. Eric Navet dispose en effet da soxante jours pour faira eppel. S'il na s'est pee manifesté, la sanction tombers. Ls cavalier doit déaormais décrochar sa sélection olympiqua sur le tarrain et sur le tapis

ue qui transforme chacune de ses asses en cadeau pour ses parteeires. Elles lui ont donné une ande taille - presque deux mètres

Les dessins de Léonard, surtout

Soixante dessins de Vinci, des tableaux de Bellini, de Giorgione et de peintres moins connus évoquent l'impact du maître sur l'art vénitien

LÉONARD ET VENISE au Palazzo Grassi

De «L'effet Areimboldo» à «Futurisme et futurismes», en pas-sant par «Les Celtes» et «Tinguely», le Palazzo Grassi semblait avoir instaure un régime de mani-festations spectaculaires. Aussi pouvait-on s'attendre que la locopouvait-on s'attendre que la loco-motive Léonard s'inscrive dans une optique grandiose, avec machines et documents à tous les étages. Il n'en n'est rien. L'exposition « Léo-nard et Venise», qui est loin d'em-plir tout le palais, est du genre pointu, tant par ce qu'elle montre : avant tout des dessins, parfois à reine dus grands que des timbres. peine plus grands que des timhres-poste (mais quels dessins l), que par la problématique qu'elle sou-lève: l'emprise du maître sur l'art de Venise. Celle-ci n'ayant pas forcément présidé au choix de ceux-là, le parcours laisse un peu perplexe, qui tente, sans convain-cre, de marier deux objectifs.

Les Vénitiens ont voulu d'abord sortir le fonds richissime de dessins de Léonard conservé à la galerie de l'Académie, en l'entourant de feuilles complémentaires venues des plus grandes collections : de la ce Bihliothèque de Wiodsor, du Louvre, de Brera, mais aussi de Budapest. Les morceaux rares, à valeur des mateires des facilles estéries de la certain de la cert documentaire, et les feuilles aussi célèbres, mais seulement connues par de pâles reproductions, comme celle de l'Homme de Vitrure, avec hras et jambes doubles tendus dans le cercle et le carré, y sont réunis dans le plus sophistiqué des amé-nagements. On doit celui-ci à l'ar-chitecte anglais Alan Irvine, auteur notamment de la mise en espace des dessins de Michel Ange au Louvre, en 1989, et à la National Gallery, de Washington.

D'obscures pulsions

on a la manie du presentoir et de l'ambiance colorée, il n'en fait pas n'importe quoi. C'est un déli-cat qui n'agresse ni les œuvres ni le visiteur, qu'il ne distrait pas, mais guide suhtilement dans la pénombre requise pour la conservation des travaux sur papier. On peut cependant lui reprocher d'isoler un peu trop les pièces, pour les valori-ser, au détriment de la compréhen-sion du travail en cours autour d'un même projet de tableau.

Une première section rassemble des études pour l'Adoration des Mages – le panneao à l'huile et à l'encre du musée des Offices, dont le dessin le plus complet est



Tête de vieillard qui crie et profil de vieillard. Fusain, Budapest, musée des Beaux-Arts.

trois études pour lo Cène, uoc troisième, importante, regroupe des profils d'bomme, avec notes et calculs sur les proportions du corps humain, deux esquisses d'armes aussi méthodiquement rangées que daos le Cotalogue des ormes et manufactures de Saint-Ellenne; et un dessin de char de guerre, où Léonard déploie une imagioation particulièrement aigné dans l'art de couper l'homme en roodelles avec infiniment de panache. A o'en pas douter (avec ou sans Freud), ce graod humaniste était en proie à d'obscures pulsions, dont les plus minuscules exercices préparant lo Bataille d'Anghiari pourraicot témolgner, peut-être mieux, après tout, que la grande peinture du Palazzo Vecchio de Florence, per-due depuis le XVI siècle.

Ces mélées de cavaliers, en rond, en houle, en force inouïe, honleuses, monumentales et complètes même dans certaines esquisses qu'il faudrait pouvoir regarder à la loupe, sont un des sommets de l'exposition. D'autant que le chapitre, qui révèle les bottes secrètes de la galerie de l'Académie, est complété et par deux admirables

venu de Paris. Uoe autre propose · grands dessins de têtes hurlantes, et par l'unique trace subsistant de l'activité de Léonard sculpteur, avec le bronze du Cheval cabré, qui lui est attribué, les trois pièces venant de Budapest. Si l'expression de la force passe la prodigieusement, uo peu plus loin, c'est la force d'expression combinée à la même poissance do trait qui s'ex-prime, dans le chapitre consacré aux Têtes de caractère, au seuil du

> Elle aurait pu a'arrêter à cette seule présectation des dessins de Léonard: C'eût été une belle manifestation, comme certains départements des dessins des grands

deuxième moment de l'exposition.

musées en organisent. Non seule ment le pareonrs du maître y est couvert des années 1470 jusqu'à la période française, mais ces soixante numéros autographes, dont certains sont admirables en soi, contribuent à l'éclairage d'œu-vres perdues, comme la grande Bataille d'Anghiari. Mais telle prestation a sans doute été jugée un peu courte pour le Palazzo Grassi,

son image de marque et le public qu'il espère. C'est en tout cas ce qu'on suppose en parcourant les salles ennsacrées à l'influence de Léonard sur la peinture et la sculp-

Consécutive ou non, renforcée ou pas, par un possible voyage de l'artiste dans la cité des Doges, cette influence peut se prouver el se montrer mieux par écrit qu'en opérant des rapprochements sur les cimaises. Et il ne va de soi que le visiteur oon averti des jeux de filiations chers aux historiens de l'art, comprenne pourquoi tout à coup la Vieille Femme de Giorgione est exposée. Le tableau est admirable, mais sa relation à l'œu-vre de Léonard semble lointaine, malgré l'environnement des dessins de Tètes de caractère, plus mons-trueuses et plus grotesques.

Heureusement l'idée n'est pas tant de convaincre que de proposer aux chercheurs de creuser la ques-tion en suspens. Pour le simple amatenr, qoi retrouve aussi, au Palazzo Grassi, d'admirables tableaux de Giovanni Bellioi, et découvre le beau Portrait de jeun homme (venn de Bndapest, encore!), où Giorgione fait penser à Antonello de Messioe, l'impact de Léonard sur l'art de Venise, tel qu'il est exposé, oe ya pas vrai-

GENEVIÈVE BREERETTE

▶ «Léonard et Venise», Palazzo Grassi, Spa San Samuale 3231 041/5231680/2/3). Jusqu'au 5 juillet. MUSIQUES

Un peu de blues sur le Printemps

Innovations conviviales et ratés artistiques : un festival qui marque une pause

de nos envoyés spéciaux

En sa seizième année, le Printemps de Bourges s'est trouvé pris d'un vague à l'âme adolescent. Déclencheurs du malaise qui a saisi le festival par moments : une fréquentation en baisse (50 500 spectateurs contre 55 000 l'année précédente) et une polémique vio-lente entre la direction du festival et la presse locale au sujet de la liberté de travail des photographes.

Lors de la conférence de presse de bilan, Daniel Colling, directeur du Printemps de Bourges, s'est efforcé de peindre la situation sous des couleurs plus riantes. Sur la fréquentation : « La différence correspond à la capacité de la salle du Pavillon [le grand hall d'exposition qui accueille les têtes d'affiches] où nous avions organisé un concert supplémentaire de Patrick Bruel l'an passe » Ouant aux photol'an passe » Quant aux photo-graphes de presse et d'agences, qui se voyaieot demander (entre autres) par contrat de soumettre leurs photos au Printemps de Bourges avant publication, il ont travaillé dens les conditions habinielles, après que le Berry républi-cain et la Nouvelle République eurent convert la première journée du festival sans publica de photos. Le problème étant renvoyé devant les syndicats des deux parties, pro-ducteurs de spectacles et journa-

> Des envies d'en voir plus

Venaient s'ajouter queiques hési-tations artistiques. Même si elles furent généralement rattrapées par des artistes de catégories équiva-lentes, on a remarqué plus d'anoulations de dernière minute que les années précédentés (Dave Stewart relevé par Morray Head, les Italo-Palestiniens du groupe Handala par l'Argentin Raul Barbosa, Pierre Arditi par une bande magnetique, Enzo Enzo par le groupe PSY). La programmation «Europe sons mèlés», recensement musical un pen hatif des centvingt-huit ethnies étrangères vivant dans l'Europe communautaire, proposée dans la grande salle du théâtre s'est avérée un coup d'au-dace parfois mal ciblé, mais néces-

Malgré tout, Bourges reste un rendez-vous immanquable. Pour le grand publie, celni des vedettes (Eicher, Couture, Higelin, Silen-cers, Pogues...). Pour les amateurs, celui des rencontres intimistes et passionnées, tels ces concerts de minuit autour de la guitare améri-caine, du folk à l'avant-garde newyorkaise (Bob Brozman, Leo Kottke, Rory Block, Marc Ribot, et surtout ie chanteur et guitariste Leon Redbone, dont l'excellence a été unanimement saluée à Bourges, tous publics confondus). Il y a aussi, un peu trop en marge (dans les très belles salles du palais Jacques-Cœur), les spectacles plus incongrus, plus gournets, tels la Symphonie d'objets abandonnés de Symphonie d'objets abandonnés de Max Vandervorst; « Si Béranger m'était chanté», conférence speciacle (Serge Hureau, Marc Authony, Hélène Hazéra), consacrée à l'au-teur-compositeur du dix-neuvième

chapiteau conçu et construit aux Pays-Bas, soutenn par de fines colonnes sculptées sur des thèmes panneaux incrustés de miroirs confortable, et désuet entre borde/ fin de siècle et cirque à l'ancienne. On y tient à trois cents. Les dinersspectacles (Péché de chère) ont affiché complet, tont comme les soirées cabarets qui les suivaient saisa d'Amstersdam, accordéon de Saint-Domingue avec Francisco Ulluca, danse des épaules à l'éthio-pienne avec le Wallias Band et la chanteuse Alemayehn Esheté) ou les Toros (rencontres improvisées entre musiciens, ainsi baptisées pour souligner leur différences avec un bœuf ordinaire) que le flamenquiste-rocker Roe organisait tard dans la nuit

Cet espace de spontaneité faisait mieux ressortir encore la rigidité d'une organisation parfois plus soucieuse d'efficacité que de convivialité qui ne permet pas tout à fait au public de circuler de spectacle en speciacle (aucune formule de forfait ou d'abonnement n'est proposée, à la fois pour des raisons financières et de canalisation du

dant des noms, des envies d'en voir plus, d'en entendre encore. Leon Redbone, bien sûr. Danye Waro, Rennionnais qui a anime les premiers jours du festival d'une énergie encore absente. Le groupe Madredeus (du nom du quartier lisboète), qui a construit un scenario musical sophistiqué autour de la voix exceptionnelle de sa jeune chanteuse, Teresa Salgueiro. Ils ont, samedi soir, remporté la mise.





DE B é T H U N E

Cinéma-concert avec

Rapsodia Satanica, direction Jacques Mercier

Réservations : (16) 21-56-96-95

Simon Mizrahi est mort

L'attaché de presse Simon Mizrahi, très connu des journalistes et critiques de cinéma et de la profession cinématographique, est mort du side le 1" mai. Il était âgé de cinquante-deux

jou fra l'in

Né à Alexandrie le 17 février 1940, Simon Mizrahi, très tôt saisi par la passion du cinéma, mena pendant deux ans à Paris, où il était arrivé en 1957, des études de méde-cine. En 1960, il réussit à se faire engager comme figurant sur le tour-nage du Roi des rois en Espagne. Ce fou de cinéma américain, qui ne passe pas inaperçu devant la caméra, peut ainsi approcher Nicho-las Ray. Il se lie d'amitié avec la monteuse Renée Lichtig, engagée sur cette production internationale. Simon Mizrahi fréquente la cinéma-thème française, devient assistant à thèque française, devient assistant à la programmation d'Henri Langlois. Sa cinéphilie dévorante et communicative lui vaut déjà une solide répu-tation. A l'amour du cinéma s'ajoute celui de l'Italie, de sa langue, de sa culture et de ses films.

Simon Mizrahi s'oriente alers vers le métier d'attaché de presse, cet intermédiaire entre les producteurs, distributeurs, metteurs en soène et la presse spécialisée au moment de la sortie des films. Métier qui prend une importance nonvelle au cours des années 70. Simon Mizrahi s'installe rue Quentin-Bauchart et bâtit sa société, Moonfleet, en hommage à Fritz Lang, un de ses cinéastes de prédilection. Il ne se contente pas de chercher des contrats et de les assurer. Il choisit, il découvre, avec une lièvre qui l'amène souvent à soutenir des conversations passionnées. Tourné résolnment vers l'Italie, allant de Paris à Rome et de Rome à Paris, il représente et soutient (parfois dans les festivals avant la distribution nationale) des films de ploie à faire mieux connaître ces cinéastes du «second rayon» que sont Riccardo Freda et Raffaele

caprices de la distribution, il contri-bne à faire nn cinéaste eélèbre. Entre Simon Mizrahi, Comencini et Scola il y aura aussi une grande

lera aussi sur des films de François Truffaut, Bertrand Tavernier, Amos Gitai, tout en continuant de rester fidèle à ses auteurs italiens. Lorsque

JACQUES SICUER

Matarazzo. Mais, surtout, il réalise un considérable travail de révision historique et critique en organisant de nouvelles sorties de certains films méconnus de Luigi Comenciai; il révèle les véritables caractéristiques de la «comédie italienne» avec une partie de l'œuvre de Comencini, des films de Dino Risi et de Mario Monicelli. D'Ettore Scola, quasiment inconnn en France à cause des

Intransigeant, absolu dans ses jugements, il ne s'intéresse guére au cinéma français, mais il éprouve un coup de foudre pour le cinéma de l'Allemand Werner Herzog et se charge de tous ses films. Il travailsa maladie se déchare, il lui oppose, tant qu'il peut lutter, son amour du cinéma, se précipite dans les salles pour voir le plus de films possibles, réussit à faire encore fonctionner Moonfleet. Il a terminé ce qui ful plus qu'une carrière avec la sortie de Marcellino, film de Luigi Comen-

Fiat et le Palazzo Grassi

Après la granda axposition «Les Ceites», qui regroupait des œuvres varues da 24 pays, et qui battit un record d'entrées (800 000 visitaurs) l'annéa der-nière, la Palazzo Grassi, propose, battit un record d'entrées avec (Léonard et Varise), un thème difficile, peu accessible au grand public. Ballon d'essei ou accident de parcours dans la poli-tique culturelle da Fiat, dont le vénitien est le fial? Selon MM. Benvenuti at Viti, les responsables du Palazzo Grassi, Fiat aurait plutôt atteint eune certaine maturité dans sa politique de

de notre correspondant

«Notra stratégia à changé, déclare M. Benvenuti. Nous ne voulons pas nous donner seule-ment un « visage » culturel, mais pratiquer une vraie politique culturella. Nous essayons de na pas nous borner à l'exposition. Il y a le catalogue, bien sûr, mais aussi des réunions d'artistes et de aciantifiques qui prolongant le thème abordé au cours de collothème abordé au cours de collo-ques, comme cela a'est produit, par exempla, après l'axposition sur «Les Celtes», en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en irlande at en Espagne... En ce qui concerne « Léonerd et Venisa», nous sommes conscients que le mes-sege n'est pas si facile. Nombre de ceux qui achètent nos voitures ne seront peut-être pas sensibles ne seront peut-être pas sensibles à cetta axposition. Mais nous avons aussi beaucoup de visites scolaires organisées, at si les jeunes ne comprennent pas tout, tout de suite, il leur an restara, par la suita, un souvenir et une curiosité pour l'art. Nous voulons aller au-dalà du côté « grande ker-

messe » culturelle des « Celtes » ou des «Phéniciens», créer une recharche et une discussion sur un thème jameis abordé.»

Cetta nouvella stretégia axée sur un congagement plus directa (comme au Palazzo Grassi qui fonctionne pratiquement à 100 % avec les capitaux Flat) n'empêche pas la groupa da participar encora à d'autres inhistives, à Turin, comme la restauration du pavillon de chasse de Stupigini, le transformation muaéala du chătasu da Rivoli, et aurtout l'aménagement, avec l'université at une hanque turinoisa, du Lingotto. L'ancienna usine d'assem-blage de voitures de Fiat qui a fermé ses portes en 1982, est devenua la deuxième «façade cuiturella » du groupe : trois cent mile mètres carrés, plus particu-lèrement réservés à la science et

: « Un investissement publicitaire»

c Finalement, chez nous, expli-quait Peolo Viti, la cultura en général est considérée également comme un investissement publiciteire. Fiat conseers au moins 6 milliarda de lires par an, soit 1 % de son budget publicitaire à sa politiqua de mécénat. » Les expositions du Palazzo Grassi en absorbent la plus grande panie. Selon las chiffres fournis par M. Benvennui, l'organisation da l'avnesition à grande quale de la constitute de de l'axposition à grand succès des «Celtes» surait coûté 4 milliards de lires, dont 30 % en seuls frais d'assurancee. Ceux-ci s'élèva-raient à un milierd da lires pour (Léonard et Venise).

MARIE-CLAUDE DECAMPS

NIGEL KENNEDY 1^{er} Concert à Paris LYMPIA VIVALDI Les 4 salsons Lundi 25 mai, 20h30

Le Printemps 92 laissera cepen Salle comble, et contrats à la clé. Le tremplin Bourges aura, cette fois-ci an moins, fonctionné. VERONIQUE MORTAIGNE

et THOMAS SOTINEL 1

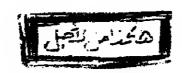
présente le 6 mai, à 20 h 30

l'Orchestre national d'Ile-de-France

Un chien andalon composition et direction Mauricio Kagel

7

3.75



CULTURE

VIDÉO

Printemps

W THINK

The state of the s

The state of the s

Andrew Wallacks of the Control of th

Bellett enterter in mittant

Marine . Heavy its choice one

the second of Contracting

The second secon

Maria de Caración de Caración

The state of the same of the same of

The state of the s

A THE LEAVE OF THE PARTY OF THE The state of the s

BE STEEL STORES IN THE PARTY.

BEAR THE STATE OF THE STATE OF

A service of the service of the service of

with breather a three is true in

the same of the same EMPLE SERVICE CO. IL- SEC. SEC. SEC. T.

The state of the s

THE PROPERTY OF MARKET IN MARKET

A CONTRACTOR OF THE PROPERTY O

The second second

The state of the s

ARRIVATE TO THE PROPERTY OF

And the second of the Continues of the C

The state of the s

The second of the second of the second

Antonia Bulgari auga estas

the the section of the section of the MALINE SOMETHING

3 3 9 03

THE TOWN IN A DO NOT

IN THE MARK WITHOUT

LASE TO AMERICAN - I STELL

many because - School of

Salaria santa da Alban

Vers une intégrale Hitchcock?

Chaque éditeur apporte sa pierre au monument de cassettes du « maître du suspense »

Les rayons vidéo des magasins de « produits culturels » ressemblent de plus en plus à ces étalages de grandes urfaces où on trouve, à portée de l'œil et de la main, tout ce qui est nécessaire à la consommation ména-gère, le nécessaire et le superflu. Les films, aujourd'hui, se consomment en cassettes, à la maison, en famille, grâce aux magnétoscopes et aux télé-

Quels films? Nous n'en sommes pas encore à la situation de certains pays, comme l'Italie, où les grands succès – en tout cas, les films annonces comme événements - sont pira-tés au moment même où ils sortent, tés au moment même où ils sortent, reproduits en mauvaises copies vidéo, vendues à la sauvette. D'une façon générale, les sociétés éditrices, en France, sont connues et sérieuses. Et la législation plus contraignante. Reste que les megasios préseotent souvent, tous genres confondus, un fatras de titres dans lesquels oo a bien du mal à se retroover. Si le cinéma français est assez bien recrécinéma français est assez bien repré-senté (on peut recommander les cata-logues des Editions René Chateau, UGC, Fil à films), le cinéma américain occupe une position dominante, pour le meilleur et pour le pire:
Avec, bien sûr, abondaoce de versions doublées.

Mais depuis d'an dernier, un curieux phénomèoe s'est produit, dans le cas d'Alfred Hitchcock, cinéaste populaire s'il en est, et dont on ne revoit pas les films à la télévision aussi souvent qu'oo pourrait l'espèrer, surtout eo versioo origiresperer, surrour eo versioù origo-oale. Daos sa précieuse collection « Hollywood Memories», doot la première série avait paru en 1990, les éditioos Aoterès Travelliog avaient consacré une place de choix à Hitchcock.

ARCHITECTURE

l'architecte Mario Botta, au com de la cilé devrait s'élever un immense cylindre de briques, taillé de biais et

C'est le premier chantier de ce

genre depuis le vote de la loi insti-tuant la séparation de l'Eglise et de

tuant la séparation de l'Eglise et de l'Etat (1905) et interdisant à ce der-nier de financer un édifice cultuel. Le coût de la future cathédrale est estimé à 60 millions de francs. Il e donc fallu lancer une souscription publique et faire appel an mécénat d'entreprise.

couronné d'arbres.

1. 电线电路 医

X DE MERN

TIDENTIE

ATIONALL

LA FRANCI

LES PAYSAL

34 1. 74 1 de

Quatre grandes œuvres indispensa-Quatre grandes œuvres indispensa-bles à tout cinéphile comme au agrand public», l'essentielle Rebecca, la Maison du docteur Edwardes (Ingrid Bergman, Gregory Peck et la psychanalyse), les Enchaînes (Ingrid Bergman, Cary Graot, l'espionnage et l'amour fou) et le Procès Paradine (ce drame méconno avec Alida Valli accusée de meurtre et devenant, pour l'avocat Gregory Peck, un objet de fascination) étaient éditées en ver-sioo originale sous-titrée et en versioo originale sous-titrée et en version française, ce qui pouvait donner satisfaction à tout le monde (1).

Les choses en étaient restées la jusqu'à l'automne dernier. Surgit, alors, proposée par CIC Video, une « collection ioédite des meilleurs films d'Alfred Hitchock» qui com-prenait à merveille. Fenêtre sur courfilms d'Alfred Hitchock's qui comprenait, ô merveille, Fenêtre sur cour. Mais qui a mé Harry?, l'Homme qui en savalt trop, Sueurs froides et les Oiseaux. De quoi se pêmer de joie et d'envie (d'acheter), même si l'on ne tient pas compte du sixième titre, Complot de famille, tout juste me curiosité. Les casecties étaient et sont toujours disponibles en version originale sons-tirrée et en version doublée. CIC Video ne o'en tiendra pas là puisque son catalogue Hitchoock annonce la Corde, Cinquième Colonne, l'Ombre d'un doute, la Main au collet, Psychase, et les films des dernières années (2).

A peime avait-on eu le temps de se remettre que Warner Home Video lançait, en décembre, son «Hitchcock collection», avec quelques films en noir et blaoc de derrière les fagots: le Grand dibi (Jane Wyman jouant ao détective contre Marlene jouant ao détective contre Mariene Dietrich dans um suspense tourné à Londres), la Loi du silence (Montgomery Chift et le secret de la confession), le Faux Coupable (Henry

ont versé 4 millions de fi

ministère de la culture et le conseil

régional d'Ile-de-France, contournant

interdiction légale, verseroot 5 mil-

Les travaux de la cathédrale d'Evry

pourraient commencer avant l'automne

Fonda pris pour un antre, l'ioterven-tion de la providence divine) et Le crime était presque parfait, drame théâtral en couleur. Innovation : ces cessettes offient, en longue durée et case augmentation de part la person cassettes ourent, en songue dures et sans augmentation de prix, la version française, suivie de la version originale sous-titrée (3). Warner Home Video avait déjà procédé de cette façon pour l'édition de quelques films de Woody Allen.

Techniquement, ces trois collec-tions soot – état des copies, dupli-cation, établissement des sous-titres - très soignées. Elles se complètent sans être rivaies.

Là-dessus, les éditions Scherzo, qui semblaient un peu en sommeil, ont lancé sur le marché une collection « Uo ticket pour Hollywood », prometteuse (selon la publicité) « en suspense, charmes et émotions » et dans laquelle une place particulière a été attribuée à ... Alfred Hitchock, toujours sur le principe des deux possibilités (ici séparées), v.o. sous-titrée on version doublée. Il s'agit cette fois du Hitchock anglais, dont deux ou trois titres ont figuré, un moment, au catalogue de Fil à films sans avoir fait grand bruit. La moisson de Scherzo est impressionnante: Chantage, le premier film parlant (1929), la première version de l'Homme qui en savait trop (1934), les Trente-Neuf Marches (1935), Quatre de l'espionnage (1936), Sabotage (1936, un chef-d'œuvre noir et cruel), Jeune et

innocent (1937); Une femme disparait (1938). Manque à l'appel l'Auberge de la Jamaïque (1939), pourtant annonce (4).

On ne peut malhenreusement décerner à cette collection Hitchcock décerner à cette collection Higgines du aux autres. La copie de Chantage est tout juste visible. Quant à celle du rarissime Homme qui en savait trop première manière, il lui manque une bobine entière, celle qui précède le fameux concert à l'Albert Hall! La reproduction des autres films est tout juste accentable.

juste acceptable.

Un nouvel Hitchcock vieot de paraître, en v.o. sous-titrée noir et blanc, aux éditions Montparnasse: Soupcons – qui existait déjà, puisqu'il s'agit du catalogne RKO (le Monde du 29 février) mais en version doublée et «colorisée» (5). Sans doute allons-nous vers une mtégrale de Hitchcock en vidéo, et c'est tant mieux, même s'il fant rester vigilant sur la qualité technique... et avoir les moyens de (se) l'offirir.

JACQUES SICLIER le acceptable.

JACQUES SICLIER

(1) A. T. « Hollywood Memories », environ 149F.

(2) CIC Video; «Les chefs-d'œuvre du maître du suspense », 194 F.

(3) W. H. Video « Hitchcock Collection », environ 169 F.

(4) Scherzo, « Un ticket pour Hollywood », environ 154 F.

(5) E. M., « L'âge d'or du cinéma américain », environ 159 F.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5772



HORIZONTALEMENT

L Le commencement du moi. -II. Pas naturels. - III. Figure mythologiqua. Participe. - IV. S'évente quand II a trop chaud. Comichons de qualité médiocra. - V. Frontière naturelle. Devisa. - VI. Possessif. Abréviation. - VII. En France. lions de francs pour construire... un musée d'art sacré qui jouxièra la Adverbe. Entra dans un ordre volontiers contemplatif. - Vill. Finalement cassées. - IX. S'opposent. Pique en cathédrale. Pour que la consécration de la cathédrale puisse avoir lieu, comme prévu, en 1997, la collecte cootioue à l'évêché d'Evry (cours Monseigneur-Romero, 91006 Evry corrigeant. - X. Dans le fond, il est loin d'être propre. Dans une interdiction. - XI. Auteurs de drames en un

VERTICALEMENT

1. Disposition qui laisse souvent prévoir une attaque. - 2. En attente. Provoquions une décomposition rapide. - 3, Saint, Trompa la faim. -4. Ne craint pas les secousses, Ris-ques un ceil, - 5. Est attiré par ce qui bnile. Viennant du cœur. -6. Prénom. Sont bousculés par des gane pressés. - 7. Oriantation. Un peu de tendresse. Participa. 8. Visiteur chronique. - 9. Figure mythologique. Bien proportionnées.

Solution du problème nº 5771 Horizontalement

I. Engagé, Bleues. – II. Mouler.
Lutteuse, – III. Pie. Omuta. Tien. –
IV. Astres, Laisse. – V. Létal. Gobé.
Os. – VI. Esus. Unes. – VII. Étrius.
Terses. As. – VIII. Surinam. Oreille.
– IX. Essoriller. Eau. – X. Et. Nues.
Mail. – XI. Stérile. Port. – XII. Pet. Fil Piler, - XIII, Osais, Far, Unité. -

Verticalement

1. Empalées. Espoir. - 2. Noise. 1. Empalées. Espoir. — 2. Noise. Muettes. — 3. Guetteurs. Etale. — 4. Al. Rassis. Ion. — 5. Gé. Élu. Nocifs. — 6. Eros. Star. Li — 7. Aminé. Fil. — 8. Blutoir. Lu. Pâté. — 9. Lut. Soléaire. — 10. Étalé. Eres. Ra. — 11. Ut. User. Pau. — 12. Eation. Mornes. — 13. Suisse. Lear. III. — 14. Ses. Salait. Tus. — 16. Mener. Seul. Lèse.

GUY BROUTY

500 PLACES ENCORE DISPONIBLES POUR ELEKTRA LES 26 ET 29 MAI RESERVATION 44 73 13 00

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE_SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 251.311F

ADMINISTRATION:

Le Monde

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avid 75902 PARIS CEDEX 15

TEL: (1) 46-62-72-72 TELEX MONDPUB 634 128 F

Edité par la SARL le Monde Durée de la société : cent ans à compter du 30 décembre 3944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

PRINTED IN FRANCE

T&Efax : 46-62-48-73. - Société filiale de la SARL le Afande et de Médies et Régies Enrope S. Imprimerie
du « Moode »
imbel 12, r. M.-Gensbourg
194852 [VRY Cedex 1993] et publications, nº 57 437 ISSN: 0395-2037

Le Monde **TÉLÉMATIQUE** Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

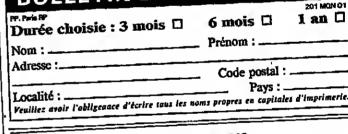
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33 **ABONNEMENTS** l, place Habert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tel. : (1) 49-60-32-90 SUISSE-BELGIQUE AUTRES PAYS LUXEMB, PAYS-BAS Voie normale-CEE FRANCE 790 F

3 mais 1 560 F 1 123 F 890 F 6 mois . 2 086 F 1 620 F 1 an ... ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre

règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abounés sont lovités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abouné. BULLETIN D'ABONNEMENT



GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ÉCRIT COFORMA cl les Editions François-Robert 18, rue Théodore-Deck, 75015 PARIS Tél.: 49-60-05-01 Fax: 45-57-29-41

QUATUOR: LA RÉVOLUTION DES HAGEN

RELÈVE. Deux frères et une sœur révolutionnent la musique de chambre, en cherchant à faire • avec inleiligence de la musique pour le cœur ». Un portrait de

EXPLORATION. La musique pour piano de Robert Schumann est un univers contradictoire, qui exprime les rêves les plus fous du romantisme. Analyse et commentaires de Christian Zacharias.

RECONSTITUTION. De « Montezume », opéra représenté à Venise en 1733, seul le livret est parvenu jusqu'à nous. La musique de Vivaldi en a été perdue. Jean-Claude Malgoire a relevé le défi.

Et aussi : l'IRCAM après Boulez ; le monde musical de Walt Disney à l'heure d'Euro Disney ; les portraits du pianiste Andras Schiff; hi-fi: les meilleurs casques à l'écoute ; les nouveaux instruments présentés à Musicora ; les premiers lestivals ; les disques, les concerts el les livres du mois.



Le Monde de la Musique 30 F chez votre marchand de journaux.

DISNEY

UNE PUBLICATION LOFT

LUNDI 4 MAI À 21H Sheller en solitaire PRÉSENTATION FRANCIS ZEGUT

MUSIQUE

CONCERTS

AUDITORIUM DEB HALLES (40-28-26-40). Ensemble interContemporain: 18 h lun. Susan Bickley (mezzosoprano), Claude Delangle (saxophone alto), Lawrence Foster (direction). Kolb. Shepey, Copland, Ivea Anne Sofie von Otter: 19 h mar. Mezzo-soprano, Barnt Forsberg (pisno). Berlioz, Brahms, Debussy, Komgold, Mehler.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Orcheetre symphonique français: 20 h 30 km. Catherine Bourgest (violon), Laurant Pstitgirard (direction(. Mozart, Mendelssohn, Schubert.

Mencessom, Scruber.
CHAPELLE SAINT-LOUIS-OE-LASALPÉTRIÈRE, Lorenzo Ciprieni:
16 h 30 dim. Orgue, Participation libre
Jacques Frisch, Barbara Morihen, Alain
Meunier: 20 h 30 lun. Orgue, soprano,
violoncelle. Au profit de la recherche
comre le cancer. Perticipation libre, CHATELET. THÉATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). Mario Hoff: 12 h 45 lun. Seryton, Merdin Hoff (piano). Pricanar, R. Strauss.

ECOLE NORMALE SUPÉRIEURE. Gérard Poulet, Youri Boukov : 20 h 30 mar. Violon, plano. Franck, Beethoven,

EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Ensemble orchestral de l'Essonne : 21 h mar. Ensemble Vocal de Choisy-le-Roi, Brice Thomas (direction). Regulam de

EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. Jean-Louis Charbonnier, Jérôma Hanta! 20 h 30 jeu., ven. Viole de gambe, Mau-nicio Buraglia (théorbe). Calx d'Hervelois, Seinte-Colombe. Couperin, Mareia Orchestre de chembre de Veucluse : 20 h 30 mer. Marc Zuil, Nicolas Stefa-nica (flûtes), Michel Labrosse (direction). Quantz, Bende, C. P. E. Bach,

EGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE. Gabriel Furnet, Jean-Peul Imbert : 17 h 30 ven., dim. : 20 h 45 sam, Flûte, orgue. Bech, Albinoni, Haendel, Mozart, Vivaldi.

MAISON DE RAOIO-FRANCE MAISON DE RAOIO-FRANCE (42-30-15-18). Manon: 20 h 30 km. Opéra de Massenet (version de concert). Leontina Vaduve, leabelle Eschenbrenner, Annick Messis (sopranos), Jianyl Zhang, Michel Sénéchel (ténors), Gino Quilico, Marc Berrard (berytons), Jeathhilippe Courtie (basse), Marie-Thérèse Keller (mezzo-soprano), Chœur et orchestre philharmonique de Redio-France, François Polgar (direction).

PARIS EN VISITES

«Le maison de Nicoles Fisme) (1407) et eutres vieux logis pari-siens», 10 h 30, métro Rambuteeu, sortie rue du Grenler Saint-Lazare (Paris autrefois).

«De la villa des Arts à la cité des Fleurs», 10 h 30, engle de la rue Forest et de la rue Caulaincourt (V. de Langlade).

« Exposition : les Lautrec de Lautrec », 11 heures, entrée de la Biblio-thàque nationele (P.-Y. Jasiet).

e L'Opéra, centre de la vie mon-deine de la fin du dix-neuvième siè-cle », 11 heures et 15 heures, devant l'entrée, à droite (Conneleesnes d'ici et d'ailleura).

α Le besilique Seint-Oenie », 14 heures, devent le portail central (Le Cavalier bleu).

« A le découverte de l'Unesco », 14 h 15, entrée, plece Fontenoy (Paris et son histoire).

a L'hôtel de Donon, Mueée Cognacq-Jay », 14 h 30, 8, rue Ezé-vir (D. Bouchard).

« Promenade dans l'île Seint-Louie », 14 h 30, 17, qual d'Anjou (P. Fernandez).

«Exposition Bonington», 14 h 30, hall du Petit Pelais (M~ Cazes).

«Les «elageries rocaillee» de l'hôtel de Rohen et l'exposition «Voyages aux lles françaises d'Amé-rique», 14 h 30, 87, rue Vieille-du-Temple (C. Merle).

«Le perc Montsouris, ses eculp-

mar. Basse, Thérèse Cochet (piano). Duperc, Brahms, R. Strauss, Schubert. OPÈRA DE PARIS. PALAIS GARNIER (47-42-53-71). Orchestre et chœur du Collegium Vocale de Gand : 18 h 30 mar. Barbara Schlick (soprano), Peter Kooy (basse), Howard Crook (ténor), Philippe Herrewegha (direction). Messe en el de Bach. OPUS CAFE (40-39-09-57). Jose Luis

Orros Carle, 140-3-07-3-77, Jose Lins Baretto, Stéphane Spira, Jacques Prat; 22 h mer., Jeu. Chant, piano, violon. Plazzola, Gardel, Blaquez, Jacques Prat, Stéphane Spira; 22 h ven., sem. Violon, plano, Schumann, Mozart, Saint-Seëns Jean-Christophe Maurice, Jacques Ray-naud: 22 h lun., mer. Baryton, piano. Schumann, Brahms, Schubert, Strauss,

DEB CONGRÈB PALAIB (40-68-22-22). Les Chosurs de l'armée rouge : jusqu'au 28 mai. 20 h 30 mar. Alexandre Poustovalov (direction). SAINTE-CHAPELLE (46-61-55-41). SAINTE-CHAPELLE (46-61-56-41). Ensemble Ars antique de Paris: 18 h 45 21 h mer. Musique du temps des trou-badours et des trouvères, musique du XVI et XVIIes stacles Les Trompettes de Versalles: 21 h ven., dim. Bach, Haen-del, Vivaldi Catherine Cardin, Georges Bessonnet: 21 h lun. Mezzo-soprano, orgue. Bach, Schubert, Franck, Fauré. SALLE GAVEAU (49-53-05-07), Patrick Dechorgnat : 20 h 30 mer. Piano. Brahma, Uszt, Berg. SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Ensem-

ble orehestral de Paris : 20 h 30 mer. Michel Dalberto (piano), Jarzy Semkow (direction), Mozart.

SCHOLA CANTORUM (43-54-56-74) SCHOLA CANTOHOM (43-54-56-74). Chosur de la Schola cantorum : 20 h 30 mar. Sylvie Robert (soprano), Bertrand Grunenwald (basse), Claudie Martinet (piano), Patrice Holiner (direction). théatre des Champs-Elysées (47-20-36-37), Anne Queffélec, Olivier Charlier: 11 h dim. Piano, violon. Schu-bert, Beethoven, Saint-Saens.

THEATRE OU TAMBOUR-ROYAL (48-06-72-34). Paolo Abal Do Nasci-mento: 20 h 30 clim., km. Chant. Claude Fondraz (piano), Mozart, Bach, Scarlatti, Villa-Loboso.

Périphérie

GIF-SUR-YVETTE, SALLE DE LA TER-GIF-SUR-YVETTE, SALLE DE LA TER-RASSE (69-07-50-49), Ensemble Instru-mental Sine Que Non: 21 h mar. Nicolas Brochot (direction). Giraud, Boulez, Bousch, Lopez- Lopez, Becri, Varèse. Dans le cadre de la Biennele de la crée-tion musicala et chorégraphique Montica Jordan, Dominique Barthasset: 12 h 30 msr. Soprano, synthétiseur, Stéphane Légée (trombone), Ateller UPIC. Scelsi, Barthessat, Bürck, Sugar. Dens la cadre de la Biennele de la création musicale et chorégraphique.

OPÉRA DE LA BASTILLE Chorégraphique. (44-73-13-00). Patrick Peillex: 20 h 30 GIF-SUR-YVETTE. SUPÉLEC

tures et cités d'ertistes », 14 h 30, Métro Cité universitaire (Parie capitale historique).

«Hotels et jerdins du Marais sud. Place des Vosges», 14 h 30, sorte métro Saint-Peul (Réeurrection du

e Les selons de l'hôtel de Lassay, plèces de réception du président de l'Assemblée nationale» (carte d'iden-tité), 14 h 30, métro Chambre des députés-Assemblée nationale (M. Banassat).

« Les pessages marchands du dix-neuvième siècle (premier parcours), une promenade hors du temps », 14 h 40, 19, rue Jean-Jacques-Rous-seau (Paris autrefois).

«La Bibliothèque nationele dans l'ancien hôtel Mazzrin» (groupe limité à vingt-cinq personnes). 15 heures, 58, rue de richelleu (Monuments his-

«Le quartier chinois et ses lieux de culte», 15 heurse, métro Porte de Choisy (P.-Y. Jaslet).

e Promenede à travers le Vieux fontmartre », 15 heures, métro amarck-Caulaincourt (Lutèce-visites).

CONFÉRENCES

MARDI 5 MAI

Nous publions le lundi (daté mardi) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

(88-07-50-49). Ouatuor Camerata de Varsovie : 18 h lun. Frédéric Gamler Varsovie : 18 h tm. Frédéric Gamler (harpel. Szymanowsky, Taku, Andres, Caplet. Dens le cadre de la Blennale de la création musicale et chorégraphique Montea Jordan, Christophe Roy, Dominique Clément : 12 h 30 km. Soprano, violoncelle, clarinette, Mariane Delafon (vibraphone). Nelson, Kavallaris, Siegel, Lunell, Gratzer. Dans le cadre de la Blennale de la création musicale et chorégranale de la création musicale et chorégra-

NEUILLY-SUR-SEINE, LES FEUILLES NEUILLY-SEINE, LES FEUILLES LIBRES (48-24-41-41). Lorenzo Ciprieni: 21 h mar. Clavecin. Radino, Cimerosa, Couperin, Haendel, Bech, Ciprieni, Frescobaldi, Roesi, Paradies POISSY. THEATRE MOLIÈRE POISSY: THEATHE MICHER
(39-79-03-03): Bruno Rigutto, Cyril
Huvé, Catherine Estourelle: 20 h 30
mar. Piano, Boprano, Olivier Chariler
(violon), Yven Chiffoleau (violoncelle),
Shigenori Kudo (flûte), Bruno Pasquier
(alto), Haendel, Fauré.

VERSAILLES. CHAPELLE ROYALE DU CHATEAU, Cepriccio Stravagante:
17 h 30 sam. Issbelle Desrochers
(soprano). Couperin, Corelli, Marais,
Rossi.

OPÉRA DE LA BASTILLE (44-73-13-00). Les Contes d'Hoffmann: 18 h 30 ven., lun, Opéra de Jacques Offenbech, Neil Shicoff (ténor), José Van Dam (baryton), Georges Gautier (basse), Mertine Dupuy, Natalie Dessay, Nedine Denize, Lelia Cuberti (sopranos), Orchestre et chœur de l'Opéra de Paris, lon Marin (direction), Roman Polanski (mise en scàne) Rebda (chor.)

en scène) Rehda (chor.) JAZZ, POP, ROCK ALLIGATORS (42-84-11-27). Gérard

Badini, Carl Schlosser Quartet: 22 h mer.; Shella Jordan, Steve Kuhn, Aldo Romano: 22 h jeu., ven. Heln Van de Geyn; Bob Martin: 22 h sem.; Louis Smith, Reigh Moore, Michel Sabardy: 22 h mar. Peter Washington, Tony Ree-

chis.
AU OUC OES LOMBAROS
(42-33-22-88). Hervé Krisf Slues:
22 h 30 mer.; Jos Les Wilson Quartet:
22 h 30 jeu., ven., sam.; Jos Les Wilson, Kirk Lightsey: 22 h 30 dim., jun.;
Jam Session: jusqu'au 30 juin. 22 h 30

mar. BAR DU POTAGER (40-26-50-96). Loulou Laguerre, Feeling Tamla Motown: 22 h mer., jeu.; Jean-Claude Naude, Jean-Pierre Mulot: 22 h lun., BATACLAN (47-00-30-12). Les Charle-

BATACLAN (47-UU-30-12). Les chara-tans : 20 h mar.

BAZAR CAFÉ (45-26-34-81). Ceu Do Brasil : 22 h mer. Solrée brésilienne ;

Trio Louis Joseph : 22 h 30 jeu.

LE BILBOQUET. (45-48-81-84). Novos Tempo : 22 h 45 mer., jeu., ven., sam. ;

Philippe Duchemin Trio : 22 h 45 lun., mar.; Alex Sanders en trio : jusqu'au 10

mai. 22 h 45 dim. 8LUES DU NORO (42-09-00-77). Les Blueseurs : 22 h jeu. BOUFFONS THEATRE (42-38-35-53).

Bocquel Connection: 17 h sam. CAFÉ BALTARO (42-33-74-03), Vincent Magnier & Cie: 22 h sam. CAFÉ RIVE-OROITE (42-33-81-62).

CAFE RIVE-OROTTE (42-33-81-52),
Jeff Delarus : 22 h 30 km.; Soul Time :
22 h 30 km., mar.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05). Tony Marlow Blue Five;
21 h 30 mar., jeu., ven.; Chantage :
21 h 30 sam., dim., km., mar.
CITY ROCK (47-23-07-72). Nomade in,
France : 0 h mar.; Hot Kies : 0 h jeu.;
Mike Lester Band : 0 h ven.; Malayal :
0 h sam. : Dixie Stormers : 0 h dim.; Oh sam.; Dixle Stompers: Oh dim.; Dan and the Hot Rockers: Oh lun.; Pep

Jep : 0 h mar. CONWAY'B (45-08-07-70). Lse

Snails: 22 h mer. ELYSEE-MONTMARTRE, Helloween: 19 h 30 mar.; The Ramones: 19 h 30 mar. BPACE ORNANO. Norme Loy, Madame Bovary: 19 h 30 mar.; Pals Saints, The Boo Radley: 18 h 30 jau.; Poison Idea: 18 h 30 mar.

L'EUSTACHE (40-28-23-20), Ronnie Patterson Trio: 22 h 30 jeu., ven., sam. FRONT PAGE (42-38-88-89). AVEC CONTACTOUR, PARTEZ POUR LA FLORIDE

Zeboom: 22 h 30 mer.; Modern Blues Cuertet: 22 h 30 jeu.; Blues Menlacs: 22 h 30 sem.; Jem Session: jusqu'eu 31 mei. 17 h dim.; Solid Stuff: 22 h 30 km.; Frog Mouth Blues Band: jusqu'au 28 mei. 22 h 30 mer.; Alcotest Blues Band: 22 h 30 ven.

HIPPOCAMPUS (45-48-10-03). Plerre Scherrer, Jean-Paul Charlot: 21 h ven. Saxophone, guitare, Jean-Louis Carlotti (basse); Trio New Orleans: 21 h sam. (basse); Trio New Orleans: 21 h sam. HOLLYWOOD BAVOY (42-38-16-73). Holly Lane: 22 h 15 mer.; Transcontinental Cow-boys: 22 h 15 jeu.; Oixie Stompers: 22 h 15 ven.; Soul Time: 22 h 15 sam.; Bep Jep.; 22 h 15 lun.; Chris et Azam.; Bep Jep.; 22 h 15 lun.; Chris et Azam.; Bep Jep.; 22 h 15 lun.; Chris et Azam.; Bep Jep.; 22 h 15 lun.; Chris et Azam.; Bep Jep.; 22 h 15 lun.; Chris et Azam.; Bep Jep.; Bransch Jep.; Bernerd Cochin. (contrebasse). Mourand

nard Cochin (contrebasse), Mourad Benhammou (batterie).

Benhammou (batterie).

JAZZ CLUB LIONEL-HAMPTON
(40-88-30-42). The Africen Jazz Pioneers: 22 h 30 mer., jeu., von., sam.;
Boto s Novos Tempos: jusqu'au 31
mai. 22 h 30 dim.; Maxim Saury Dide
Bop: 22 h 30 km., mar.
LATITUDEB SAINT-GERMAIN
(42-61-53-53). Janice de Rosa Cuarret:
22 h mer., jeu.; Bibl Louison Quintet:
22 h ven.; Frankin Lozada Quintet:
22 h sam.; The Schuffle King Blue Trio:
22 h mer.

22 h mar LA LOUISIANE (42-36-58-98). Boo-

co's Jazz Combo : 21 h mer. ; Jacques Caroff Group : 21 h jeu. ; Michel Marci-gian Jazz Group : 21 h ven. ; Philippe de Preissac Group : 21 h sam., mar. ; Michel Bescont Trio : 21 h km. LE MONTANA (45-48-93-08). The René Urtreger: jusqu'eu 8 mai. 22 h 30 mer. Au ber; Curerter Startfust: 22 h 30 jeu., ven., sam.; Chris Henderson Duo: jusqu'au 31 mai. 22 h 30 dim.; Quarter Romane: 22 h 30 km., mar.

MONTGOLFIER (40-60-30-30), Claude Tissendier: 22 h mer., jeu., ven., sem.; Philippe de Pressec: 22 h iun., mar. NEW MOON (49-95-92-33). The Cynics: 21 h 30 mer.; Zoanet Côme's: 21 h 30 jeu., ven.; The Squere: 21 h 30 sam.; Frogmouth: 21 h 30 lun.; Little Egypte: 21 h 30 mar.

NEW MORNING (46-23-51-41). Fatima Mention: 21 h 30 mer.; Mohamed Haman: 21 h 30 jeu.; Khezia Jones: 21 h 30 mer. OLYMPIA (47-42-25-48). Senny B:

20 h sam.; 17 h dim.; Cheb Khaled: 20 h 30 mar. PASSAGE OU NORO-OUEST

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70). Adantide: 21 h mer.; Nanwo Ake: 21 h jsu.; Mops: 21 h ven.; The Normandy Cuzzins: 21 h sem.; Time Trigger: 21 h km.; Le Two Bess Hits: 21 h mer.; PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59). Formule 4: 21 h mer.; Stéphane Guérault: 21 h jeu.; Hot Papaz: 21 h ven.; Jecques Caroff Jazz Band: 21 h sem.; Brasil, Brasil: 21 h lun.; Jazz Bizz: 21 h mer.
PETIT OPPORTUN (42-36-01-36). Turk Mauro: 23 h mer.; Eric Battet.

Turk Mauro : 23 h mer. ; Eric Barret, Hervé Sellin, Gilles Natural : 23 h jeu., ven., sem. ; Berney Wilen Quartet : 23 h

rnar. REX CLUB (45-08-93-89). Rex Appeal : jusqu'au 28 mai. 23 h jeu. 8ENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Clerika: jusqu'au 23 mel. 20 h 30 mer., jeu., van., sam., mar. Les découvertes de la charson:

SING SONG (43-43-82-02). Yves Brouqui : jusqu'au 14 mal, 23 h jeu: ; Pete Osborne Quartet : 23 h ven., sam. ; Ricardo Del Fra, Louis Winsberg : 23 h

SLOW CLUB (42-33-84-30). Tiger Lily: 22 h mar., jeu., ven., sam.: The New Moscou Jazz Band: 22 h mar. BUNSET (40-26-46-60), J.-M. Jafet, M. Serthournieux, Ameury Filiard : 22 ft 30 serinoumiaux, Amaury Hillard: 22 it 30 ven., sam. Basse et chant, accordéon, guitare, Jean-Yves. Candela (piano), Thierry Chauvet (batterie): Trio Evidence: 22 h 30 lun.; Medianoche; 22 h 30 mar.; Untoucheble Factor, Sonny Murray Quartet: UTOPIA JAZZ CLUB (43-22-79-66).

Chris Lancry : 22 h mer.; Long Distance : 22 h jeu.; RMB : 22 h ven.; Antonio Testa : 22 h sam.; J.-J. Mil-reu & Friends : 22 h mar.; Luc Bertia : 1 h sam.

LA VILLA (43-26-60-00). Alain Jean-Marie, Ricardo Del Fre, Billy Hart: 22 h mer., jeu., van., sam. Piano, basse, batterie; Jam Session: 22 h lun.; Julien Loureau, Bojan Zuleikarpano: 22 h mer., Sxophone, plano, Marc Buronfosse (basse), François Merville (betterie), 2ENTTH (42-08-60-00). Mecano: 20 h

Périphérie

BOULOGNE-BILLANCOURT. TBB BOULOGNE-BILLANCOURT. TBB (46-03-60-44). Melvin Taylor, Son Seals, Fenton Robinson: 20 ji 30 din.; Rockin Depsie and the 2ydeco Twister: 20 ji 30 mer. SAINT-OUEN. ESPACE 1789 (40-11-50-23). Houdin de Sade, Palnkiller: 20 ji 30 mer. Dans le cadre du Festival Banifeues bleues.

CHANSON

clés de

(43-54-94-97). Cabaret de la chanson française : 21 h misr., jeu., ven., sam., tun., mer. Chansons à la carte sous les 1000

4.00

كالمحارب أرار

1. 18 July 2012

. Large 1992

.

1. . 4000 98

17(11)

40.00

147.14

4. 1.

and the second

المعامرين المعاددات

.

Allen Herr

- 4

1 9 %

1111 A

17 g | 27 L | 27 G

يام عدد . وهيد .

1246 (F)

* *** - 12 - 32 $(m-n)_{L^2} \subseteq \mathcal{Z}$

F - 25 32

-11 G

.

ph account of the control of the con

1971 - 1972 - 19

The Robert St.

The second of

Emiliary 18, 14

Land Wall

.....

ger een e

-,(:------

 $\pi_{\mathcal{C}}(\mathcal{A}) = (0, 2n+2)^{-n}$

Bereit Grant

-3" - - - 4.

200

25:37 est to the contract of

agental of Land

The second of the second

*** Maria Maria de Laboración de la companya de la comp

After the contract of the con-

≛ "Hit in a time.

71.70

Afternative teachers

-5-7.7

The transfer of the

ATEM WITH BURNEY

Bright Bright

All in the end of the

eres as

Service and Carrier - - - - -

阿尔斯斯斯斯斯·人名马克

Authorities (September 1997)

State of the last

A Company of the Company

State of the state

A to great the same of

A Section 1989

-

The same of the sa

Mark Comment

Service Control

A. Land

Table Street St.

The state of the state of

178

State of the same

1.

Alexander (Sec.

5.5

175

1. The second of the second of

The state of the state of

LA CIGALE (42-23-38-00). Luc de Larochellare : 20 h 30 km. Seuvez mon Ame. DÉJAZET-TLP (42-74-20-50). Francis Descamps : 20 h 30 mar. PLATEAU 26 (48-87-10-75). Jean-Ma-

rie Lebienc : 19 h dim. ; 19 h 30 km. SENTIER DES HALLES (42-38-37-27). Lasva Victori : 22 h 30 mer., jeu., ven., am: ; Ariane : 22 h mer.

THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Emmanuel Desfosses : 18 h jeu., ven., sam. ; 15 h dim. TOURTOUR (48-87-82-48). Jean-Claude Meurisse : jusqu'au 8 mal. 22 h 30 mer., jeu., ven., sam.

TROTTOIRS DE SUENOB AIRES (40-26-28-58). Trio Tromoirs de Buenos Aires : jusqu'au 2 juin, 22 h 30 mar., dim., mar.

Périphérie

SAINT-OUEN. ESPACE 1789 (40-11-50-23). Celinho Berros : 20 h 30

BALLETS

AMANDIERS OF PARIS (43-66-42-17). Compagnie Claire Mos-ser , 20 h 30 mar. L'Œil du ciel, Claire Mosser (chor.).
CENTRE GEORGES-POMPIDOU

(42-74-42-19). Compagnie Pascoli ; 20 h 30 mer. ; 18 h 30 jeu. L'Angélique, Anne-Marie Pascoli (chor.). CENTRE MANDAPA (45-89-01-60).

Marka Fujima : 20 h 30 jeu. Danse kabuki Shakuntala : 20 h 30 lun. Danse classique du sud de l'inda. OPERA OF PARIS, PALAIS GARNIER (47-42-53-71). Ballet de l'Opéra de

Paris : jusqu'au 17 mai, 19 h 30 jeu., ven:, sam, Retour de acène, Odile Duboc (chor.), Attentat poétique, Deniel Larrieu

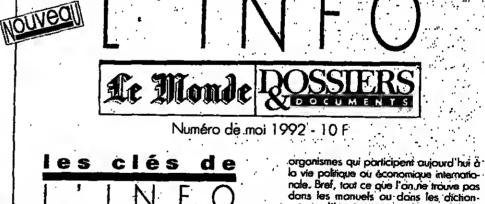
THEATRE DE LA BASTILLE (43-57-42-14). Compagnie Joao Fiadelro : 21 h mer., jeu., ven., sam. Retrato de Memoria Enquanto Peso Morto, José Fladeiro (chor.). THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77).

20 h sam.; 17 h dim.; Cheb Khaled:
20 h 30 mar.
PASSAGE OU NORO-OUEST
(47-70-81-47). Nersanet, Walles Band:
22 h mer.; Kathryn Tickell: 22 h jeu.;
Denis Colins Trio: 22 h ven.; François
Jeanneau Quartet, Trio Tembolar: 22 h san.; GAVEAU... DES QUBLIETTES

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62).
Claude Dagué: 20 h 30 dim.
CASINO OE PARIS (49-95-99-99).
Paco Ibacez, Rafael, Albert 1: 20 h 30 mer., jeu.; Renaud; jusqu'au 30 mei.
20 h 30 km., mer.
CAVEAU... DES QUBLIETTES

Nikolais & Murray Louis Dance: 20 h 30 mer., jeu.; 15 h dim. Group
Dance from Senctum, Temple, Aurora, Pond, Wikolais, Murray Louis Dance: 20 h 30 mer., jeu.; 20 h 30 mer., jeu.; Renaud; jusqu'au 30 mei.
Seporta: 18 h mar. Carmen, Karine Seporta: 18 h mar. Carmen, Karine Seporta (cbox.)

Enseignants, Etudiants, Lycéens, découvrez



Chaque mois, deux pages pour comprendre l'actualité.

Rayarder le journal de 20 heures, écouter la radia le motin, lire là presse...

autant de laçons de découvrir l'actualité. Encore faut-il avoir toutes les clés pour la comprendre. Danner les clés de l'infa, des bases et des repères, c'est l'objectif que s'est fixé LE MONDE DOSSIERS ET DOCUMENTS. Chaque mais, a les Clés de l'info » resituent les grands évênements de l'actualité dans leur contexte historique, social ou géopolitique. Avec un lexique des mots utiles au des sigles ; des roppels chronologiques et les dates à retenir ; l'origine au la composition des

Dosser du Mois SPÉCIAL RÉVISIONS

DES EXAMENS Le dernier état du monde

> et de la Françe 8 pages

pour actualiser vos connaissances

dans les manuels ou dans les dictionnaires : l'histoire récenté, les personnaliiés, le vocabulaire, la législation, tout ce qui bouge, tout ce qui change. Au sommaire des « Clés de l'info » : travaillistes et conservateurs en Grande-Bretagne. L'entrée de la Russie au FMI.

L'influence des toux d'intérêt. Pourquoir n'arrive-t-an pas à résorber le chômage. Les suites constitutionnelles de Moostricht, Les revendications de l'ETA. LINFO



location de villas

35, rus des France-Sourgeois, 18 h 30 : «Les eccorde de Maze-tricht, l'evenir de l'Europe» evec R. Toulemon (Maison de l'Europe).



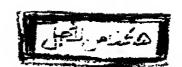
à ORLANDO, pour vivre de vraies vacances à l'américaine à partir de 2 900 F la semaine.

FLORIDE MAGIQUE

un séjour tout compris dans le merveilleux monde de Disney.

CONTACTOUR

30, rue de Richelieu 75001 Paris. Tél.: (1) 42-96-02-25 ou chez votre agence de voyages.



ECONOMIE

Les dettes de la réunification

Il est déjà une leçon que tirent les autorités de Bonn des grèves entamées dans les services publics la semaine passée : la combativité des salariés prouve leur refus da payer plus. Le lourd financement da l'unification (630 miliards de francs de transferts publics d'Ouest en Est cette année) e'en trouve d'autant compliqué.

Jusqu'à l'été demier, le coût da l'unification evait été payé par le déficit public. Puis, devant le gouffre qui s'agrandissait, le chenceliar Kohl s'était résolu à lever des impôts supplémentaires at des taxes nouvelles en juillet 1991. La grève des salariés de l'Ouest. qui demandent des majorations de leur paia pour compenser ces taxes, démontre leur solidarité toute relative vis-à-vis de « leurs frères de l'Esta. Le voie de l'impôt est « elle aussi »

Le financement de l'unification doit donc en passer par ce qu'on appella des « redéploiements budgétaires »,

bouchée.

c'est-à-dire par des coupes dans les autres dépanses. Le débat budgétaire qui commence promet d'être, dans un contexte politiqua perturbé, axtrêmement conflictuel.

M. Theo Waigel, le ministre des

finances, présentera mardi 5 mai une première ébauche du budget de 1993 qu'il replacera dans une perspective de consolidation des finances à moyan terme 1993-1996. On seit qu'il veut limiter la croissance des dépanses à 2,3 % par an. Cela suffira-t-il à éviter un dérapage a à l'américaine » des déficits? M. Jürgen Möllemann, ministre de l'économie, nouveau vice-chancalier après le départ de M. Genscher, et qui cherche à devenir leader du parti des libéraux, a critiqué par avance les chiffres de son collègue. Il réclame des privatisations dens les services publics, comme les chemins de fer, et des coupes

La controverse porte sur le niveau des dettes accumulées et qui feront sentir leur poids encore longtemps. L'optimisme ou le pessimisme alternent suivant que l'on compte la dette de l'Etat fédéral seul ou que l'on ajoute celles de tous les organismes publics comme la Treuhandanstalt chargée des privatisation de l'Est ou des chemins de fer.

1

dans les dépenses sociales.

L'Institut de recherches économiques IFO estime que la dette publique totale aliemande était de 929 milliards de deutschemarks avant la réunification en 1989. Elle atteindra 2 000 milliarde en 1995, puis 2 500 milliards en l'an 2000. Mais IFO rejette tout catastrophisme. En proportion du produit intérieur brut, la dette passera de 41,5 % en 1989 à 55 % en 1995, puis raviendra à 50 % en l'an 2000. L'Allemagne pourra respecter la critère de Maastricht. Mais encore faudra-t-il maintenir dix ans de riqueur. Telle eat bien la

ÉRIC LE BOUCHER

En durcissant leur mouvement

Les syndicats allemands veulent contraindre patronat et gouvernement à des concessions

de notre correspondent

Comme annoncé lors des manifestations du 1= mai (le Monde daté 3-4 mai), les grèves se sont étendues en début de semaine dans les services publics allemands, Lundi 4 mai, les employés des chemins de fer ont élargi oux grandes lignes leur mouvement, limité la semaine précédente aux transports locaux. Les employés des aéroports ont per-turbé le trafic aérien dans la plupart des grandes villes, à l'exception de Francfort. Les employés des trans-ports, de la voirie et des hôpitaux devaient reprendre la grève suspen-due en fin de semaine.

syndicats venlent obliger les employents à faire de nouvelles occognitions cette semaine. Pour 'instant, ces derniers n'nnt pas démordu des 4,8 % de hausse qu'ils offraient. Les syndicats demandent des augmentations supérieures à

Les manifestations du 1º mai ont permis aux différents leaders syndicaux de répéter leurs mises en garde. M= Wulf-Mathies, patronne du syndicat OTV des services publics, a menacé d'un nouvean e durcissement » du monvement si les employeurs n'abandonnent pas leur attitude de arefus du compro-mis». M. Franz Steinkühler, patron

qualifié à nouveau la proposition patronale de hausse de 3,3 % des salaires de « prosocation ». « On se prépare à aller rapidement à la grève, a-t-il déclaré. M. Hans Wer-ner Meyer, le président de l'uninn des syndicats, a annoncé de son côté « un mai chaud ».

Les marchés boursiers n'nnt encore subi sucun contrecoup des grèves et des difficultés du gouvernement après la démission de M. Hans-Dietrich Genscher du ministère des affaires étrangères. Les marchés financiers ont en revanche été légèrement perturbés avec une remontée des taux.

Et si le franc était réévalué?

Une réévaluation du franc serait certes la sanction de la bonne ges-tion de notre pays an cours des dernières années. A une économie saine correspond une monnaie forte. Peu sensible aux louanges adressées encore par les sept grands argentiers du monde à la France dans leur communiqué de Washington dn 26 nvril (le Monde dn 28 evril), l'opinion publique fran-caise le serait peut-être davantage à l'annonce d'une réévaination de la devise nationale.

Pour M. Pierre Bérégovoy, un tel ejustement monétaire serait la ajustement monetaire serant la consequence logique de la stratégie de « désinflation compétitive» qu'il a poursnivie aux. finances, Jusqu'à présent, il a été l'homme du franc stable — il n'a jamais dévalué le franc. En le réévaluant, il deviendrait Phomme du franc fort.

Par cette opération, le premier rar cette operation, le premer-ministre pourrait aussi atténuer les craintes que fait naître la perspec-tive d'une domination allemande au sein de l'Europe. Elle serait la démonstration que, d'une part, la vertu (la politique de rigueur et les grands équilibres) finit par payer, que d'autre part le système moné-tries européen n'est nes une simple taire européen n'est pas une simple zone mark dominée par la Banque centrale allemande. Les électeurs socialistes et, au-delà, les Français risquent cependant d'attacher peu d'importance à une réévaluation de la devise nationale. Les uns et les autres sont sans doute plus attachés à une baisse immédiate du chômage ou'à une hausse du franci ...

Un préalable. à la baisse des taux

C'est surtout et justement sur C'est surtout et justement sur finvantage économique d'une réévahation qu'insistent les partisans de fopération, comme M. Petrick Careil, président de la Banque Hervet, proche de M. Bérégovoy et l'un des plus actifs sur ce dossier. L'hypothèse provoque chez les économistes d'entreprise une réaction très négative. « Un scénario absurde qui nous conduirait à cumuler deux nous conduirait à cumuler deux handicaps », s'étrangle Pun d'entre cux : « Une monnaie plus forte ren-drait plus difficiles nos exportations, alors que déjà les toux d'intérêt éle-vés freinent nos investissements. »

« Double erreur traduisant une vision à très court terme », répliquent les réévaluationnistes. Pour eux, la réévaluation du franc - et enx, la reevanation du man de la pas seulement l' « apprécintion » évoquée jeudi 30 avril par le ministre de l'économie, M. Sapin (le Monde daté 3-4 mai) et constatée sur les marchés – apparaît aujour-d'hui comme un préalable à la baisse des taux d'intérêt.

En réduisant unilatéralement les taux d'intérêt en octobre dernier, M. Bérégovoy s'était brûlé les doigts. Il nvait dû revenir, quelques jours plus tard, sur sa décision. La leçon en est claire: dans les circonstances actuelles, la Banque de France ne peut mener une politique de taux d'intérêt s'écartant sensiblement de celle de la Bundesbank, son homologue allemande. A moins que Paris n'obtienne une inversion des dunnées du problème et ne

rénssisse à convaincre les marchés que le franc est désormais vraiment que le franc est désormais vraiment une monnaie forte. C'est le but de l'ajustement monétaire suggéré: « Même modeste, de 3 % ou 5 %, une réévaluation du franc par rapport au mark provoquerait une inversion des anticipations et autoriserait une baisse des taux en France», explique M. Careil. Il faut que « le risque de change sur le franc devienne un risque de réévahution», dit un autre partisan qui huation», dit un autre partisan qui développe: « Notre monnaie doit passer de la catégorie des monnaies dévaluables à celle des monnaies réévaluables.»

D'ores et déjà, les investisseurs internationeux ont de l'économie française une image positive. L'écart maintenu - il a même légè-rement augmenté au cours des dernières semaines - entre les taux d'intérêt français et allemands démontre pourtant que subsiste parmi eux une certaine méfiance. Ils n'achètent des titres en francs français qu'à condition d'en obtenir une rémunération un peu meilleure Il y a ainsi toujouts une « prime de

La réévaluation officielle du franc devrait donc contribuer à provoune invers sur les marchés financiers interna-tionaux. La monnaie française, qui joue encore un rôle marginal au niveau mondial, pourrait prétendre ou statut de monnaie forte et même devenir la monnaie centrale au seit dn SME, se substituant an deut-schemark pris dans les turbulences de la réunification allemande. L'bypothèse eurait été sérieusement évoquée il y e quelques' mois, à l'occasion d'une réunion des gouverneurs des banques centrales à Bâle (Suisse). L'afflux de capitaux vers Paris s'en trouverait facilité.

Si l'on retient ainsi que la baisse des taux d'intérêt suppose désor-mais d'abord une réévaluation officielle du franc, la critique des éco-nomistes d'entreprise perd de sa pertinence. Le franc renforcé rendrait les importations moins biens d'équipement - et alimente rait encore la désinflation. Les sociétés françaises continueraient ainsi à pouvoir améliorer leur com-pétitivité et leurs exportations. Elles obtiendraient dans le même temps une baisse du coût de l'argent leur permettant de reprendre leurs investissements. Un nouvel élan pour la politique de « désinflation competitive».

Trois obstacles

Deux facteurs fondamentaux ren-

dent aujourd'bui possible cette réévaluation : l'amélioration des comptes extérieurs de la France d'une part, la fragilité - momenta-née - de l'économie allemande d'autre part. Fruit de la politique menée depuis plusieurs années, le rééquilibrage récent des comptes extérieurs apparaît, oux yeux des « réévaluationnistes », comme un phénomène structurel. Sur les six derniers mois, cinq se sont conchis sur un solde commercial excédentaire. Dans sa dernière note de conjoncture, l'INSEE prévoit un léger excédent pour le premier semestre. On ac peut plus seule-ment invoquer la vente d'Airbus supplémentaires, Depuis cinq ans et le dernier ajustement monétaire au sein du SME, en 1987, la France a nettement améliore sa compétitivi en matière de prix et a gagné des positions sur les marchés mondiaux. Les prix ont progressé, en France, de huit points de moins que dans les autres pays européens, les taux de change n'ont pratique-ment pas varié: Alors que la France est devenue vertueuse, l'Allemagne

s'est dévergondée. C'est le second s'est devergondee. C'est le second élément qui rend possible la rééva-luation du franc. L'économie fran-çaise est grosso modo revenue sur le chemin des équilibres, internes et externes. Le voisin aflemend connaît, pour des raisons exceptionnelles (l'absorption coûteuse de l'ex-RDA), de graves dérapages financiers nvec des coûts salariaux en forte hausse et des finances publiques profondément déséquilibrées. L'écart entre les deux pays est particulièrement frappant en matière d'inflation. Il devrait se confirmer au coms des deux ou trois années à venir, Sur les bords du Rhin, le modèle à suivre e donc changé de

Possible, cette hypothétique réé-valuation se beurte cependant à trois obstacles an moins. Tout d'abord, les grands investisseurs internationaux ne sont pas encore totalement convaincus de la vertu française. Depuis février, le franc se renforce bien face au mark sur le marché des changes. Mais il reste encore en dessous de son conrs pivot. Et la France doit toujours offrir des rendements supérieurs à l'Allemagne pour attirer les capi-tanx étrangers, Malgré l'amélioration des «fondamentaux» de l'économie française, les marchés, extrapolant le passe, n'ont donc pas encore totalement confiance. Ni la crédibilité acquise par M. Bérégo-voy ni les bons résultats du commerce extérieur, encore trop faibles et trop récents, ne suffisent à les

Les échéances électorales franaises constituent une seconde difficulté. Certes, elles ne conduiront sans donte pas à un changement radical de politique économique. Les principaux responsables de l'op-position affirment approuver la politique de lutte contre l'inflation et du franc fort et vouloir la poursuivre. L'incertitude créée par la perspective électorale suffit pour-tant à rendre plus difficile une telle opération monétaire.

Dernier obstacle et non le mnin dre, l'Allemagne. Les règles du SME rendent désormais impossible un ajustement monétaire unilatéral. Pour réévaluer le franc. Paris devrait obtenir l'accord de ses partenaires, des Allemands en particulier. Or réévaluer le franc, ce ... dévaluer le mark. On imagine difficilement, dans les circons-tances actuelles, le chancelier Kohl acceptant one bumiliation supplémentaire alors même qu'il rencon-tre quelques difficultés à justifier auprès de ses concitoyens le remplacement à venir du mark par l'écu. Les réévaluationnistes comptent sur une crise grave - sociale, politique ou financière - en Allemagne pour imposer l'ajustement souhaité. A la demande de la France, le SME a été doté d'un mécanisme qui oblige les pays à monnaie forte à soutenir les pays en difficulté pessagère. Il serait actionné. Comme en 1980, Francfort demanderait à Paris un soutien du mark plutôt que d'accepter une

Les conditions économiques -sur les marchés financiers - et poli-tiques rendent donc peu probable une réévaluation du franc par rapport au mark. Ne suffit-il pas pourtant d'en parler, tant les mots peuvent evoir un rôle dans ce jeu qu'est le marché international des monnaies? A Bercy, depuis 1988, M. Bérégovoy était passé maître dans cet art. Son discours avait accompagné l'amélioration de l'économie française à travers trois phases. Au cours de la première, il s'était engagé à ne pas dévaluer le franc. Il nyait ensuite expliqué que si le deutschemark devait être réévalué, le franc le serait aussi. Depuis la fin de l'année dernière, il a écarté de son propos le mark pour affirmer que s'il devait y avoir une réévaluation au sein du SME, ce serait celle du franc. Le dire - ou le faire dire - peut y aider.

Les retards de la télévision européenne par satellite

Europesat en balance au-dessus du Rhin

Entre querelles sur les normes de diffusion au de cryptage et revirements de positions de chaque côté du Rhin, la télévision par satellite européenne tourne au vaudaville. Ou au drame industriel?

Acte 1: à 36 000 kilomètres de la Terre tournent des satellites de télé-vision allemand et français, TV Sat 2 et les jumeaux TDF1 et TDF2, issus de la coopération industrielle des deux pays au début des années 80. Mais victimes de pannes, limités en nombre de canaux par les régle-ments, dépassés technologiquement parce que lancés trop longtemps après leur conception, ces satellites n'abritent que quelques programmes (A2, Canal Plus, Euromusique et la SEPT côté français) reçus par un nombre très limité d'antennes.

Acte 11 : l'Europe s'est lancée depuis 1986 à la poursuite du Japon dans la course à la télévision baute définition (TVHD). Réunis dans le programme Eurêka, ses industriels ont adopté une démarche par étape, passant par une norme intermédiaire, le D2 MAC, evant d'aboutir au HD MAC à partir de 1995. Cette stratégie s'appuie sur une directive, élabo-rée en décembre dernier, et qui doit être firmellement adoptée bientôt, rendant le D2 MAC obligatoire sur les satellites à partir de 1995 seule-ment, et pour les nouveaux services. Cette directive serait complétée par un accord global (industriels, diffu-seurs, cablo-opérateurs...) baptisé MOU, assorti de 850 millions d'écus

de subventions (le Monde du 15 avril), dont tous les signataires potentiels se sont réunis à Bruxelles le 23 avril. Lors de cette réunion, les diffuscurs allemands ont émis de violentes critiques contre le D2 MAC et le HD MAC, la norme européenne de TVHD. Acte III: la France a développé

Acte III: la France a développe depuis 1985 son système national de satellites, dont la deuxième génération lancée récemment, Télécom 2A et 2B, permet de diffuser jusqu'à onze programmes de télévision. Télécom 2A devait servir de support à un bouquet de chaînes thématiques payantes, sous la houlette de Canal Plus à partir d'avril 1992, fidus-Plus, à partir d'avril 1992. Industriels, France Télécom et la plupart des ministères concernés souhaiteraient que Télécom 2 diffuse en D2 MAC, pour respecter l'impératif tème de cryptage «ouvert» Euro-crypt associé à cette narme. Canal Plus ne veut entendre parter que du SECAM et de son propre système de cryptage, le Syster. Elle estime que le format d'écran élargi 16/9, seul consensus international pour la télévision du futur et seul intérêt concret

du D2 MAC, serait bien mieux mis en valeur sur une autre filière de satellite, prepant le relais des

Acte IV: depuis juillet dernier, l'organisation européenne Eurelsar est prête à assurer ce relais, c'est-à-dire à commander et lancer, dans un délai de vingi-sept mois, un satellite pré-Europesat, amorce d'un système de satellites de télévision paneuropéen déployé à partir de 1996. Ce projet suppose l'accord de la France et de l'Allemagne. Les Français, à la suite du rapport Eymery s'y étaient ralliés pour conforter les partisans du D2 MAC outre-Rhin. Mais les chaînes publiques allemandes, qui ne croient guère à la nouvelle norme et prélè-rent jouer la carte technique du PAL-Plus pour parvenir an format 16/9, ont longtemps refusé de payer ce pré-Europesat. Constatant aujourd'hui que la directive européenne est peu contraignante, et qu'elles risquent, d'être face au monopole de fait des satellites luxembourgeois Astra, elles unt changé de position. Les Alle-mands s'appréteraient à donner leur

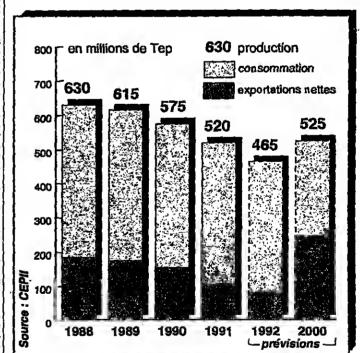
Ce sont maintenant les Français qui jouent la montre... France-Télécom n'a guère envie de faire le lit du PAL-Plus ni de donner à M. André Rousselet, patron de Canal Plus, un alibi pour garder le SECAM sur Télé-com 2. «Sans D2 MAC, Europesat ne nous intéresse pas», résume un

Acte V: à Paris, chacun s'accuse de monopole, Canal Plus fustige le dogmatisme des ingénieurs des Télé-com; ces derniers rappellent les revirements de M. Rousselet et sa position dominante sur le marché des télévisions payantes. Le gouverne-ment, appelé à trancher, tergiverse. Télécom 2A tourne à vide. Europesat dort dans les cartons. Le D2 MAC a du plomb dans l'aile,

Ce vaudeville préterait à rire s'il n'evait d'importantes conséquences. D'une part, il retarde l'entrée de la France dans l'ère de la télévision par satellite. Selon une étude du cabinet Intégration, la réception directe des programmes de télévision dépassera cette année 2 millions de foyers en Allemagne, 3 millions en Grande-

D'autre part, ces controverses mul-tiples affaiblissent les arguments de la tratégie européenne vers la télévision haute définition. La «compatibilité» invoquée face aux Japonais suppose un pare installé de reception en D2 MAC. Quant à l'avance des réalisalinns européennes comparées aux projets américains de TVHD numérique, elle s'amenuise chaque jour qui passe. Avec Europesat pourrait brer dans le Rhin une partie de l'industrie européenne de l'électronique. MICHEL COLONNA D'ISTRIA

La production de pétrole de la CEI condamnée à baisser



De 1988 à 1991, la production de pétrole de l'ex-URSS a chuté de 110 millions de tonnes et les exportations de 80 millions. En ont surtout souffert les anciens Etats satellites d'Europe centrale sucrifiés, car manquant de devises pour payer le brut, eu profit des pays de l'OCDE. Les exportations en direction de ces derniers n'ont diminue que de 22 millions de tonnes en 1991. Cette année. selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la production de la Communauté des Etats indépendants (CEI) ne depassera pas 465 millions de tonnes, tandis que les exportations vont tomber à 80 millions. A l'hori-ERIK IZRAELEWICZ | zon de l'an 2000, tout pronostic est . 242 millions de tonnes.

hasardeux tant en ce qui concerne la production que la consommation de la CE1.

Les chercheurs du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) s'y sont pourtant risqués. Dans un scénario qualifié d'« optimiste », ils évaluent à 525 millions de tonnes la production pétrolière, soit grosso modo le chiffre de 1990. Mais la consommation intérieure en l'an 2000 ne dépasserait pas 283 millions de tonnes, du fait notamment d'une utilisation phis rationnelle de l'énergie. Les exportations de brut en seraient les grandes bénéficiaires. Elles culmineralent à

INDICATEURS

ALLEMAGNE

• infletion: + 0,3 % en avril. - La hausse des prix de détail dans la partie occidentale de l'Allemagne a atteint 0,3 % en avril par rapport à mars. En un an (avril 1992 comparé à avril 1991), l'augmentation est de 4,5 %, Le résultat d'avril marque un ralentissement par rapport à mars, mois au cours duquel les prix avaient augmenté de 0,4 % par rapport à février, le glissement annuel (mars 1991-mars 1992) atteignant 4,8 %.

Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique Une nouvelle organisation internationale à Hararé

L'ACBF a pour nussion de promouvoir la formation d'équipes de professionnels africains, spécialistes de haut niveau de la gestion et des politiques de développement. Elle apporte son soutien afin de développer les capacités des institutions publiques ou non-gouvernementales travaillant dans le secteur de l'éducation, de la formation et de la recherche. Une aide financière est fournie en faveur des projets nationaux et regionaux dans différentes branches universitaires ou professionnelles. Ce sourien peut être sous forme de bourses dans le cadre des programmes de l'ACBF.

Son objectif est de réduire l'extrême dépendance de l'Afrique par rapport à l'assistance technique exterieure et de lui donner un meilleur contrôle de son avenir et de son propre developpement économique

Le financement de l'ACBF est assuré par les gouvernements africains, par des donateurs bilatéraux et par ses trois sponsors principaux: la Banque africaine de développement (BAD), le PNUD et la Banque Mondiale. L'ACBF dispose d'un capital approuvé de près de 100 millions de USD. L'ACBF recherche un

pour diriger et développer une petite organisation et son effectif actuel d'une dizaine de cadres et d'assistants;

pour développer des plans, des stratégies, des nouveaux programmes et des projets à soumettre à l'approbation du Conseil de l'ACBF et pour diriger des npérations dans toutes les phases des projets, notamment leur execution, suivi et évaluation;

pour établir un partenariat et fonder des réseaux solides avec les institutions cible: centres de recherche, gouvernements, entreprises, associations ainsi qu'avec des particuliers dans les secteurs publics et privés;

pour solliciter des eppuis permanents de la part des membres de la fondation et de ses donateurs.

Qualifications requises:

- une expérience, sur le continent africain, de dirigeant, de directeur ou de président d'une institution ou d'une entreprise comme cadre de haut niveau;

- un cadre supérieur africain avec un bagage académique exceptionnel en sciences sociales ou économiques, connu en Afrique et à l'extérieur;

 un excellent niveau de connaissances et des relations dans le milieu professionnel du développement social et économique de l'Afrique;

un engagement profinnd et un désir réel de diriger avec dynamisme une nouvelle nrganisation internationale ayant pour mission le développement de l'Afrique, ce qui exige des compétences administratives reconnues.

· avoir une excellente connaissance du français et de bonnes notions d'anglais, ou vice

Le Conseil de Direction est constitué de:

M. Ferhat Lounes, BAD, Abidjan, M. Jacques Loup, RBA, PNUD, New York, M. Edward V. K. Jaycox, Banque Mondiale, Washington, M. Ojetnji Aboyade, Ibadan, M. Elilot Berg, Washington, M. Manuel Bridier, Paris, M. Jacques Diouf, Ambassedeur, New York, M. Mulumba Lukoji, Kinshasa, M. Harris Mule. Nairobi, M. Douglas Wass, London, M. Lennart Wohlgemuth, Stockholm

La rémunération sera comparable à celle d'un poste similaire à la Banque Mondiale ou au PNUD.

Envoyer votre dossier de candidature (sur formulaire PNUD ou Banque Mondiale) avant le 30 juin 1992 à M. Lennart Wohlgemut, c/o ASDI, 105 25 Stockholm, Suède, Tel: int +46-8-728 52 43, Fax: int +46-8-612 56 90, par l'intermédiaire de Mme BirgittaSöderberg.

RECRUTEMENTS

INTERNATIONAUX

Le Monde

avec 14 % de sa diffusion

1er quotidien français à l'étranger

LA BANQUE EUROPÉENNE **D'INVESTISSEMENT**

La BEI, institution financière de la Communauté Européenne, recherche pour son Corps des Conseillers Techniques à LUXEMBOURG un:

Ingénieur de Projets (h/t) (entre 35 et 40 ans)

Taches: identification et évaluation technico-économique de projets d'infrastructure, notamment dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement. Qualifications: Il Ingenieur de formation universitaire avec une expérience d'eu moins 10 à 12 années couvrant notamment l'étude, l'évaluation, le suivi de la réalisation de projets ainsi que la gestion de systèmes complets dans les domaines de l'eau et de l'assainissement; Il-une expérience internationale est nécessaire, acquise en partie dans les pays en voie de développement. Langues: ☐ très bonne connaissance (écrite et parlée) de l'anglais; ☐ la

cnnnaissance de l'espagnni et/ou de l'italien serait appréciée. La Banque offre de très bonnes conditions d'emploi, une rémunération intéressante, de nombreux avantages sociaux et pratique une politique d'égalité

Les personnes intéressées, possédant la nationalité d'un des pays membres de la Communauté, sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé, accompagné d'une photographie, en indiquant la référence, à la:

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT, Département du Personnel (Recrutement) (Réf.: CT 9210) 100, boulevard Konrad Adenauer, L-2950 LUXEMBOURG. FAX: 4379-3356.

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.

SÉLECTION IMMOBILIÈRE appartements appartements pavillons achats URGENT 100

3° arrdt

MARAIS - RUE SAILLY 4 PCES 110 m². DUPLEX 4 et 5° åt. Charme. Poutre tomettes. Esc. classe. Dile exp 2 400 000 F. 48-04-85-85 MARAIS - TURERINE
2 PCES 63 m². Refait neuf
Poutres. Très clair.
Asc. Double exposition.
1 450 000 F. 48-04-35-3

4º arrdt HOTEL-DE-VALE
Rue piétonne. Imm. récent.
GD STUDIO. 4 pass-lendire.
Terreses 20 m². Park, secens.
1 420 000 F. 48-04-84-48

11° arrdt

CIRQUE D'HIVER
RUE AMELOT. Bel Imre
ancien. 2 PIECES.
A rénover. Parquet.
950 000 F. 48-04-84-48 12º arrdt

PLACE DAUMESNE AV. DAUMESNE. B. 2 PCES Cuts. TOUT CONFT. 2-6t. Calme. Pieir sud. 636 000, créd. 43-70-04-64

16°: arrdt + chire + service, Celme Soleil, 2 100 000 F. RIVAL RG 48-55-10-11

19° arrdt .) M· RIQUET BEAU STUDIO. Cuis. entrée. TT CONFT. Ascens 319 000 F. 48-04-35-35

LEVALLOIS . 9/92, 47-39-65-29

. 92 Hauts-de-Seine

Province 1 domaine privilégié 4 pçes, S. H. 128 m³, ter

EMBASSY SERVICE rech, pour CLEENTS ETRANGERS APPARTS DE HAUT DE GAMME PARIS, RÉSIDENTIEL ET BUREAUX TÉL : (1) 45-62-16-40

demandes Paris EMBASSY SERVICE

non meublées

(1) 45-62-30-00

nerces, écoles, lycés, équi sements sportifs, gol tennis, centre équestre. Prix : 1 600 000 F. Après 19 h : 45-98-12-78. ALLEMAGNE-LEIPZIG

(Nord), env. 400 000 m² de terrain industriel, près

proprietes

43-55-17-50

200 m² sur deux étages. Seus pes-de-porte. Angle svenue Parmentier et rue du Chemin-Vert. T. 47-38-56-33 ap. 19 h. fonds de commerce

Ventes COTES-D'ARMOR

REDELA RÉUNION

Parce que je refuse de vivre dans un espace exigü

Je conçois des appartements réellement habitables. aux pièces spacieuses et fonctionnelles : Parce qu'une résidence secondaire doit bénéficier . des mêmes prestations qu'une résidence principale. Parce que j'ai le souci d'une qualité irréprochable, garante d'une bonne plus-value:

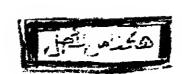
J'AI CONCU LA RESIDENCE LES PALATINES

Située dans le centre de Saint Raphaël, à proximité immédiate des commerces et du marché provençal. à quelques minutes à peine du vieux port, des plages de sable fin et des complexes de loisirs, cette résidence bénéficie de prestations luxueuses. (domotique, notamment).

C'est dans un tel contexte que vous pouvez devenir propriétaire de votre résidence principale ou secondaire à partir de 380 000 F*



Immobilière Patrick MORENON Le Mas Ed-Ly - Bouleyard Frédéric Mistral 83700 SAINT RAPHAEL TEI: 16/94.83.96.96



ÉCONOMIE

SOCIAL

Les suppressions d'emplois à l'usine de Sochaux

Les syndicats contestent le plan de la direction de Peugeot

oppose M= Martine Aubry, ministre du travail, à M. Jacques Calvet, patron de Peugeot-Citroen, les syndicats ont vivement réagi, jeudi 30 nyril, au plan de suppression d'emplois à l'usine Peugeot de Sochaux.

Examiné la veille à Paris par le comité central d'entreprise, présenté an comité d'établissement de Sochaux, ce nouveau plan social ne comporte pas les 685 préretraites FNE envisagées (le Monde du 2 mai). Si la CSL et la CFE-CGC ont réservé leur réponse, les repré-sentants des syndicats CGT, CFDT, FO et CFTC ont largement conteste

Reprise du travail des dockers. -Les ports français ont retrouvé leur activité habituelle lundi 4 mai, après quatre jours de léthargie complète provoquée par la grève des dockers. L'arrêt de travail auquel avait appelé la Fédération CGT des ports et docks a été massivement suivi, comme tous ceux qui se sont succédé depuis sept mois. La totalité des ouvriers était en grève pratiquement partout, sauf à

n Grève des transitaires : perturbation aux frontières. – La circulation aux frontières franco-espagnole du pays basque, franco-italienne, près du tunbasque, franco-italienne, près di tun-nel du Mont-Blanc, et franco-belge connaissait, dans la matinée du lundi 4 mai, des perturbations, en raison du mouvement de grève déclenché par des transitaires, à l'appet de l'Union nationale des salariés des commission-naires et opérateurs en douane (UNS-COD). Les salariés s'inquiètent des COD). Les salariés s'inquiètent des conséquences pour la profession de l'entrée en vigueur du Marché unique européen prévoyant la suppression des frontières entre les douze Etats de la Communauté au le janvier 1993.

D Report au 7 mai des inscriptions sur les listes des élections pred'ho-males. - Le ministère du travail a indiqué, dimanche 3 mai, que la date d'envoi des déclarations à remplir par les entreprises et les demandeurs. d'emploi pour l'inscription aux élections prud'homales du 9 décembre 1992 est reportée du 5 au 7 mai à minuit. Cette décision vise à «faciliter l'inscription des salariés, des extérieur, «un atout dont la France ne employeurs et des demandeurs d'em peut se passer».

cées par la direction. Rappelant le non-respect des engagements pris par M. Calvet lors du plan social de 1991, la CGT et la CFDT s'étonnent de «l'obstination» du PDG, alors que les bénéfices du groupe (5,5 milliards de francs en 1991) auraient pu, selon eux, permettre à Peugeot de contribuer au financement des départs en FNE et de participer activement, comme le souhaite M™ Aubry, à la bataille pour l'emploi dans le district de Montbéliard (15 000 emplois et 10 000 habitants

ploi sur les listes électorales», précise

perdus en dix ans).

la CGT conteste les résultats des élections au comitté d'entreprise de Bouygues. - La CGT a annoncé, jeudi 30 avril, qu'elle contestait les élections des délégués du personnel et du comité d'entreprise auxquelles étaient conviés en région parisienne, le 23 avril, 6 000 salariés de la société 23 avril, 6 000 salariés de la societe Bouygues SA construction. Dénonçant les «méthodes d'entraves et de fraudes électorales», la CGT s'étonne de progresser « de 5 % selon les chiffres publiés six jours après le scrutin et de 13 % dans les bureaux de vote [60 an total] surveillés par la CGT». Le syndicat entend demander «l'annulation de ces élections devant les tribunaux compétents».

□ Les chambres d'agriculture estim que la baisse du revenu est un signe de «déclin». – L'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA) analyse la baisse du revenu comme un phénomène de «déclin de l'agricul ture». C'est le résultat des « importure». C'est le résultat des «impor-tantes baisses de prix» mais anssi la traduction d'une «baisse des investis-sements et d'une forte décapualisation du troupeau», précise l'APCA dans un communiqué. Ce recul du revenu agricole «ne peut qu'avoir de lourdes répercussions sur l'ensemble des four-nisseurs» de ce secteur de l'économie. L'APCA parle de «nouveau retard. L'APCA parle de «nouveau retard, pris sur les nutres caregories socio pro-fessionnelles» et s'inquiète des consé-quences sur le résultat du commerce

- AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



LE RÉSULTAT D'HACHETTE POUR 1991

Le conseil d'administration d'Hachette, réuni le 30 avril 1992 sous la présidence de Jean-Luc Lagardère, à arrêté les comptes de la société et pris connaissance des comptes consolidés du groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 1991 dont les principaux éléments sont rappelés ci-dessous : ----

05114

HE VIVE

更"灰星間龍

ALLENS PITTERS

Letter

1. Les comptes consorides		
En millions de francs	31 décembre 1991	Rappel Exercice 1990
Chiffres d'affaires Résultat courant Résultat net consolidé Résultat net part du Groupe	30 411 636 - 1 831 - 1 931	30 047 779 619 492

Le résultat net, pour la part du groupe, est une perte de 1,931 milliard de francs ; les nséquences de l'arrêt de la Cinq ont lourdement pesé sur la résultat de l'exercice.

 Les conséquences de l'arrêt de la Cinq pour HACHETTE. L'incidence nette au titre de la Cinq est de 1,793 milliard de francs pour 1991, après reprise de la provision exceptionnelle de 1,750 milliard de francs constituée l'exercice président.

Le coût global pour HACHETTE est donc de 3,5 milliards de francs conformément x indications communiquées au mois de mars 1992.

· Le résultat uet part de Groupe

En dehors de la Cinq, il prend en compte :

le résultat courant qui, avant éléments exceptionnels ressort à 636 millions de francs (contre 778,7 co 1990), laissant ressortir un bénéfice net de 11,9 millions de francs avant dépréciation exceptionnelle d'actifs incorporels et incidence de la Cioq; L'enregistrement d'une dépréciation exceptionnelle des actifs incorportes concernant les fonds éditoriaux du groupe SALVAT pour 100 millions de francs et du titre de publication ELLE (éditions Grande-Bretagne) pour 50 millions de francs ;

publication ELLE (éditions Grande-Bretagne) pour 50 millions de francs;

Les charges et produits exceptionnels oon récurreuts pour na montant de
300,7 millions de francs représentant pour plus de la moitié des charges et provisions pour restructuration des activités. Le résultat exceptionnel enregistre également
des plus-values nettes sur cessions d'actifs pour 204,5 millions de francs provenant
principalement de la vente du groupe Danel-Ferry et de la cession d'une partie du
capital (15,1 %) des Dernières Nouvelles d'Alsace.

Au total, le tésultat oet de l'ensemble coosolidé fait apparaître une perte de 1,831 million de francs. Après intérèts minoritaires bénéficiaires, la perte nette part du groupe s'étabili donc à 1,931 million de francs contre un bénéfice de 492 millions de francs à la fin de l'exercice précédent.

Le résultat de la société HACHETTE SA est une perte de 3,221 millions de francs. L Les comptes sociaux

 Uo résultat courant de + 20 millions de francs, après constatation de charges financières exceptionnelles d'un montant de 230 millions de francs. Un résultat exceptionnei de 3,031 millions de francs dont 2,854 millions de francs
 Un résultat exceptionnei de 3,031 millions de francs dont 2,854 millions de francs représentent l'Incidence nette au titre de la Cinq après représe de la provision de 650 millions de francs constituée l'an pessé dans les comptes de HACHETTE SA

 La charge des rémunérations prioritaires de 216 millions de francs. L'utilisation d'uo carry back de + 6,8 millions de francs.

Au cours du le trimestre 1992, le Groupe a conduit des discussions avec ses principeux partenaires financiers, qui out abouti à un accord de principe aur un schéma de peux partenaires financiers, qui out abouti à un accord de principe aur un schéma de proposition pouvant atteindre 2,800 millions de francs – répartis entre fenission récapitalisation pouvant atteindre 2,800 millions de francs – répartis entre fenission récapitalisation pouvant atteindre 2,800 millions de francs – répartis entre fenission d'actions ordinaires, d'obligations convertibles et titres subordonnés – lui permettant d'actions ordinaires, d'obligations convertibles et titres subordonnés – lui permettant d'actions ordinaires d'actions de la principe d'action de la principe de la contraire de la principe de la contraire de la contrai

Les montants, modalinés et calendriers précis des opérations évoqués dans le présent communiqué seront déterminés des que les procédures en cours auront abouti et que les autorisations nécessaires auront été recueilles. Dans l'intervalle, les moyens de financement décessaires auront été recueilles. ires an Groupe resteront assurés.

CONJONCTURE

Les comptes de la nation pour le quatrième trimestre

Production étale mais consommation en reprise à la fin de 1991 (+0,6 %). Pourtant, tous calculs

Production nationale étale, recul Production nationale étale, recul
de l'investissement et des stocks
mais reprise de la consommation
des ménages, dégradation des
comptes des entreprises : telles
sont les données les plus importantes fournies par l'INSEE dans
es comptes nationaux dn quarième trimestre.

Le produit intérieur brut marchand a quasiment stager nu qua-trième trimestre 1991 (+0,1 %) mprès la vive avancée des six mois précédents à un rythme annuel de 3,4 % (+0,7 % au deuxième trimestre). Progressant moins vite, l'économie française a eu moins besoin de française a eu moins besoin de s'approvisionner: les importations ont reculé de 1,7 % par rapport au troisième trimestre, alors qu'elles avaient fortement progressé, entre juillet et septembre (+3,1 %). De même les stocks se sont-ils dégonflés dans tous les secteurs.

dégonflés dans tous les secteurs.

Si le PIB, qui prend en compte les services et l'agriculture, s'est maintenu, la production industrielle seule a reculé de 0,7 % après avoir fortement augmenté (+1,3 %) au troisième trimestre. Toutes les branches ont contribué à ce recul. Les exportations elle-mêmes – en forte progression aux deuxième et troisième trimestres – ont presque stagné au quatrième (+0,2 % par rapport au trimestre précédent). rapport au trimestre précédent).

Henreusement, le ponvoir l'achat de l'ensemble des revenus a augmenté assez nettement (+0,9 %) grâce surtout aux revalo-risations des administrations publiques du le soût et du le novembre perçues au quatrième trimestre. Cela a permis une progression de la consommation des ménages (+0,9 %) succédant à l'accélération mregistrée au troisième trimestre

la croissance des revenus, l'épargne recommençant à augmenter. Signe inquiétant s'il se renouve-lait, l'excédent brut d'exploitation des sociétés et leur tanx d'épargne

faits, la consommation a progressé

moins vite que ne l'aurait permis

ont reculé, de même que leur taux

La Fédération du bâtiment lance un appel aux pouvoirs publics

Le président de la Fédération nationale du bâtiment (FNB) M. Jean Domange, a présenté récemment un document intitulé «Le bâtiment au cœur des enjeux nationaux», qui constitue un appel afin que les pouvoirs publics prennent conscience de l'importance de ce secteur et de son rôle dans la bataille de l'emploi. Le bâtiment (1 300 000 actifs) est actuellement en récession et sa croissance d'ici à 1995 devrait se situer, selon les hypothèses, entre 0,2 et 1,7 %.

La FNB note aussi qu'entre 1985 et 1990 la hausse moyenne des prix à la consommation a été de 3,1 % alors que celle des prix (hors taxes) des travaux de logements a été limitée à 2,5 %.

M. Domange a jugé e intères-sant » le plan arrêté le 12 mars par M= Cresson et M. Quilès, la FNB souhaitant son « application rapide » par le nouveau gouverne-

FINANCES

Réactions mitigées au projet de contre-OPA de la Lloyds Bank sur la Midland

Le projet de contre-OPA de la Lloyds Bank sur la Midland (le Monde du 30 avril) provoque des réactions contradictoires. Les syndicats bancaires britanniques - qui craignent 30 000 suppressions d'emploi - sont hostiles à l'offre de la Lloyds Bank, tout comme le conseil d'administration de la Midland Bank. Ce dernier a réaffirmé la semaine dernière son soulien à l'OPA amicale lancée par la Hongkong and Shanghai Banking Corpora tion (HSBC) au détriment de l'offre

Firme d'investissements américaine

Drexel Burnham Lambert se réorganise en deux petites sociétés

La firme d'investissements nmé ricaine Drexel Burnham Lambert est sortie jeudi 30 avril du endre de protection de la loi sur les faillites, après un long processus de restructuration qui a transformé le geant des «junk bonds» (ces obligations hautement spéculatives) de Wall Street en petite compagnie aux aspirations modesics.

Drexel est désormais divisé en deux entités : DBL Liquidation Trust, qui sera charge de vendre les actifs de la firme, évalués à 2,5 milliards de dollars (près de 14 milliards de francs), pour rembour-ser ses créanciers, et New Street Capital Corp. qui aura pour mission de gérer les «junk bonds» que détient toujours Drexel. New Street, qui reprendra les activités proprement dites de Drexel, n'a plus que quarante salnriés (le Monde du 8 avril).

conditionnelle de 37 milliards de francs de la Lloyds Bank.

Pour nutant, cette recommandalion ne sera maintenue qu'à condition «qu'elle ne compromette pas la capacité des actionnaires de la Midland de considèrer une offre ferme de la Lloyds ». Les dirigeants de la Midland se ménagent ainsi une porte de sortie, au cas où l'OPA de la Lloyds Bank, supérieure de 4 milliards de francs à celle de HSBC, se

On se félicite en revanche de cette surenchère dans les millieux finan-ciers et à la City. Selon des rumeurs, le Crédit lyonnais était même sur les rangs pour se porter nequérenr d'agences de la Midland, devenues superflues après la fusion, un projet qualifié de «science-fiction» au siège de la banque française.

IL PDG d'Exxon International a dispara. - M. Sidney Reso, PDG d'Exxon International, a disparu depuis mercredi 29 avril. Sa voiture a été retrouvée dans l'allée menant à son domicile, dans le New-Jersey, aux Etats-Unis. Aucune indication ne permet pour l'instant d'expliquer cette disparilion, Exxon International est l'organisation qui gère l'ensemble des activités internationales du groupe pétrolier (bors Etats-Unis et Canada).

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements: 46-62-72-67

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LES RÉSULTATS DE MATRA POUR 1991

Résultats conformes aux prévisions

Perspectives plus favorables pour 1992

Réuni le 29 avril 1992 sous la présidence de Jean-Luc Lagardère, le Conseil d'Administration de MATRA a arrêté les comptes sociaux de MATRA S.A. et pris connaissance des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 1991.

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice s'établit à 22,7 milliards de francs, soit une progression de 6 % par rapport à l'exercice précédent, à périmètre comparable.

En effet ce chiffre n'est pas comparable à celui publié en 1990 (24,3 milliards de francs); en 1991, des modifications de périmètre et de méthode de consolidation sont intervenues et portent notamment sur :

— la mise en équivalence de la société UFIMA auparavant consolidée par intégration proportionnelle,

 Pintégrarion de la sous-filiale INTECOM pour l'exercice 1991 en entier,
 la prise en compte de MATRA MARCONI SPACE UK. pre de résultat consolidé sont les suivants :

timente du compte de residue corponet			
Les autres éléments du compte de restituit conjonne	1991	Roppel 1990	
En millions de froncs	965	1 296	
Résultat d'exploitation	101	(29) 1 267	
Résultat financier Résultat couront	1 066	687	
D4last not consolide fold	389 252	606	
Résultat net consolidé du Groupe			

· L'évolution du résultat net consolidé s'explique par un certain nombre de faits marquaots de

L'accroissement de 17 % des investissements en recherche et développement qui sont passés -La marge brute d'autofinancement consolidée qui s'élève à 1,536 milliard de francs en

augmentation de 10 % par rapport à 1990. Dans les différentes activités du Groupe :

UFIMA a connu un exercice 1991 négarif en raison des efforts intenses de restructuration, et des lourds investissements industriels dans un marché automobile en baisse. UFIMA, leader européen dans ses métiers, dispose désormais des moyens opérationnels de son développement.

metiers, dispose desormais des moyens operationnels de son developpement.

MATRA TRANSPORT s'est trouvé en 1991 en perte du fait de la constitution de provisions importantes pour l'achèvement des contrats de Chicago O'Hare et Taïpeh. Cependant le développement des transports collectifs dans un grand nombre de pays ouvre des perspectives commerciales encourageantes pour l'avenir.

MATRA COMMUNICATION, affectée par une conjoncture difficile au premiet semestre, a vu un récablissement de ses résultars au second semestre 1991 permettant un retour à une situation de quasifoculibre.

MATRA DATAVISION a poursuivi en 1991 son redressement.

Le pôle DÉFENSE-ESPACE 2 consu en 1991 une progression très sensible liée d'une part 21 lancement réussi de 9 satellites, dont ERS 1 et TELECOM 1, et aux tirs sans faute de 8 fusées ARIANE, et d'autre part, à la percée importante sur les marchés européens et asiatiques du MISTRAL.

MATRA AUTOMOBILE voit sa contribution positive légèrement réduite du fait de la mise en route de la nouvelle chaîne de montage et de la montée en cadence progressive de la production pour le lancement de la Renault Espace, dont le succès commercial a conduit à une progression de plus de 20 % de ses ventes progression à 1000.

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à la prochaine Assemblée Géoérale convoquée pour le 25 juio 1992 la distribution d'un dividende de 5,50 Flaction versé en 1992 au titre de l'exercice 1991.

Ce dividende sera assorti d'un avoit fiscal de 2,75 F, portant le revenu global à 8,25 F/action.

Compte tenu du caractère non récurrent des pertes liées à des phénomènes exceptionnels de l'année 1991, les perspectives d'activirés et de résultats pour 1992 sont plus favorables. Pour l'exercice en cours, des efforts les perspectives d'activirés et de résultats pour 1992 sont plus favorables. Pour l'exercice en cours, des efforts engagés pour réduire certains coûts, ainsi que les succes commerciaux rencontrés par certains produits du Groupe devraient conduire à une amélioration du ofeules consolidé d'autrest plus culioration des la cardination de conduire à une amélioration du ofeules consolidé d'autrest plus culioration des la cardination de la cardination de la cardination de consolidé d'autrest plus culioration des la cardination de la Groupe devraient conduire à une amélioration du résultat consolidé, d'autant plus qu'interviendrait in cession

Monsieur Jean-Luc Lagardère a informé les membres du Conseil des discussions actuellement en cours avec ses partenaires financiers traditionnels ayant trait à la restructurarion du Groupe qu'il anime.



Il est rappelé qu'un Centre d'Information des Actionnaires

et du Public est ouvert aux visiteurs:

5, rue Beaujon - Paris 8º. [Tél.: 47 66 03 06] et que tous

les renseignements du groupe

peuvent être également obtenus par MINITEL (36.16 MATRA).

DES ENTREPRISES

Bataille dans l'assurance scandinave

La fusion Skandia-Hafnia semble compromise

La tentative de rachat de la deuxième compagnie d'assurances danoise. Hafnia, par le numéro un suédois du secteur, Skandin (le Mande du 11 avril), semble sérieusement compromise selon la presse suédoise. Le président du conseil d'administration d'Hafnia, M. Ebbe J. B. Christenseo, serait venn jeudi 30 avril à Stockholm pour indiquer que les membres de son conseil d'administration étaient opposés dans leur grande majorité à l'offre publique d'échange (OPE) de

Cela fait déjà plus de deux semaioes que les principaux action-naires danois d'Hafnin sont partis en campagne, bien décidés à s'opposer à ce que, selon lenr expression, « Hafnia devienne une simple succursale suèdoise ». L'offensive a été menée par des investisseurs institutionnels danois nyant à leur tête le directeur du Fonds d'épargne des

salariés (LD), M. Flemming Skov-Jensen. Ce groupe d'actionnaires, se défendant cootre les accusations de chauvinisme, met nussi en avant son refus d'accepter de voir «brader Hafnia dans des canditians extremement défavorables ». Ils estiment que l'offre suédoise (2,7 miliards de couronnes, soit 2,3 miliards de couronnes, soit 2,5 liards de francs) est trop inférieure à la valeur de la compagnie, esti-mée au moins à 5 milliards de couronnes

On trouve des actiononires danois dans cette coalition décidée à sauver Hafnia des griffes de Skandia, mais aussi des étrangers qui possèdeot au total entre 25 % et 30 % du capital de la compagnie danoise. Parmi ces derniers, deux groupes français - Paribas, qui détient 2,5 % du capital d'Hafnia et 4,5 % des droits de vote, et l'UAP. doot la participation atteint au

partisans d'Hafnia. Le plan alterna-tif élaboré par les institutions danoises est à double détente : d'abord une augmentation de capi-tal de Hafnin de 1,5 milliard de couronnes avec droit préférentiel aux actionaires dans le bnt ede consolider Hafria et de préserver san indépendance » et ensuite la vente de sa participation de 33,6 % (d'une valeur de 4 milliards de cou-ronnes) dans le capital de Baltica, l'autre grand de l'assurance danoise, dont Hafnin tente en vain depuis 1990 de prendre le contrôle.

Skandia, qui a perdu avant impôts 4,3 miliards de couronnes sur les exercices 1990 et 1991, o'aurait sans doute pas les moyens de suivre. La cooclusion de cette his-toire compliquée sera sans doute apportée le 2 juin prochain par l'as-semblée générale ordinaire des actionnaires de Hafnia.

ÉRIC LESER

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RACHATS

de McDonnell Douglas. — Le gouvernement de Taiwao aurait necepté d'investir 600 millions de dollars (3.3 milliards de francs) pour une prise de participation de la société nationale Taiwan Aerospace Corp. (TAC) dans les activités de construction d'avioos eivils de McDonnell Douglas, selon le United McDonnell Douglas, selon le United Daily News de Taipeh. Les autorités de Tripeh nurnient toutefois demande à la TAC de limiter l'in-vestissement à 25 % du capital (soit 1.25 milliard de dollars) au lieu des 40 % initialement prévus. McDon-nell compterait sur cette transaction pour financer un projet de futur gros-porteur de 600 places et copro-duire l'appareil avec Taïwan qui pourrait lui faciliter l'accès au mar-

© Codhor repris par le groupe Saint Martin (Histoire d'nr). – La cour d'appel de Versailles vient de casser la décision du tribunal de comla décision du tribunal de commerce de Pontoise confiant à des represeurs privés la reprise de la première chaîne de bijonterie française Codhor (le Monde du 28 février). Elle a arrêté son choix sur la société Saint Martin Investissements (groupe Histoire d'or), qui reprend l'affaire pour 80 millions de francs, y compris l'activité de centrale d'achat et de prestations de services de la société coopérative Codhor SA. Le 10 mars, le parquet de Pontoise avait fait appel du jugement du tribunal de commerce. Le regroupement entre Histoire d'or et Codhor permet de constituer la pre-Codhor permet de constituer la première chaîne succursaliste française de bijouterie-horlogerie, avec 720 millions de francs de chiffre

CRISES

□ Eurotunnel verse 500 millions de francs nux constructeurs. − Eurotunnel, le concessionnaire du tunnel sous la Manche, a ordonné un pre-mier versement de 500 millions de francs aux constructeurs réunis au sein du consortium TML. Ce règle-ment fait suite à la décision d'un panel d'experts qui ont donné rai-son sur le principe aux construc-teurs dans le différend financier qui

l'oppose à Eurotunnel, et qui ont enjoint à ce dernier de leur verser 500 millions de francs par mois à store provisioonel à partir du 30 avril. «Le 28 avril, les banques agents du syndicat bancaire ont infarmé Eurotunnel que 500 millions de francs devraient être payés le 30 avril et que cela constituait une condition pour qu'elles recomune condition pour qu'elles recom-mandent au syndicat bancaire d'ac-corder une dérogation permettant le financement du projet au-delà de la fin du mois de mai », précise le concessionnaire dans un communi-

a L'imprimerie Cino del Duca placée en redressement judiciaire.
L'imprimerie Cino del Duca (ICDD), propriété du groupe Maxwell Communicatioo Corporation (en faillite) depuis 1988, a été placée, jeudi 30 avril, en redressement judiciaire par la tribuse de la communication de la judiciaire par le tribunal de com-merce de Blois, avec one période d'observation de six mois. ICDD emploie environ 500 personnes à Blois et réalise un chiffre d'affaires de francs. En manque de charge de travail et ayant du mal à rembour-ser 160 millions de francs d'inves-tissements, elle cherche un repreneur depnis des mois. Elle est actuellement en contact avec le groupe canadien Québecor.

SOCIAL

o Lufthaosa vent supprimer 1 000 emplois. - La compagnie nécienne allemande Lufthansa a confirmé son intentios de suppri-mer 1 000 emplois d'ici à la fin de l'année. Elle explique cette décision par l'intensification de la concur-rence, ootamment sur l'Atlantique nord. Le président du directoire de Lufthansa, M. Juergen Weber, a annoncé récemment que la compa-gnie avait perdn 400 millions de deutschemarks (1,35 milliard de francs) en 1991 et que les résultats du début de l'année étaient « oussi

RÉSULTATS

n Picard surgelés : progression de 34 % du bénéfice. – Picard surgelés (distribution de produits surgelés) a enregistré un bénéfice net de 54 millions de francs en 1991, en

hausse de 34 % sur celui de 1990. Le chiffre d'affaires s'est établi pour la même période à 1,44 milliard de francs, en hansse de 9,83 % par rapport à 1990. La capacité d'autofinancement de Picard surgelés a progressé de 15 %, représentant 7,6 % du chiffre d'affaires. Avec l'ouverture de 30 nouverus magazine préture de 30 nouveaux magasins pré-vue cette année. Picard surgelés devrait porter son résenu à 214 points de vente à sin 1992.

 Blder (papier) enregistre une perte nette de 28,6 millions de francs suisses en 1991. – Bider, premier producteur suisse de papier, n euregistré uoe perte oette de 28,6 millions de francs suisses (104,1 millions de francs), résultat le plus mauvais jamais réalisé par le groupe, annonce la société dans un communiqué. Le chiffre d'affaires coosolide n progressé de 18,2 % à 893 millions de francs suisses (3,14 milliards de francs). En 1990, le bénéfice oet s'était élevé à Il millioos de francs suisses. Le de renoocer au versement d'un

ACCORD

Accord cotre Usinor-Sacilor et Hoogovens dans les produits plats. -Le groupe sidérargique français Usinor-Sacilor vient de conclure un accord nyec son concurrent néerlandeis Hoogovens dans le domaine des produits plats, indique la direc-tion d'Usinor-Sacilor dans un com-muniqué. Hoogovens a décidé la fermeture pour la fm de 1992 de sa production de plaques, utilisées ootamment dans la construction métallique, les travaux publics, la mécanique ou la construction navale. Pour continuer à répondre aux besoins de ses clients, le groupe hollandais fera appel en exclusivité anx productions d'Usionr-Sacilor. anx productions d'Usions-Sacilor.
Le groupe sidérurgique français est
au premier rang modial avec une
production de plaques supérieure à
2 millions de tonnes par an. En
échange, Hoogovens fournira à Sollac, la filiale do groupe public spécialisée dans les produits plats, un tonnage équivalent de bobines à chaud (tôles d'acier laminé à chaud).

– AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EPARCIC

La Sicay monétaire des trésoriers

Comptes de l'exercice clos le 3t.12.199L

Aclif net au 51.12.1991 : F 8.349.125.552

Valeur liquidative su 13.04.92 : F 3.550,41

Performance 1991: + 9,43%

Performance du 31.12.1991 au 13.04.1992: + 2,71% soit en taux actuariel annualise + 9,61%

CAPITALISATION DES REVENUS

Le Président Plerre BOUTELLIER a déclaré :

EPARCIC, SICAV court terme monétaire.a continue à offrir aux trésoriers une perfor-mance très proche du marché monétaire et une grande régularité, avantage déterminant dans la gestion de leurs liquidités à court terme.

Pour 1992, face à un contexte économique mondial incertain, la gestion du porte-feuille demeurera prudente et privilégiera les toux variables, Les titres de créances négociables détenus par la SICAV seront de durée très courte afin de limiter au maximum le risque de taux tout en profitant d'un éventuel mouvement de reprise de la baisse des taux.

A.G.O. du 14.04.92



on your en donne plus pour votre argent

Consultez les valeurs liquidatives de nos SICAV et FCP sur Vinhel 36.14 code CIC

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

(en millions de france)	
23	ani 1992
Total scif	613 743
dont -	164 245
Disponitions à vue à l'étranger	107 203 54 703
Avances au Fonds de stablisation des	1
Or et autres actifs de réserve à race-	15 824
voir du Fonds européen de coopéra-	55 593
Concours au Trésor public	40 280
Titres d'Ent (bons et obligations)	59 520
st obligataire	370 61 130
Effets en cours de recouvrement	28 562
Total passif	813743
SAR	

'illets en circulation Comptes courants des ésablisse aetraints à la constitution de réserves... Compte course du Trésor public 6 687 Compte spécial du Forris de stabilies tion des changes - Congrepartie des allocations de droits de tirage spé-

8 001 Ecus à livrer au Fonds auropéen de.

TAUX DES OPÉRATIONS Taux de la demière opération sur appel d'offres 9,60 %
Taux des pessions de 5 à 10 jours 10,50 %
Taux des systems sur sières 12 %

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS.

AMSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES Indices pinirum de buse 190 :

31 Sections 120	•	
	24452	30-44
Valence Branç, à rev. variable	1128	315
Yaleuri Industrialies	173,6	116
Pitche Inche	122.3	122
Chair Hindurgle, microlym Bactricki, Microsless Minart et matigient	1244 .	127
Birgard of published	117,4	115
Agrandamentales	116,5	112
Distribution Transports, felairs, survices	117,2	TIE
Agreem	112,8	110
Sironi	112,1	112
Life All Inc.	137	==

99.5 98.5 98.6 100.2 Base 100 on 1949 Base 100 en 1872 638.A 563.8

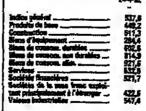
113,1 120,2 118,2 117,7 des val. ir, i rev. fice ____. Contin et estimble

COMPAGNIE DES ASIENTS DE CRANGE Base 100 : 31 décembre 1981 244-92 30-4-62

547,3 468,4 822,5 287,3 617,3 806,3 543,3 826,4

431,5 588,1

477 S 547 A



TOKYO, 4 mai

Clos Tous les marchés boursiers et financiers japonois ont chômé lundi 4 mai en raison de têtes locales.

> La Bourse de Tokyo a perdu 9 milliards . de yens

de yens

La Bourse de Tokyo — organisme chargé du fonctionnement du Kabutocho — a enregistré une perte de
9,13 milliards de yens (383 millions da franca) sur l'exercice 1991-1992
après une perte de 9,93 milliards en
1990-1991. La chiffre d'affaires a
baissé de 1,5 milliard de yens sur l'ennée à 47,40 milliards. Ce récul
s'explique par la baisse des revenus de courtage, le velume des transactions ayant été plus faible que prévu,
et par la baisse du revenu des commissions provenant des sociétés nouvellement cotées, a expliqué le président de la Bourse, M. Minoru
Nageoka, Les échanges se sont étevés en moyenne à 356 milliards de
yens par jour en 1981-1992, alors
que le Bourse s'attendait à 750 milliards.

والمعاولة والأرابينية والمتعارض والمعتقد والمتعارض والمتعارض والمتعارض والمتعارض والمتعارض والمتعارض والمتعارض

CHANGES

Dollar: 5.55 F.

B + 100 1 1 0 0 1 . V
Lundi 4 mai la dall
Lundi 4 mai, le doll
s'échangeait en baisse, subissa
le contre-coup des émeutes
Los Angeles et des indication
moins favorables données p
les directeurs d'achat. A Par
le billet vert n ouvert
5,55 francs contre 5,5955 fran
à la cotation officielle de jeu
30 avril

FRANCFORT 30 avril 4 mai Dollar les DM)___ 1,6598 1.6470 TOKYO 30 avril Dollar (en yens) 133,38 · des MARCHÉ MONETAIRE

(effets privés) Paris (4 mai) 9 t3/16 9 t5/16% New-York (f= max) 33/4%

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91) 30 avril 1° mai

clos

(SBF, base 100 : 31-12-81) Indice gineral CAC 547,38 don (SBF, base 1000 : 31-12-87) Indice CAC 40 ____ 2631.14 NEW YORK (Indice Dow Jones) 3 339.12 3 336.09 LONDRES Budice e Fauricial Tanes u 30 svrii 1º mai 100 valeum 2 654,10 2 669,88 30 valeum 2 073,30 2 081,70 Mines d'or 107,90 106 Fonds d'Emt 88,60 88,61

FRANCFORT des TOKYO ... 4 mai clas clas

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS CO	MPTANT	COURS TERME TROIS MOIS		
	Demandé-	Offert	Demandé	Offert:	
S E-U Yen (100) Em Deutschenurk Franc subse Lire kullenne (1000) Lire skelling Peneta (100)	\$,5660 4,1860 6,9736 3,5715 3,6830 4,4875 9,8875 5,3730	5,5580 4,1890 6,9270 3,5770 3,6870 4,4900 9,8925 5,3780	5,6430 4,2440 6,9180 3,3736 3,6957 4,6635 9,8810 5,3448	5,6460** 4,2405* 6,9766. 3,3748* 3,7047. 4,4695* 9,8958. 5,3510	

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

-	UNU	MOIS	TROIS	MOIS.	SIX	MOIS
	Demandé	· Offert	Demandé	Offert	Demande	Offert
\$ E-U Yen (100) E-Detechenark Franc sulese Live indisense (1000) Live sterling Pesein (100) FRANC FRANÇAIS	3 13/16 4 5/8 t0 1/8 9 3/4 8 3/4 12 10 1/4 t1-7/8 9 7/8	3 15/16 4 3/4 10 1/4 9 7/8 8 7/8 12 1/4 10 1/2 12 1/8	3 7/8 4 9/16 10 1/8 9 3/4 8 9/16 12 10 1/8 11 7/8 9 15/16	4 11/16 18 1/4 9 7/8 8 13/16 12 1/4 16 3/8 12 1/8 10 1/16	4 1/16 4 1/2 10 1/8 9 3/4 8 9/16 12 10 1/16 12 1/8 9 15/16	4 3/16 4 5/8 10 1/4 9 7/8 8 13/16 12 1/4 10 5/16 12 3/8 16 1/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devisés, nous sont communiqués en fig de matinéé par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde-RTL ENTREPRISES à 22h15 sur RTL Mardi 5 mai : Anne Marie Leroy, Pierre Vaillaud, directeur général du groupe Total. rales, internationales et de la coopération au ministère de éducation nationale et de



des ouvrages pour comprendre et agir...

DUNOD

ADMISSIONS SUR TITRE EN 1r ou 2° ANNEE L'admission sur titre à l'E.S.L.S.C.A permet aux diplômés de l'enseignement supérieur d'intégrer l'une des meil-leures écoles de commerce françaises et d'obtenir à l'is-sue du programme le diplôme E.S.L.S.C.A visé par l'État.

Ce diplôme peut être cumulé avec le diplôme M.B.A. d'une université américaine dans le cadre du programme international de 3º année. Pour la première année les candidats doivent être titu-

laires d'un DEUG, DUT, ou diplôme équivalent. La deuxième année s'adresse aux candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur, pharmacien, médecin, d'IEP, ou d'une maitrise.

Date des épreuves:

- le année (1 session): 7 et 8 juillet 1992

les coording avant le: 15 juin

inscription avant le:

- 2° année (2 sessions): 9 et 10 juillet 1992. 23 et 24 septembre 1992 15 juin (1^{re} session) 31 juillet (2^e session)

Renseignement - Inscription E.S.L.S.C.A. 1, rue Bougainville - 75007 Paris - Tét.: (1) 45-51-32-59. Établissement privé d'enseignement supérieur fondé en 1949 Diplôme visé par l'État.

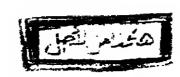
LES FAISE

NOUV

LA PRES!

L'ISLAM

En ve



• LE DROIT, L'ONU ET LA POIGNE AMÉRICAINE - Page 21

LE MONDE

Autil/Ministra: 26 F
Belgique : 140 PB
Connada : 239 S C
Repage : 140 PB
Connada : 239 S C
Repage : 140 PB
Connada : 239 S C
Repage : 140 PB
R

ÉCOLOGIE Rio, sommet de la vérité

NOUVEL ORDRE, RÉBELLIONS, NATIONALISMES

Un monde à reconstruire



Le rythme précipité ainsi que la profondeur des récentes transformations politiques frappoint, saisissent, stupéfient. Annoncent-elles une ère de grandes turtiulènces? Beaucoup le traignent, qui constatent à quel point le shute des régimes autoritaires d'Europe de l'Est, l'unification allemande, la guerre du Cotte, l'éclatement de l'UNSS et la double failite du communisme veau payange géopolitique. A quoi ressemble celui-ci ? Quelle États, quelles fonces, quelles idées émergent dans ce convexte ? Quelles chênces, quels risques pour la démocratie et pour le citoyen ?

LA RIGUEUR CONTRE LES PROMESSES

M. Bérégovoy et le spectre du chômage

garde du groupe des Sept et celles du comité intéri-maire du Fonds monétaire international (FMI), fin oyril à Washington, ont accru le pessimisme des milieux économiques du monde occidental. Au mieux, selon le FMI, une nette reprise de la croissance n'inter-

viendrait qu'à la fin de 1992. Dans ces conditions, l'engagement pris, en France, par M. Pierre Bérégovoy, peu après sa nomination au poste de premier ministre, de réduire le chômage tient de la gageure, du moins dans le laps de temps qui lui

E miracle aura-t-il lieu? On pent en douter; depuis 1981, en France, cinq premiers ministres successifs ont promis – juté, craché – qu'avec eux l'emploi s'améliorersit. Un seul y est parvenu; M. Michel Rocard, porté, il fant le souligner, par une conjoneture mondiale euphorique qui a galvanisé la croissance intérieure entre 1988 et 1990. M. Pierre Bérégo-voy poutra-t-il faire mieux que ses prédécesseurs? E miracle aura-t-il lieu? On peu

décesseurs?

Les expériences antérieures incitent à la prudence. La croissance économique française, en effet, est traditionnellement peu riche en emplois. Sur ce point, la France est assez proche du Japon et fort éloignée des Etats-Unis : la productivité horaire du travail progresse, bon an, mal an, de 2,5 %. Le Japon fait un peu mieux (3,6 %), mais compense ces gains de productivité par une croissance économique nettement plus 'rapide – au molus inson'à plus 'rapide - au moins jusqu'à présent (1), - si bien que son économie n'à jamais eu à choisir entre l'efficacité et l'emploi. On peut parler, à ce pro-

reste d'ici aux élections législatives de 1993. O France est, de tous les grands pays industrialisés, celui qui compte le plus fort taux de sans-emploi : 9,7 % ò la fin de 1991, contre 8,8 % pour l'ensemble de la CEE, 4.3 % dans la seule Allemagne (de l'Ouest), 6.7 % aux Etats-Unis et 2.1 % au Japon

La vraie question est de savoir si M, Bérégovoy, qui a longtemps présidé aux destinées de l'économie française en tant que ministre de l'économie et des finances, peut tenir ses promesses sans remettre en question sa politique de rigueur.

Par DENIS CLERC * population active : d'où la progression irrésistible du chômage. Cette situation ne présente pas que des inconvénients : les gains de productivité élevés sont la source à laquelle s'abrenvent la compétitivité

internationale et les hausses de ponvoir d'achat. Tout à la préoccupation de « redresser » l'économie française, de « redresser » l'économie française, c'est-à-dire de restaurer sa compétiti-vité internationale, les gouvernements successifs n'ont guère pris en compte le revers de la médaille. Peut-être pen-saient-ils, comme l'enseigne la théorie libérale, que cette amélioration de compétitivité permettrait de renouer avec la croissance forte, grâce aux mar-chés extérieurs qu'elle ouvrirait. Force est de reconnaître que les bienfaits est de reconnaître que les bienfaits supposés ne sont pas au rendez-vous, tandis que la détérioration de l'emploi a attriat un seuil critique. La médiocrité de la conjoncture internationale confirmée par le FMI, interdit de pen-

ser à une solution « par le haut »

Alars quoi? Si des marges de ancenvre existent, elle sont étroites. notamment, sur l'accélérateur budgétaire. Même s'il ne le clame pas haut et fort, e'est ce qu'il est en train de faire rétement, en supprimant huit mois majoré: gagner 0,2 on 0,3 point de croissance, c'est créer nu maintenir 30 000 on 40 000 emplois... Ce n'est pas négligeable, mais, on le voit, nous sommes loin du compte. Sans doute pourrait-on appuyer un peu plus fort sur l'accélérateur, mais le premier ministre - il ne cesse de le répéter - s'y refuse : il ne tient pas à compromettre l'image de « Père la rigueur » qu'i s'est patiemment forgée.

(1) Ser le ralentimes

Un dossier exceptionnel

NOUVEL ORDRE, RÉBELLIONS ET NATIONALISMES

Un monde à reconstruire, par Ignacio Ramonet. - Un formidable concassage incapable d'organiser l'avenir, par Jacques Decornoy. - Nouveau prêt-à-porter idéologique, par Armand Mattelart. - La grande métamorphose urbaine, par Thierry Paquot. - Crise du sens et tentation totalitaire, par Alain Bihr. - Triomphale, fragile démocratie, par Christian de Brie. - L'Occident saisi par la violence des replis identitaires, par Georges Corm. -L'ardente obligation de préserver le futur, par Bernard Cassen. – De l'islam et de la modernité, par Alain Gresh.

RIO : SOMMET DE LA VÉRITÉ

Les enjeux du « sommet de la planète Terre » qui devra prendre à bras-le-corps les problèmes du développement et de l'environnement. Avec des articles de Mohamed Larbi Bouguerra, Raymond Van Ermen, Pierre-Benoît Joly et Jean-Pierre Rogel.

LES FAISEURS DE RÉVOLUTION LIBÉRALE EN EUROPE DE L'EST par Ibrahim Warde. Ajustement structurel, conseillers occidentaux et nouvelle nomenklatura.

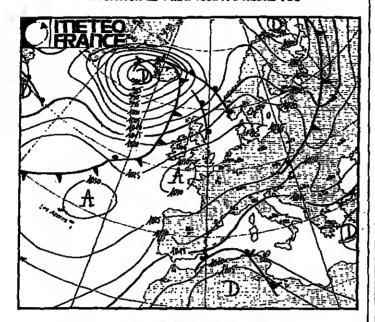
LA PRESSE ALGÉRIENNE ET LES FANTÔMES DE LA LIBERTÉ par Geneviève Delaunoy. Quand les journalistes s'abstiennent de condamner un coup d'État.

L'ISLAM COMME FERMENT DES NATIONALISMES EN RUSSIE

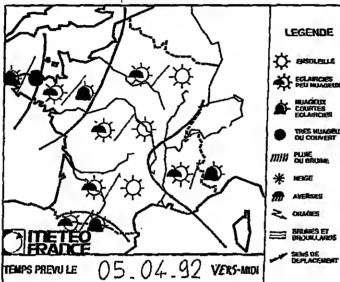
par Alexei Malashenko. La Russie à son tour menacée d'éclatement.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

Monde-M THIRD THIS SEP FIEL



PRÉVISIONS POUR LE 5 MAI 1992



Mardi : ensoleille sauf près de la Manche. - Sur le Bretagne, on se réveillera sous un clei très nuageux; quekques gouttes seront possibles; en fin d'après-midi, de timides éclaircles

Sur les Paye-de-Loire, la Normandie et le Pas-de-Calais, les éclaircies matinales se feront plus rares eu fil des

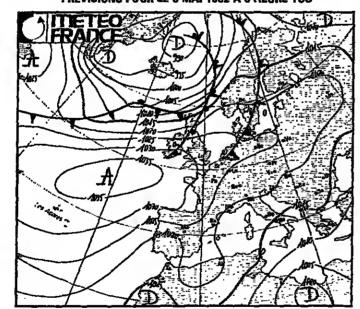
Sur les Pyrénées, le Massif Central, les Alpes et la Corse, le ciel sera partagă entre les nuages et le soleil.

Partout ailleurs, eprès dissipation de quelques rares bancs de brume ou brouillard, le soleil brillera largement.

Le tramontane soufflere jusqu'à 60 km/h en rafale; ailleurs, le vent du nord soufflera plus modérement.

Les températures seront assez proches des normales : des minimales un peu fraîches : entre 2 et 6 degrés au nord de la Loire, entre 7 et 10 degrés eu sud et lusqu'à 13 degres sur le littoral méditerranéen : des maxime agréables, le plus souvent comprises entre 17 et 20 degrés, sauf près de la Menche où elles ne dépasseront pas 15 degrés, et au contraire dans le Sud-Est où elles dépasseront les 20 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 6 MAI 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé Valeurs extrêmes relevées entre le 4-5-92 le 3-5-1992 à 18 heures TUC et le 4-5-1992 à 6 heures TUC					
CAEN 14 3 N CHERBOURG 14 1 N CLERBOUTFEE 12 6 D DIJON 14 6 C GRENOBLE 12 10 C LILLE 13 4 D LIMOGES 12 5 D LYON 13 9 C MARSEILLE 21 10 D NANTES 16 4 D MICE 22 16 D PARIS HONTS 19 6 N PAU 14 9 D	TOULOUSE 14 8 N TOURS 15 4 D PORTLAPTER 28 24 N ETRANGER ALCER 14 11 P AMSTERDAM 12 2 D ATERNS 25 13 P BARGROK 29 28 N BARCELONE 14 12 C BELGRADE 24 8 D BERLIN BRUKELLES 12 3 D COPENBAGUR 16 S C DAKAR 26 21 C DERRA 21 15 N GENEVE 12 10 C BENGRONG 24 23 C BYANBUL 17 10 N JERUSALEM 28 13 N LE CAURE 38 17 D LESBONNE 20 11 N LONDRES 16 5 C LOS ANGELES 23 10 C	LUXEMBORIEG. 13 4 D MADRID. 18 6 N MARRAECE. 24 10 D MEXICO. 25 13 N MILAN. 21 11 N MONTRÉAL. 10 6 C MOSCOU. 25 11 D NAIBOBS. 25 17 C NEW DELHI. 32 23 D NEW-YORK. 22 15 D OSLO. 23 15 D OSLO. 28 18 C EJO DELANAD. 13 12 C PÉXIN. 28 18 C EJO DELANAD. 13 12 C PÉXIN. 28 18 C EJO DELANAD. 14 D SINGAPOUR. 33 24 N STOCKHOLM. 15 1 N SYNNEY. 26 12 D TUNYO. 23 10 A TUNYO. 23 10 C VARSOVER. 18 8 C VARSOVER. 18 8 C VENISE. 25 14 D C			
A B C carl souvers	Oral Circl Oral Oral Oral Oral Oral Oral Oral Ora	P T * neupēte serge			

TUC a tempe universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document étable avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

Le deuxième pouvoir

N e en voudrait de paraître égrener des platitudes, mais quelle puissance, celle des mages l'Comment répliquer à des images? Comment finasser, biaiser, argumenter, plaider face aux images? Que pèsent, face aux images, un taux de criminelité des statistiques, des lois, des raisonnements? Les images sont là, que le télé repasse en boucle, inlassable, mécanique.

Combien de Rodney King ont été tranquillement tabassés par les policiers de Californie ou d'ailleurs. dans la plus paisible impunité? Des iournaux ont sans doute publié des

conférences de presse. On s'est indigné, sûrement, dans les griettos, les églises, les rédactions. Manquait-on de preuves? Non. Des dizaines de kids evaient dû faire incendie, on se bat, non pour vanconnaissance avec les matraques. Les blessures, les certificats médicaux, les témoins ne devaient pas Non, l'image n'est pas le quatrième manquer. Les faits étaient patents, avérés, recoupés, connus.

Mais un jour un vidéaste amadevient une affaire nationale, mondiale, un scandale évident. Seule-

encore le souvenir des images qui. Carmet incubliable en légar du seià l'instant du verdict, avive la bleseure de l'injustice et soutient le Père en Espagne pour trancher bras des émeutiers. On pille, on ger Rodney King, mais pour se purger, se délivrer de ces images. pouvoir. C'est le deuxième, juste. demière l'exécutif, et encore. Tout le reste n'est plus que figuration et teur est à sa fenêtre, et voici carton pâte - en Amérique du véables à merci, le légat, bien moins. Ici, on ne jurerait pas ennuyé, s'y refusera, accordant aux qu'elles gardent cet impact. Depuis sauvages le bénéfice de l'ârrie. En Timisoara, on n'y croit plus que glissant aux Espagnols qu'il existe ment connue, la violence était tolé- d'un ceil. Hasard de la programma- en Afrique, s'ils le souhaitent, un

zième siècle, dépêché par le Saintcette délicate question : les indiens ont-is une ame? Les indiens ou on massacre, que les Espegnols très chrétiene embrochent par treize pour faire honneur au Seigneur et à ses apôtres. Sommé par les premiers colons de les décréter corenquêtes sur la dureté de la police rable. Montrée, vue, elle devient tion, c'est en pleine émeute noire vaste réservoir de main-d'œuvre de Los Angeles, les mouvements insupportable. Et quand un jury que FR 3 nous offreit, avec la Une longue histoire commençait.

Francisco

in intimi

The Section of Participation

Table

Market He see

estable since in

Section 2

STEEL SETT

A Company

And the second s

· / ...

* .

نوب... و. و.

1 54

. ... ∵≃ ਨੋ

A. Alban

and the second second

the Park Table

30 3 a - 4

1 1 1 to 12 1

(personal p

and the state of the safety

14 A A A A

army man A 2134

1. 1. 16

50 $s=0.06\pm$

3 8 mm

Constitutions وميعياه والمراجعة أأماه 0 No. 9 . 44. the state of the state of

....

بهيا يوف العادا

. . . .

4.00

· - Provide

and the training and the state of

Property and the second

The days of the state of

. .

114 · - electrosiste f Marie State The same of the same

-4 -- 11 25

HOW COME

CONTRACT.

, m, m

Lundi 4 mai

	TF 1	
20.45	Variétés: Stars 90. Emission présentée par Michel Drucker. Avec Lova Moor, Marianne Mako, Xavier. Gouin, André-Philippe Gagnon, Patrick Timeir, Elie et Dieudonné, un clip de Michael Jackson, Renaud, Art Mengo, Fanny, Zouk Machine, Song of Ocarina.	23,50 0.50
22.40	Magazine : Santé à la Une. Comment vaincre sa timidité.	

0.10 Journal et Météo. Magazine : Minuit sports.
 Automobile : Grand Prix de formule 1 d'Espegne (résumé) : championnat du monde des voiures de sport, à Monza.* 1,20 Magazine ; TF1 nuit. 7 sur ? (rediff.).

20,50 Téléfilm : Princesse Alexandra.

 De Denis Amer, avec Anne Roussel, Matthias Habich (1- partie).
 22.25 Magazine: Résistancès.
 Présenté per Claude Sérillon. L'Afrique et son évolution. Invité: Edem Kodjo, ancien ministre logolais, ancien secrétoire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), professeur à La Sorbonne. Togo-Bénin? Alléhai la démocratie, de Dominique Torrès.
 et Claude Barrier; Le Roi Taylor, de Daniel Grandclement.

23.15 1. 2. 3. Théâtre. 23.20 Journal et Météo. 23.35 Sport : Aérobic. Championnat d'Europe.

0.05 Magazine : Caractères. Diffusé sur FR 3 le 1 mai. 1.55 Documentaire : Le Paraplule Djenne.

FR 3

TF 1

16.15 Série : FDM.

16.40 Club Dorothée.

20.45 Cinéma : Barocco. Must Film français d'André Téchiné (1976), Avec Isabelle Adjanl, Gérard Depardieu, Marie-France Pisier. 22.35 Journal et Météo.

22.55 Magazine : Océaniques.

15.20 Série : Hawaii, police d'Etat.

17.35 Série : Charles s'en charge. 18.00 Série : Premiers baisers. 18.30 Jeu : Une famille en or. 19.00 Feuilleton : Santa Barbara.

19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.25 Sport : Football.
Coupe de France (demi-finale) : Bastia seille, en direct de Bastie.

22.25 Magazine : Ciel mon mardi. Présenté par Christophe Dechavanne. 0.10 Journal et Météo. 0.20 Série : Intrigues.

13.45 Série : Les Cinq Dernières Minutes. 15.15 Variétés : La Chance aux chansons.

15.15 Variétés : La Chance aux chansons. 16.00 Jeu : Des chiffres et des lettres. 18.25 Magazine : Défendez-vous. 16.35 Magazine : Giga. 18.35 Série : Magnum. 19.25 Divertissement : La Caméra indiscrète. 19.59 Journal, Journal des courses et Méxéo.

et Meteo.

20.50 Cinéma: La Baule-les Piris.
Film français de Diane Kurys (1989). Avec Nathalie Baye, Richard Berry.

22.35 Débat: Raison de plus.
Animé par Claude Sériion. Locataires; pro-

priétaires : des baux et des bas. 23.45 1.2.3. Théâtre

23.50 Journal et Météo. 0,05 Magazine : La 25 Heure.

13.40 Série : La Grande Aventure

20.10 Divertissement : La Classe.

16.25 Magazine : Zapper n'est pas jouer. 18.00 Magazine : Une pêche d'enfer.

18.30 Jeu : Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information. 20.00 Un fivre, un jour.

de James Onedin. 14.30 Le Choix de Lulo. 15.30 Série : La Grande Vallée.

FR 3

inéraire d'un cine-fils, de Régis D	Debray, 0.30 Magazine : Daziba
ierre-André Boutang et Dominique R in (1= partie).	Debray 0.30 Magazine : Dazibe tebour 0.35 Magazine : Jazz 6 Cher Beier (2° partie
/lagazine : Alice.	Cher Baker (2° partie 2.00 Rediffusions.

Sport : Hockey sur glace. Championnat du monde : France-CEI, à Prague.

Musique: Mélomanuit.
Invitée: Anne-Merie Philipe: Lucie di Lammermoor (scène de la folie), de Doritzetti, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Marcello Parni; sol. Edita Gruberova; Les Puritains (Cavanne), de Bellini, par Sumi Jo et Patrick Cohen, pianos.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Highlander, le retour, ci Film américain de Russell Mulcahy (1990). Avec Christophe Lambert, Sean Connery, Virginia Madsen. 22.10 Flash d'informations.

22.15. Le Journal du cinéma. 22.20 Cinéma : Farendi, in
Film français de Sabine Prenczine (1990).
Avec Tim Roth, Marie Matheron, Matthias
Habich.

23.50 Cinéma : Opera. www Film italien de Derio Argento (1987). Avec Cristina Marsillecti, Cristina Gianchino, Wil-liam Mo Menaro. 1.25 Cinéma : L'Hiver à Lisbonne, M Film franco-hispano-portugés de José A.9 Zorilla (1990), Avec Christian Vadim, Hélène de Saint-Père, Dizzy Gillespie.

M 6 20.40 Cinéma: Les Branchés du behut: d Film américain de Robert Butler (1983). Avec Tim Matherson, Jennifer Runyon, Ste-

phen Furst.

22.30 Cinéma: La Bataille du rail. mmm
Film français de René Clément (1945). Avec
Tony Leurent, Luclen Desagneaux, Robert Lerzy.

O.00 Magazine: Culture rock.
La saga des Rolling Stones.

O.25 Six minutes d'informations.

20.05 Documentaire : Les Hommes-livres. Claude Simon, de Roland Allerd. 20.50 Informations : Dépèches. 20,55 Magazine : Les Carnets de l'Europe.

21.00 Cinéma: Espoir. IIII
Film français d'André Mairaux (1939). Avec
José Sempere, Andres Mejuto, Julio Pena.
22.05 Informations : Dépêches.

22.15 Magazine : Cinéma de poche,
D'Hélène Mochiri: 22.15 Interview de Bille
Auguste : 22.40 L'Ecleireur : le journel des
actuelités cinématographiques françaises et 0.00 Informations : Dépêches.

FRANCE-CULTURE

20:30 L'Histoire en direct. Bir Hakeim, juin 1942. 21.30 Le Théâtre des poètes José Bergamin: Médee l'enchemeresse.

22.40 La Radio dans les yeux.
Spécial Vieira Da Sava.

6:0.05 Du jour au lendeurain no (2227).

Avec Vincent-Victor Jouffe, peinure.

0.50 Musique: Coda, Nick Drake (1).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 29 octobre 1991 au
Théâtre de la Ville) : Nusrat Fateh Ali Khan,
musique qawwell du Pakistan.
23.10 Ainsi la nuit... Par Maguy Lovano
Ceuvres de Scriabine, Tchelkovski,
Zarebski, Borodine.

O.30 Dépêche-notes.
O.35 L'Heure bleue. Par Henri Ranaud. Petite bistoire de Diango Reinhardt; Le piano : Errol Gamer; L'auteur de thèmes : George Gershvin.

Mardi 5 mai

 20.45	Série : Les Aventures de Tintin. Les Cigares du pharaon : Le Louis bleu, de Stéphane Bernasconi, d'après Hergé. Avec les voix de Thierry Wermuth, Christian
22.20	Pelissier, Henri Labussière. Journal et Météo.
	Documentaire : Moi, Tintin. Magazine : Ticket bleu

0.05 Musique : Mélomanuit.

CANAL PLUS

15.10	Magazine : Mon zénith à moi.
16.15	Cinéma : Nous ne sommes pas .
	des anges #
	des anges. # Film américain de Neil Jordan (1989).
10 05	Canaille peluche.
10,00	
	En clair jusqu'à 20.35
18.30	Ça cartoon.
10 50	Le Top.
10.00	CS TOP.

19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. 20.30 La Journal du cinéma. 20.35 Cinéma : Gawin, D Film français d'Amaud Sélignac (1990).

Pilm français d'Arnaud seignac (1990).

22.05 Flash d'informations.

22.10 Cinéma : La Pagaille.

Film français de Pascal Thomas (1990).

23.50 Cinéma : Manon des sources
(2º partie : Ugolin).

Film français de Marcel Pagnol (1952).

1.35 Le Journal du hard. Présenté par Philippe Vendel. 1.40 Cinéma : La Frangine, Film américain classé X, de Henri Pachard.

14.40 Série : Destination danger. 16.45 Jeu : Zygomusic. 17.16 Magazine : Zygomachine. 17.35 Série : Drôles da dames. 18,30 Série : Vic Daniels. 19.00 Série : La Petite Maison dans la pratrie.

19.54 Six minutes d'informations,
Météo, M 6 Finances.

Météo, M 6 Finances.

20.00 Série : Madame est servie.

20.30 Magazine : Ecolo 6,

20.40 Cinéma : Benji la malice. II Film américain de Joe Camp (1987).

22.15 Téléfilm : Un destin brisé.
De Kevin Hooks, avec Curtis McClarin, Elisabeth McGovern.

23.55 Six minutes d'informations. 0.00 Magazine : Dazibao. 0.05 Magazine : Rapline. 2.00 Rediffusions. Rediffusions.

LA SEPT

16.30 Documentaire : Jazz à Paris. 17.30 Documentaire : Passée sous silence. 18.45 Informations : Dépêches. 18:50 Documentaire : Trotski. 18.50 Documentaire: Trotski.
19.55 Informations: Dépêches.
20.00 Chronique: La Dessous des cartes.
20.05 Documentaire: Histoire(s) du cinéma.
20.50 Informations: Dépêches.
20.55 Magazine: Les Carnets de l'Europe.
21.00 Opéra: La Damnation de Faust.
Opéra en quarre parties, de Berlioz, par le Chocur et l'Orchestre symptonique de Chicago, dr. Sir Georg Soft; sol.: Anne Sofie von Otter; Keith Lewis, José van Dam, Pater Rose.
23.10 Informations: Dépêches.

23.10 informations : Dépêches. 23.15 Documentaire : Les Leçons d'Olivier Messiaen. 0.15 Informations : Dépêches.

FRANCE-CULTURE

20:30 Archipel médecine. La médecine du tra-vall en cause devant le recrudescence des eccidents du travail. 21:30 Faut-il avoir peur du Japon? Avec Kaoru Hagiwara, Serge Airaudi, Augustin Berque, Jean Esmein, René Sieffert, Domini-que Turo, Pierre Verkhovskoy. 22.40 - Les Nuits magnétiques,

0.05 Du jour eu lendemain. 0.50 Musique : Code. Nick Drake (2).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 15 décembre 1991 à Berlin): Symphonie en ut majeur, de Stravinsky; Concerto pour violon et orchestre, de Berg; Symphonie nº 2 en ré majeur op. 73, de Brahms, per l'Orchestre radio-symphonique de Berlin, dr. Vledimir Ashkemay; Kurt Mikkanen, violon.

22.30 Soliste. Aldo Ciccolini, piano.

23.10 Ainsi la mit... 0.30 Dépêche-notes. 0.35 L'Heure bieue. Far Philippe Carles.

Le Monde

En Afghanistan

The same of the sa

The second of th

The state of the s

A MARIE RES CHARLES CHARLES

12 Margarete Charles

李鸿 Margarene lagen

LA SEPT

gig fich eeffenstelleren Deposter

The state of the s

TO THE PERSON NAMED IN

14 to

A 30 Care is in

黄鹭 大田 大 100

A THE STATE OF THE

The same of the sa

FRACE ALES

The state of the s

· 漢墨 · · ·

 $\frac{1}{2\pi i} \left(\frac{2\pi}{\pi} + \frac{2\pi}{\pi} + \frac{2\pi}{\pi$

Market V. Silv

- in-

-

The same of the sa

The True

· 秦納·斯松 · · · · · · · · · · · ·

A Part of the second

AT BUT HERE

Loc Carrier Com

and the Management of the or there

FRANCE CULTURE

FRANCE VUSIQUE

法裁判 的复数形式

1.16 か、サックスナーツ

Mar. 27 27 30

Train of

الوكالوطاء تنا وتوي

🙀 🦓 🙀 i le .

MARIE AND

mente e

Contractor de

#501-44 5-50

M. Hekmatyar somme les gouvernants de chasser les milices de Kaboul

Recevant, dimanche 3 mai, des journalistes à Serkhab, une localité située à 50 kilomètres su sud-est de Kaboul, M. Gulbuddin Hekmatyar, chef dn parti fondamentaliste Hezb-i-Islami, a menacé d'attaquer la capitale « d'ici quelques jours » si le Conseil intérimaire qui dirige le pays sous la présidence de M. Sib-gatullah Modjaddedi ne renvoyait pas vers le nord les miliciens du commandant ouzbek Rashid Dostom, tenus par la population pour responsables da pillages et nutres

Cette exigeoce est faite pour embarrasser le commandant tadjik Ahmed Shah Massoud, qui a passé alliance à la mi-mars avec ces anciens alliés du pouvoir communiste déchu, et qui se sont renforcés ces derniers jours dans la capitale. M. Hekmatyar s'est affirmé « capable de bombarder n'importe quel point de Kaboul. »

Foulards islamiques et causeries religieuses

Se déclarent en secord, désormais, avec la formule transitoire d'organisation du pouvoir, le chef pashtoun s réclamé pour la suite, dans les six mois, la tenne d'une élection présideotielle, précédant des législatives. Cependant, Kaboul a coonu un début de semaioe calme, svec la reouverture de la moitié des boutiques et la reprise

des transports en commun. Un coovni d'uoe ceotaine de camions chargés de céréales en pravenance do Pakistan a pu entrer dimanche dans la capitale. Persuadés qua les véhicules étaient bloques par des moudishidins de

M. Hekmatyar, des oulémas (dignitaires musulmans) s'étaient rendus à Sarobi, à 60 kilomètres à l'est de Kaboul, pour parlementer. L'eau et l'électricité ont par ailleurs été rétablica dans la plus grande partie de la ville. Nombre de fonctionnaires sont à leurs bureaux, saus savoir à quelles autorités obéir...

A la télévision, les présentatrices portent désormais le foulard islamique; les couseries religiouses remplacent les films indiens. Uo accord de principe s été acquis le le mai sous l'égide des huit «graods commandanta» do Comité pour la sécurité de Kaboui, eu vue de créer une force conjointe de maintien de l'ordre, composée de quelque 1 600 moudjahidins origiosires de diverses factions. M. Abdul Haq, membre du comité et l'un des plus influents chefs moudjahidins de la capitale, a vivement critiqué le Conseil intérimaire dirigé par M. Modjaddedi, dont «certains membres refusent de se serrer la main», et dont l'unique session à ce jour, le 30 avril, o'a réuni que 24 des 51 représentants. M. Abdul Haq, un Pashtoun membre de la dissidance du Hezh, se presente comme « neutre » dans la lotte engagée entre MM. Hekmatyar et Massoud.

Eofin, l'ancien président de la Cour suprême do régime commu-niste, M. Karim Chardan, a été retrouvé mort, le corps torturé et crible de balles, dimanche dans la hanlieue de Kaboul. Un ancien ministre de l'evistinn civile, M. Wadir Safi, a par ailleurs été enlevé. - (AFP, AP, Reuter, UPL)

Les nouveaux dirigeants ont fait de la lutte contre la guérilla uoa

Sous la direction du capitaine Strasser

Les putschistes ont formé un nouveau gouvernement au Sierra-Leone

Le calme régnait à Frestown, dimanche 3 mai, quatre jours eprès le coup d'Etat qui e renversé la régime du général Joseph Momoh, au prix de douze morts (sept civils et cinqmilitaires). Les communications ont été rétablies et les frontières rouvertes, mais le couvrefeu est resté en vigueur. De nombreux habitants de la capitale ont salué le putsch, qui met fin à dix-neuf années de domination du Parti du congrès de tout le peuple (PCTP)...

Les militaires qui ont pris le pouvoir en Sierra-Lenne ont annoncé, dimanche 3 mai, la formation d'un oouveau gouverne-ment, dirigé par le capitaine Valentine Strasser, vingt-sept ens, qui cumule désormais les fonctions de chef de l'Etat, de ministre de la désense et de chef du Conseil netional provisoire de gouvernement (CNPG) .

Le cahinet comprend dix-ceuf membres, dont six civils, parmi lesquels deux ministres du précédeot gnuvernement, celui des finances, M. Jim Funa, et celui des affaires étraogères, M. Ahmed Dumhuya, qui conservent leurs portefeuilles. Le lieutenant Solomon Musa a été nommé vice-prési-dent du CNPG. Le chef de l'État a précisé à la BBC qu'il ne craignait pas de riposte de la part du prési-deot décbu, le général Joseph Momoh, réfugié depuis jeudi co Guioée avec sa famille, et qu'il o'avait pas l'intention de demander son extradition.

« priorité », en lançant un appel sux rebelles du Front révolutionnaire uni pour qu'ils s'associent au « processus de reconstruction nationales. M. Strasser s'est dit prêt à discuter du retrait des troupes guinécooes et nigérianes du pays, préalable posé samedi par le chef des rebelles, M. Foday Sankoh, à des pourpariers de paix.

Les anteurs du conp d'Etat ont affirmé vouloir instaurer un régime « véritablement démocratique » dès qu'ils auront mis fin aux actions de la guérilla. Selon des sources proches des aotorités pénitentiaires, au muins quatorze personnalités du gouvernement précédent et de l'armée ont été strêtées, parmi lesquelles le ministre de la justice, M. James Dauda, et le lieu-tenant-colonel Yaya Kaoo, considéré comme un des organisateurs du coup d'Etat, qui a été pris da vitesse par de jeunes officiers. Selon la pinpart des observateurs, la soixaotaine de mutins qui ont ouvert le feu, mercredi, contre la présidence n'avaient eo effet pas l'inteotico d'organiser un putsch. Alors qo'ils oe protestaient, au départ, que contre leurs conditions de vie an front, ils oot finalement décidé de prendre le pouvoir après la déclaration du général Momoh à la radin (le Monde du 2 mai), jugée

Les Etats-Unis ont évecué 270 de leurs ressortissants, en prévision de troubles. La France s affrété un avion, aflo de rapatrier lundi ses ressortissants qui souhsitereicot l'être. Eoviron cent cinquante Français résidant dans le pays, et autant de touristes français, ainsi qu'une cinquantaice de cadres, s'y trouvaient su moment du putsch. — (AFP, Reuter.)

Après l'initiative du quotidien « Telegraf »

M. Havel condamne la publication d'une liste de journalistes agents de l'ex-police secrète tchécoslovaque

droite d'une liste de près de quatre cents journalistes accusés d'avoir colleboré avac la police politique de l'ancien régime, la StB. « Il vaudrait mieux s'occuper des gros poissons plutôt que de s'affairer autour du menu fretin », a-t-il déclaré, jugaant cette affaire « embarrassante et absurde ». Le chef da l'Etat a'est également déclaré apposé à le publication éventuella d'une liste des qualque 90 000 egents de la StB qui, a-t-il dit, compte tenu d'une probabla marga d'arreur de 15 %, raviandrait à accuser injustement près de 15 000 per-

> PRAGUE correspondance

Le quotidien tchèque Telegraf a publié, jeudi 30 avril, oce liste des onms, dates de nsissance et pseudonymes de 376 journalistes - 262 Tchèques et 114 Slovaques - soupçonnés d'avoir été des agents de la police politique (StB) sous le régime communiste. De telles listes, établies par lea nou-veaux services secrets tchécoslovaques (FBIS), avaient été remises la semaine précedente au premier ministre tchèque, M. Petr Pithart, et à son homologue slova-que M. Jan Carnogursky. Tout en révélant l'existence de ces deux listes, M. Pithart s'était dit hostile à leur publication tant que le Par-lement ne se serait pas doté d'instruments législatifs pour en déci-

Le directeur du FBIS, M. Stefan Bacinsky, a justifié l'élabora-tion de ces listes par le fait que « les journalistes publient des informations déformées mettant en danger la sécurité de l'Etat ». Mais leur divulgation, à l'spproche des élections législatives des 5 et 6 join, revêt uo caractère politique et relance le débat après la lni sor l'épuration votée en octobre dernier.

D'autres listes avaient déjà fil-

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Dernière adresse

OIN de moi l'idée de jeter la pians sux Américains parce qu'antin, entre l'acquittement our et simple, à Noumés, sn 1987, dea suteurs ds l'embuscade de Hienghène qui s fait dix morts canaquea, per un jury entièrement blanc, et nus propres banlisues en ébuliition, on n's de leçons à donner à persunns. Sauf que là-bas, si les pauvres s'appauvrissent pareil qu'ici, les riches ne savent vraiment plus où donner du signe extérieur de richesse.

Vous habitez Park Avsnus, Georgetown, ou Marths's Vineyard. Loin, très loin des ghettos dévastés. Vous êtes mariés. Vous svez un double saleire, un appart ou une maison avec ascenseur privé, une résidence aecondaire, un masseur et un prof de gym à domicils, uns nannie pour s petit damier, les aînés, sux, vant dana d'excellentes écoles privées. Qu'est-ce que vous pournez bien acheter d'utile, d'agree ble st d'un psu tape-à-l'œll? Encore uns demsure, plus petite calle-là, blen aituée, charms, calme, vue imprenable, où vous irez vous reposer pour l'éternité.

C'sst ça, la nouveau « status aymbols, is signs de réussite

sociale eux Etate-Unis, d'sprès The New Republic, un caveau chic st choc. Faut penser aux fairepart. On vs tout de même pas inviter les amis st les relations d'affaires à un entstrement minable, sous uns passerelle d'sutoroute, dane un coin pourri. Ça aurait l'air de quoi ? Du coup, les jeunes couples passant leurs week-ends à sillanner les environs dans l'aspoir de dénicher une concession qui en jette. Pss fecile, vu is boom sur is

tombe ou l'urne, de trouver à se loger à l'ombre d'une revissante petits église de campagne, c'aat ce qu'il y a de plus recherché. Et à Los Angeles, justament, pour dégoter ne serait-ce qu'un trou su Wsatwood Memorial Park, tràs bon quartier, celui des stars, faut compter dans les 20 000 dollars. Normal, quand on a Marilyn pour

Remsrqusz, mâme ei c'est complet, les cimetières à la mode réssivent trujours deux, trois places, pareil que les grands restauranta, su cas où dsa clients riches st célèbres se pointeraient sans avoir retenu d'avance. Mala bon, mieux vaut tsnir que partir sans Isisser d'adresse. La dar-nière. Bonne, tant qu'à faire l

EN BREF

o M. Poperen : la France est «sur la même pente» que les Etats-Unis. - M. Jean Poperen, ancien ministre socialiste, a affirmé, dimsoche 3 mai, au «Forum RML-L'Express», que la France est « sur la même pente» que les Etats-Unis, précisant que « si rien de décisif n'est fait dans la décennie à venir » on ne pouvait exclure « des phénomènes de même ampleur» que les menes de meme ampieur » que les émeutes de Los Angeles. Il a jugé la France «mieux placée, ou moins. mal » que les Etats-Unis grâce à son système de protectinn sociale, mais il a ajouté a qu'il y avait creusement des Inégalités ».

En revanche, M. Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat à l'intégration, a estimé, samedi 2 mai sur FR3, que la France ne se trouvait pas « dans la même situation » que les Etats-Unis parce que le modèle d'intégratinn y est différent. M. Yam-guane a dit « pouvoir comprendre » la colère à l'origine des émeutes de Los Angeles, le reaganisme ayant été, selon lui, un « ouragan social », mais il a « condamné » la violence. u Le général John Shalikashvili nouveau « patron » des forces de l'OTAN, – En remplacement du reneral Juhn Galvin, soixante-trois ans, qui occupait cette fnoction depuis eioq ans, le général Juhn Shalikashvili, cinquante-cinq ans, a été nommé, le jeudi 30 avril à Mans (Belgique), cammendant suprême des forces alliées en Europe et commandant en chef des

troupes sméricaines en Europe. Ne n Varsovie, John Shalikashvili a la [Né à Varsovie, John Shafikashvill a la particularité de n'être pas issu de l'école d'officiers de West Point, aux Etals-Unis, mais d'avoir accèdé par le rang au grade de général. Il était l'un des ndjoints du général Colin Powell, chef d'étal-major interaritées antéricain, et, en 1991, il fut responsable de l'opération a Provide Comfort a dui a en over objectif de pro-Comfort », qui a cu pour objectif de pro-téger les Kurdes dans le nord de l'Irak.]

O Prochais summet des républiques musulmanes de l'ex-URSS. -Le Turkménistan accueillera le 10 mei le premier sommet des chefs d'Etat des six Républiques majuritairement musulmanes de l'ex-URSS (Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbekistan, Kirghizsten, Tsdjikistan, Turkménistao), a annoncé la télévision turkmène, dimanche 3 mai. L'Iran et la Turquie soot également conviés à ce sommet, paur lequel le premier ministre lurc, M. Sulcyman Demirel, qui vient d'achever une tournée dans la régioo, reviendra à Achkhabad. – (AFP.)

o Mort d'an bunderillern. -Manolo Montoliu, un banderillero egé de trente-huit ans, a été tué vendredi le mai dans les arènes de Sévilles. La corne de Cavatisto, un taureau de 598 kilos de l'élevage d'Anastasio Fernandez, a transpercé le cœur du tarero alors qu'il posait ses banderilles. Originaire de Valence, Menolo Mootoliu est le deuxième banderillero qui, depuis 1975, trouve la mort dans uoe arène espagnole. Il avait été matador de 1973 à 1979.

BIRMANIE : Mª Aung San Sun Kyi s revu soo mari. -M= Suu Kyi, chef de l'opposition Reuter.)

hirmane, a été autorisée, samedi 2 mai, à voir snn mari, pour la première fois depuis décembre 1989. Ce dernier, M. Michael Aris
– un universitaire hritannique – a pu se rendre dans la villa de Rangoun où son épouse est aux arrêts domiciliaires, accusée de « sédition » par les militaires qui ont pris le pouvair en septembre 1988. Les deux jeunes fils du couple, autorisés à se joindre à cette « réuninn ses a se joinure à cette a reuninf familiale», n'étaient pas présents. Le Chmlté qui dirige le pays (SLORC) s récemment changé de chef, et le géoéral Than Shwe a annoncé des mesures de lihéralisa-

tion. - (AFP, Reuter.) D CONGO: report des élections législatives. - Les élections législa-tives, prévues les 10 et 17 mai prochaln, nnt été reportées aux 17 ct 24 mai, a-t-on appris samedi 2 mai de source officielle. D'autre part, le président Sassou Nguesso a vivement critiqué, dimanche, «la fraude électorale » organisée, selon lui, par le gouvernement de transition, lors des élections locales qui avaient lieu le jour même. Le premier mioistre, M. André Milongo, s'est en revanche félicité « des conditions transparentes » dans lesquelles s'est déroulé le scrutin. -

COTE-D'IVOIRE : quarantecinq nouvelles condamnations. - Le tribunal correctionnel d'Abidjan e condamné, jeudí 30 avril, quarante-cinq militants ou sympathi-sants de l'oppositino à uo so de prison et 300 000 fraocs CFA (6 000 francs) d'amende. Les prévenus étaient accusés d'être responsables de destructions, commises après une maoifestation, le 18 février, dans les rues de la capitale. - (AFP.)

O ITALIE : cinq assassinats attribués à la Camorre. - Cinq personnes, dunt quatre d'une même famille, unt été tuées et trois autres hlessées, vendredi soir le mai près de Naples, par un commendo appartenant vraisemblablement à la Camorra, la mafia napolitaine, s indiqué samedi la police. Selon les premiers éléments de l'enquête, Vincenzo Crimaldi, le père de famille assassiné à son damicile avec sa femme, deux de ses enfants et un de leurs amis, était le frère d'un ches de clan de la Camurra. Les assassins seraient les hommes de mein d'un clau adverse eberchant à venger l'assassinat d'un des leurs survenu le veille dans la même région. - (AFP.)

□ INDE : trenta et une persoanes assassinées par ées extrémistes sikhs. - Des actes de vinlences perpétrés par des séparatistes sikhs ont fait su moins trente et un morts dans le nord de l'Inde à la fin de la semaine écoulée. Une bombe placée sur une bicyclette dans un quartier enmmercant de Gurdaspur (Punjah) a fait neuf morts et vingt hlessés. Dix hindous nnt par ailleurs été tués, et cinq hlessés, par un commando qui a mitraillé les lits de camp sur lesquels ils dormaient à le belle étoile 'à Sadarpur (Harysna). :- (AFP.

ď

SOMMAIRE

Un sntrstisn avec Mnhamed

ÉTRANGER

L'sggravation des enmbats an Bosnie-Herzégovine......3 Lea émeutes de Los Angeles ont Algéria : la lutte contre la corrup-Lihys : la révolution n'est plus ca qu'ella était.....

ESPACE EUROPÉEN

 Le dron d'astre en question en Allsmagne • Tribuns : «Le long cheminement vers l'être suisses, par Pierre Cantiivres • Vue d'ail-laurs : «Le mai de Meech guette Maaatricht » • Europe en son mirair

POLITIQUE

Ls déhat sur ls traité ds Maastricht : un sntretisn evec ls jurista internstional Leurent Cohen-Tenugi ; le camouflage des désaccorda10 Le FLNKS presse le gouvernement

SOCIÉTÉ

Justice : Iss surpriass de l'arrêt L'affaire dea Girondine de Bor-

écoles rureles 14

Automobiliems : eu Grand Prix Sports équestres : le concours com-

plet international de Saumur....... 15 Après un contrôle sntidopage de Quita de Baissy, Eric Navet sat suspendu pour quatré mois..... 15

Expositions : «Léonard et Venise» au Palazzo Grassi à Venise...... 16 La mort de Simon Mizrahi 16

ÉCONOMIE

Les syndicats allemands vaulent contraindre patronat et gouvernement à des concessions 19 Les retards de la télévision euro-Les comptes de la nation pour le quatrièms trimestre 1991 : production étale mais consommation en reprise21

L'ÉCONOMIE

 Volkswagen : une crise à l'alle mande • Chronique, par Paul Fabra : «Le Mexique de l'Europes... 27 à 34

Jervices	
Abonnsments	ľ
Annonces classees	4
Cornet	Ļ
Lorn Loto sportif	ı
Marchée financials	4
Météorologie	•
Mots croisés	2
Radio-tálévision	1
Speciacies	•

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier «Le Monde-L'Économies folioté 27 à 34 Le numéro du « Monde » daté 3-4 mai 1992 u été tiré à 499 792 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

Paludisme : la flambée américaine

On assiste aujourd'hui à uns importante recrudescence du paludisme dans de nombreux pays d'Amérique latine et d'Amérique centrale. Une réunion arganisée à Brasilia par l'OMS vient de faire le point sur cet inquiétant phénomène en mettant l'accent sur ses dimensiona économiques, politiques et écologiques, Demain dans « le Monde Sciences-Médecine ».

La « furia española » est arrivée

«Le Monde Initiatives » publiers demain un reportage de Michel *Le Monde unitatives » publiers demain un repurage de midital Bole-Richard aur les cadres espagnols. Qui eût cru, avent les résultats d'une étude, que, parmi leurs pairs européens, les Espagnols venaient, pour les rémunérations, après leurs homologues allemends et devant les Français?

Le président Veclav Havel a l'iotérieur enosidéré à Prague critiqué, dimanche 3 mai, la comme furtement inféndé au publication par la presse de Parti civique démocratique (ODS. - droite ultra-lihérale) du miois-

tre federal des ficances, M. Vaclav Klaus. Et c'est le quotidien Telegraf, porte-parola de l'ODS, qui a pris la responsabilité de publier cette dernière liste. L'ODS, iostigateur de la loi fait da la propagation de l'idéolo-

d'épuration et de l'article 260 qui gie communiste un délit passible de prison, dit vouloir écarter les communistes entravant son ambitieux programme écoonmique. Mais il s'agit aussi pour l'ODS d'apparaître comme la scule furmation politique susceptible d'empêcher le retour des commuoistes et done d'entretenir l'idée de cet improbable dénouement.

CATHERINE MONROY

La COB met en garde les épargnants contre les pratiques de la société Megabug

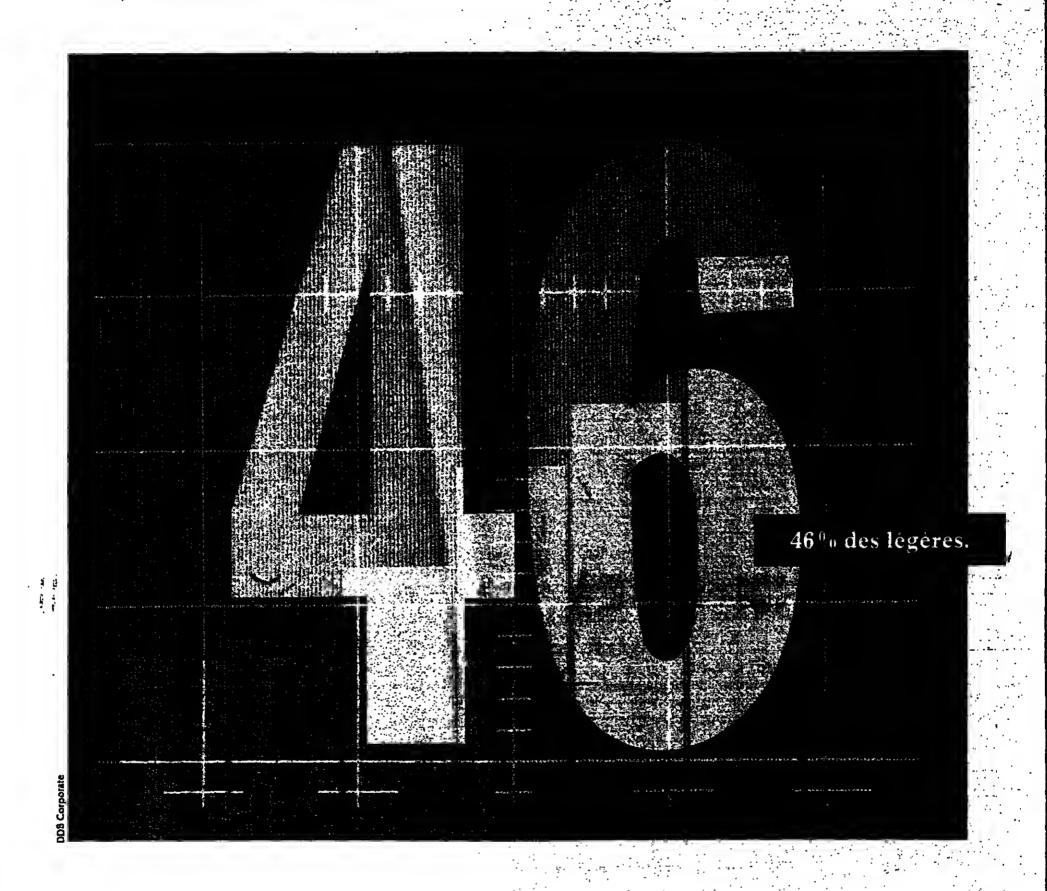
La Commission des opérations de Bourse (COB) vieot de mettre en garde les épargnants contre les sctivités en Fraoce de la Société Megabug Capital Investment, basée à Hongkong et qui opère à partir Dans un communiqué publié mercredi 29 avril, la COB indique

que Megabug sollicite des clients français par l'intermédiaire de représentants et de moyens publicitaires en vue d'interventions sur les marchés des changes. L'enquête a permis de constater que cette société se livrait au démarchage en violation des dispositions relatives à la sollicitation du public sur les produits fioanciers. Selon la COB, Mesabug donnait dans des ducuments publicitaires des renseignements inexacts sur ses moyens et sur le contrôle qu'exerçaicot sur elic les autorités du marché de Hnogkoog. La commission a décidé de transmettre ce dossier au Parquet pour présomption d'infractinn aux dispositions légales visant le démarchage finaocier, la publitré illégalement du ministère de cité mensongère et l'escroquerie.



26 Le Monde • Mardi 5 mai 1992 •

Près d'une cigarette légère sur deux provient de la même entreprise. La Seita.



DE L'INITIATIVE ENCORE ET TOUJOURS

Nous avons été des précurseurs en lançant une légère, en 1972. C'est nous qui, sur les cinq dernières années, avons toujours vendu la cigarette la plus légère du marché. Et nous sommes aujourd'hui N° 1, contribuant ainsi à faire des Français les premiers amateurs de légères en Europe... Pour plus d'informations sur l'entreprise, écrivez à la Seita, Direction de la Communication, 53 Quai d'Orsay, 75007 Paris.





Le Monde

Allécher par l'épargne.



Auchan, Carretour, La Redoute, les Galeries Lafayette, et autres grandes surfaces, magesins, etc., propoeent déaormais non equiement des credits mais auss des comptes rés. Objectif : fidé-liser la clientèle. Sri-Lanka renaît sans le Nord



Melgré le guerre civile avec les eépsretistes tsmoule qui déchire une partie de l'île, l'ancienne Ceylan renoue svec la prospérité économique. grace su retour des tourietes et dee investieseurs. Le Mexique de l'Europe



sionnsnte vitslité et de résultats économiques encourageente, eprès le plen d'ajustement structurel, le Meroc se flette d'être le Mexique du Vieux Conti-nent, explique Paul Febra.

page **32**

Humeur, par Josée Doyère : IBN et les clones. La cote des mots Franchising. Bloc-notas.

Lois at décrets. PERSPECTIVES OPINIONS32 et 33 Echanges internationaux : sauver le multilatéralisme, par Jean-Marc

Siroen. La réduction du commerce axtérieur français : Attantion, trompe-l'œil | Livres, Notes

CONJONCTURE L'emploi : Performances japon L'Europe occidentale : Embellie L'Allemagne : Controverses.

Hollywood pleure les banques françaises

Echaudé par les déboires de la MGM, le Crédit Ivonnais a restreint ses crédits au cinéma. D'autres banques courtisent prudemment les producteurs

LOS ANGELES correspondence

ONEY is tight v (il n'y a pas d'ergent) : tel est eujour-d'hui le mot de passe des producteurs de cinéme iodépendants de Hollywood I es windies a comme on les Hollywood. Les «indies», comme on les résentent le quart du marché américain du cinéma. Ils savent que c'en est fini des «années folles» où Wall Street courtisait Hollywood, où le Crédit lyoonais, via sa filiale ocerlandaise, prêtait 1,3 milliard de dollars à Giancarlo Parretti, le sulfureux financier itelien, pour racbeter Metro Goldwyn Mayer. Depuis cette affaire qui e refroidi les ardeurs hollywoodiennes de la banque de

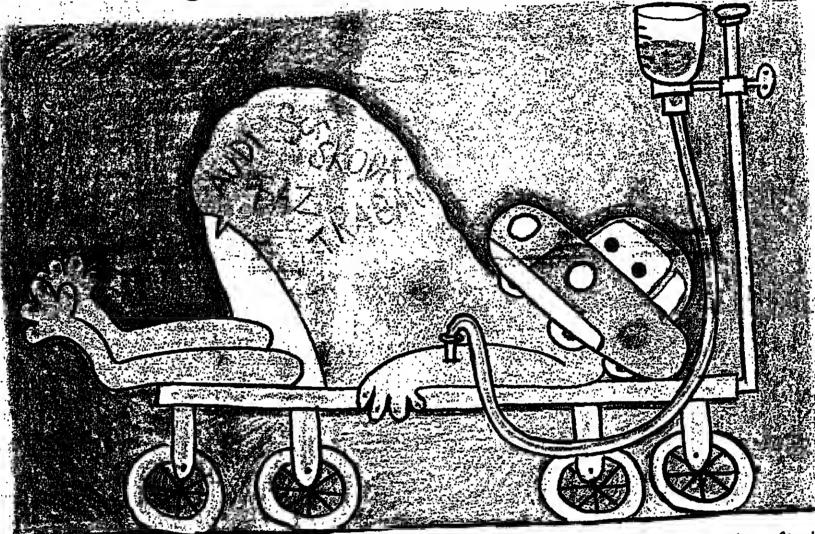
ardeurs nonywoodiennes de la banque de Jean-Yves Haberer, le petit moode do cioéma est en plein désarroi.

Signe des temps, le Festival du cioéme iodépeodant de Suodaoce a primé cette année In the Soup. Scénario? Un réalisateur cherche de l'argent et ne trouve qu'un producteur... maboul. Est-ce à dire qu'argente banque ne se risque plus à dire qu'encune banque ne se risque plus sur les chemins frayés à Hollywood par le Crédit lyonnais?

Claudine Mulard

Lire la suite et l'erticle d'Yves Memou, page 30

Volkswagen: une crise à l'allemande



Comme toute l'Allemagne en ces lendemains d'unificetion, le quatrième groupe automobile mondial souffre d'indigestion après les rachats de Skoda et de BAZ en Tchécoslovaquie et des usines de Trabant dans l'ex-RDA. L'en dernier, ses ventes ont battu tous les records, et son progremme d'investisse-ments pour les cinq ens à venir etteint 180 milliards

de francs. Mais les bénéfices stagnent et les coûts de production s'elourdissent. Pour conjurer ce début de crise, VW a annoncé la suppression d'un poste sur dix d'ici à cinq ans dans ses usines ellemandes, une purge que de nombreux analystes jugent insuffisente.

Lire page 29 les articles d'Eric Le Boucher

Indochine...

Tandis que le Vietnam triomphe sur les écrans parisiens, la France, troisième investisseur derrière Taïwan et Hongkong, a repris le chemin de l'ancienne Saïgon et s'en félicite

de notre envoyé spécial

HAQUE jonr ou presque, Georges Wache parcourt le vaste hangar qui abrite sa febrique de meubles à Bioh Thanh, une banliene de l'ancienne Saigon. Il oe manque jamais de saluer les vieux menuisiers, d'encourager du geste les apprentis, d'échanger un sourire avec la cantinière. « J'ai d'échanger un sourire avec la cantinière. « J'ai me mai piétiné pendant deux ans », dit-il. « J'ai pas mal appris. Rien n'est définitivement acquis mais. depuis deux ans, ça roule », résume-t-il. Saigon Mohilier International, société mixte (80 %-20 %) dont le partenaire vietnamien est une société d'Etat, est son affaire : de 250 à 300 ouvriers répartis entre deux fabriques et un atelier de vernissage. Les meubles, du fau-teuil Louis XV au plus robuste bureau français, sont destinés à l'exportation.

Georges. Waché n'avait pas de passé viet-uamien quand il est arrivé dans le pays en 1987, soit au tout début de l'ouverture écono-

HO-CHI-MINH-VILLE mique. Il avait alors trente-deux ans, une solide connaissance de son métier, du bon sens et de l'obstination. Après evoir tâté le terraio et de l'obstination. pendant de loogs mois, il a investi 250 000 francs dans une affaire qui, sujourd'hui, tourne bien. Surtout, il e su s'y prendre avec la multitude de fonctionnaires euxquels il a eu effeire. Et avec ses partenaires vietnamiens. Les ouvriers, il les connaît tous indivi-duellement, repérant les vieux maîtres, remetducisement, reperant les vieux martes, remet-tant à l'école les eppreotis les plos doués. Il s'est adapté, usant de ce mélange de familiarité et d'autorité que les Victoamiens compreo-nent. Un vrai patron.

CARGOS . S'il était moins modeste, Philippe Le Goueff pourrait lui aussi afficher sa fierte en regardant, sur les quais du port militaire de Ho-Chi-Minh-Ville, les cargos de Gemartrans effectuer leur transbordement en moins de vingt-quatre beures. « Au début, explique-t-il, l'opération prenait trois jours. Mais, ici, former des manutentionnaires se fait très vite. » Sous le

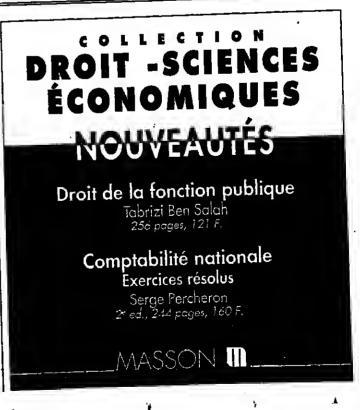
The state of the s

couvert de Gemartrans, autre joint venture franco-vietnamienne (50 %-50 %), la Compa-gnie générale meritime (CGM) a ouvert une première ligne sur Singapour en janvier 1989. Trois cargos – beptisés les *Tricolor* – desservent désormais Talwan, Hongkong et Singapour à partir de Saïgon et de Haïphong. « Une petite compagnie de navigation », résume-t-il en ajoutant que, sous sa deuxième casquette, Ger-matrans sert déjà d'agent maritime non seulement à la CGM mais à des Japonais et à des

Il aura donc fallu importer le matériel et former les manutentionnaires. « Au départ, ce fut le parcours du combattant. Mais une fois en place, on souffre beaucoup moins. Il n'y a plus de problème majeur », explique ce « jeune homme» de quarante ans. De temps à autre, il y a tout de même un pépin.

Jean-Claude Pomonti

Suite page 31



des légères.

For ST Quantities

Allécher par l'épargne

Grandes surfaces, grands magasins, sociétés de vente par correspondance proposent non seulement des crédits, mais des comptes d'épargne rémunérés. Commodes, mais à faibles taux : l'objectif primordial est de retenir le client

OUS viendrait-il à l'esprit d'entrer dans une grande surface pour successivement: premièrement, y empruoter de quoi acheter une automobile; deuxièmement, y souscrire l'assurance qui vous permettra de l'utiliser en toute légalité, et, troisièmement, y déposer la totalité du contenu du livret de caisse d'épargne de votre fille cadette sur uo fonds commun de placement, le tout en l'espace d'un samedi après-midi? Si vous restez convaincu que seul

un banquier peut vous prêter de l'argeot ou placer le vôtre, c'est que vous fréquentez peu les temples de la grande distribution... Autrement, vous êtes certainement déjà en possession d'un de ces petits rectangles de plastique au nom de votre distri-buteur préféré qui ressemble à une carte bancaire.

De plus en plus de commerces vous proposent ce genre de produits. Des prets, bien sûr, pour les travaux de l'habitation, pour l'acbat d'une automobile, pour la consommatioo (« le projet de loisir qui vous tient à cœur»), mais aussi des assurances, pour la maison, la voiture, la famille, comme à Carrefour (qui a constitué une filiale commune ad hoc avec Groupama)... La Redoute, elle, outre le carte Kangourou, offre un grand jeu : pêle-mêle tont un porteseuille d'assurances allant de Kangourou sécurité – en cas d'agression, – à des plans hospitalisation, de protection budget (assurance complémentaire), accideot protectioo juridique, et même une assurance capin-félin! Et surtout, de plus en plus, de quoi épargaer à la mesure des moyens de

CAPTEF • N'allez surtout pas croire que les uns et les autres agissent par pure philanthropie. Déjà « captif », selon le jargoo utilisé, avec la carte privative, vous le serez encore plus avec tel ou tel produit financier, car le but, avoué à demi-mot par bien des responsables de filiales fioancières de grands groupes de distribution, est de fidéliser la clientèle. La discrétion même dont font preuve certaines grandes surfaces en matière de chiffres montre que l'enjeu est ailleurs : difficile d'obtenir le nombre exact de porteurs de cartes par exemple...

Quand Carrefour - dont le nombre de porteurs de carte est «supérieur» aux sept cent cinquante mille annoncés par Auchan! - vous pro- revendique pour l'instant que trois mille dépo pose son «compte épargne libre» rémunéré à 7 % l'an, il sait que la plupart des OPCVM (organismes de placement collectif en valeurs mobilières) peuvent offrir à l'heure actuelle de l'ordre de 9 % à 9,5 %. En revanche, l'argument commercial est imperable : la mise minimale de départ est de 2 000 francs, avec la posibilité d'acquerir ultérieurement des millièmes de part. Pas de période de valeur liquidative : celle-ci est

ON DEVRAIT FELT-ETRE

ADJOINDRE UN SERVICE

POUR ATTIRER

sants pour quelque cinq cent cinquante milleporteurs de cartes du magasin.

SUR PLACE . La démarche s'est étendue aussi à la vente par correspondance. A La Redoute, par exemple, le compte-épargne Kangourou offre, une fois encore, un taux de 7 %, et des conditions identiques à celles de la concurrence quant aux dépôts et retraits; ce compte épargne

est géré par Cortal (une filiale de la Compagnie bancaire), sur sa SICAV Optimal (la part de Sicav est aux environs de 150 francs à l'heure

L'argument reste commercial evant tout : fidéliser à tout prix. Dans un centre commercial, fait-on remarquer chez Carrefour, il suffit quelquelois de traverser le rue pour changer d'enseigne. Si l'on donne au client toutes les raisons de rester sur place, il est évident qu'il conseivera ses habitudes : en somme, plus nous pourrous lui en offrir, moias il ira chercher ailleurs. Dans ce but, les coûts du crédit «revolving» (1) lié à la carte, par exemple, seroot calculés de façon à ne pas être en reste avec

Cependant, le groupe met un point d'houneur à parfaitement maîtriser les risques liés à la carte. Pour obtenir une carte, le client doit au préalable donner l'état de tous ses crédits (il s'y engage par écrit). Résultat : peu de litiges et ceux qui surviencent soot réglés à l'amiable dans 90 % des cas.

D'ailleurs, à en croire certains le comportement des clients tend à changer: beaucoup présèrent aujourd'hui attendre d'avoir la somme occessaire pour acheter l'objet convoité, et c'est là qu'intervient le

compte épargne. Un scénario qui paraît idylli-que. On peut plutôt penser que les prêteurs y regardent à deux fois avant d'accorder leurs largesses, et que les clients, quand ils ne sont pas decrtains logements vacants depuis bloqués par leur endettement, trouvent là une plus de 2 ans sout exonères d'ampôt limite à la recherche éventuelle de crédit....

François Bostnavaron

(1) En fait, il s'agit d'une somme d'argent disponible, renouvelée après chaque remboursement de des Galeries (enviroo uo ao d'existence) oe crédit.



D'une semaine... ... à l'autre

26 avril, les représentants des sept grands pays industrialisés out invité l'Allemagne et le Japon à modifier leur

quotidienne, au cours d'ouverture, avec la pos-

sibilité de récupérer tout ou partie de son

épargue à n'importe quel moment, le tout étant géré par un professionnel (Morgan Gestion, filiale de J.-P. Morgan). Auchan o'est pas en reste : il teste actuellement un compte épargue

... Aux Galeries Lafayette, pour le compte

épargne, le rendement annuel est identique

(7 %), mais, prestige haussmanien oblige, le

montant nécessaire à l'ouverture du compte, est

plus élevé : il vous en coûtera 5 000 francs, avec

des avantages similaires (retraits et versements

totalement libres). Le jeune fonds de placement

politique économique.

ADHÉSION DES RÉPUBLIQUES DE L'EX-URSS AU FONDS MONÉTAIRE INTER-NATIONAL ET A LA BANQUE MON-DIALE. Le conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international a approuvé le 27 avril l'entrée de quatorze des quinze républiques de la CEI (sanf l'Azerbaidjan) au capital du FMI. La Banque mondiale a approuvé le même jour l'adhesion de treize républiques (les mêmes, sauf le Turkménistan) (le

Monde du 29 evril et du 30 avril). GRÈVES DANS LES SERVICES PUBLICS EN ALLEMAGNE, à partir du 27 avril, pour la première fuis depuis 1974. Le syndicat OTV (1,3 million d'adhérents sur 2,3 millions de salariés) réclame une hausse des saleires de 5,4 %, les employeurs n'acceptant que 4,8 %

(le Monde du 30 avril). LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AMÉRICAIN (PIS) e augmenté de 23,9 milliards de dullars, soit 2 %, au premier trimestre 1992, e annoucé le département du commerce le 28 avril. Cette augmentation est la plus importante depuis le premier trimestre 1989 (le Monde du 30 avriD.

LE PLAN CONTRE LE CHÔMAGE DE LON-GUE DURÉE présenté au conseil des ministres le 29 avril par Martine Aubry, ministre du travail, concerne 900 000 chômeurs. En mars, le nombre de demandeurs d'emploi (2858 t00 en données corrigées des variations saisonnières) a diminué de 0,6 % (le Monde

des 30 avril et 2 mai) .
PRIX EN FRANCE : +0,3 % EN MARS. Les prix oat augmenté de 0,3 % en France au mois de mars, a confirmé l'INSEE le 30 avril. Par rapport à mars 1991, la hausse est de 3,2 % (le Monde daté 3-4 mail.

FRANCOIS MITTERRAND, le 1" mai, sur «Europe I », a rejeté toute renégociation du traité de Maastricht, mais a plaidé « pour une Europe sociale forte» evec «une meilleure redistribution des profits en France » (le Monde daté 3-4 mai).

LA RÉUNION DU G7 A WASHINGTON. Le MARDI 5 MAL Paris : l'Assemblée nationale loyer ne peut être supérieure à celle examine le projet de loi de révision de l'indice national du coût de la constitutionnelle, préalable à la ratification du traité de Maastricht (jusqu'au

nationale de la mutualité, de la coopé-dans les autres régions.
ration et du crédit agricoles avec, pour Les propriétaires doivent aussi thème principal « Agriculture et ruralité dans la nouvelle Europe» (jusqu'au

New-York : visite du chancelier assemand Helmat Kohl. MERCREDI 6 MAI. Allemagne: publication des résultats de Volkswagen pour 1991. Washington: visite officielle du prési-

dent ukrainien Leonid Kravtchouk, qui se rendra le 9 mai à Paris. Londres : la reine Elisabeth prononce le discours du Trône fixant les grandes lignes du nouveau gouvernement. JEUDI 7 MAL Strasbourg : la Turquie assume

durant six mois la présidence du comité ministériel du Conseil de l'Europe. Allemagne: sommet économique Est-Ouest à Münster, evec la participation des ministres de l'économie, de l'industrie et du commerce des pays du G7, ainsi que de certains pays d'Europe orientale (jusqu'au 9 mai). Cannes : ouverture du Festival de

étrangères et les ambassadeurs. Londres : élections manicipales en Grande-Bretagne. VENDREDI 8 MAI. Washington : visite de tra-

vail du ministre français des affaires emballages, le volume prévisionnel étrangères, Roland Dumas (jusqu'au de déchets à repreodre annuelle-États-Unis : publication des chiffres du

chômage américain en avril. DIMANCHE 10 MAI. Paris : Pierre Bérégovoy de 6 ans renouvelable par le minisest l'invité de « L'heure de vérité» sur tre de l'environnement, justifier de

Paris-Séville par voie ferroviaire. LUNDI 11 MAL Bruxelles : conseil des ministres des affaires étrangères de la CEE, qui peuvent aussi effectuer directement milliards de francs au budget de poursuivront les discussions sur le budget l'élimination des déchets : ils doi-

The state of the s

HUMEUR • Par Josée Doyère

IBM et les clones

S A Majesté IBM, qui depuis si longtemps pourfend sans pitié les petits fabricants assez présomptueux pour mettre sur le marché des « clones », ces ordinateurs bon merché qui ressemblent à a'y méprendre à leurs prestigieux grands frères, e changé son fusil d'épaule. «Big blue», comme les initiés appellent le géant américain de informatique, sarait en train d'echeter Northgate Computer Systems, non pour mettre fin à sa coupeble ectivité, maie.... pour pouvoir vendre les fameux clones à son profit l'Il est vrai qu'IBM voit vaciller sa suprématie, a connu pour le première fois de son existence un exercice déficitaire et supprime des emplois.

Il est vrai eussi que les acheteurs de PC sont de plue en plus sensibles eux prix et qu'ile se laissent tenter, dès qu'ils sont bas. L'a ordis se banelise et le prestige d'une grande marque ne suffit plua à les rassurer. IBM e bien do accepter l'évidence. Mais enfin l'Tomber si bas l'Redécouvrir les vertus des sousmerques pour meltriser un marché évanescent l On croit rever... Ce n'est plus un comportement de monarque, mais-

C'est comme si un jour les industriels du Comité Colbert, les Cartier, Vuirton et autres Chanel cessaient de pourchasser les contrefacteurs en criant à le concurrence déloyale et d'organiser devent les camé-res de télévision eutodafés et séances de pilonnege des objets litigieux pour découra-ger les insolents. Les imaginet-on revendant en soue-main des montres, des foulards, des bagages, des perfums, des objets de grand luxe plus vrais que les vrais - et pour cause pour se faire un peu de boni event de distribuer des dividendes? Impensable I

Certes, il y a une diffé-rence - et de taille. IBM refuserait à ses clones, marque et logo, et dispenserait un service beeucoup plus réduit à ses clients, pour sauvegarder la prééminence de sa marque.

Au fait, rien n'est nouveau soua le soleil ; les facteurs de piano, les fabricants d'électroméneger ou de cosmétiques. naquere - et encore enjourd'hui - e'edonneient avec délectation à la pratique des sous-merques, réservant le haut de gemme à des circuits de distribution sélectionnés et le bas de gemme au toutvenant des commerces.

LOIS ET DÉCRETS

Exonérations

5 000 habitants, les propriétaires de l'Énergie les statistiques concernant sur le revenu sur les deux premières années de location. Le propriétaire doit s'engager à louer le logement vide, à titre de résidence principale du locataire, pendant une durée de 1992, page 5 003.

9 ans, et se soumettre aux conditions survantes:

- le loyer, charges non comprises, ne doit pas exceder 540 francs par an et par mêtre carré de surface habitable en Re-de-France et 480 francs par mêtre carré dans les autres régions;

- l'augmentation annuelle du

construction;
— les ressources des locataires
— les ressources des locataires
— un nouveau schéma d'organi— un nouveau schéma d'organi-7 mai). sont limitées à 94 500 francs per an Nantes : congrès de la Confédération en llo-de-France et 86 500 francs

> fournir copie du bail, attestation de conformité du logement, copie des factures d'électricité, note précisant l'adresse et la surface habitable du logement et l'engagement de louer. Décret n° 92-357 du 1= avril 1992, Journal officiel du 3 avril 1992, pages 4 854 et 4 855.

Recyclage et élimination des emballages ménagers

Avant de quitter ses fonctions de ministre de l'environnement, Brice Lalonde, a signé uo décret relatif au recyclage et à l'élimina-tion des emballages. Ce texte engage les producteurs et les impor-Cannes (jusqu'au 18 mai).

Blois : rencontre annuelle franco-allemande entre les ministres des affaires l'élimination de l'ensemble des déchets d'emballage.

lls pourront par contrat en charger un organisme extérieur. Le contrat doit préciser la nature des ment ainsi que la contribution due à cet organisme. Ce dernier doit être agréé pour une durée maximale Antenne 2.

Mise en service de le liaison directe ner les objectifs qu'il entend réaliser evec les producteurs.

1993-1997 de la Communanté.

Strasbourg: session plénière du Pariement européen (jusqu'au 15 mai).

Tennination des cautes. In doir 12 avril 1992, Journal officiel de 17 avril 1992, Journal officiel de 23 avril 1992, pages des emplacements spécifiques pour 5 725 à 5 736.

le dépôt de ces emballages, après avoir fait approuver par les minisde revenus fonciers

The start of the start les quantités d'emballages mises sur le marché et d'emballages récupérés et valorisés. Toutes ces dispositions prendront effet an 1ª janvier 1993. Décret o 92-377 du 1ª avril

1992, Journal officiel do 3 avril

Patrimoine immobilier de l'État

■ Une circulaire publiée au Journal officiel preconise une politique immobilière nationale et prévoit pour assurer une meilleure gestion du patrimoioe immobilier de

sation fondé sur la déconcentration, sous l'autorité des préfets : chaque préfet doit élaborer un schéma directeur départemental des implantations et réaliser un programme annuel d'équipement et d'entretien;

- de nouvelles règles de gestion des cités administratives; :- un mécanisme de valorisation du patrimoine; - des règles budgétaires per-

mettant un autofinancement des opérations courantes et facilitant icur montage financier. Circulaire du 21 février 1992, Journal officiel du 5 avril 1992, mark online.

4 年 年

· 人名西斯斯特 美

and the state of

18 18 18 18

* 1.5 Vietnas

See to margin

1- 1- 12 N

THE THE ST

The same of the same

.1.⊃ .) (21

and and B

The material season

pages 5 105 à 5 108. Prix des tabacs

■ Uo arrêté fixe les prix des cigarettes et des cigares fabriqués et importés par la Seita, à compter du 27 avril, avec une semaine de retard sur la date prévue par la loi de finances pour 1992. Les prix aogmeotent de 10,25 % en moyenne. Ceux des des principales marques de cigarettes consommées sont les suivants: Gauloises: 6,40 francs; Gitanes: 8,10 francs: Bastos de luxe filtre (rouge): 9,60 francs; Camel: 11.70 francs; Mariboro (normal): 11,90 francs.

Pour les cigares et les cigarillos, toutefois, les prix de beaucoup de produits importés ne changent pas, notamment ceux des Davidoff et des cigares importés par d'autres intermédiaires que la Seita. Les droits sur les tabacs et la

taxe sur les allumettes et les bri-Producteurs et importateurs : quets devraient rapporter 27,358 PEtat en 1992

LA COTE DES MOTS Franchising

Du XII siècle aux XIV-XV siècles, le verbe franchir sut usité au seus de « rendre franc, affranchir, libérer ». Les Anglais l'accueillirent alors en eo faisant, avec la même acception, le verbe to fran-chise. D'où le substantif franchising, tombé depuis en désuétude. To franchise a survécu, mais avec un sens modifié :

«investir avec privilège».

A la fin du XIX siècle, la notion moderne de franchising naquit aux Etats-Unis, quand les dirigeants de la firme Singer sonhaitèrent multiplier le nombre des points de veote de leurs machines à coudre. Sauf erreur, c'est la Lainière de Roubaix qui, en France, créa (en 1929) le premier réseau de franchisés, afin de commercialiser et de diffuser les laines Pingouin. Une fois de plus, on mot emprunté au français par les Anglais revenait, via les Etats-Unis, dans l'Hexa-

Notre anglicisme résiste à l'équivalent officiel proposé depuis 1973 – fran-chisage, défini comme uoe forme de contrat, - et cela pour deux raisons, pen-

sons-nous :

1) l'usager du français pent hésiter entre franchisage et franchise, ce dernier étant couramment utilisé, en partienlier dans l'expression prendre un magasin en franchise:

2) la définition officielle donne l'impression de ne pas fournir un équivalent correct, a contrat », à ce qui est ressenti comme le résultat de ce contrat : le feit. pour une firme ou une société, de mettre à le disposition de commerçants indépendants son image de marque, one assistance technique, du matériel, des marchandises, etc., en contrepartie d'une redevance, d'une rémunération.

Les franchisés (le féminin franchisée est employé normalement) sont dooc ceux qui utilisent l'image de marque et l'organisation des franchiseurs.

Les contrats de franchisage étant parfois fort complexes, il faut souhaiter que leur rédaction soit le reflet d'uoe parfaite... franchise.

Jean-Pierre Colignon

THE THE PARTY of Statement A Linier the second second Supplied to the second of the -A Property of 10 mm w a free Land こうなべんせん かんかん ME BALT MAN THE CALL

the tender of A CESTIS AM The same of the same of The state of the state of No. TOTAL CONTRACTOR OF THE PARTY O THE THE STATE OF T 100

· * * * * *

LOS ET DÉCRETS

the same of the same

of the same

LINEY /

Action Services

31 28 1 7

Assessed to the control of

32.5

-1 15 mins.

North Barre

and the state of

. The said

and the second of

TAST 11. 7 12 1 Sign marin in the 施・大学はサイル 一 かったたま THE PROPERTY OF THE PARTY OF September 1

> A STATE OF S MARKET AND A STATE OF THE PARTY OF THE PARTY

THE PARTY OF THE The state of the s The state of the s

Recyclas-Arrest 1

*

No.

Marie Barrier & All Control MANAGE ! A ROLL OF REAL PROPERTY AND IN THE RESERVE OF

Volkswagen: une crise à l'allemande

Le constructeur automobile traverse la même crise que l'Allemagne. L'expansion provoque une rupture du confortable équilibre économique et social antérieur. Les coûts apparaissent trop élevés et les rigidités trop grandes. Ferdinand Piëch, le nouveau patron, devra sérieusement rénover le modèle

FRANCFORT de notre correspondant

UI l'eut cru? Volkswagen, le premier groupe entomobile européen, est eo crise. Les succès des Audi, des SEAT et des Golf cachent une inquiétante dégradation de la rentabilité. Le groupe qui a racheté le tchèque Skode à prix d'or à le barbe de Renault et qui veut investir la somme gigantesque de 180 milliards de francs dans les cinq ans à venir voit sa stratégie d'expansion vivement critiquée. Surtout, les coûts dérapent en Allemagne: la marque VW aurait subi une perte d'exploitation de 2 milliards de francs en 1991 (les résultets seront annoncés mercredi 6 mai). Le 10 evril dernier le conseil de surveillance e remplacé le PDG. Carl Hahn, un an avant la date prévue, par Ferdi-nand Piech, patron de la filiale Audi. Sa réputation? Un homme «dur». Sa mission? «Remettre de l'ordre ».

A la fin des années 80, la route est droite pour les constructeurs ellemaods d'automobiles. Tandis que le crise et la coocurrence jeponaise envnient les fabricants britanniques dans le décor, les américains dans les pertes et forcent les autres européens à rétrograder, les Allemands semblent éparanés. Ces dix dernières années l'Allemagne a créé 79 000 emplois dans son industrie automahile tandis que les autres pays européens en ont perdu 410 000; Scul Porsche patine à cause du recul du marché des yuppies.

pour Mercedes-Benz, BMW et pour maintenir le niveau de pro-

ser passer l'occasion. Pour compenser des coûts de production jugés - déjà - trop élevés en Alle-magne, il avait racheté l'espagnol SEAT en 1986, renforce sa positlon au Mexique et engagé son groupe en Chine. L'Est qui s'ouvre est soo affaire. Volkswagen rachète dans l'ex-RDA l'usine qui fabrique les fameuses Trabant et iovestit 3,5 milliards de DM (12 milliards de francs) pour y monter 250 000 Poin par en. Puis il reprend le constructeur tchécoslovaque Skoda avec une promesse d'investir 6,1 milliards de DM en cinq ans pour y doubler la productioo et le porter à 400 000 voitnres par an Quelques semaines plus tard VW récidive en rachetant l'usine BAZ en Slovaquie pour y monter des Passat. Coût supplémentaire : 0,9 mil-liard de DM d'ici à 1996.

PARI FOU . L'avenir appartient à ceux qui visent loin. Le groupe programme la poursuite de son expansion « mondiale » grâce à un plao 1992-1996, annoocé en décembre dernier, qui porte sor 82 milliards de DM d'investissements dont 51 milliards dans l'automobile et 31 dans les filiales de leasing. Il comprend le paiement des projets en-Chine, en Europe de l'Est et en Portugal de l'usine de «monospace», concurrent de l'Espace Renault, qui est commune avec Ford. Ces usines dans des pays à bas coûts de travail doivent conduire le groupe à fabriquer le moitié de ce qu'il vend bors d'Allemagne. Mais dans la mère patrie, pas moins de L'origine de cette félicité 35 milliards de DM sont prévus

magne s'est réunifiée en payant à mer d'ici deux ans 20 000 postes tempérament : aujourd'hui les salariés doivent en rabattre sur leurs angmentations salariales. D'où des grèves. Volkswagen duit lui aussi serrer les ceinnures. Or le mnins qu'nn puisse dire est que cela n'a pas été fail.

En Allemagne, le groupe dis-pose de six usines dont celle d'origine à Wolfsburg en Basse-Saxe. Il y emplaie 130 000 personnes, la mnitié de ses effectifs mondieux.

Un ouvrier de VW reviendrait à 71 000 DM par an contre 63 000 ou 64 000 DM chez Opel ou Ford.

Les saleires allemands sont déjà wles plus chers d'Europe » comme ne cesse de le rappeler le patronat en ces temps de négociations sala-riales. Mais VW paie de 1 % à 6 % en plus. Les ouvriers, qui ne doivent déjà que 37 heures par semaine, bénéficient de 40 mioutes de repos compensateur par jour et de 10 jours de vecances supplémentaires tous les 4 ans.

Ce «tarif-maison» rappelle le Renault d'il y a dix ans, lors de la cogestion evec la CGT. Une comparaison qui ne plaira pas à Wolfsburg? Et pourtant! L'actionnaire principal de Volkswagen est l'Etat de Basse-Saxe avec 17,6 % du capital. Etre régionalisé n'est pas être octionalisé, sans doute. Mais le ministre-président, Gerherd Schröder, siège eu conseil et, "dens sa region, 130 000 emplois dépendent directement de VW et des composants. eutomobiles. Cela pèse. Au conseil, il retrouve en vertu des lois allemandes de cogestion, Franz Steinkühler, le petron de l'IG Metall, le syndicat de la métallurgie fart de 4 millions d'adhérents. Cele pèse aussi. Un exemple: la direction, constatant one les Polo faites en Espagne permettaieot d'économiser 800 DM sur le prix de revient de Wolfsburg, a voulu délocaliser l'intégralité de la fabrication de ce petit modèle bas de gamme. IG Metall s'y est opposé tant que les cadences de fabrication de Golf ne compensaient pas le travail perdu dans l'usine mère.

RÉACTION • La productivité, en dépit de la formidable hausse des ventes, a stagné depnis 1986, e calculé Chris Moor, de la Banque Morgan Stanley, et elle a même baissé ces deux dernières années! Les ventes ont bien crû de 60 %. depuis 1988, comme s'en félicite le direction, mais les coûts nut bondi dans le même temps de 68 %, explique le magezine Manager dans un article au vinaigre qui a mis le groupe en fureur. Au total, un ouvrier chez VW reviendrait à 71 000 DM l'an contre 63 ou 64 000 DM chez les. concurrents Opel ou Ford, selon le magazine citant une étude interne. La conséquence est sans appel : les marges trop serrées oc permettent pas de financer les énormes investissements prévus. Ni cette année ni les suivantes. «VW a besoin de 8 à 9 milliards de DM », estiment les experts d'UBS Phillips & Drew. En attendant une augmentation de capital, il faudra emprunier, «ce qui pèsera sur les résultats sinan-

Sous le flot des critiques, le groupe a réagi en trois temps. Pour rassurer les actionnaires, il a annoncé, en hâte, que le divi-dende servi serait cette année de 36 DM par action, comme l'an passé. Puis il e décide la suppression de 12 500 emplais en Allemagne dans les cinq ans, un poste sur dix. Ce coup de tonnerre dans le ciel syndical a pourtant laissé les experts insatisfaits. Il en faudrait le double, estiment-ils, en se référant d'ailleurs à l'article de Manager qui, citant des sources pour réduire ses coûts de 10 % à 12 %. Enfin la décision a été prise d'accélérer la succession de Carl Hahn qui partire à la fin de l'an-née. Daniel Gœndevert a été écarté. Il devient le ouméro deux derrière Ferdinand Piech, le patron d'Audi dont la rentabilité est meilleure.

Les deux hommes sauront-ils s'entendre après les mots peu aimebles qu'ils ont échanges lors de la course à la présidence? On en donte. En tont cas le travail de Ferdinand Piech ne sera pas de tnut repos. La stratégie d'expan-sinu impose à VW d'augmenter ses ventes de 33 % alors que le marché mundial ne gagnera que 15 %, « Improbable », juge Murgan Stanley, La Dresdner Bank est du même avis. En cleir : il feudra en passer par une baisse des productions au siège. Et la décisinn, dans le contexte de

cogestion, va faire hurler. A long terme les vertus du modèle allemand doivent reprendre le dessus. Volkswagen est le quatrième constructeur mondial d'automobiles et le seul européen à avnir encore une stratégie mondiale. Le meilleur atnut de VW reste sa taille. Le deuxième est le bonne tenue des ventes en Allemagne même ; une pétite chute de 2,8 % seulement an premier trimestre. Et VW a encore augmenté sa part du marché européen à 17 %. Autrement dit, les nouvelles Audi et les Golf plaisent. Ce qui, après tout, est bien l'essentiel pour un fabricant de

Eric Le Boucher

L'héritier qu'on n'attendait pas

Mais qui est Ferdinand Piech? Le futur patron du plus grand constructeur eutomobile d'Europe est mal connu. Peu causant, peu médiatique, il est l'apposé de Carl Hahn, à qui il succédera en fin d'année. Tout le monde le dit hésitant, sans charisme aucun. Certeina le disent même cassant, rigide, brutal et imbu de lui-même. Etant donné la têche qui l'attend - couper dans les coûts, - la dureté de son caractère ne sera pas un défaut. Mais la question demeure de savoir si cet héritier de cinquante-six ans saura enrober cette fermeté dans la diplometie indispensable au sommet d'un graupe mondial de 260 000 personnes.

Ferdinand Piech est un héritier qui e une revenche à prendre. Héritier, il l'est parce que son grand-père s'appelait Ferdi-nand Porsche, le créateur de la Coccinelle, voiture sans laquelle VW n'existerait pas, puis des voitures de sport qui portent son nom. Or, l'héritage est d'autant plus difficile à assumer qu'il s'est d'abord dérobé. Après des études d'ingénieur, Ferdinand Piech entre en effet chez Porsche. Il monte en grade, mais la présidence lui échappe.

il part. De Porsche, il ne conserve que 10 % du capital ce qui, ajouté à sa part de la fortune

familiale (les Piech vivent à Salzbourg d'importations de voitures et de participations dans des banques nu des hôtels), fait de lui le PDG de groupe le plus riche d'Aliemagne. Sa fortune est estimée à 5 milliards de marks. Il entre chez Audi, dont il devient la responsable des études. La firme lui devre se réputation technique avec les succès en rallye des Quattro. On lui offre enfin la présidence de Porsche gu'il dédeigne : Il vise celle d'Audi, qu'il obtient en 1988. Audi a réalisé, en 1991,

15 milliards de marks de chiffre d'affaires et 750 millions de profits environ. Une rentabilité qu'nn demande eujourd'hui à Ferdinend Piech de reproduire chez VW. Meis là encore le nomination a failli lui échapper. Car le conseil de surveillance lui préfère, non pas Daniel Gœudevert, mais Friedrich Schiefer, ancien numéro deux des assurances Allianz et PDG de Bosch. Mais, trop occupé par la restructuration qu'il vient d'entamer chez Bosch, Schiefer refuse. Piech est nommé.

Les milieux financiers ont très bien réagi à sa nomination et c'est l'atout de VW. Mais il sera difficile de succéder à Hehn et... au grand-père.

Le plan d'investissement 1992-1996

Marque	Lieu	Objectif	Cofit (en millierds DM)
Skoda	Mlada Boleslav .	Doubler la production	
	(Tchácoslovaquie)	à 400 000/an .	6,1
BAZ	Slovaquie Mosel	Assembler 30 000 Passet Nouvelle usine	0,9
SEAT .	(AlL de l'Est) . Martorell	250 000 Polos en 1994 - Nouvelle usine	3,5
SEAT .	(Espagne)	350 000 Seat et Polo/an	4,5
	autres usines	Modernisation	8.6
Usine nº 1	Changchun	Nouvelle usine	
	(Chine)	150 000 Golf-Jetta/an	1,2
VW-Ford	Palmela	Nouvelle usine	2
	(Portugal)	175 000 monospace/an	(part de VW)
VW	Puebla	Modernisation/expansion	
	(Mexigue)	de 50 % à 300 000/an	1,5
vw	Allemagne	Modernisation ·	· 18 ·
Audi	Allemagne	Modernisation	.7
Autolatina	Brésil et Argentine	Modernisation	
(VW-Ford)			1,5.

Source : UBS Phillips & Drew.

Volkswagen? A n'en pas douter, elle découle des vertus du fameux « modèle allemand » : priorité accordée à l'industrie, iovestissemeots de loog terme, cogestion avec les syndicats, marché intérieur hien tenu et baute qualité des produits. Vendre cher des produits chers à fabriquer, telle est la clé du système. Daimler-Benz devicot le première entreprise européenne et le géant se diversifie à coups de milliards de marks dans l'aéronautique et l'informatique (politique aujourd'hui très critiquée). BMW, le petit, a ses carnets de commande bourres tant ses nouveaux modèles séduisent partout les cadres. Et Volkswagen, le grand, se concentre dans l'auto mais s'y adjuge la place de quatrième constructeur mondial derrière General Motors, Toyota et Ford.

EXPLOSION . En 1989, la chute dn mur de Berlin ouvre des perspectives formidables. La conversion du mark de l'Est à « un pour un » avec le bon deutschemark, donne aux 18 millions d'Est-Allemands no pouvoir d'achat conséquent. Ils se ruent sur les Golf et sur les voitures d'occasioo. Le marché explose, les Allemands de l'Ouest rachèteot des neuves. En trois ans les ventes de VW bon-

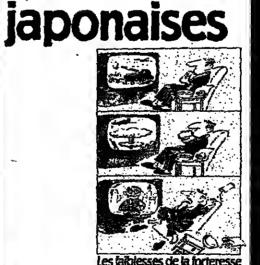
duction en le modernisant et pour lancer les modèles à venir (voir le tableau). Le pari est de conserver la base nationale intacte et de ne bâtir ailleurs que des capacités supplémentaires. Pour ce faire, la production ginbale doit être partée do niveau actuel de 3,5 millions de véhicules à 4,5 millions eu milieu de la décennie.

Un pari fou? Certains le pensent et les critiques cootre la gestion, noo pas de Carl Hahn, mais du Français Daniel Gœudevert, numéro deux do gronpe et patron de la marque VW, se sont multipliées. La perspective de l'arrivée du Français comme suc-cesseur du PDG qui devait partir fin 1993 et qui avait fait de Daniel Gændevert son favori explique sans daute l'apreté des ettaques. Outre sa netionalité, on lui reproche de parler haut et de donner des leçons à tout propos. On souligne surtout la glissade de ses coûts.

Le groupe aurait seulement réussi à maintenir ses profits l'an dernier alors que les ventes not battu tous les records, grossissant le chiffre d'affaires de 12 % à 76 milliards de DM. L'alerte evait déjà été doooée en 1990 : les ventes gagnaient près de 5 % mais le bénéfice reculait de 1,8 à 1,1 milliard de DM. En.1991, la marque VW aurait subi des pertes Carl Habn, le visionnaire opérationnelles d'environ 700 internes, parle de 25 000 postes PDG de Volkswagen depuis le millions de DM. Voilà le en moins. Un chiffre proche de début de 1982, père de la politique d'expansion, ne vent pas lais-



silhouettes, notre connaissance du Japon est superficielle et les japo-



Les ombres

Michel Manceau Jean-Bernard Pinatel

252 pages - 95F

nais nous présentent une réalité manipulée par une habile politique de communication. Leur puissance industrielle, commerciale et financière nous inquiète, mais nous ne voyons pas les faiblesses de leur système politique et le coût social que les japonais sont obligés de payer pour alimenter la politique de conquêie du Japon. Ce soni ces ombres japonaises que révèle ce livre.

Le conflit avec les séparatistes tamouls s'enlise mais la politique économique a réussi, le reste de l'île retrouve ses touristes, accueille à nouveau des investisseurs étrangers et espère devenir un des « nouveaux pays industrialisés »

COLOMBO de notre envoyé spéciel

vous les profits, à nous le développement »: le slogao miracle lencé par le président Remasioghe Premadasa pour ettirer les capitaux étrangers à Sri-Lanka a porté. Malgré le poursuite des effrontemeots dans la péoinsule de Jaffne et leur lot quotidien de victimes, le ton est à oouveeu à l'optimisme dans les milieux d'effaires de Colombo. Sans evoir réglé ses problèmes politiques, l'île cooosit un boom écocomique ou momeot où la conjoncture peine à reprendre son souffle ailleurs, et notammeot dans l'lode

Dans le capitale, le renouveau des affaires contraste avec la morosité de onguère. Quasi désert il y a deux ans, l'aéroport oeuf de Colombo a repris une activité normale. Les bôtels ont retrouvé leur clieotèle et ne bradeot plus leurs prix : les touristes revieocent. La politique de libéralisatioo tous azimuts meoée par le gouvernement commeoce à porter ses premiers fruits : les investissements étrangers ont été multipliés par 6,5 eo 1991, passant de 2,2 milliards à 14,2 milliards de roupies et la Bourse de Colombo a enregistré l'uoe des progressions

les plus rapides d'Asie. «En 1989, on disoit de nous que nous étions un pays sans overégion», se pleît à répéter le mioistre de l'industrie, R. Wickremaosioghe. En 1991, la croissaoce a approché les 6 % pour la deuxième anoée consécutive, cootre 2,3 % en 1989 et la veleur des exportations s'est eccrue de 20 % en deux ens.

Pourtant la crise du Golfe o'a pas épargné l'île : trente mille travailleurs sri-lankais sont revenus du Koweit et d'Irak, et Bagdad, qui éteit l'un des principeux acbeteurs de thé, a cessé de s'approvisionoer à Colombo, contribuant à la baisse des cours.

EXONÉRATIONS e Les responsables sri-lankais attribuent l'embellie à la politique d'ouverture entamée à durant les anoées 80 et eu « programme d'ajustement structurel» mis en place avec les encouragements du FMI et des beilleurs de fonds. Pour stimuler les investissements étrangers, le gouvernement a accordé ootammeot des exonérations d'impôt pendant quinze ans, le libre rapatriement des bénéfices, la possibilité de détenir des propriétés à 100 % et de nombreuses facilités persoonelles. Le cootrôle des changes e été assoupli et le secret bancaire a été consolidé par l'iotroductioo de comptes à numéro «à la manière suisse».

Grace à l'aide des pays dooateurs et des institutions internationales de développement, Sri-Lanka eoteod aussi éteodre et nlr. Aujourd'hui, nous avons l'éco-nomie la plus libérole de lo Pour dégager le port de Colombo,



l'un des treote premiers du monde pour le déchargement des conteneurs, on souhaite moderni-ser celui de Galle, dans le sud de l'île, près d'une future zone de promotion des exportations. Pour reoouveler sa flotte et eo accroître le capacité, la compegnie aerienne oationale Air Lanka a commandé cinq Airbus (valeur de 640 millioos de dollars). Tombé de 400 000 à moios de 200 000 peodaot la seconde moitié des anoées 80, le nombre de touristes étrangers est repassé au-dessus de 300 000 en 1991 (dont

10 % de Français) et plus de 400 000 sont attendus en 1992.

Le bruit court à Colombo que Air Laoka pourrait être privatisé. Le programme de privati-sations tancé en 1987 avec le coocours du FMI entend favoriser une «democratie participotive » en distribuaot 10 % des actions des entreprises dénationalisées à leurs salariés, eo en réservant 30 % au publie sri-lankais et en vendant le reste en Bourse, Dix mille saleriés des douze sociétés d'Etat cédées oot déjà reçu des actions; six de ces firmes groupes japonais, corcens, singapouriens, indiens, britanniques et

L'objectif proclamé est de feire de Sri-Lanka un des «nouveaux pays industrialisés » (NPI) en l'an 2000. Oo espère eccroître encore les investissements étrangers en 1992, déclarée « année des exportations > : « A mesure que les exportotions augmentent, le commerce remplacera l'aide et c'est alors que nous deviendrons réelle-ment indépendants », explique le président Premadasa. « Ceux qui sont riches, ajoute-t-il, peuvent se servir de leur richesse pour rendre les autres également riches. »:

CHOMAGE . Sri-Lanka met en evant le préseoce d'une maiod'œuvre eboodaote et bon mar-ché avec l'un des taux d'alphabétisatioo (88 %) les plus élevés d'Asie et maîtrisant mieux l'anglais que d'eutres. Les produits 000 traditionnels, des vêtemeots aux ordinateurs assemblés sur place, représentent déjà 66 % des exportations contre 44 % eo 1980, supplantaot le thé, dont Sri-Lanka reste le premier exportateur du moode, le caoutchonc. la noix de coco, les épices et les pierres précieuses.

Cepeodant, malgre leur progressico, les exportations deos leor eosemble, oe couvrent eocore que 74 % des importatioos. L'économie sri-lankaise reste largement tributaire de l'assislance internationale. Le

soot passées sous le cootrôle de chômage touche quelque 20 % de la population active, le reveou par tête atteint à peine 400 dollars par an.

L'ioflatioo, évaluée officiellement à 14 % environ, dépasserait 20 % selon des sources privées. Les exportateors se plaigneot aussi de la surévaloation de la roupie et le FMI, qui précooise une convertibilité totale, pousse à une modification du teux de chenge. Meis le goovernement résiste, arguant que « toute dévaluation se répercuterait sur le coût de la vie en alimentant la spirale des prix».

Pent-on ignorer le problème posé par le séparatisme tamoul comme le font les autorités dans leurs prévisions économiques? Les insurgés des Tigres de libéra-tion de l'Eclam Tamoul sont coofinés dans leur fief de la péoinsule de Jaffoe depois que l'Iode les e coupés de leors errières à la suite de l'assassinat de Rajiv Gaodhi en mai 1991. Les affrontements restent limités eo oord et eu oord-est de l'île, loio de Colombo. Uoe situatioo qui dure depuis neuf ans et qui pourrait se prolonger, « Aucun des deux camps n'étant en mesure de l'emporter par les armes, souligne un journaliste cinghalais, le gouvernement semble avoir résolu de développer la majeure partie de l'île sous son contrôle, laissant s'asphyxier lentement la péninsule

Jean-Claude Buhrer

CE1001 12

BAS BOTH

37.2

23/45/5

ter some in a

....

3 N

72.60

. ...

2.1

'' t. . . .

graph the Company

. . . .

. . .

1

* (4*

e e e e e

. .

1 (2)

* * 5

40 . 0

** *****

-74

1000

1 1 1 1 42

The state of the second

5 m m 15 m

A . 200 4

. و

r-t-u

 $(-d)_{\mu} = \mu_{\mu} \otimes d_{\mu}$

· vierge sign

And the second second

The second second

· - page inter « (B)

and the second

in I, i

Sale of a

ن جہان ہ

..., -

A 44 6 45 4 4 79

Hollywood pleure les banques trançaises

Loio de là, les profits engendrés par le cinéma restent prometleurs, l'iovestissement s'y révèle d'uo rapport supérieur à celui de o'importe quelle autre activité... meis les anoées 90 pourraient redistribuer ls donne, voire assainir uo «business» répolé cy-

Si le budget moyen d'uo long métrage produit par uoe *major*, e'est-à-dire l'une des cinq grandes sociétés de productioo - Universal, Warner, 20th Century Fox, Columbie-Tristar ct MGM - etteiot 26 millions de dollars (1) eo 1991, celui d'un film jodépendant oscille entre 5 et 15 millions. Par défioition, la productioo indépendante a lieu eu dehors des graods studios, evec des cas hybrides où existe un cootrat de distributioo evec unc major (par exemple Warner, pour

Etonoamment, des iodépeodants ont produit quelques-uns des films les plus coûteux (comme Terminator 2 par Carolco) et les plus rentables de l'année 1991 : Robin des Bois. City Slickers... Les indies gardent le droit de copyright sur le négatif : Kevin Costner, boudé par les studios et forcé de produire en indépendant, e fait fortuge avec Danse avec les loups.

INFLATION • « La règle du jeu, c'est le prêt, mais film par film » : en mars dernier à Los Angeles, Frans Afman, directeur général d'International Creative Management, le bras financier d'une des plus grosses agences de comédiens de Hollywood, exhortait les membres de l'American Film Market (AFM), le marché des producteurs et distributeurs indépendents à

retourner à ses principes de base. Si autrefois un producteur bouelait le budget d'uo long métrage esseotiellemeot par la vente des droits d'exploitation dans les salles américaioes, plus une vente à un réseau de télévision, l'inflation des couts de productioo et l'expansion mondiale du marché du cinéms ont bouleversé les plans de financement. En 1986 les recettes du cioéme américain (tous médias confondus) provenaient encore eux deux tiers du marché domestique et pour on tiers de l'étranger. En 1992, les revenus de l'industrie cinématographique, estimés à 14 milliards de

Suite de la page 27 dollars, proviennent à 52 % des écran qu'en salles. Feute de poumarchés non américains, et la proportion ira croissant.

> Le financement dépend donc de plus en plus des recettes d'exploitation, les contrats de distribution servant de garanties aux prêts baocaires. Le cas de The Waterdance, aotre film primé à Suodance, est une exception : la presque totalité du budget de 2,7 millions de dollars a été finaocée directement par Colombia Tristar Home Video, en échange des

RÉTICENCE . Le plus gros acheteur de films produits à Los Angeles est l'Europe : sur 1,2 milliard de recettes réalisées par les membres de l'AFM en 1991, 776 millions (soit 64 %) proviennent des pays européens, avec en tête la Grande-Bretagne (16 %), puis l'Allemagne (12 %) et la France (11 %), ce pays étant le seul où le cinema jodépendant soit consommé daventage sur petit voir évaluer à distance la solvabilité des distributeurs étrangers, les bacques américaioes ont toujours fait preuve de réticeoce en le matière. C'est là précisément que le Crédit lyonnais s'était taillé un

Aujourd'bui, même și la banque française affirme vouloir reprendre ultérieurement ses prêts à l'industrie du cinéma, les crédits sont coupés. « Ca devair aller au Crédit lyonnais, mais... » pleurent les producteurs. Les candidats à la soccessico? Principalement des banques européennes, les Japonais étant encore timides vis-à-vis du cioéma indépendant. Et pour la première fois à l'AFM, les onze institutions financières membres evaient ouvert un bureau.

Depuis trois ans, le Crédit du Nord « foit du crédit, purement et simplement», précise Jean-Claude Millot, pressé de se différencier du Crédit lyonnais et de ses erreurs. Ni investissement dans des maisons de production oi lignes de oer Bank et de la Banque interna- crise du financement a contraint et crédit aux maisons de production, mais des prêts accordés projet par projet (film ou série télévisée) à partir de dossiers soigneusement documenlés et avec une coordination entre les filiales de New-York et d'Europe (Paris, Italie, Espagne, Allemagne...). La banque française est venue à Hollywood parce que les prets eu secteur audiovisuel offrent de meilleures marges en raisoo de l'équatioo risque profit (2) mais aussi faute de concurrence. Sans oublier l'élémeot ludique! Le Crédit du Nord, dont l'approche se veut prudeote, o'a connu jusqu'ici que de «petits» problèmes.

Même discours chez Paribas. qui, depuis ses boreaux de Los Angeles, a fioance près de quatorze films eo deux ans, evec des filiales contrôlant sur place la fiabilité des distributeurs européens. Autres iostitutions financières actives : FILMS, basée à Londres et travaillant par l'intermédiaire de la Berlidam et qui a recruté son staff dans son cash-flow que sur les banques. les rangs du Crédit lyonnais Bank Les indépendants de Holly-Nederland...

l'ergeol cetrainant celle des produits, les films de série B, qui evaient saturé les écrans dans les années 80, cèdeot eujourd'hui la Devid Lynch, budget de 12 milplace à des films de meilleure qualité. Des maisons de production maison, qui figure dans la sélection comme New Lioe (3), Miramax, officielle du Festival de Cannes, et Semuel Goldwyn, Odyssey (qui prodoit «1492» avec Gérard Depardieu dans le rôle de Christophe Colomb). Propaganda, Morgan Creek, Concorde et bien d'au-

tres... affichent leur bonne santé. Parmi les débiteurs du Crédit lyooneis, beaucoup ont disparu (Weintraub, Epic, Empire Pictures, Film Accord) ou sont en difficulté (Fries). Menahem Golan, de Canoon, prévoit de résorber rapidement sa dette, et reconnaît que la

tionale à Luxembourg, ainsi que la forcé sa oouvelle compagnie, 21st NMB Postbank, basée à Amster-Century, à tabler davantage sur Century, a tabler dayantage sur

wood devront désormais compter avec les producteurs français, qui y QUALITÉ . La rareté relative de font de sérieux débuts : installé sur Sunset Boulevard, Ciby Pictures (groupe Bouygues) vient d'achever soo premier film, Twin Peaks, de tions de dollars et fioancement a d'autres projets en développe-ment (« le Monde de l'économie » du 4 février). « Nons avons beaucoup de mal à faire comprendre que nous ne sommes pas une banque!». explique la responsable de Clby, Marina Girard, submergée de demandes de partenariats financiers. Canal Pius, evec déjà 5 % de parts dans le capital de Carolco. coproduit via Le Studio Canal Plus, et se lance dans la production made in Hollywood avec Hexagon.

> CORRECTIONS . Familier dn marché financier du cinéma, Stephen Bannon commeote l'étrange anomalie : en cinq ans, les recettes ont dooblé alors que les investis-seurs perdaient 3 milliards de dol-lars en junk bonds et actions! Le cinéma a compris la leçon et effectue ses corrections : « Jouez la qua-lité », dit-on à Wali Street. Tandis que les Owners Only Club, un regroupement d'indépendants,' annonçaient la création d'une banque hollywoodieone spécialisée dans le financement do cinéms (com a préciser, fonds d'origioe europeenne...), Chemical Bank mettait quelque 300 millions de dollars à la disposition de gros indies: Largo, Cinergi et Castle Rock. Il e'y a jamais eu autant de place sous le soleil californien pour les investisseurs qui ont le goût du risque... calcule. Est-ce le prin-

temps pour les indépendants? Claudine Mulard

(1) Un dollar vaot environ 5,60

(2) Le cout : 10 % environ; soit le taux de base, à quoi s'ajoutent une marge entre 1,5 % et 3 %, et la com-mission de monrage de 1,5 % à 2 %. (3) Un des leaders parmi les indépendants qui doit encore environ 100 millions de dollars au Crédit lyonnais.

Le Crédit lyonnais dans le piège MGM

Sur le papier, le Crédit tyon-neie n'e pas encore perdu un centime dans l'affaire Metro Goldwyn Mayer. Certes, la ban-que nationelisée a prêté - à son Insu, a-t-elle toujours affirmé --1,3 milliard de dollers (soit 6 milliarda de francs) à Giancarlo Parretti pour prendre le contrôle de le *major* hollywoodianne. Certes encore, le benque a été obligée de rajouter 145 millions de dollara pour éviter le dépôt de bilan. Peu eprès le rachat de l'entrepriee par Giancarlo Parretti, diversee meuvaiaes surprises, par exemple des accords da cession de droits avec Rete Italia (une société du groupe Berlusconi) ou des accorde financiare evec le Bsnca Popolere de Novera, ont emené le Crédit lyonnais a débourser des crédits supplémentaires pour easainir la situetion. A quel niveau ee situent aujourd'hui les engagements? La benque reste

Una choae est s0re : ee n'est pae fini. Parce que, pour financer la rachat de la MGM, Giancarlo Parretti a été obligé da

céder pour au minimum cinq ens (et dix ens dans bien des cas) les droits sur la filmographie du groupe, le Crédit lyonnais eat contraint de faire les fina de mois de MGM. C'est à la banque française d'investir encore pour financer la mise en production de nouveaux filme. Alan Ladd junior et Dennis Stanfill, nouveaux directeurs de MGM. peaufinent actuellement un plan d'entrepriae qui, a'il recueille l'agrément de le banqua, devrait leur donner les moyens de faire fonctionner la MGM. A moins qu'entra-tempa un reprensur n'estime bon d'intervenir. Dana ce ces, le Crédit lyonnais aura une chance de récupérer, même partiellement, sa misa d'origine. Aujourd'hui, bien que Gian-

carlo Parretti soit toulours l'ectionnaire principal de le MGM, e'est le Crédit lyonnais, son banquier, qui fait la loi. La balanca juridiqua a commancé de pencher en faveur du Crédit lyonnais, à la fin de 1991. Graca à l'Honorable Willism T. Allan, juge à Wilmington, dans l'Etat

The state of the s

1991 fut un jour de gloire pour la banque françaisa. Dens un mémoire de quatre-vingt-dix pages, le juge déboutait Giencarlo Perretti de toute prétention au contrôle de la MGM et reconnaissait au banquier et à la direction de le Metro-Goldwyn-Mayer tout pouvoir sur l'antre-

Cette bataille sur le contrôle une fois remportée, restalt à gagner la guerre. Fin janvier 1992, la Crédit lyonnais et Florio Fiorini, lui-même ancien sliié de Giancario Parretti, prenaient d'assaut Pathé Communication corporation. Falsant jouer un certain nombre de dispositions juridiquea, le Crédit İyonneie cumuleit suffiaemment de droits de vote pour écrasar touta velléité da résistance au aein de cette holding. C'est elle qui, coiffant la MGM, avait servi da base juridique à Giancarlo Parretti et à ses elliés pour manar, tout au long da l'année 1991, una guérilla épuisante contre la nouvalla direction de MGM. Ayant perdu tous aas du Dalaware, la 30 décembre procès, Giancarlo Parretti n'a

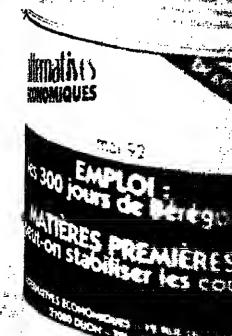
aux Etats-Unis, ni aux Pays-Bas, où ee situe le Crédit lyonnela-Bank Nederland (CLBN), qui l'a financé, ni en France. Il peut seulement tenter une guérilla juridique à partir de l'Italie, laquelle n'e que peu de pouvoir sur les décisions des tribunaux eméricains, néerlandais ou fran-

Dana la première semeine de mai, les tribunaux américains auront à trancher sur une nouvelle étape dans la stratégle de reconquête du Crédit lyonnels : celle du nantissement. Constatant que les créan-

ciers n'ont plus de perspective de remboursement de la part de l'actionnaire, le Crédit lyonnais e demandé eux tribunaux américains la droit de ea payer non pas sur les ectifs de la société, mais sur les titres.

Autrement dit, après avoir nrivé Glancario Parretti de ees pouvoirs d'actionnaire, il s'agit meintenant de lui reprendre les titres MGM.

Yves Mamou



principal Carre Water Fire the case of support the ter start there! A STATE OF THE PARTY OF THE PAR 100 mg Company of the Real Property o THE PERSON OF PERSON OF THE

Comment of the second second second The constitution of The second of the second Management Transport of the Tax

ies françaises

CONTRACTOR STATE AND STATE OF THE PARTY OF T The Parks of the Parks of the Parks

The second secon emaker: and e

ege MGM

PROPERTY AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE PAR

Agree (18)

ME WY

transbordement sur les quais du port militaire car on s'est rendu compte que le seul pont d'accès an port civil, celui de Tan Thuân, ne supportait plus le poids des caminns porte-contenenrs. Co0t du transfert : 15 000 dollars. Mais le tout s'est fait en l'espace d'une semaine. « Germatrans est le premier sur le marché, nous sommes, pour l'instont, le baromètre du shipping », mesure Philippe Le

A part de rares entreprises demeurées sur place en 1975 laboratnires de médicaments, Air France, - les Français sont revenus à Saïgon et, dans l'ensemble, ne s'en plaignent pas. La part française du marché? «5 % environ. Si on bosse, on peut viser les 8 %. Sinon, ce sera 2 %, comme partout ailleurs en Asie», estime Nicolas de Moucheron, le premier attaché commercial saigonais, présent depuis moins de deux ans mais dont le dynamisme égale les superbes bacchantes, Hubert Mar-

Suite de la page 27

Par exemple, début février, il

a failu transférer les opérations de

out le monde espère que les **Etats-Unis lèveront** l'an prochain leur embargo économique sur le Vietnam.

ehat, représentant de la BNP, est un peu plus optimiste, « Entre 8 % et 12 %, juge-t-il, en fonction de l'effort que l'on voudra fournir.» Nicolas de Moucheron voit défiler, dit-il, en moyenne chaque mois, les représentants de 84 entreprises françaises, Et sur les 54 sociétés françaises installées en mars au Vietnam, 47 ont choisi le Sud, un mouvement que la capitale, Hanoi, ne décourage pas. Le gouvernement vietnamien a même affecté à des projets dans le Sud 79 % du dernier don du Trésor français, qui s'élevait à 95 mil-lions de francs.

Orsan, spécialiste du glutamate, est - e'est son affiche - «le premier groupe françois à s'implanter industriellement au Vietnam a avee, pour ambition, nne bonne tranche d'un marché local qui représente déjà, avec 35 000 tonnes par an, 5 % de la consommation mondiale et qui devrait doubler dans les dix ans. La fabrication locale de glutamate, un produit alimentaire « de toute première importance», a pratiquement cessé il y a quelques années, et le Vietnam en importe pour quelque 50 millions de dollars par an. Orsan-Vietnam société mixte (60 %-40 %), relance la production avee, dans une première phase, un investissement de 1,3 million de dollars pour produire 4 500 tonnes de glutamate.

Si ça marche, Orsan investira 10 millions de dollars supplémentaires dans une deuxième phase paur produire plus de 6 000 tonnes par an à partir de mntières premières agricoles locales, et non plus importées, ce qui est le cas actuellement. Dans une troisième phase, la production une troisieme phase, la production passera à 10 000 tonnes au moins. Opérationnelle depuis juillet der-nier, l'usine produit déjà de 100 à 150 tonnes par mois.

erne y 🗷

Indochine...

Les Français ne sont pas les seuls, tant s'en faut. Les nouvelles liaisons aériennes - Singapore Airlines, Cathay Pacific - font le plein de Chinois d'outre-mer liés à une communauté chinoise locale, celle du quartier de Cholon, forte de plus d'un demi-million d'âmes. Depnis la normalisation, en novembre, des relations entre Hano? et Pékin, ils se sentent les coudées franches. « Disons que, depuis dix-huit mois, Saigon bouge très vite », dit Philippe Le Goueff. Taïwan est en tête des investisseurs étrangers. Depuis 1988 et jusqu'an 31 octobre 1991, selon les statistiques officielles, les Taiwanais ont proposé pour 539 mil-lions de dollars (1) de projets sur un total de 2,5 milliards de dollars. Hongkong vient en deuxième position avec 344 millions de dollars. En tête nu départ, les Francais ne se situent plus qu'en troi-sième position avec 273 millions de dollars, dont une bonne partie dans l'exploration petrolière. Après avoir échoué dans le golfe du Tonkin, Total s'installe dans la métropole du Sud pour explorer dans des eaux beaucoup plus pro-metteuses an large du cap Saint-

Mais les investissements étrangers, au demeurant limités, sont loin de tout dire et font penser à la partie apparente d'un ice-berg quand il s'agit des réseaux de Chinois d'ontre-mer et de leurs tissus d'activités. Sans attendre la levée de l'embargo économique américain, que tout le monde espère l'an prochain, les Chinois d'Asie du Sud-Est et d'Extrême Orient se sont mis an travail. «Le Vietnam, rappelle Nicolas de Moucheron, est un futur marché de 70 millions de gens, » « Des individus ingénieux, un fort poten-tiel humain », ajoute Philippe Le Consest. « De cons Impostiesaments Goueff. « De gros Investissements d'infrastructure suivront la levée de l'embargo américain. Jouons places, implantons-nous. Il faut miser sur les avantoges de ceux qui auront dejà pris racine», calcule, de son côte, Max Bobillier, le jeune représentant de SAFEGE, un groupe d'ingénieurs-consultants qui, en Asie, constitue la « tête chercheuse » du gronpe Lyonnaise des caux-Dumez.

LES GRANOS . Parmi les gr il y a, bien sûr, Alcatel, qui fait son nid en équipant Hanoï et Ho-Chi-Minh-Ville en centrales et lignes téléphoniques. Le super-patron du groupe est même venu, à la mi-février, pousser un nouvean contrat de plusienrs milliers de lignes téléphoniques dans la grande métropole méridinnale. Mais il y a aussi la Lyonnaise, pré-sente depuis 1989 et qui réalise deux grands projets sur le proto-cole d'accord de 1991. Un programme d'argence de 10 millions de francs à Hué, l'ancienne capitale impériale, où seulement 20 % de la population a accès à l'eau au robinet - « une misère », dit Max Bobillier. 6 millions de francs pour Saïgon, également un programme d'argence, où La Lyon-naise a d'autant plus intérêt à s'implanter que le marché (réhabibitation et extension du service des eaux) est énorme - 250 millions de dollars d'iei à l'an 2000 - et qu'un concurrent, l'Italie, a fait de grosses promesses. Max Bobillier met donc les bouchées doubles.

Maintenant que la concur-rence s'affirme, l'un des plus sérieux atouts français est constitué par les banques. Quaire d'en-

tre elles - BFCE, BNP, Crédit Lyonnais et Indosnez - figurent sur une première liste de six banques étrangères qui ont reçu, an début de l'année, l'autorisation de principe d'ouvrir des succursales. il reste, ce qui donne quelques cheveux gris à certains, à définir les modalités d'interveutinn car les Vietnamiens, dont le système bancaire végète, sont pour le moins défensifs. «Les Vieinamiens, dit l'un des intéressés francais, ne veulent pas voir leur système bancaire se réorganiser autour de banques étrangères.» « Mais, dans ce pays, si le système bancaire évolue, c'est grâce au coup de poing sur la table des banques françaises. Les Japonais, pour ne citer qu'eux, savent qu'il faudra, dans ce domaine, jouer avec les Français », remarque Max Bobillier. Le calcul est simple : faire d'un éventuel réseau bancaire français l'une des voies de passage les plus commodes et, donc, obligatoires. De nouveau présents, pour

l'essentiel, depuis trois ou quatre ans, les Français n'ont pas fini de s'installer. Tous ne reussissent pas. Il y a eu des mésaventures dans le domaine des plantations d'eucalyptus on des abandons rapides de projets bôteliers. Paris a refusé de subventionner la relance et la modernisation d'une usine à papier livrée avant 1975 et qui, tout en végétant, produit aujourd'bui la moitié de papier journal utilisé dans le Sud, Bull retire peu à peu ses billes d'un atelier d'assemblage d'ordinateurs destinés à un marché ex-soviétique qui se referme. Mais, dans l'ensemble, les relations entre Paris et Hanoi sont nettement plus sereines et moins ambiguês aujourd'hui qu'il y a deux ans, Par goût du pays et, aussi, parce qu'ils misent sur son avenir, certains se battent avec une belle obstination. Gérard Lay, capitaine au lnng cours, finit par sortir des bateaux de son chantier naval, Saigon Shipyard ltd, au prix de grosses frustrations. Animateur d'une a aventure » jugée e très sympathique » par un expert français, ce directeur de la société SUBTEC, qui a

> "Au Japon, la France est un peu perçue comme le pays des parfums et du cognac. Ce n'est pas le cas ici. ??

des intérêts au Proche-Orient, en Indonésie et à Brunei, est devenu, à Saïgon, le symbole même du courage français. Sans parler de la

«On parle de plus en plus du choc d'un débarquement oprès la levée de l'embargo américain. Il faut être plus nuancé et, de toute façon, notre intérêt est de jouer l'association avec Hongkong, Singapour, le Japon », estime pour sa part Jean-Louis Thouret (Campenon-Bernard), qui monte une brasserie pour Heineken et a déjà établi les plans d'un ensemble séduisant - une cinquantaine de villas et un centre bôtelier - pour les « petroliers » du cap Saint-Jacques (Vung-Tàu) et leurs familles. « Dans plusieurs secteurs, ajoute Jean-Louis Thouret, on decourre lo prédominance de méthodes et techniques françaises. » Face à la enneurrence et, surtout, aux moyens des puissances financières asiatiques, les Français peuvent, cependant, tirer leur épingle du

BATISSEURS . « Au Japon, la France est un peu perçue comme le pays des parfums et du Cognac. Ce n'est pas le cas ici. En raison du passé, nous avons un profil de bâtisseurs. C'est une carte à jouer», remarque Max Bobillier en ajontant que tout ce que les Français ont déjà fait ici nécessite « un suivi concret auprès des bailleurs de fonds internotionoux» car, dit-il, dans un premier temps après la levée de l'embargo américain, « le Vietnam sera un gros marché d'infrastructures ». e La France est mieux perçue, résumet-il, mais il hui manque encore un maillon. »

Il reste un dernier atout, celui d'un environnement favorable revitalisé par un bon début de ecopératinn bilatérale. Dans le domaine de la santé, les Français participent à la restauration de l'hôpital pédiatrique Nhi-Dông 2, l'ancien bôpital militaire Grall tout en assurant la formation de

l'Institut du cœur. APPEL D'AIR . Le Centre de service d'analyse et d'expérimenta-tinn de Ho-Chi-Minb-Ville (recherene scientifique) functionne, en grande partie, avec l'aide de fonds français. Son directeur, Chu Pham Ngoc Son, ingenieur chimiste formé aux Etats-Unis, estime, dans un français parfait, que «la France, ici, a déjà un pied bien dans la place ».
A l'IDECAF, Institut

l'encadrement. Ils sont également

présents à l'Institut Pasieur et à

d'échanges eniturels avec la France, un organisme vietnamien installé dans les locaux de l'ancien Centre enlinrel français, 2 700 jeunes apprennent le francais. « Un véritable oppel d'oir », estime Bernard Prunières, attaché culturel, qui rappelle également le

travail d'Ecoles sans frontières, qui a nuvert sept classes de français au Centre universitaire de formation des professionnels de

Et, dans la cour de la belle villa (celle d'un ancien conseiller commercial) qui sert d'école consulaire, baptisée depuis toujnurs Colette, on construit trois nouvelles salles de classe. Ils seront une soixantaine d'élèves à la prochaine rentrée dans le primaire et le premier cycle du secondaire. L'ancienne Saïgon, il est vrai, garde un air de France avec ses grands hôtels du centre le Continental, le Rex ou le Majestic, - ses dancings où l'on ressasse en français, des rengaines à la mode dans les années 60.

Ses cafés filtre et nne multitude de bâtiments de style colonial que l'nn remet en étai. Sur le «plateau», à deux pas de la cathédrale, l'ensemble du ennsulat général de France fait toujnurs aussi bonne figure. Beaucoup de Français unt élu domicile dans ce quartier dont les belles villas, souvent à restaurer, se inuent entre 10 000 et 30 000 francs par mois. «Les Français sont voyants, dit

Hubert Marchat, peut-être parce qu'ils n'aiment pas trop s'éloigner. Mois s'ils sont de plus en plus nombreux, ils comptent de moins en moins dans la masse des étrangers.» Avec cette nuance que les nombreuses visites de Vietnamiens installés en France contribuent aussi aux échanges, d'autant que certains d'entre eux ant monté quelques sffaires à

Peut-être comme un symbole, le parc automnbile du Snd va aujnurd'hui de la traelinn avant Citraën aux tnutes neuves Renault-25 et Renault-19 achetées par Saigon-Tourism. Pour sa part, par Saigon-Tourism. Four sa part, Georges Waehé vient d'acquérir, ponr l'équivalent de 800 francs, une antique 4 CV Renault, dont le mnteur tourne encore et qu'il a bien l'intention de retaper. Pour le plaisir. Une manière aussi d'exprimer sa confiance. Il croit, comme beauconp d'antres Français, que ce qu'il a entrepris au Vietnam mérite de l'avoir été, même si la concurrence s'annonce rude et les méandres de la bureaucratie locale

Jean-Claude Pomonti

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS TRIBUNAL DE COMMERCE DES ETATS-UNIS DISTRICT SUD DE NEW YORK

THE DREXEL BURNHAM LAMBERT GROUP INC. ET AL.

Chapitre 11 Affaire n° 90 B 10421 (FGC)

NOTIFICATION DE LA TRANSCRIPTION DE LA DECISION DU TRIBUNAL FIXANT LA DATE LIMITE DE DEPOT DE CERTAINS TITRES DE CREANCE EN RAISON DES RECLAMATIONS DES CLIENTS CONTRE DREXEL BURNHAM LAMBERT INCORPORATED ET/OU DREXEL BURNHAM LAMBERT GOVERNMENT SECURITIES INC.

inmationist des Cheurs auswisselst l'Titre de clo The United States Bankruptey Court for the Southern District of New York P.O. Box 64 Bowling Green Station New York, New York 10374

rew york, pew york 102/4

I en faisqui rementre ledit time par porteor ou service de messagerie imais pas par la poste des Eury-Univi a Cierk, United States Bankroptey Court Roots del Alexandet Hamilton Custom House One Bowling Green New York, N.Y. 19004

New York, N.T. 1994)

AFIN QU'IL SOIT EFFECTIVEMENT RECU LE 24 août 1992 ha "Date Limite de dépôt des Réclamations des Cheute" Lau plus tand. Lesdus Titres de Creance ne seront considérés comme déposés qu'à la date de leur réception ellection. tand. Les de Trèmes de Crèmes ne seront considérés comme déposés qu'à la date de leur réception ellectiva.

VOUS ETES EGALEMENT NOTIFIE PAR LA PRESENTE que le terme "Reclamation des Chents," dans le sens qui lui est ici
donné, doit être entendr comme etant.

attout droit de cremes, que leda droit soit ourneu puficiairement reconna, qu'il au cié préalablement arrêté par les parties ou non encore
prété, l'ore ou contingent, echn ou a échoit, objet de litrie ou non contesté, lénel ou d'équite, accompagne de survetes on chaveraphaire;

pricté. Eur ou contingent, echa ou à échoir objet de fitter ou non contesté, légal ou d'équite, necompatent de suretés on chaographaire; hi ou encore tout droit à une compensation d'équité pour reprine de courant si cette rupture ouvre un droit de créance, que les ditent à compensation en équité soit on non contesté, deuit à compensation en équité soit on non contesté accompanent de siteries ou chirographaire, et ce à l'encourse de l'un des Débiteurs on des deux, du tini de fonds et littes que les Débiteurs accompanent ou vent universait de recreoir pour le compte de tirus unciens clients, qui constitueraite des "itiers au nou du client" ou l'éterrement ou vent universait de recreoir pour le compte de tirus unciens clients, qui constitueraite des "itiers au terrant de leux "Biens the Chem" une terres, de la Section 741 du Code des foilibles, et qui ont été séaréées par les Débiteurs du restant de leux litters avectifs les "Biens Segrétes". Les Biens Ségrétes consistent géorgalement en des tires, dividendes, palements d'intérêts, lesquels, quels qu'ils soient, chêques non cucaissés ayant trait aux produits de le vente de viers, dividendes ou paiements d'intérêts, lesquels, quels qu'ils cette du autricat dit de tre portés aux crédit du ou des comptes du Client.

VINTE ETES EGALEMENT NOTTETE PAR LA PRESENTE que le seux du trems "Client" et le laure d'était par la service 21111.

Out ciré ou autricent du être portés au crédit du ou des comptes du Client.

VDUS ETES EGALEMENT NOTIFIE PAR LA PRESENTE que le seus du terme "Client" est tel que défini par la section 741131 de Code des faithies. Il est restreint aux personnest qui out auxil bren des droits aux que contre les Biens Seprends, et Inclut toure personne et groupe de personnes ayant des droits du lait de tutes regus, acquis ou décenus par les Debiteurs dans le cadre de leurs activités outlemères et tant que courriers. Il comprend touse personne ayant des droits à laire valoir contre les Debiteurs pour des activités outlemères et tant que courriers. Il comprend touse personnes quant des droits à laire valoir contre les Debiteurs des des louis se rapportant à des dividendes ou des intérêts d'obligations, ou cas ou ladite personne ou groupe de personnes auxil cesse d'être initulaire d'un comprectient chez les Debiteurs. Le terme "Chem" inclut route personne ou groupe de personnes des doits à faire valoir contre les Debiteurs du fait de centres on de concersions de tels titres, et louie personne un groupe de personnes des agant effectué des dépôtes en numéraire chez les Debiteurs aux lins d'achar de titres, gais p'inclut personnes de personnes decoulent auxiliers centres et a comment de personnes decoulent auxiliers centres et a comment de personnes des devites de la duite nevente ou dudit groupe de personnes decoulent

ni toute persoane ou groupe de persoanes dans la mesure ou les droits de ladue persoane ou dudit groupe de persoa ni toute persoane ou groupe de persoanes dans la mesure ou les droits de ladue persoane ou dudit groupe de persoa transactions réalisées nece une filiale étransere des Debucurs; ni de transactions réalisées rocc une filiale étransera des Debneurs ni

h) toute personne ou groupe de personnes dans la méante où ladate personne ou ledir groupe de personnes a un droit de créance n
me sonne en numéraire on n des tutres qui, aux tertunes d'un contrat, accord ou entenne, ou de par la lot, fait partie du cupital des
Débiteurs, ou qui est subordonné nus d'utité de l'un des ereanciers ou de tous les créanciers des Débiteurs.

Les dispositions du Code des iditilités prévaudroir s'il existe une quelconque contradiction ou divergence entre ce qui précède et
la définition du terme "Client" relle qu'encocée dans le Code des faiblies.

VOUS ETES EQALEMENT N'ITIFIE PAR LA PRESENTE que s'yous ne presenter pas le tite de creancé qu'il tous est redundée
déposer de la manere qua a cie ordonne, a so droits, du fait de votre réclamation en qualité de client, a participer, en vertu du pleu de
releasement, n toute distribution. 20 not débiningement prayetts et vous ne serge definitivement plus fondes à energe vou droits du fait de chent contre les prévalements plus fondes à energe vou droits de la base de ladie reclamation en qualité de chent contre les Débleurs, leurs mants couse ou ressonnaires. EXCEPTION ETANT
la base de ladie reclamation en qualité de chent contre les Débleurs, leurs mants couse ou ressonnaires. EXCEPTION ETANT
la POUTE BEDESONNE OU c'apoute par page de la manure que les personnes de la contre des propries de la manure que de la contre des pages de la des reclamation en qualité de chent contre les Débleurs, leurs mants couse ou ressonnaires.

TOUTE PERSONNE OU GROUPE DE PERSONNES AYANT DEIA DEPOSE UNE RECLAMATION DES CLIENTS CONTRE LES DEBITEURS AUPRES DU GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE DES ETATS-UNIS POUR LE DISTRICT SUD DE NEW YURK. NE SE TROUVE PAS DANS L'OBLIGATION DE DEPUSER UN DUPLICATA DU TITRE DE CREANCE.

DISTRICT SUD DE NEW YURN. NE SE TROUVE PAS DANS LOBLIGATION DE DEPUSER UN DUPLICATA DU TITRE DE CREANCE.

B. TOUTE PERSONNE OU GROUPE DE PERSONNES DONT LA RECLAMATION EST ADMISE PAR DECISION DU TRIBUNAL DE COMMERCE TRANSCRITE AU PLUS TARDA LA DATE LIMITE DE DEPOT DES RECLAMATIONS DES CLIENTS. NE SE TROUVE PAS DANS L'OBLIGATION DE DEPOSER UN TITRE DE CREANCE.

VOUS ETES EGALEMENT NOTIFIE QUE TOUTE PERSONNE DU GROUPE DE PERSONNES AUTRE OUE CELLES NOU CEUX DEFINIS AUX PARAGRAPHES A ET 8 CLOESSIS SE TROUVENT DANS L'OBLIGATION DE DEPUSER IN TITRE DE CREANCE À LA DATE LIMITE DE DEPOT DES RECLAMATIONS DES CLIENTS FIXEE AU 31 ADUT 1992 TARD ET REDIGE EN ANGLAIS: DE PLUS TOUTES SOMMES RECLAMES A CET EGARD DOIVENT AU PUIS TARD. ET REDIGE EN ANGLAIS: DE PLUS TOUTES DES SOMMES RECLAMATIONS DES CLIENTS. REPOUTES DES DEBTIEURS. A DEFAUT, LES DROITS DES AUTEIRS DESDITES RECLAMATIONS DES CLIENTS. REPOUTES DES DEBTIEURS. A DEFAUT, LES DROITS DES AUTEIRS DESDITES RECLAMATIONS DES CLIENTS. A RECEVOIR OUELOUE DISTRIBUTION DUE CE SOIT EN NUMERAIRE DU EN NATURE DANS LE CADRE DU PLAN A RECEVOIR OUELOUE DISTRIBUTION DUE CE SOIT EN NUMERAIRE DU EN NATURE DANS LE CADRE DU PLAN ARENT PRESCRITS.

VOUS ETES EGALEMENT NOTIFIE PAR LA PRESENTE MAINTS CAUSE DE CES DEPNIERS, SERONT DEFINITIVE.

MENT PRESCRITS.

VDUS ETES EGALEMENT NOTIFIE PAR LA PRESENTE que les tirres de crèance des chems contre l'un des debiteurs ou contre les deux devrous être substantiellement conformes un Formulaire Officiel de Faillate N° 10 ou aux lornulaires de réclamation contre les deux devrous être substantiellement conformes un Formulaire Officiel de faillate N° 10 ou aux lornulaires de réclamation mineure à la Requête comme pièce à contraction de des devent être deprises soit at en laisant remettre les dits utres par parteut ou mineurs à la Requête comme pièce à contraction de la devent être deprises soit at en laisant remettre les dits utres par parteut ou contraction de la laisant remettre les dits utres par parteut ou contraction de la laisant remettre les dits utres par parteut ou contraction de la laisant remettre les dits utres par parteut ou des laisant remettre les dits utres par parteut ou de la laisant remettre les dits utres par parteut ou de la laisant remettre les dits utres par parteut ou de la laisant remettre les dits utres par parteut ou de la laisant remettre les dits utres par parteut ou de la laisant remettre les dits utres par parteut ou de la laisant remettre les dits utres par parteut ou de la laisant remettre les dits utres par parteut ou de la laisant remettre les dits utres par parteut ou de la laisant remettre les dits utres par parteut ou de la laisant remettre les dits utres par parteut ou de la laisant remettre les dits utres par parteut ou de la laisant remettre les dits utres par parteut ou de la laisant remettre les dits utres par parteut ou de la laisant remettre les dits utres par parteut ou de la laisant remettre les dits utres par la laisant remettre les dits la laisant remettre les dits la laisant remettre les dits l

soit ht en envoyant ceua-ci par la poste au débuteut concerne à Dracel Burnham Lambert Incorporated et/on Dracel Burnham Lambert Government Securities Inc. e o The United States Bankrupty Court for the Southern District of New York. P.O. Box 64 Bowlant, Green Station New York, N.Y. 10274

New York, N.Y. 10774

De maniere à ce qu'ils soient RECUS su plus land le 24 aoûs 1992. Date Limine de dispot des Reclamations des Chomis.

VOUS ETES EGALEMENT NOTIFIE PAR LA PRESENTE que les formulaires de tirres de creance pour le dépot des Réclams vous et envoyés à certains anciens Clients des Débiteurs, a leur nom et autresse tels qu'ils figurent dans les registres et arc l'entre soit envoyés à certains anciens Clients des Débiteurs et a leur nom et autresse tels qu'ils figurent dans les registres et arc de Débiteurs. Les Anciens Clients qui ne receivent pas lestits formulaires en écritant à l'un des Débiteurs ou jus deux, a l'adresse survante: ens ou sur les Biens Segréres pouvent obtean ces formulaires en écritant à l'un des Débiteurs ou jus deux, a l'adresse survante: ens ou sur les Biens Segréres pouvent obtean ces formulaires en écritant à l'un des Débiteurs ou jus deux, a l'adresse survante: ens ou sur les Biens Segréres pouvent obtean ces formulaires en écritant à l'un des Débiteurs ou jus deux, a l'adresse survante: ens ou sur les Biens Segréres pouvent obtean ces formulaires en écritant à l'un des Débiteurs ou jus deux, a l'adresse survante: ens ou sur les Biens Segréres pouvent obtean ces formulaires en écritant à l'un des Débiteurs ou jus deux, a l'adresse survante: ens ou sur les Biens Segréres pouvent obtean ces formulaires en écritant à l'un des Débiteurs ou jus deux, a l'adresse survante: ens ou sur les Biens Segréres pouvent deux deux à l'adresse survante.

Desse Barnham Lambert Incorporated et ou l'active de l'adresse survante: ens ou sur les Biens Segréres pouvent de l'adresse survante.

Desse Barnham Lambert Incorporated et ou l'active deux deux à l'adresse survante.

Desse Barnham Lambert Incorporated et ou l'active deux deux à l'adresse survante.

Neur Vort. Neur Vort. 10004-2367

Alle Contonne Segréres pouvent de l'active de l'activ

VOUS ETES EGALEMENT NOTIFIE PAR LA PRESENTE que pour le cas où vois auriez des questions à poser concernant la nine à exécution, le dépôt ou le sort donne a votre titre de créance, vous pouvez, pour obseur ces informations, télephoner a Maitre Paul Merolla. Avocat des Debateurs au 1212/232-2847 entre 9 houres et 17 houres, houre d'été de la côte Est.

Lieu ei date: New York, New York 20 avril 1942 20 avril 1942
WEIL GOTSHAL & MANGES
Avreats de Dresel Burnham Lambert Incorporated et de
Dresel Burnham Lambert Government Securites Inc.
Débiteurs en possession
76 Fifth Avenue;
New York, New York 10153
1212/1310-8000

PAR ORDRE DU TRIBUNAL PAR URDRE DU I RIBUNAL
HDNDRABLE FRANCIS G. CONRAD
ILGE DES ETATS-UNIS CHARGE DES LIQUIDATIONS
TRIBUNAL DE COMMERCE DES ETATS-UNIS
DISTRICT SUD DE NEW YURK
Alexander Hamilton Custom House
One Busting Green
New York, New York 10014

. ?

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES -- 12 RUE DU CHAIGNOT 21000 DIJON - TEL : 80 30 97 76

mai 92

EMPLOI: les 300 jours de Bérégovoy

MATIÈRES PREMIÈRES : peut-on stabiliser les cours ?

Le Mexique de l'Europe

∠méthodes d'anelyse de la conjoncture nationale dens le contexte de le libéralisation et de l'ouverture sur l'extérieur». Cette réunion était comme un échantillon du «Maroc moderne» à l'usage des Marocains, bien que plusieurs spéeialistes françaie, dont un représentant de l'INSEE, eussent participé aux travaux. Signe des temps, elle était organisée par une fondation pri-vée créée par le holding ONA (mines, agriculture, pêcheries, grande distribution, etc.), racheté à Paribas par des intérêts locaux en 1981. L'objectif : amorcer un débat de fond sur un thème sensible (on verra pourquoi) entre des heuts fonctionnaires, des industriele et des banquiers, des universitaires.

Il y e quelques années, un tel dialogue n'aureit pas eu de raison d'être. L'administration était toute-puissante dans son impuissance. Le secteur privé en dépendait pour le moindre de ses mouvements, tout en se servant d'elle. L'Université croyait trouver dens l'idéologie l'affirmation de son indépendance.

Le tournant fut pris en 1983. Cette année-là fut lancé la programme d'ejustement négociés avec le Fonds monéteire. Ce genre de programme mène à tout, y compris eu meilleur, à condition d'en sortir. Or cele arrive rerement, pour deux raisons. Le premiàre est la meuvaise habitude contractée par le gouvernement inté-

oremme standard luimême, Allent peut-être un peu vite en besogne, lee hommes politiques de Rabat ont ennonçé le grenda émencipation pour 1993 : retour à l'équilibre budgétaire, dirham convertible, nouvelle et importente étape de désarmement tarifaire. Fort d'une impres-

sionnante vitalité révélée à la faveur de le modernisation de ses outils de production et de ses modes de gestion, le Maroc (27 millions d'habitents) se flatte qu'on pense à lui comme à un Mexique de l'Europe occidentale. La comparaison peut se justifier, à ceci près, bien eûr, que c'est le Maghreb tout entier qui pourrait par la taille prétendre remplir vis-à-vis de la CEE un rôle comparable à celui

s'apprête à jouer en Amérique du Nord. Est-ce à dire que le Maroc se sent dàs maintenant les reins assez solides pour prendre au mot la Communauté européenne? Celle-ci, la 17 février dernier, lui a proposé, peut-être avec un tantinet de provocation, d'établir une zone de libre-échange.

Créé par la fondation ONA que dirige un homme de grande culture, Farid Britel (énarque), le Centre marocain de la conjoncture contribue au climat de libre discussion. Hebib El Malki en est la président. Le eouci d'indépendance qui anime cet universitaire croît au fur et à mesure qu'il est fait eppel à ses compétences. Le roi lui e confié les destinées du «Conseil national de la jeuneese et de l'avenir». Avec quelle mission? Rien de moins que d'imaginer l'insertion des dizaines de milliere de bacheliers euxquels on n'offre eucun emploi depuis que le mot d'ordre est au confinement du secteur public.

Bien que l'anjeu en eoit moine dramatique, les tâches assignées au Centre de conjoncture procèdent d'une préoccupation similaire de préparation du terrain. Pour les investisseurs tant nationaux qu'étrangers, les analyses du Centre et les informetions qu'il diffuse cont destinées à servir de contrepoids, ou d'éclairage, aux déclarations officielles, ni plus ni moins tendancieuses au Maroc que partout eilleurs.

«Peut-être bien que le marché des capitaux e été conçu pour répondre aux besoins du Trésor. » Cette question faussement naïve (et applicabla à la situation da maints pays développés) figure dans une étude parue dens la dernier bulletin trimestriel du Centre sous le titre suggestif : «Dette publique intérieure du Maroc : une réelité importante mais peu connue.»

Un programme d'ejustement du FMI, fait ramarquar l'autaur de l'article, substitue un endettement intérieur à un endettement extérieur. Voilà un autre trait commun avec le Mexi-. que, moins enviabla l Cette substitution s'accompagne en fait d'un élargissament des facultée d'emprunt du Trésor. Pour en user, il lui suffit de laisser monter les taux à sa convenance l'Cet effet indirect et pervers d'un programme du FMI conduit neuf fois sur dix à un alcurdissement du poids du service de la dette publique. C'est le pantalons», dit un fabricant. Remarque peut-être cas eu Maroc. Le Trésor y rémunère ses émis- triviale mais qui en dit long sur le phénomène du sions d'une durée inférieure à trois ans au taux travail noir, où l'on voit à tort une fatalité.

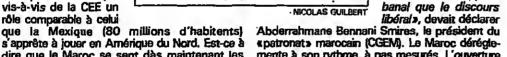
A semaine demiàre e'est tenue à Case-blanca une « Journée d'étude sur les se procure de cette façon des fonds auprès des se procure de cette facon des fonds auprès des banques, qui trouvent là un emploi sans risque pour leurs dieponibilités à court terme. Lee choses commencent à devenir scabreuses quand une partie des disponibilités en question sont fournies par la création monétaire. Tel est sans doute le cas au Meroc. L'inflation est remontée de 4 % en 1990 à 8 % en 1991, la tendance récente étant la décélération. Le Centre de conjoncture e eu le bon goût d'attribuer cette évolution défavorable non pas à la libération de la plupart des prix, mais à la formidable progression des crédits bancaires (de l'ordre de 35 %). Cette explosion fut rendue possible, mais non inévitable, par la suppression da l'encadrement du crédit.

Depuis cinq ans, le Maroc connaît une crois-sence soutenue de 4 % environ, malgré une conjoncture en dents de scie due, notamment, à l'influence de la pluviométrie (d'où l'appétit pour des prévisions à court terme fiables, impossible à satisfaire). Des indices concordant font penser à une tendance de fond, «Les choses ont beaucoup évolué; nous avons maintenant une véritable classe moyenne de consommateurs; de véritebles industries, une véritable agriculture industrielle», a dit, au colloque, Robert Assaraf, industriel. Tout cela ne s'est pas fait en un jour.

Les grandes options ont été prises il y e une trentaine d'années par Hassan II lorsqu'il accédait ressé de compter sur des crédits extérieurs ; la au trône. Ce qui passait elors pour des orientaseconde tient à certaines caractéristiques du proatouts du Maroc, Pes

> sur le modèla stalinien; ettention prioritalre accordée eu monde rural, Même si le choix était inspiré per des motifs politiquee, c'était le plus favorable au développement économique, comme cela est maintenant largement reconnu. Un groupe privé tel que ONA (nous sommes eu Meroc : 16 % du capital appartient à la famille royale) s'insère naturellement dens l'économie agricole. Il a pris en charge la distribution du lait sur l'ensembla du territoire, pourvoyant les producteurs des bonnes races importées, pessant evec eux des contrats de modernisation. «Rien de plus

de gigantisme Industriel



mente à son rythme, à pas mesurés. L'ouverture sur l'extérieur s'est matérialisée par l'abolition de la cuasi-totalité des contingents d'importation, la levée d'une bonne pertie du contrôle dee changes. Mais la protection douanière reste élevée. Les droits s'élèvent à 40 %, voire 45 %. S'y ajoute un prélèvement fiscal à l'importation de 12,5 %. Le gouvemement veut remener les tarifs à 25 %. Ils atteigneient naguère 200 %. « Nous Européens et Marocains devons nous défendre ensemble contre la concurrence asiatique», déclara la président de l'association textile.

son corps défendant, mais avec probité et une claire conscience du désastre frappant une Algérie en pleine décomposition économique, Ahmed Mokaddem, directeur de l'Office national des statistiques de ce pays, joua les faire-valoir. Il paria des dirigeants d'entreprise qui demandent aux statistiques officielles de leur fournir les informations « qui relèvent normalement d'un bon management» : nostalgie d'une planification évanescente? Là où n'existent pas de vrais marchés avec de vrais prix, les «indicateurs » statistiques perdent eux-mêmes toute signification, devait-il encore dire. Et d'ajouter que les organismes officiels n'appréhendent pas plus de 40 % de l'emploi; le reste est plus ou moins clandestin.

Sur ce demier point, l'économie marocaine présente aussi une faille énorme, même si la proportion est inversée : environ 60 % de l'emploi relevant des circuits officiels, 40 % de la population active travaillant pour la secteur cinformel», d'aprèe les estimations. L'origine du phénomène, c'est toujours la main trop lourda de l'Etat (au Maroc, l'impôt sur les sociétés est de 42 %, pour les petites comme pour les grandes entreprises), la réglamentation intempestive, l'interventionnieme mercantiliste, Pour fevoriser les exportations, on autorise les confectionneurs marocains à importer en franchise les tissus. Ce qui n'est pas vendu à l'étranger ne peut qu'être écoulé clandestinement : «Le Maroc est un pays de vingt-sept millions d'habitants où les statistiques officielles n'enregistrent aucune vente de

La république des «zinzins»

Olivier Pastré est assuré des chances de l'économie française appuyée sur un capitalisme renouvelé grâce à l'expansion des « investisseurs institutionnels »

LES NOUVEAUX PILIERS DE LA FINANCE d'Olivier Pastré

La Découverte, 190 pages, 95 F.

ll n'y a plus d'exception française», ronronne-t-on avec délice. Notre pays a oublié ses rêves de merchés protégés, émoussé ses outils de planification, tourné le dos aux nationalisations. Il s'inscrit désormais, sans barguigner, dans la sphère de la concurrence moodiale. C'est vrai, mais une antre spécificité est en train de naître. C'est à repérer ses contours qu'il consacre son dernier ouvrage eux vertus roboratives et qui délaisse le langage barbelé de la tribu pour s'adresser au grand public.

Un petit sant en arrière : 1945-1985. Quarente ans d'«économies parallèles» : privé d'un côté, public de l'autre. Des secteurs entiers se structurent sous l'impulsion du capitalisme familial et grâce à un Etat tuteur. Des corps intermédiaires assurent des passerelles : des syndicats ouvriers et un CNPF encore puissants, des organes de concertation (chambres de commerce, Conseil économique et social, Commissariat du Plan).

CAPITAL NOUVEAU . Cet édifice s'est lézardé de plus en plus depuis vingt ans. Nous n'evous pu faire face à la crise parce qu'il nous manquait trois atonts; nn marché financier, un véritable contrat social et un esprit de compétitivité. « Le capital nouveau est menes ont loue presqu taux d'intérêt sont devenus durablement positifs; 2º la répartition de la valeur ajoutée a été plus favorable aux profits et moins aux salaires; 3º l'Etat s'est montré d'actionnaires-pivots dans la pluparticulièrement actif et fiscalement généreux pour inciter les Français à investir dans les produits financiers.

arrivé» à temps pour sortir la guies d'assurances, les caisses de France du tron. Trois phéno- retraites, la Caisse des dépôts, ue simutia" mais on peut y ajouter les plus nément, note Olivier Pastré : grosses banques et certains bol- que celles de la toute récente to du fait de la modification doundings financiers qui récent les réquêre de l'INSEE nous apprel'environnement international, les mêmes produits que les compa-Les «zinzins» jouent un rôle

Le mérite des trois points de vue rassemblés dans cet ouvrage (d'un spécialiste des relations internationales, d'un politologue et d'un économiste) est d'examiner le Japon des années 80-90 en tant qu'acteur sur la scène mondiale. Que signifie la montée en puisance de cet intrus, modèle concurent de la « démocratie de marché » et du système de valeurs de l'Occident ?

L'EXPANSION

JAPONAISE

DE LA PUISSANCE

Editions Complexe,

147 pages, 56 F.

de Jean-Marie Bouissou.

Guy Faure et Zaki Laīdi,

« Tant oue sévissaient les rigueurs de la guerre froide, tous les simplismes étaient permis », écrit Zaki Laïdi. Aujourd'hui il faut interpréter. Or l'Occident est confronte à une puissance dont l'autonomie va en s'affirmant mais qui reste réticente à exercer des responsabilités hégémoniques. Micux, le Japon ne paraît animé d'ancune volooté de transformation globale des sociétés. Son « message an monde » reste le pragmatisme. Jean-Marie Bouissou met l'accent sur les obstacles à des prises de décision tranchées tenant à un fonctionnement du système de pouvoir dans lequel interviennent de nombreux acteurs et intersèrent lourdement des considérations politiques. Un système peu edapté aux situations de crise maisen revanche très efficace dans l'élaboratioo de politiques à long

Un même pragmatisme préside à l'expansion économique. Guy Faure montre que la question de la finalité de la croissance reste fondamentalement étrangère aux dirigeants japonais. La croissance tisseurs institutionneis) aux termes que es seammant, est un dogme. Le Japon vit sans les plus techniques comme lecters la sérié.

contradiction cette vocation mondiale et sa spécificité assatique. Le les abréviations (LBO, PTT,

marchés a redonné des forces an capitalisme familial. Mais il faut craindre les illusions apportées . notamment par le médiatisation des PDG et les tensions nées des holdings en cascade et des offres publiques d'achat. Si le système a donné des chances à de nouveaux venus, il comporte de nombreux germes d'inégalité : les petites entreprises ont moins profité de cet environnement que les

Et quid de l'efficacité? L'at-trait des marchés financiers o'at-il pas détourné de ses objectifs l'industrie nationale? La réponse est délicate parce qu'on ne peut juger que sur une longue durée. La situation des entreprises francaises apparaît bien meilleure au début des années 90 que dix ans plus tôt, mais « le récent renouveau du capitalisme français semble devoir plus à l'Etat, qui a impulsé une politique économique favorable à l'autofinancement», souligne notre enteur. NOYAU DUR . Le capitalisme

public s'est lui aussi revivifié, mais « si le solde du mouvement des nationalisations et des privatiues nationalisations et des privati-sations (en) u accru le poids, il ne joue plus le rôle de pilier de l'éco-nomie française qui était le sien tout au long des trente glorieuses ». C'est qu'un autre pilier est epparu, « le plus solide de la croissance française », celui des « investisseurs institutionnels »; les fameux « zinzins », seion l'argot du Palais Brongniart. Ils regronpent, an sens strict, les compagnies d'assurances, les caisses de gnies d'assurances et qui se comportent comme elles sur les mar-

part des grandes entreprises françaises, contrôlant des banques, 25 % du marché des actions et 57 % du marché des obligations.

NOTES DE LECTURE

l'amélioration des conditions de naire bilingue - français/anglais et vie imposent néanmoias de nouveaux choix qui passeront par la priorité accordée à la science et aux technologies.

contrepoint à s'interroger sur le.. devenir de nos propres sociétés, si sûres apparemment de l'universalisme de leurs valeurs.

Ph. P.

LE MONDE, ESPACES ET SYSTÈMES de Marie-Françoise Durand, Jacques Lévy, Denis Rataillé. Fondation nationale . . . des sciences politiques -Dalloz, 566 pages, 196 francs.

Précieux instrument de travail pour les étudiants de Sciences-Po, les futurs historiens et géographes, ce byre est aussi un essai théorique et une anthologie de textes puisés dans les meilleurs ouvrages spécialisés. L'ambition est de présenter un état du monde intelligible. Deux grandes parties : « Positions», avec quatre plans de lec-ture autour de l'état, l'économie, la culture, la société-monde; «Situations», où l'on fait le tour des « lienx du monde» où se forment de nouvelles identités avec d'importants chapitres sur le Pacifique ouest, les Amériques, les Europes, l'islam arabe et l'Afrique.

ROBERT & COLLINS DU MANAGEMENT Dictionnaires Le Robert 1 040 pages, 270 F.

lières, comme les zinzins (les inves- livre à la fois historique, économi-

Le développement de ces Selon notre auteur, e le développement des zinzins constitue le plus fantastique moyen de nationalisation rampante ». Et leur ponyour ne peut que se renforcer à mesure que les instruments de retraite par capitalisation viendront épauler le système de répartition.

Faut-il se plaindre de cet accroissement de puissance? Non, scion notre auteur: « les zinzins sont les Japonnis de l'économie française». Ils out les vertus de la patience et du courage, celui d'investir parfois dans des sec-teurs délaissés par l'establishment financier. Ce qui ne doit pas cacher le risque ouvert par l'absence presque complète de contrôle sur leur activité. Il faudra bien remédier à cette carence,

Cela dit, les « zinzins » sont ressorts indispensables de e l'économie médiane », formule que l'enteur préfère à celle d'« économie mixte », parce qu'il y a aussi le sens de cette « intermédiations, nécessitée par le fait que notre économie n'est pas une économie de marché, eu sens anglo-saxon du terme. Caractériser a l'économie

médiane », c'est aussi définir les rouages sociaux de ce nouveau capitalisme. Olivier Pastré rejoint lci Anton Brender et Michel Aglietta (1) : la politique sociale est e le noyau dur de la politique de productivité ». On sera plus surpris de sa proposition d'une réforme constitutionnelle pour faire entrer le politique industrielle dans le domaine réservé du chef de l'Etat.

Eo tout cas, cet épilogue d'économie-fiction traduit bien son indefectible optimisme. Bien sir, il vaut mieux lire ces page nant que le redressement financier des entreprises a été stoppé net en 1990 (2).

Pierre Drouin

(1) Les Métamorphoses de la société civile. Calmann-Lévy, 1981. (2) Le Monde du 17 mars 1992.

vicillissement de la population et SMIC, etc.), ce nouveau dictionanglais/français - couvre tout le vocabulaire usuel des affaires, de la finance et de l'économie.

t technologies.

Fonctionnel, précis et de pré-un livre éclairant qui incite en atrepoint à s'interroger sur le des 50 000 mots traduits dans leur contexte, grace à une abondance d'exemples concrets, et n'oublie pas de préciser leur pays d'usage (GB : Grande-Bretagne ou USA : Etats-Unis) lorsque celui-ci est spécifique.

Un outil précieux qui, à défaut de limiter l'utilisation du franglais dans les milieux du business - traduit dans les deux langues! -, permettra du moins de mieux le comprendre.

V. M.

LES MINES D'OR DU DISTRICT DE SAINT-YRIEX-LA-PERCHE de Pierre-Christian Guiollard, auteur-éditeur, 64410 Fichous, 154 pages, 235 F.

L'ectualité s'est focalisée récemment sur la fermeture de la mine d'or de Salsigne, censée être la «dernière mine d'or française». Ce bean livre, abondamment illustré, vient à point rappeler qu'il existe encore dans l'Hexagone deux antres mines en activité, l'une à Ronez (Sarthe) et l'autre à Saint-Yriex-la-Perche (Haute-Vienne). L'auteur, Pierre-Christian Guiollard, photographe et archéologue spécialisé dans l'histoire des techniques minières, a publié en 1988 un livre sur les mines d'or française (Mines d'or, petite histolre des grandes mines d'or francaises) et a entrepris une étude sys-Des expressions les plus fami- ématique de chacune d'elles. Ce

この「本本の本物の

77 - 1.1 - 1.2 - 1

 $\mathbb{N}_{1}, z, \ldots, z$

2

man at the contract of

person of a

All the second s

Total Control of the
Market and the second s

The state of the s

₹... Part of the second seco

The second secon

The second secon

1 V 7 - 2-320 Kg.

the purity of

✓ E GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), incarnation du multilatéra-lisme en matière d'échange international, est à la dérive. Lee négociations de l'Uruguay Round, qu'il rorganise, sont enlisées. Mais il y e pire. Aujourd'hul se diffuse l'idée selon laquelle la priorité devrait être donnée aux accords régionaux plutôt qu'à la libérali-sation multilatérale. L'Accord général (article XXIV) ne reconnaît-il pas la légitimité des zones de libreéchange et des unions douanières, considérées comme des étapes plausibles vers le libre-échange

N'en déplaise aux nombreux partisans de cette thèse, qui trouve son origine eux Etats-Unis, cette

n'ast pas avérée. Le demier rapport de la Banque mondiale sur le développement rappelait ainsi que, mise à part la CEE, dont le succès conetitue un contre-exemple unique, toutes les zones de fibreéchange constituées depuis la seconde guerre mondiale ont échoué.

Dans le fait que le protectionnisme n'est plus le principale distorsion introduite dans les échanges

par JEAN-MARC SIROEN (*) · évolution besucoup plus permicieuse, qu'on pourrait, en caricaturant, nommer « comeconisation » - réfé-rence au CAEM eujourd'hui disparu. C'est la mise en

place d'une planification des échanges entre zones, vars laquelle tendent aujourd'hui les politiques com-

Logique planificatrice

Même si, pudiquement, les officiels américains ne parient encore que de « managed trade » (« commerce dirigé »), la logique planificatrice est déja instillée. De plus en plus souvent, les gouvernements des grands pays industriels engagent des négocia-tions commerciales bilatérales, qui détournent les règles du GATT.

Las eccords d'eutolimitetion « volontaire » concernent la plupart des grands secteurs industriels comme le textile, l'acier, l'automobile, la plu-pert des produits de l'électronique. Ils s'accompagnent d'accords d'importations « volontaires » qui contraignent certains pays à se fournir auprès d'un pays désigné. Le Jepon devrait emsi laisser aux firmes américaines 20 % de eon marché intérieur des composants électroniques, acheter des gros ordinateurs et, sans doute, du riz, etc.

C'est une administration - la Commission de Bruxelles, - qui e négocié, avec une autre edministration - le MITI japonais - l'accord d'autolimitation des automobiles en juillet 1991, à charge, pour elle d'an diffuser les implications aux firmes privées, ce qui exige, cette fois, une certaine planification des productions intérieures. Puisque la planification a pour mission d'éclairer l'evenir, les flux d'échanges négociés sont fixés pour le long terme (fin 1999 pour les automobiles japonaises) quitte, d'eilleurs, à ajuster les prévisions relatives à la demande...

Ces eccords portent exclusivement sur les volumes (nombre d'eutomobiles, tonnes d'acier, parts de marché...) indépendamment des prix. De même, les sanctions américaines ou européennes (droits anti-dumping ou enti-subventions) contraignent les politiques tarifeires des firmes étrangères candidates à l'exportation. Des prix planchers sont souvent imposés. En epparence, les échanges entre pays industriels restent monétaires, puisqu'ils se réelisent pour l'essentiel en monnaies nationales. Maie la réalhé n'est plus aussi simple.

La monneie assure deux fonctions e systémiques» dans les échanges internationaux. La première est de révéler des échelles de prix qui correspondent à le structure des aventages comparatifs es pays. On a vu ce qu'il en était. La seconde est d'autoriser la multilatéralisation des échanges en permettant de « transférer » un défich réalisé quelque part sur un excédent ailleurs.

Or la plenification impliquée par les eccords bilatéraux a précisément pour objectif de réduire les déséquilibres. Elle se situe donc bien dans la logique de troc qui était celle du CAEM (le eystème qui réuniesait l'URSS et ses satellites) : les volumes d'échangea étaient définis sur une basa bilatérale (en fait URSS-pays satellites) sous la contrainta d'un

équilibre bilatéral. La logique planificatrice se diffuse aussi eux politiques macro-économiques, responsables de la formation des déséquilibres bilatéraux. Les dirigeants eméricains ont même cherché à négocier avec le Japon les futurs taux de croissance. Aujour-d'hui, les taux de croissance «se décrètent » donc à nouveau dès lors que lee relations internationales sout en cause

Des mesures perverses

Mais la planification n'est-elle pas eprès tout un moindre mai? 'Au regerd de l'histoire du CAEM, il serait peredoxel de défendre eujourd'hui cette thèse. Cerres, la planification dont il est question e peu de chances d'être un jour eussi Intégrale que celle orchestrée par le CAEM. Mais les économistes ont montré, à partir de grilles d'enalyse différentes, que les mesures « plenificetrices », comme les eccords d'autolimitation, sont profondément perverses. Du point de vue du bien-être général, elles sont les pires possibles.

Les droits de douene ou les subventions introduisent moins de distorsions sur les marchés, même imparfaitement concurrentiels. Il est vrai, toutefois, que du seul point de vue des profits, les

mesures planificatrices peuvent se révéler plus attrayantes. Qu'importe, les consommateurs paieront, même ei, pour cela, ils doivent diminuer la demande qu'ils adressaient ailleura...

Les négociations entre zones seraient certes plus aiséee que les conférences multilatérales. Mais les accords futurs seront à l'image des accords bilatéraux passés : ils aggraveront les distorsions existantes - en affirmant, parfois, vouloir les corriger -et ils organiseront le plenification bilatérale dee échanges

Ceux qui croient que l'émargence d'un monde tripolaire - Amérique, Europe, Asie - permettrait d'équilibrar les forces seront décus. La hiérarchie, telle qu'e lle e'établit ectuellement, est d'une granda limpidité : les Etats-Unis Imposent des mesures d'inspiration plenificatrice à toutes les régions du monde. L'Europe procède de mêma en évitant, toutefois, de viser... les Etats-Unis. Le Jepon, demier bestion du multiletéralisme ne fait, pour l'instant, que subir cette évolution mais n'eet pas à l'ebri d'une évolution ultra-nationaliste.

Intimidation

Le but principal des futures zonee est d'accentuer cette hiérarchisation. L'usage d'Instruments d'intimidation, qui peuvent être de netura protecdonniste (droits enti-dumping) sont de neture stratégique et visent à influencer le comportement des entreprises et des gouvernements étrangers. Les Etats-Unis (et l'Europe), qui exportent pau vers le Japon peuvent en ussr. Pes le Japon, qui exporte beaucoup vers les Etats-Unis (et l'Europe). Evaluet-on seulement le poids de l'influence des Etats-Unis lorsqu'ils parviendront à intégrar toute l'Amérique? Croira que la fragmentadon en zones avec, pour contrepertie, le renforcement de le CEE, permettrah à l'Europe de mieux résister aux pressions eméricaines est une illusion. Car il est clair que le fragmentation en zones est voulue et pensée, par les nations les plus puissantas, pour se substituer eu multilatéralisme. Comment ne pas voir qu'une fragmentation en zones conférerait aux Etats-Unis une position de centre essez proche, finalement, de celle qu'occupait autrefois l'URSS?

Admettons que le multiletéralisme, qui servait les intérêts eméricains (politiques et stratégiques d'eilleurs plus qu'économiques) dans un monde bipoleire où l'économie américeine n'étalt pas contestée, ne corresponde plus à la réelité présente. La domination politique, sans doute renforcée, n'empêche pes les Etata-Unis de douter de l'avenir de leur puissance économique. La tentation d'encaisser les résultets économiques de cette domination est donc logique et même légitime.

Il ne a agit pas de défendre la conception doctrinaire d'un libre-échenge Immédiat et intégral. La volatilité des taux de chenge et l'Inefficience des marchés monétaires et financiers introduisent, tout comme l'imperfection de la concurrence, des distorsions qui peuvent justifier des interventions publi-ques ciblées. Il ne s'agir pas, non plus, de défendre les structures ectuelles du GATT. Ses insuffisances avérées ont contribué à favoriser le développement d'une logique bilatérale et plenificatrice.

Mais si le commerce international doit être utilement « organisé » et réglementé, c'est dens un cadre multiletéral contraignant. La constitution de zones ne pourra être admise et encouragée que si les ràgles ou les procédures multilatérales, qui régentent le commerce interzones, sont simultanément renforcées, eu moins eussi sévarement que les subventions ou la dumping. Des instances d'arbitrage internationales, indépendantes des gouvernemente et des eutres institutions internetionales ly compris le GATT), devront être seules habilitées prendre ou à autoriser des sanctions.

Oui eux zones de libre-échange ou de coopéretion I Meis seulement dens le cadre d'un multiletéralisme renforcé.

(*) Professeur à l'université d'Orléans.

vision rassurante repose sur des conceptions fausses ou dépassées de la politique commerciale. D'ebord, l'efficacité des zones commerciales

Mals surtout le plaidoyer en faveur d'une logique de zones se fonde eur une enalyse dépassés. Le dilemme protectionnisme - libre-échange ne permet plus de poser le débat. Sauf vague populiste déferiante, un protectionnisme lourd et généralisé est devenu quasi impossible dans un monde de pro-duction « globale », quelle que eoit d'ailleurs l'Issue des négociationa de l'Uruguey Round. La raison : une grande pertie des importations des pays industriels provient en fan des fillales étrangères de firmes netionelee. D'ailleurs, les distributeurs comme les industries transformatrices, qui gagnent. au libre-échange, continueront à faire pression en faveur d'importationa bon marché. Seule des durcissementa ponctuels, eectonels et stratégiques sont envisageables. Dene ces conditione, où se situe le problème?

internationaux, on constate eulourd'hui une autre

La réduction du déficit du commerce extérieur français

Attention, trompe-l'œil!

PATERIO SELVE PAT FRANCOISE MILEWSKI CA N déficit commercial de 30 milliards de francs en 1991, soit 20 milliards de moins qu'en 1990, c'est une performance qui n'avait pas été réalisée depuis longtemps en France, et que les trois premiers mois de 1992 ont semblé confirmer. Elle a été obtenue grâce à un repli du déficit industriel. Divine surprise, dit-on, qui, jointe à la faible inflation, au déficit budgétaire modéré relativement au PIB, fait apparaître la France comme le bon élève de l'Europe. n'était le ralentissement de la croissance et l'aggravation du chômage qui en découle.

Après chaque publication des résultats ennuels du commerce extérieur revient la lencinante question : la France a-t-elle gagné ou perdu des parts de marché à l'exportation ? En 1991, elle en e assurément gagné. Le volume de ses exportations e progressé nettement plus (de l'ordre de 2,5 points) que le commerce mondial. La spécialisation géographique est devenue favorable puisque l'Allemagne, premier ctient de la France, fut le moteur essentiel des importations mondiales. En d'autres temps, une orientation trop tournée vers les marchés déclinants des pays en développement, alors que se dessinait la reprise du marché américaln, evait provoqué de sensibles pertes de parts de marché.

Un effet de substitution

Mieux, le France a probablement aussi conquis des positions au regard de la demande extérieura qui hi est adressée (de l'ordre d'un point). Il n'y e donc pas qu'un seul effet géographique. Elle e pleinement profité du boom de le demende intérieure et des importations ellemandes. En outre, les producteurs allemands, tournés en priorité vers leur marché national et dont les capacités de production se sont vite révélées saturées, n'ont pu satisfaira leurs clients étrangers. C'est manifeste pour la France, qui est leur premier client : les importations françaises en provenance d'Allemegne ont franchement baissé, par un effet massif de substitution entre les fournisseurs. Si bien que le déficit bilatéral franco-allemand a presque disparu; le solde s'eméliora dens tous les secteurs industriels, plus perticulièrement dans les industries de consommation. Des excédents ont même été obtenus pour les biens de consommation courantes pour la premièra fois depuie 1981, le matériel de transport terrestre, pour la première fois depuis 1975, et enfin les biens d'équipement ménager, ce qui n'était jamais survanu depuis le début des années 70.

Parallèlement, le retrait des producteurs alle-mands des marchés européens a favorisé les exportateurs français vers l'Europe hors Allemagne; d'autant qua la compétitivité des prix français ne e'est pas dégradée alors que l'Italie, per exemple, a souf-fert d'une monnaie surévaluée dans le SME. La France, comme le Royaume-Uni, en ont bénéficié. Il serait d'ailleurs surprenant que les efforts passés en matière d'investissement industriel ne finissent par porter quelques fruits.

Déjà depuis deux ans, les parts de marché de la France s'étaient stabiliséas. L'arrimage au SME, colteux en compétitivité-prix quand l'inflation était élevée, ne pèse plus maintenant qua celle-ci est matrisée. Enfin, en ce qui concerna les opérations exceptionnelles (per opposition au commerce cou-

citanti, les exportations supplémentaires d'Airbus ont plus que compensé le repli des ventes d'armes. Mais à interpréter l'amélioration de 1991 comme le résultat exclusif de gains de parts de marché dus à la désinflation, on risque quelques surprises plus tard, car c'est négliger l'effet du ralentissement de la croissance française. Celui-ci a bridé la heusse des impor-tationa industrielles, devenues nettement inférieures à celle des exportations pour la première fois depuis ongtemps.

C'est tout particulièrement vral pour les biens d'équipement professionnel. On constate même une baisse des importations de la mécanique. Les résultats de 1991 témoignent donc d'une situation nouvelle : c'est une configuration inverse de celle qui prévaleit depuis 1985. La reprise de l'investissement avait gonfié les importations de biens d'équipement mais eussi de biens intermédieires nécessaires à la fabrication de tels biens au plan national. Son raten-tissement en 1990 et surtout son recul en 1991 compriment les echats à l'étranger. « Bon déficit », disait-on pour qualifier le creusement du solde de la seconde moitié des ennées 80. Feut-il désormais parler de « mauvaise amélioration » pour quelifier le début des années 90.

A quelque chose malheur est bon : une faible croissance de la demande intérieure et de l'activité est porteuse d'amélioration du commerce exténeur. A l'extrême, c'est une récession isolée qui permet le . (*) Economiste à l'OFCE.

mieux, à court terme, d'engranger des excédents. A contrario, la relance allemande consécutive à l'unification RFA-RDA e fait disparaître l'excédent commercial de la RFA. Le ralentissement de la croissance française n'est certes pas plus intense que celul de l'OCDE hors Allemagne; pour preuve, le fait que, visà-vis de cette zone, importations et exportations industrielles françaises sont allées de peir. Mais il e permis de brider la hausse des Importations alors que le boom de la demande outre-Rhin compensait la faiblesse des autres marchés.

La performence extérieure de 1991 est donc evant tout le résultat d'un décalege conjoncturel entre la France et l'Allemagne. La spécificité du marché allemand explique en contrepoint les échanges avec les autres pays européens. L'Allemagne e perdu des parts de marché à l'exportation et massivement importé tandis que la France a faiblement importé et gagné des parts de marché à l'exportation. L'avenir sera peut-être moins rose : le retoumement de le conjonctura ellemande implique déjà de moindres débouchés pour les exportations. Et quand la reprise française, tant attendue, surviendra, elle contribuera à dégrader les échanges en gonflant les importations. Il ne faudra pas nécessairement s'en désoler, car l'amélioration de le structure de l'offre industrielle n'aura pas disparu pour autant.

in the second control of the second control

LE MONDE diplomatique

Mai 1992

- ÉCOLOGIE : RIO, SOMMET DE LA VERITE. As service des peuples ou d'un impérialisme idéologique?, par Mohamed Larbi Bouguerra. - Intérêts capitalistes et responsabilité planétaire, par Raymond Van Ermen. - Du patrimoine commun à la privatisation des ressources génétiques, par Pierre-Benoû Joly. - Déluge chimique sar la banane costaricieune, par Jean-Pierre Rocal
- FRANCE: M. Bérégovoy et le spectre du chômage, par Denis Clerc. Comment l'entreprise peut créer des emplois, par Jean-Marie Gogue.
- EUROPE DE L'EST : Les faiseurs de révolution libérale, par Ibrahim Warde. L'agriculture tchécoslovaque écartelée, par Alain Pouliquen.
- YOUGOSLAVIE: Au Kesove, une guerre saus srues, par Marie-Françoise Allain et Xavier Galmiche. Le retour de la question macédonienne, par Pierre Béhar.
- · ALGÉRIE : La presse et les fantièmes de la liberté, par AFRIQUE: Nouvelles fractures sociales en Afrique du Sod, par Pierre Beaudet. - La transition démocratique en Angola, par Victoria Brittain.
- . COMMUNICATION : TV Globo, géant brésilien atteint par la crise, par Véronique Berthonneou.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS wagons

- MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale qui se tiendra à Bruxelles, le MERCREDI 27 MAI 1992, à 15 heures à l'hôtel Pullman Astoria, rue Royale, 103, avec l'ordre du jour ci-après :

 1. Rapport spécial du Conseil d'administration et rapport des commissaires-réviseurs, établis pour les cas de dualité d'intérêts ;

 2. Rapport de gestion du Conseil d'administration et rapport des commissaires-réviseurs sur l'exercice 1991 ;

 3. Approbation des comptes annuels de la société ;

 Procestion d'appropulée comptes annuels archée au 31 décembre 1991 ; on
- Approparion des comptes annuels arnetés au 31 décembre 1991, co ce compris la distribution d'un dividence net de BEF 110 aux actions ordinaires, de BEF 55 aux actions nouvelles et de BEF 117,34 aux actions AFV; Décharge aux membres du Conseil d'administration et aux commissaires-révi-
- seurs:

 proposition de donner décharge aux membres du Conseil d'administration et aux commissaires réviseurs de l'accomplissement de leur mission au cours de Nominations-statutaires:
- Proposition de prendre acte de la démission de dix administrateurs ; Proposition de procéder à l'élection définitive d'un administrateur ;

- 5.2. Proposition de procéder à l'élection définitive d'un administrateur;
 5.3. Proposition de renouveler le mandat d'un administrateur;
 5.4. Proposition d'élite trois administrateurs;
 5.5. Proposition de renouveler le mandat de deux commissaires-réviseurs;
 5.6. Proposition de fixer les énoluments des commissaires-réviseurs au montant proposé, en accord avec cenx-ci, par le conseil d'administration.
 Les actions doivent être déposées au plus tard le 21 MAI 1992; à la Société générale, à la Banque Nationale de Paris, au Crédit lyonnais, à la Banque Indosuez, à la Banque Paribas, au Crédit Commercial de France, à l'Européenne de Banque, à la Banque france-BBL, au Crédit du Nord, dans leurs agences à Paris et/ou en proprince.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements: 46-62-72-67

IZINS»

res franzaise

The second second second

THE THE STATE OF THE

MICENSE GAR STATE STATE OF

With the same of

the same better a stronger

Chimenta de Salva (Mi

Total Teleplan

4. 4. WE TON OF SHI

建设设施 企业 156 to 1

W SANS MATERIAL PORT AND

Market Barrell Str. Villeton

· ·

Contract to the state of the same of

E F.E . ES. M. LT. 1 1121

THE WALL TO THE

METERS COMMING 120

West was true of the

make the same that the

THE ME & SUBSTRIES WITH

THE PROPERTY OF THE PARTY OF

What the Property September 1 ...

動物など かったい まってい

機能・機能を入りませる。

一条の場合というというだった。 シリカンタケ

电影 建筑工作工作 (14) 以 (14)

M. 60 (1657) 10 40 4070

A Company of the Company

the state of the state of the state of

THE RESERVE OF THE SECOND SECOND

के प्राचीता । व दि एकः

the the transfer

A professional area of the

The second second second second second second

PART OF THE PARTY OF THE PARTY.

Man Ballander of the state of the

海蛇 旗、北 古代组件

製作品のでき コルド キャイカ

الاستاري الاحدوق مريعتي ما معالم المعالم

THE PARTY OF THE PARTY

the all to the third the

Freder of Charles 1873 conseque la montes a

The second second second

BERNELLEN - TO SECOND

A the same of the same of the same of

The state of the last to

THE THE PERSON NAMED IN

Marie Marie

THE PERSONAL PROPERTY AND ADDRESS.

A MARKET A MARKET A PROPERTY.

the same is a second town the

THE T AME STREET

The second second

Statement of the same

The second secon

ministration for the second of

Military St. 1

¥. ₩.

CONTRACTOR AS A STATE OF

B. BOURTH J. S. S. S.

S MARKE MER STOWN N. P.

All the state of t

The same in the same into

THE P.

Profe St

E. Parisher which was to

THE PARTY NAMED IN

Vale of the second seco

222

414

. .

- 4 A

26 to 100

116 -4

Lateral Control

1. 66 16

Pratis la

Approprie

1 6.79

10 to 10

in die kar

1979(c)

475 21.54

5

and the ne

11 1 17 67 674 a

11.00

1.00

14.00 d a 1

'Y ... ''.

1000

Sec. 27.2

* p. 144

7.72

. .--. F

Sec. 197

1 12 0 21 E

. . . .

1.00

. m 2 -

 $200, 0.01 \pm 1$

1 2 2

 $v \in \mathcal{E}(R, \omega)$

Correlates a

of the management were

ALLEMAGNE

.91 oct. nov. déc. jan. fév. MAR

Rappel mars 1991 :4,2%

E has niveau et la stabilité du taux de chômage au Japon (2,1 % de la populatinn active depuis le début de l'année 1990) ne laissent pas d'étonner, au regard de ce que l'on observe dans les autres pays, notamment en Europe, nu ce taux est plus élevé et continue de croître réguliè-

Est-ce l'indice d'un meilleur climat économique? En fait, les disparités des taux de châmage ne traduisent que très approximativement les situations ennjoncturelles des pays industrialisés. Les écarts de niveau rellètent des réalités structurelles qui n'ont que peu de chose à voir avec l'état de santé du marché du travail.

Au Japon, comme ailleurs, quinque un peu plus tardivement qu'en

FRANCE

Rappel mars 1991 :9,2%

en cours pourrait se caractériser

jusqu'à la fin de l'été par une

grande monotonie des investisse-

ments, tant immobiliers qu'indus-

anront sans doute peu de moyens

pour modifier ces enchaînements.

Sans se laisser aller à une dérive

préoccupante de leurs dépenses,

les autorités budgétaires ont plus

ou moins desserré les contraintes

et ont, bien que modestement, souvent aidé la reprise à s'instal-

ler. Les recettes fiscales ayant été

ponctionoées par la faiblesse de l'activité et les dépenses gonflées

par les charges liées à l'augmen-

tation du nombre des châmeurs,

la facture budgétaire s'est alourdie

Les principaux dérapages se

dans un certain nombre de pays.

sont produits dans les pays du nord de l'Europe, où les réces-

sions sévères se sont soldées par

l'apparition brutale de déficits (au

Royaume-Uni et en Finlande) ou

la disparition des excédents (en

Suède). En Allemagne, le finance-

ment de l'unification a de même

fortement dégradé la situation des

finances publiques (le déficit atteint 4,3 % du PNB en 1991). En France, le déficit public a

dépassé de 40 milliards les prévi-

sions initiales. Bien qu'il soit

encore très raisonnable (moins de

2 % du PlB), il est vraisemblable

que les autorités ne feront pas

davantage que les mesures récem-

Cîté mnnétaire, les marges

à venir, et l'ensemble des parte-

naires européens pourraient en profiter, mais celle-ci sera assuré-ment de faible ampleur (0,25 à

tout n'est donc pas encore très enthousiasmant pour 1992. Le

redressement des demandes inté-

rieures sera freiné par la taiblesse

des investissements, et l'améliora-

tion de l'emploi en sera retardée.

Dans ce cootexte, la croissance

restera molle en 1992 et ne dépas-

sera probablement pas 2 % en

moyenne dans la CEE (un point

de plus qu'en 1991). Les ajuste-

ments financièrs actuellement en

train de s'opérer devraient au

Le climat s'amélinre mais

0,5 point).

chômeurs de longue durée).

Les politiques économiques

INDICATEUR e L'emploi

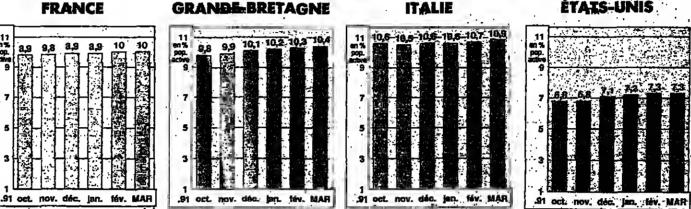
Performances japonaises Occident, 1991 a été une année de quasi-récessinn de la demande inté-

rieure. La production s'est donc contractée : elle se situait en février 1992 à un niveau inférieur de 4,5 % à celui enregistré en février 1991. Les entreprises nippones se sont adaptées à cette situation sans réduire leurs effectifs comme beaucoup de leurs homologues l'ont fait,

en sorte que l'emploi a continué de s'accroître plus vite que la popula-

En revanche, elles ont réduit drastiquement les heures supplémentaires effectuées par leurs salariés : celles-ci, traditionnellement importantes an pays du Soleil-Levant, représentent souvent un cinquième de la semaine de travail, en raison de leur coût, beaucoup moins élevé que dans les autres pays industrialisés - moitié moindre qu'aux Etats-Unis

L'impact des baisses d'activité sur les évolutions de l'emploi et les revenus des ménages s'en tronve par conséquent atténué par rapport aux pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord.



Rappel mars 1991 : 10%

Rappel mars 1991 673

JARON

المدر المدينة المراجعة المستوارة المستوارة المستوارة المستوارة المستوارة المستوارة المستوارة المستوارة المستوا

1, 2 . 2 . 41

PARTIE CAME And the con-

W. 21 . 184 . . .

B 3 774 - 1 4

والدامسية المسادية

- ده. ۱۰ اتایی

Compression of the second

1 mg - 1 - 2 - 2 - 2 - 2 - 2 - 2 - 2

Tant at . ".

A STEEL

gr. en 200 - 500

water to see the

And the second

27 - 80 - 1 - 3 - 6

🗗 gyatat i talli fili

PERMITTED AND AND AND

and the second

THE WAY WE THINK HE

authorized in

baca a con

and a second of the

Property of the same

70 29 11 25 3 2

THE FOREST WAY

1: 2 - 10: 'E.

Chitettea files.

Rimatt College.

Talente te es la laca.

All the state of the

Alle was a second

Confidence of the con-

Tit is the same of the

arreste to the

At the same

trick's ter to

سورو بيود المراق وما

Printer and the second

The territory

Street,

31 2 3 5 - F

A State of the last

The street of the

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF

OF THE STREET

The same

grand to the

A 200 1 (200) 119

Be I copy of the same

As . .

- - - ·

No Williams

Jan 1 '''

TO MAN THE TAX

CIATILE TO VE

production of the

J. 7 7 ... 1317 CT 11. -10

1

Taux de chômage en pourcentage de la population active. Sources : Office statistique des

Rappel mars 1991 : 6,4%

autés européennes (sauf Japon : sources nationales).

par exemple.

SECTEUR o L'assurance

Douloureux dommages ÉME pour ces champions de des risques industriels. Dans ce la croissance que sont les domaine, la plupan-des assureurs assureurs français, les temps sont ne gagnent plus d'argent depuis

dans un contexte pourtant nette-meot moins favorable. Les cinq premières compagnies - les trois groupes publics (Unioo des assurances de Paris, UAP, Assurances générales de France, AGF, Groupe des assurances oationales, GAN): ct les deux privés (Victoire et AXA) - ont encore coonn une. progressioo de leur activité de près de 14 % en moyenne. Si l'assurance-dommages n'a connu en 1991 comme en 1990, le marché de l'assurance vie et de la capitalisation, après un coup d'arrêt en 1990 (+2 % à + 3 %), a retronvé une progression à deux chiffres de l'ordre de 10 % à 11 % dont plus de 20 % pour la scule assurance-vie. .

métier d'assureur reste porteur, mais sur le plan de la reutabilité. il l'est beaucoup moios et cela pour la deuxième année consécutive. Les cinq premières compagnics affichent un recul moyen de 8,5 % de leurs profits, lie à la détérinration des résultats « techniques » (hors revenus' des placements) ct à une stagnation des profits financiers.

L'activité d'assurance-dommages est la grande responsable de cette situation. L'érosion progressive des marges s'est transformée en une chute brutale sur l'année 1991. La France est en train de se rapprocher de la situation de pays istré comme les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Les tempêtes qui avaient affecté l'Europe du Nord faisaient snuvent figure d'alibi en 1990 pour expliquer la détérioration des résultats des compagnies françaises. Mais pour l'année qui vient de s'achever, cet

élément ne joue plus. A cela, deux raisons princiles : la recrudescence de 30 % à 40 % des vols de véhicules (l'automobile représente 40 % de l'assurance-dommages) et une concurrence «sauvage» sur le marché.

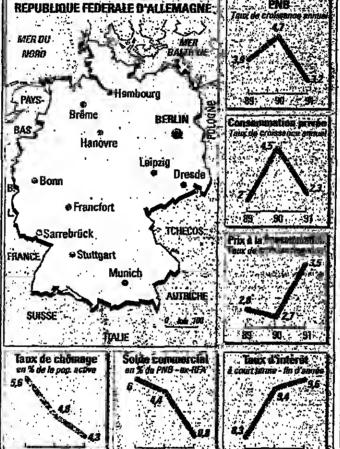
dans. Bo moyenne, leur chiffre plusicurs années. Or les incendies d'affaires a été multiplié par cinq d'entreprises auraient augmenté en dix ans. Anjourd'hui, les assureurs pontsuivent sur leur lancée compagnies se refuscot-elles de 30 % en 1991. Aussi certaines depuis plusieurs mais à trop baisser leurs tarifs et ont procédé à une sélection de plus en plu

rigoureuse des dossiers, quitte à perdre des parts de marché. Ces précaotions o'ont pas empêché les résultats d'exploitation des branches « dommages » des groupes d'être tons oégatifs. L'UAP et les AGF enregistrent des pertes d'exploitation d'environ I milliard de francs et le GAN des plus-values financières et immobilières qui leur ont permis de faire ressortir des résultats nets

positifs. L'UAP et les AGF ont été par ailleurs handicapées par leurs filiales bancaires, respectivement la Banque Worms et la Banque du En volume d'activité, le Phénix, qui ont toutes deux dû tier d'assureur reste porteur, procéder à des provisions sur leurs engagements immobiliers. Ce sont d'ailleurs les provisions «snrprise» constituées par la Banque Worms, filiale à 100 % de PUAP, qui ont fait chuter les résultats de sa maison-mère. Sans celá, le premier assureur français aurait réussi, comme ses deux concurrents, à stabiliser son résultat.

Enfin, la contribution des assureurs au fonds d'indemnisation des victimes du sida a contribué à la dégradation de leurs résultats. Chaque compagnie a provisionné dans ses comptes de 1991 de 0.42 % à 0,5 % de son chiffre d'affaires dans l'assurancedommages. La contribution de l'UAP est la plus forte, avec un versement de 110 millions de francs en 1992, suivie par celles d'AXA (85 millions), des AGF (67 millions) et du GAN (45 millions). Le seul motif de satisfaction est fourni par l'assurance-vie, où les groupes affichent chiffres d'affaires en hausse et résultats positifs permettant souvent de compenser les déconvenues sur l'assurance-dommages.

Éric Leser



Controverses

'APPRÉCIATION de la situa-tion en Allemagne occidentale 1991 : la remontée des taux ment annoncées pour relancer l'activité (baisse d'un point de la TVA et mesures en faveur des Certains pays, moins affectés par le ralentissement de leur croissance ou attachés à une rigueur budgétaire imposée par les perspectives européennes, ont réussi à stabiliser leurs déficits (la tains économistes les prédisent à 8 % à la fin de l'année, d'autres à 9,7 %! Ces écarts reflètent, d'une Belgique, l'Italie et le Portugal) et persévéreront sans dnute dans de manœuvre sont rédnites. Une légère détente des taux en Allemagne est probable dans les mois

> Le contexte extérieur s'est amélinré : les carnets de comressaisissent lentement. Les bénéfices qu'en retireront les entre-prises dépendent certes du caracque ceux-ci seront mnins signifi-catifs qu'au cours des précédentes phases de redémarrage. A court terme, les effets de diffusion habituels du commerce extérieur sur la croissance allemande consti-

demeurant authriser une amélioration notable des conjonctures en Véronique Riches Economiste au CEPME

d'intérêt a limité l'accès au crédit, tandis que l'effort fiscal exceptionnel demandé aux ménages an titre de la réunification a lourdement ponctionné leur revenu dis-ponible. Cette situation est néanmoins transitoire. L'expiration du prélèvement fiscal de solidarité et les transferts de l'Etat aux familles procureront aux ménages un surcroît de revenus de 18 milliards de marks en 1992 (1,2 % de leur revenu disponible et 0,8 % du PIB). Après avoir stagné, leur pouvoir d'acbat devrait donc s'améliorer d'autant plus nettement que les salaires continuent de progresser. Même si une partie de ce surplus vient à être épargné, restera de quoi alimenter un important rebond de la consom-

Une mndeste détente des taux d'intérêt, probable, compte tenu des évolutions à attendre de l'indice des prix à la fin du printemps, serait un atout supplér taire à cette reprise. Après un redémarrage au ralenti, la croissance du PIB pourrait ainsi aisé-ment s'établir à un rythme supérieur à 3 % l'an au second semestre (après 2 % au premier). En moyenne sur l'année, la croissance dépassera difficilement 1,5 %, compte tenu des acquis statistiques liés à la baisse du PIB

mation an second semestre.

V. R.

Les résultats en 1991 Childre d'affaires Pégadar au Provisions corpodoé par de prouse techniques ATT TO SEE SEE 105.3 (+ 8.2 %) 3.78 (30.2 %) 360.5 (+ 13.3 %) 64.01(+8.7%) (180%) 7.867/185.26(14.1%) 65,3 (+ 20,2 %) 2,89 (- 0,5 %) 158 (+ 18,7 %) Ama SA 54,3 (+ 73 %) 220 + 28 % 43 24 18 5 %) 39.7 (+ 18.5 %), £32 (- 17 %) - 127% (+ 20 %) Athen TOLER BOOK TO DELIGIO (*) En militards de france. Entre paranthèses l'évolution 1990-1991.

Embellie 'EUROPE occidentale renoue De l'extrême nord de l'Europe à soo extrême sud, la reprise

RÉGION • L'Europe occidentale

progressivement avec une situation plus encourageante que celle des dix-huit mois passés. Les consommateurs semblent s'être accommodés des niveaux élevés des taux d'intérêt et ajustent leur comportement. Ils atteodent des jours meilleurs pour investir mais dépensent à oouveau davantage : les immatriculations de voitures reprennent et les ventes au détail s'amélioreot. Dans l'immobilier, les traosactions tardent à se redresser et les prix sont encore tirés vers le bas. En revanche, la situation linancière des ménages. tant incriminée au cours des mois passés, s'assainit peu à peu. Les hausses de salaires ont peu souffert de la dégradation du marché du travail : à 8 % l'an en Espagne, 7,5 % en Allemagne, 7 % en Italie et au Royaume-Uni, près de 4 % en France, clles assurent globalement des gains de pouvoir d'achat légèrement superieurs à ceux de l'an passé car, à l'exception de l'Allemagne, l'inflation euro-péenne s'est ralentie. Les sacrifices réalisés sur les dépenses ont ainsi permis une stabilisatinn voire dans certains cas une légère hausse – des taux d'épargne depuis l'automne dernier, ce qui constitue un préalable indispensable à un allégement des contraintes financières des parti-

culiers. Les frémissements observés du côté de la consommation ont donné le coup d'envoi à un raffermissement de la production. Bien que très récent, celui-ci est clair sur les segments des biens destinés aux ménages. lci et là, les secteurs de l'automobile, de l'électroménager et de l'habillement commencent à en ressentir les bienfaits. D'autres pans de la production, encore en retrait, en bénéficieront sans doute sans

Les perspectives d'investissements industriels restent entachées d'une certaine morosité. Après une période de décélération de leur productinn, les entreprises disposant de capacités généralement suffisantes pour une reprise, c'est seulement une fnis les fruits de celle-ci récoltés et leurs situatinns de trésorerie restaurées qu'elles envisagent d'accendire leurs équipements. Ces mécanismes pourraient s'avérer plus longs que de coutume cette année. En premier lieu, parce que l'effort d'investissement accompli sur le dernier tiers de la décennie 80 est somme toute récent. En second lieu, parce que les contraintes financières qu'imposent aujourd'hui les niveaux élevés des taux d'intérêt renchérissent considérablement le coût des équipements. Les taux d'intérêt à court terme sont supérieurs ou égaux à 10 % cn Europe (10 % en France, eo Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas, 10,5 % au Royaume-Uni et en Italie, de 12 à 12,5 % en Espagne et dans les pays scan-dinaves), ce qui porte à 7 % en moyenne les taux réels.

89 90 91 90 91 89 90 91 PAYS • L'Allemagne .

empoisonne le diagnostic conjoncturel. Pour 1992, les prévisinns de croissance du PIB s'étalent dans une fourcbette de 0.5 à 2.3 %; celles relatives à l'inflation de 3 à 5 %; quant-aux taux d'intérêt à court terme, cerpart, des divergences d'estimations sur l'environnement international, d'autre part, des difficultés à préjuger de l'attitude de la Bundesbank et de l'impact des perturhations fiscales sur le comportement de consommation.

mandes à l'exportation se regonflent depuis l'hiver et les ventes se tère plus ou mnins vif de la reprise anglo-saxonne, et l'on sait tuent un facteur essentiel à une éclaircie conjoncturelle rapide. Celle-ci sera-t-elle sontenue

ou au contraire annihilée par l'évolution de la demande intérieure? Sous l'effet du durcisse- des trimestres écoulés. ment de la politique économique, le regain des dépenses des particu-

Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par l'agence de presse idé et le service infographique do Monde.

二重 雪 75 M

1. Th. 26

. . .

Y Y

· respectively.

.. ... + 動

3. **438**

the state of

1.2

A AMERICA

والمراجع والمراجع والمراجع

2 2 3

or or a service

2000 57 98

 $\alpha = (\alpha_{ij}, \ \alpha_i J)_{ij}$

7-15-4-5-

* ** ** ** **

14 2 Apr. 7

and the second

4 The Ethical

Section of the sectio - ---- Company 10 .00 Jan 27 ** Der ** 1557 i signijada diji -----

The State of States A CALL OF THE PARTY NAMED IN

The state of the s

THE A 10 mm · ja vin in term increase to Enterior